

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13782 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 20 MAI 1989

Les manifestations et les grèves de la faim à Pékin

Le chef du PC chinois a supplié les étudiants de cesser leur mouvement

Une visite historique mais éclipse

Le paradoxe de la rencontre historique qui vient de s'achever entre Chinois et Soviétiques est qu'elle aura été largement éclipsée par le déferlement non moins historique qui a bouleversé le protocole de la visite à Pékin du chef du Kremlin. La poignée de mains entre les « camarades » Deng Xiaoping et Gorbatchev n'en symbolise pas moins une réconciliation qui va sensiblement plus loin que la « normalisation » à laquelle on a longtemps, de part et d'autre, travaillé.

Il y a bien des raisons à cette évolution, et, d'abord, la perte de poids des idéologies. Le temps est loin où Moscou et Pékin s'opposaient mutuellement des procès en hérésie, et où volaient les accusations de « révisionisme ».

Les manifestations, auxquelles participent désormais toutes les couches de la société, se poursuivent dans les grandes villes de Chine.

M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste chinois, s'est rendu, vendredi 19 mai, à l'aube, place Tiananmen, à Pékin, pour supplier les étudiants de mettre un terme à leur grève de la faim. Mais, jusqu'à nouvel ordre, cet appel à la « raison » n'a pas été entendu par les contestataires et l'impasse demeure.

Lire page 9

Article de notre correspondant à Pékin
FRANCIS DERON



M. Ed Koch en lice pour un quatrième mandat

Après course à la mairie de New-York

Surnommé « l'incorruptible », M. Rudolph Giuliani, ancien procureur de la ville, a confirmé, mercredi 17 mai, qu'il se portait candidat à la mairie de New-York.

Celui qui a fait trembler la Mafia, les initiés de Wall Street et les édiles véreux a de bonnes chances de remporter la primaire républicaine en septembre et les élections en novembre.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Indifférent aux odeurs de nouvelles frites et au bruit persistant des cuisines, le petit homme poursuit son discours. Il y est question de « plus jamais ça ! » et « demain tous ensemble » : les

mots codes de toute campagne électorale, mais égrenés sans conviction. Pourtant, jouant des coudes et des baguettes, tout Chinatown s'est entassé au Crystal Palace, le restaurant chic du Bowery, pour voir le spectacle, à combien exotique, de ce vieux Noir affable et si distingué, qui s'est lancé dans la plus échevelée des entreprises : devenir maire de New-York !

Tandis que David Dinkins explique à son auditoire, bruyamment intéressé, qu'avec lui le projet ignominieux de la municipalité actuelle d'installer une pénitencier sur l'East River, près de Chinatown, ne verra jamais le jour, son regard s'attarde, inquiet, sur les dragons outrageusement dorés de la décoration.

C'est un dragon autrement plus redoutable qu'il lui faudra affron-

Le chef de l'Etat et les missiles à très courte portée

M. Mitterrand s'écartere de la RFA dans le débat sur la défense nucléaire

Au cours de sa conférence de presse, jeudi 18 mai, M. Mitterrand a pris ses distances à l'égard de Bonn dans le débat sur la défense nucléaire. Il a pris position contre la dénucléarisation de l'Europe occidentale, à laquelle pourraient conduire des négociations sur les armes nucléaires à très courte portée, réclamées par Moscou et Bonn. Le chef de l'Etat a, d'autre part, fait connaître les grandes lignes de son arbitrage à propos des dépenses militaires pour les quatre prochaines années : M. Chevènement devra faire davantage d'économies, mais aucun grand programme militaire ne sera compromis.

L'Europe et le rang

par ANDRÉ FONTAINE

DES sondages au zénith. Un premier ministre bien en selle, auquel l'un de ses réputés rivaux vient de donner un sportif coup de chapeau. Une économie en expansion. Un front social calme. Une forme physique et intellectuelle que bien des hommes de dix ans plus jeunes pourraient lui envier : pour François Mitterrand, c'est, un an après sa réélection, comme un nouvel état de grâce.

Le ton particulièrement enjoué de sa conférence de presse de jeudi en portait la trace. Mais il n'y a pas de ciel éternellement bleu. Le président de la République n'a pas cherché à dissimuler qu'il se faisait quelque souci quant à l'avenir de l'Allemagne. Et, plus généralement, quant à celui de cette Europe dont les douze étoiles figuraient pour la première fois, à cette occasion, dans la salle des fêtes de l'Elysée, à côté des trois couleurs.

Voisinage symbolique, qui ne pouvait mieux illustrer l'essentiel du propos présidentiel. Cette fresque passablement longue de la politique mondiale a bizarrement ignoré le

tremblement de terre qui ébranle la Chine. Elle a fortamment mis en lumière, en revanche, la question fondamentale qui se pose aujourd'hui au pays : quelle sera la place, dans l'Europe de demain, de l'« identité française » ?

Pour Jean Monnet, la réponse ne faisait pas de doute : la France devait s'intégrer dans des Etats-Unis d'Europe, réplique de ceux qui existent de l'autre côté de l'Atlantique. François Mitterrand a eu beau condenser l'an dernier ses idées au Panthéon, il est clair qu'il ne voit pas les choses de la même façon : sans quoi il ne parlerait pas comme il le fait du « rang » de la France. Il sait trop bien la place que ce mot tenait dans la rhétorique gaullienne (1) pour que son emploi ne soit pas décrié.

(Lire la suite page 7.)

Les principaux extraits de la conférence de presse de M. Mitterrand. ■ « Un médiateur engagé », par Jacques Amalric. ■ « Programmation militaire : un pari difficile », par Jacques Isnard. ■ Les réactions.

Pages 2 à 8

Les éditeurs à la porte de Versailles

Un Salon flottant

Le neuvième Salon du livre de Paris a ouvert officiellement ses portes vendredi 19 mai, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Quelque 1 500 éditeurs y sont réunis jusqu'au 25 mai.

La tradition veut que l'ouverture au public du Salon du livre soit précédée d'une soirée où se retrouvent des gens qui, tout au long de l'année, ne se quittent guère. Éditeurs, commerçants du livre, journalistes, auteurs et amis des uns et des autres se sont donc donné mutuellement la fête jeudi soir, au Parc des expositions de la Porte de Versailles.

Le temps chaud, le champagne frais, incitaient plutôt à l'optimisme, mais l'enthousiasme et l'excitation qui agitent le milieu littéraire lorsque la fête annuelle du livre français se déroule sous les magnifiques verrières du Grand Palais avaient cédé la place à une indifférence un peu morne.

La décision prise en 1988 par le Syndicat de l'édition, organisa-

teur du Salon, de déplacer celui-ci vers le béton du Parc des expositions n'a enchanté personne. Chacun savait que le Salon, victime de son succès - 200 000 entrées en 1987 - ne pouvait plus demeurer sous sa forme primitive au Grand Palais sans gêner pour le public et sans danger pour la sécurité. Mais le transfert opéré l'an dernier, à l'évidence, a écarté de la manifestation une partie des amateurs de livres, qui ont été remplacés par des visiteurs moins accoutumés à la fréquentation des librairies.

Le monde de l'édition - il en a l'habitude - est donc aujourd'hui coupé en deux. Du côté des optimistes, ceux qui se réjouissent qu'une population peu familière avec le livre vienne visiter cette immense librairie, où, sur 28 000 mètres carrés, 1 427 éditeurs français, 187 francophones et 824 étrangers présentent un large échantillon de leur production.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 23.)

Vladimir Jankélévitch Henri Bergson



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Hausse du dollar

La Bundesbank n'intervient pas.

PAGE 36

Crédit agricole

La fin du monopole pour les prêts bonifiés.

PAGE 31

LA CGT en congrès

La montée de M. Vignier.

PAGE 30

Le Monde

SANS VISA

■ Oman entre l'or noir et l'or vert. ■ La table. ■ Les jeux.

PAGES 17 à 20

Le sommaire complet se trouve en page 36

M 0147 - 0520 - 4,50 F



3290147004500 05200

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,00 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1 000 L. ; Japon, 4,000 ¥ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 1,20 S. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

La conférence de presse

« Le rôle de la France »

La conférence de presse réunie, jeudi 18 mai, par le président de la République dans la salle des fêtes de l'Élysée était la cinquième depuis l'entrée en fonctions de M. Mitterrand, en 1981. Le chef de l'État, qui, à ce genre d'exercice, préfère la radio ou la télévision, n'avait pas utilisé ce moyen de communication depuis le 21 novembre 1985, quatre mois avant les élections législatives de mars 1986.

M. Mitterrand est si soucieux de rompre avec le style des « grand-messes » gaulliennes — il a d'ailleurs fait observer avec quelque perfidie qu'aucune question ne lui avait été communiquée à l'avance et qu'il n'avait pas appris les réponses par cœur — qu'il laisse libre cours au jeu des interventions des journalistes présents. Dès lors, cette conférence de presse strictement limitée à la politique internationale et à la défense a pris un tour catolique. On est passé de l'OTAN et des propositions de M. Gorbatchev sur les missiles à courte portée à la Pologne, à la défense fran-

çaise, au Liban, à la visite de M. Arafat, à l'Europe et à l'Iran, avec un détour sur l'organisation des régions françaises, le tout dans un complet désordre. Cela n'a pas facilité l'expression de la cohérence de la politique internationale de la France que M. Mitterrand éprouvait le besoin de souligner dans une période où son activité diplomatique est intense. Cela n'a pas permis — puisque aucune question n'a pu être posée à ce sujet — d'entendre son analyse sur l'ensemble des mouvements qui se produisent dans le monde communiste et singulièrement sur la Chine.

Outre les explications et les analyses de M. Mitterrand, cette conférence de presse n'a été marquée que par une annonce concrète sur l'ampleur que prendra le ralentissement de la progression des crédits militaires de la France. Le chef de l'État, qui avait à sa gauche les drapeaux français et européens, a notamment traité, en présence de nombreux membres du gouvernement, dont les ministres d'État et tous les mini-

tres concernés par la politique extérieure et la défense, des sujets qui suivent :

« Les crédits militaires de la France. — La décision du gouvernement sur la réduction de ces crédits sera connue au début de la semaine prochaine, au terme d'ultimes conversations entre le président de la République et le premier ministre. Mais M. Mitterrand a indiqué qu'il avait d'ores et déjà tranché le débat qui opposait M. Chevènement, ministre de la défense, à M. Rocard. Pour les quatre années 1990 à 1993, le programme d'équipement prévu s'élevait à environ 470 milliards de francs. Le coup de « frein » se traduira par une réduction de 40 à 45 milliards, soit de 16 à 18 milliards pour les années 1990 et 1991. Le budget d'équipement pour 1990 serait d'un peu plus de 100 milliards.

M. Mitterrand a réaffirmé qu'il convient d'abord de préserver la stratégie de la France, de « veiller aux intérêts essentiels de notre industrie », et au « moral de l'armée ». Seront « pré-

servés » les grands programmes, tels que le porte-avions nucléaire, le sous-marin nucléaire lance-missile de la nouvelle génération, les constructions d'Élysée, les projets de missiles, les hélicoptères, le char Leclerc. Les programmes non classés par le président « ne sont pas forcément sacrifiés ».

« Désarmement. — M. Mitterrand se déclare « assez satisfait » de constater que les Américains et les Allemands prennent le temps de discuter, jusqu'à 1992 au moins, de la modernisation des missiles à courte portée américains installés en Europe. Le chef de l'État a réaffirmé qu'il se veut la priorité d'être un désarmement conventionnel. Il souhaite que la discussion s'engage sur ce sujet avant 1992, « avant que les armes à très courte portée soient dépassées ». « Si rien n'est fait, si l'on se refuse à des décisions concrètes, précises, réelles dans le domaine de l'armement conventionnel, alors il faudra bien moderniser (...). Je suis de ceux qui pensent que la

Dans sa déclaration liminaire, M. Mitterrand déclare notamment :

« Le premier objectif de la France est de contribuer à la défense de la paix, ce qui suppose de lutter en toutes circonstances raisonnables, le désarmement, qui ne peut que contribuer lui-même à la réduction des tensions. (...) »

« Le deuxième point qui s'attache à cette rubrique, la défense de la paix, est celui que j'appelle (...) l'équilibre : il ne peut pas y avoir désarmement sans équilibre dans la réduction des forces, l'équilibre étant une notion souvent subtile qui ne peut pas simplement se régler sur un plan quantitatif. Ce qui veut dire, aussi bien pour le désarmement que pour la maintenance de l'équilibre dans ce désarmement, veiller à l'équilibre entre les forces en présence, en toutes circonstances, agir par la négociation, ne jamais se refuser à discuter avec ses partenaires, proches ou lointains, amis ou non. »

« Le troisième point (...) vise au règlement de tous les conflits ouverts, conflits comme on dit régionaux ou locaux. »

« Sur quel principe est fondée cette intervention sur les conflits parfois lointains géographiques ? »

« Sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quand la France a le sentiment qu'un peuple ne dispose pas, ne dispose plus, du droit de se déterminer lui-même, alors elle intervient ou elle dit ce qu'elle en pense, afin d'orienter l'opinion publique internationale. »

« De la même façon, autre principe directeur dans ce domaine du règlement des conflits, l'intégrité et la souveraineté des États qui ont été reconnues par l'ensemble des Nations unies. C'est la référence la plus simple. »

« Autre principe, la non-ingérence dans les affaires d'autrui. (...) »

« Les démarches françaises en faveur du désarmement, pour l'équilibre des forces au niveau le plus bas souhaitable et pour le règlement des conflits locaux, ne se passent pas d'une considération nécessaire, qui est de veiller à notre propre sécurité. D'où les problèmes qui en découlent aussi, c'est-à-dire nos armements, quel rythme, quelle puissance, en quels domaines ? »

« Le deuxième axe de cet exposé préliminaire vise la construction de l'Europe, d'abord l'Europe de la Communauté des Douze. Nous sommes associés depuis le premier jour, nous, la France, à la Communauté, celle des Six qui est devenue

progressivement celle des Douze. Nous sommes membre fondateur, particulièrement engagé et particulièrement décidé à faire avancer cette difficile construction. »

« Dans l'immédiat (...), quels problèmes avons-nous à résoudre ? Quels sont ceux qui sont posés sur la table des négociations, dont s'occupe présentement l'Espagne qui préside à la Communauté, dont j'aurai à m'occuper moi-même avec les ministres français, à partir du 1^{er} juillet de cette année ? »

« L'union économique et monétaire, la charte sociale ou le droit social européen, qu'on peut appeler aussi l'espace social, peu importe la formule et le vocabulaire, l'Europe culturelle, essentiellement pour l'instant autour du moyen le plus puissant de diffusion d'une culture, le langage audiovisuel, l'Europe audiovisuelle, l'environnement, c'est le quatrième point dans la suite de mon discours, ce n'est pas le moins important, ce n'est pas le quatrième en urgence, il se pose au même titre que les autres : l'environnement qui ne connaît pas de frontière. Il y a aujourd'hui des frontières, il n'y en aura plus en 1993. De toute façon, dès maintenant et au cours des années précédentes, la pollution passe partout. Nous avons donc besoin d'organiser un front commun de résistance face à cette détérioration des conditions naturelles d'existence. »

« Et le cinquième point, c'est qu'il faut progresser dans ce que l'on appelle aussi (...) l'Europe des citoyens. »

« Comment faire pour que les hommes et les femmes qui vivent sur le sol des douze pays en question se sentent plus à l'aise, communiquent plus facilement, aillent d'un point à un autre, travaillent là où ils veulent... bref, se sentent partout chez eux ? »

« Mais l'Europe de la Communauté, dans l'immédiat, ne se fera pas si l'on n'a pas une vision, une perspective. Ceux qui ne veulent pas d'une Europe politique, disposant d'une large part de la décision politique commune, et diplomatique, ceux-là, on les verra grogner, frôner, s'arrêter devant chaque obstacle, filer à l'insulte. »

« Donc, seule la volonté politique peut permettre de réunir les cinq discussions — j'allais dire difficultés — mais c'en est — les cinq discussions d'aujourd'hui, que je résume : économique et monétaire, sociale, culturelle, environnement, les citoyens. »



« C'est cette volonté politique qui permettra en fin de compte de concevoir et d'organiser les moyens de la défense et de la sécurité de cet ensemble européen. »

« Mais l'Europe, ce n'est pas simplement cela, même si c'est déjà beaucoup. La Communauté exerce une grande attraction, des demandes d'adhésion nous sont adressées (Autriche, Turquie...), il y a des accords particuliers entre la Communauté et de nombreux pays, certains avec des pays de l'Est de l'Europe, d'autres avec des pays du Maghreb, ou bien du Proche-Orient... Je veux dire que la Communauté, première puissance commerciale du monde, voit se

multiplier les contacts entre elle et les autres. »

« Mais cette Europe, ce n'est pas toute l'Europe. Il y a celle qu'on appelle vulgairement — mais, inutile de s'en expliquer, vous avez déjà compris ce que je veux dire — l'Europe de l'Est. Ce n'est pas une notion très fidèle, en vérité, aux quatre points cardinaux. »

« L'Europe de l'Est. Il est nécessaire que la Communauté et que chacun des pays qui la composent ouvrent portes et fenêtres autant qu'il est possible. C'est difficile, en effet, d'affirmer que désormais le courant de circulation est libre, tant qu'il y a un mur, tant qu'il y a des intérêts, c'est-à-dire qu'il faut faire

progresser en même temps les droits de l'homme et les libertés. »

« J'ai moi-même entrepris ce type de relations. M. Gorbatchev était venu en France en 1985, première visite d'État qu'il effectuait dans un pays occidental. Je l'ai rencontré plusieurs fois depuis lors. J'ai rendu une visite d'État en Union soviétique l'année suivante, en 1986. Nous sommes revus récemment, à la fin de l'année dernière. Il sera là le 4 juillet prochain. »

« Mais j'ai conduit une délégation de la France en Tchecoslovaquie, en Bulgarie, je le ferai dans moins d'un mois en Pologne, et je compte bien aller en Allemagne de l'Est, avant la fin de l'année, avant de pourvoir bien entendu ce périple partout où cela me paraîtra souhaitable. »

« Ces deux Europes, qui n'en font qu'une, ne peuvent pas aujourd'hui marcher du même pas et ce serait un raisonnement défectueux que de se dire : elles peuvent marcher du même pas puisque, en perspective, on peut imaginer que les deux fractions de l'Europe — ces deux-là en tout cas, car il en reste d'autres — lanceront davantage de ponts entre elles, commenceront de bâtir l'Europe des Européens. »

« Il faut bien se dire qu'on recrée d'autant mieux que nous aurons réussi un solide amarrage de l'Europe des Douze. C'est-à-dire que ce n'est pas exclusif l'un de l'autre. Ce n'est pas parce qu'on souhaite

cette ouverture qu'il faut renoncer à la première entreprise. Plus on souhaite cette ouverture — c'est mon cas — plus on souhaite en même temps que l'Europe de la Communauté soit solide et se décide vite à franchir de nouveaux pas en direction de ce marché unique — qui n'est pas qu'économique, croyez-le, mais nous y reviendrons — du 31 décembre 1992. »

« Le troisième axe de ce raisonnement autour de la politique étrangère de la France touche au développement, terme que j'ai choisi parmi d'autres qui me venaient à l'esprit. »

« Le développement, la réduction du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres — on dit aussi les pays du Nord et les pays du Sud, expression encore approximative. »

« La réduction de ce fossé bute tout de suite sur le problème de l'endettement. Il faut donc apporter des réponses permettant d'en finir avec ce problème dramatique qui interdit à la plupart des pays du tiers monde, les plus pauvres, ou les pays intermédiaires — moins pauvres mais pas riches — de surmonter la crise qui, aujourd'hui, les frappe. »

« Donc, faire des propositions. Nous en parlerons tout à l'heure. Je l'ai fait à Toronto, en proposant un plan qui a été adopté de réduction de la dette pour les pays les plus pauvres ; devant les Nations unies, en développant une approche sur la dette des pays intermédiaires c'est-à-dire du type du Brésil, pays qui ne sont pas pauvres mais qui sont très fortement endettés et qui voient leur développement freiné par cet endettement. »

« A cet égard, la France est le premier des grands pays industriels quand il s'agit de fournir, bilatérale ou multilatérale. Je tiens à le rappeler. »

« Bref, il faut un renversement de la tendance, et c'est un des objectifs majeurs de la politique qu'avec le gouvernement de la République l'entende conduire. Pour employer des termes faciles à comprendre, il faut en finir avec un certain néo-colonialisme des échanges. »

« Quatrième domaine où s'exerce notre politique étrangère, et cela a été prévu par divers accords internationaux de grande envergure — je pense à Helsinki, — c'est, partant, protéger, défendre ou assurer les droits de l'homme. (...) »

« Je conclurai en disant que le rôle de la France, à mes yeux, est de tenir son rang. »

« On me dira : oui, mais lequel ? Certains plaideront qu'il est en déclin, d'autres le magnifieront... C'est selon, naturellement, où l'on se

Un calendrier chargé

19 mai : rencontre de M. Mitterrand avec M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, à Ottawa.

20 mai et 21 mai : visite aux États-Unis. Rencontre avec M. James Baker, secrétaire d'État, à Pesse (New-Hampshire) puis avec le président Bush, dans sa résidence de la Maison.

23-25 mai : sommet des pays et communautés francophones à Dakar.

29-30 mai : réunion de l'Alliance atlantique, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'OTAN, à Bruxelles.

5-6 juin : visite en Tunisie.

16-18 juin : visite en Pologne, entre les deux tours des premières élections démocratiques.

20-27 juin : conseil européen de Madrid.

1^{er} juillet : début de la présidence française des Communautés européennes.

4-6 juillet : visite de M. Gorbatchev en France.

15-16 juillet : sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés à Paris.

LES GRIFFES DE CHAUMET

10 700 F
Modèles or :
10 700 F à 16 300 F

CHAUMET
JOAILLIER DEPUIS 1790
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO
12 PLACE VENDÔME, TEL. 42 90 12 82 - 40 AVENUE GEORGE V, TEL. 49 32 80 39

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Varouf
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINUTERIE
36-15 - TAPES LEMONDE
code d'accès ABO

74 : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-22-06-61

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Mois	FRANCE	MONDIA	SURSE	AUTRES PAYS
3	345 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
12	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 620 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : dès que possible, nous vous invitons à formuler votre demande deux semaines avant votre départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا من الأصل

du président de la République est de tenir son rang »

temps n'est pas venu, loin de là, d'une troisième option zéro.

M. Mitterrand a ajouté, à propos des essais nucléaires : « Si les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique y renoucent, et la Grande-Bretagne aussi, nous suivrons cette voie (...). Demander la cessation des expériences nucléaires, c'est demander la fin de l'armement nucléaire de la France. Que ceux qui se lancent dans cette voie aillent jusqu'à demander la suppression de tout armement nucléaire, y compris stratégique bien entendu, des deux grandes puissances du monde ». Le chef de l'État a réaffirmé d'autre part que les missiles Hadès « ne peuvent être une arme d'ultime avertissement » et non pas « une arme de théâtre ou de bataille ».

Construction européenne. — M. Mitterrand, qui assurera la présidence de la Communauté à partir du 1^{er} juillet prochain, a traité des

problèmes que la Communauté doit résoudre « dans l'immédiat ». Il s'agit de l'union économique et monétaire, de la « charte sociale », de l'Europe culturelle et d'abord audiovisuelle, de l'environnement et de « l'Europe des citoyens ».

L'Europe de la Communauté dans l'immédiat ne se fera pas si l'on n'a pas une vision, une perspective. Ceux qui ne veulent pas d'une Europe politique, disposant d'une large part de décision politique commune, et diplomatique, ceux-là ont les verra grogner, freiner, s'arrêter devant chaque obstacle, fût-il minuscule.

Visite de M. Arafat à Paris. — M. Mitterrand a défendu l'initiative qu'il a prise de recevoir M. Arafat à Paris et les résultats obtenus (M. Arafat ayant déclaré publiquement que la charte de POLP est devenue « caduque »). Il estime d'ailleurs que la France a reçu M. Arafat « un peu tard ». A propos de l'émission que cette

visite a provoquée dans la communauté juive française, il a déclaré : « Quand les esprits se sont reposés (...). Je pense que les mauvaises humeurs se dissiperont et que le doute laissera place à la confiance. La politique étrangère de la France se décide à Paris. La France ne vit sous aucun protectorat et n'est pas se laisser dicter ses décisions ».

Liban. — Après avoir expliqué et défendu l'action diplomatique et humanitaire de la France, M. Mitterrand a noté, en une formule fort diplomatique, que « les relations avec la Syrie ne sont pas empreintes de la plus grande chaleur ». « Est-ce que nous sommes décidés, les uns et les autres, à assurer au Liban son unité, sa souveraineté et son indépendance ? Voilà la question qui commande tout le reste », a-t-il dit.

Plan Shamir. — A M. Shamir, premier ministre israélien, qui souhaite organiser des élections dans les territoires occupés, M. Mitter-

rand a dit son « scepticisme ». « A moi, a-t-il ajouté, que des mesures très importantes ne soient prises assurant la liberté du vote, son authenticité. C'est vrai qu'il est difficile de tenir des élections libres, par exemple, en présence d'une force militaire exigeante. Mieux vaudrait disposer d'un contrôle international ».

Iran. — La France a « marqué la différence » en ne renvoyant pas, pour l'instant, son ambassadeur à Téhéran car « le discours de mort, la menace, ne sont pas acceptables ».

Nous avons observé que, dans les périodes précédentes, l'attitude de la France n'avait pas été très contagieuse et que si nous avions noblement renoncé à un certain nombre d'avantages qui se traduisent dans des contrats de toute sorte avec ce pays, pendant ce temps beaucoup de vertueux vendaient beaucoup de choses. Nous voulons bien être vertueux, nous ne voulons pas être naïfs ».

Un médiateur engagé

Gagner du temps et calmer le jeu pour éviter une crise jugée inutile : telle est finalement la position adoptée jeudi après-midi par M. Mitterrand dans le différend qui oppose Washington et Londres au chancelier Kohl, à propos de la modernisation des armes nucléaires à très courte portée (SNF). Pour le président de la République, il s'agit là presque d'une fausse querelle, car rien ne presse : ce n'est qu'en 1992, a-t-il rappelé, que les missiles Lance de l'OTAN seront obsolescents et devront être modernisés. Pourquoi, dans ces conditions, vouloir conclure le débat dès le prochain sommet de l'OTAN, à la fin du mois, à Bruxelles ?

Se posant en arbitre la France, a rappelé le chef de l'État, n'est pas membre du commandement intégré de l'OTAN. M. Mitterrand a reproché, sur le mode mineur, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne de vouloir une décision « assez rapide ». Sans le formuler explicitement et en évitant toute allusion blessante pour le chancelier Kohl, il a, par ailleurs, regretté que Bonn ait repris à son compte l'idée soviétique d'une négociation « proche » sur les SNF. Pensant manifestement de la force de dissuasion française, il s'est exclamé : « Je suis de ceux qui pensent que le temps n'est pas venu, loin de là, d'une troisième option zéro. Et Dieu sait si j'ai été partisan de la première et de la deuxième option zéro, mais cela signifiait la disparition de toutes les forces nucléaires dans le cadre de l'Alliance, du côté occidental, alors qu'il existe quelque 10 000 charges nucléaires du côté soviétique et que la réduction annoncée par M. Gorbatchev ne toucherait que 5 % de l'ensemble de ces forces ».

Les crédits de la défense de la France

(...) La décision est imminente (...). Autour de quels principes ? Ceux que j'ai fixés : d'abord préserver notre stratégie, et donc les instruments de cette stratégie autonome de dissuasion et dissuasion nucléaire ; ensuite, veiller aux intérêts essentiels de notre industrie ; enfin, et ce n'est pas le dernier, par ordre d'importance, veiller à ce qu'on appelle le moral de l'armée, que l'armée se sente à l'aise dans son pays, en ayant le sentiment de pouvoir remplir sa mission, même si elle doit consentir, comme les autres, ou comme presque tous les autres, à un certain nombre de sacrifices.

J'avais dit, pendant la campagne présidentielle, qu'en dehors des priorités accordées au budget de la recherche, au budget de l'éducation

Ces propos du chef de l'État sont à rapprocher des conversations, plus prudentes que d'ordinaire, auxquelles il s'est livré à propos de l'expérience réformatrice en URSS. Tout en souhaitant « le succès de M. Gorbatchev », il a notamment déclaré : « Tout cela ne se fera pas sans difficultés. L'histoire procède souvent par à-coups. Après quoi elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent. Conclusion : il ne faut pas aller plus vite qu'il ne faut. On a besoin de voir cette évolution se confirmer. Nous n'avons pas à la gêner. Nous n'avons pas, non plus, à dégarmer notre arsenal de sécurité au point où nous en sommes ».

L'occasion historique

Voilà un langage qui fera plaisir au président Bush mais qui décevra sans doute à Bonn, où beaucoup de responsables, à commencer par M. Genscher, le ministre des Affaires étrangères, sont d'ores et déjà convaincus qu'il faut saisir au plus vite l'occasion historique d'en finir une fois pour toutes avec les questions nucléaires.

Faut-il prendre M. Gorbatchev au mot ou faut-il l'attendre aux actes ? Telle est finalement la question qui divise les Occidentaux. Réussiront-ils d'ici le sommet de l'OTAN à trouver une formule de compromis pour assurer la face du chancelier Kohl, qui n'a plus d'espoir, dorénavant, de faire entendre sa demande d'une négociation rapide sur les SNF ? On l'espère dans l'entourage de M. Mitterrand, qui plâtrera en faveur d'une telle formule lors de sa rencontre avec M. Bush, samedi et dimanche prochains, d'abord dans le Maine puis à Boston.

Des autres sujets abordés par le président de la République, on retiendra, outre l'Europe, la situation au Proche-Orient. C'est ainsi qu'il a défendu la récente opération humanitaire française au Liban en des termes déjà utilisés par MM. Rocard et Dumas, égratignant à plusieurs reprises la Syrie, avec laquelle « [ses] relations ne sont pas empreintes de la plus grande chaleur ». Mais c'est à défendre le principe de la visite à Paris de M. Yasser Arafat que le président de la République a mis le plus de cœur. Peut-être est-il « blindé », comme l'a dit, mais il est évident que l'homme a été bléssé par les critiques acerbes en provenance d'Israël et d'une par-

tie de la communauté juive française.

Le principe d'une telle visite, a fait valoir M. Mitterrand, était pourtant contenu dans le discours qu'il avait prononcé devant la Knesset dès 1982, mais à l'époque personne n'avait voulu l'entendre dans sa totalité. Et d'ajouter, un peu provocateur, que pour lui la venue de M. Arafat était faite « avec un peu de retard » par rapport à nombre d'autres pays.

Scepticisme sur le plan Shamir

Plus nouveau : la scepticisme ouvertement affiché à l'égard du plan Shamir concernant l'organisation d'élections dans les territoires occupés. Défendant la représentativité de M. Arafat (« L'OLP est libre de choisir qui elle veut pour le représenter »), M. Mitterrand a commenté : « Quand on s'acharne à ne pas vouloir discuter avec ceux qui l'on combat, on perd du temps ». Car le président paraît toujours persuadé que la bonne formule passe par cette conférence internationale qu'il a une nouvelle fois appelée de ses vœux, mais à laquelle les États-Unis ont pratiquement renoncé. Encore un sujet de conversation avec M. Bush, qui est, lui, favorable à des pressions sur Israël pour obtenir des élections dans les territoires dans les meilleures conditions.

Le discours européen du président ne contenait guère de surprises, exception faite d'un appel au consensus national en la matière. « Chacun peut se prévaloir du drapeau européen », a-t-il lancé à l'opposition, notamment à M. Giscard d'Estaing, « n'ayons pas de disputes sur ce terrain ». Mais toujours soucieux d'éviter le dernier mot, il n'en a pas moins affirmé : « Beaucoup de choses ont été faites avant nous, nous en avons fait plus ». A la veille d'assurer la présidence de la Communauté, M. Mitterrand a eu soin cependant de ranger au magasin des accessoires sa sortie du début de l'année contre les « prédateurs » de tout acabit qui menaçaient de dénaturer le visage de l'Europe. Nul besoin d'en remettre dans l'antithésisme un mois et demi avant une présidence qui promet d'être agitée, ne serait-ce qu'en raison d'un certain manque dans les relations économiques et monétaires entre la France et une Allemagne politiquement troublée.

JACQUES AMALRIC.

Pas de troisième « option zéro »

Le président de la République répond ensuite aux questions.

LOTAN et les missiles à courte portée

M. Mitterrand rappelle que la France ne fait pas partie du commandement intégré de l'OTAN, qu'elle peut donner son avis, mais que le moment n'est peut-être pas venu. « Ne concluons pas trop vite », dit-il.

Il a été très rapidement posé en principe l'impératif, dès le point de départ, qu'il conviendrait de moderniser les armes nucléaires à très courte portée, tout de suite, bientôt, enfin qu'il fallait en décider maintenant. Mais les Allemands, qui n'y tenaient pas, ont bien montré qu'ils ne souhaitent pas accélérer l'allure. Les États-Unis d'Amérique souhaitent, comme la Grande-Bretagne, prendre une décision assez rapide. Mais je suis à l'heure actuelle assez satisfait de voir que, parce que je les trouve raisonnables, les Américains et les Allemands semblent avoir estimé que si moder-

nisation il y avait (...), on avait le temps d'en discuter d'ici au moins, à 1992, cette date étant le point à partir duquel il y aurait vieillissement et, donc, déséquilibre (...). Cette discussion-là, il faut l'avoir. Nous l'avons à Bruxelles, dans quelques jours. Il faut être au moins de l'avis que l'Union soviétique car toute modernisation d'un côté entraînerait automatiquement une modernisation de l'autre (...).

Lors de la dernière réunion de l'OTAN, qui s'était également tenue à Bruxelles, j'avais dit au nom de la France qu'il me paraissait indispensable de fixer une priorité au désarmement conventionnel, qu'après les premières réductions opérées par les Russes et les Américains — c'est un affaire qui les regarde — en raison de leurs énormes puissances qui ne sont pas comparables à celles des autres, y compris la nôtre — un effort beaucoup plus important devait être fait. Enfin, ils ont quand même décidé la disparition des armes

listes que des questions seraient bien posées sur les sujets que le général souhaitait aborder.

Il arrivait aussi qu'en cas de lacune une question fût suggérée sans être à proprement parler « préparée » par les services de l'Elysée.

Certains journalistes cependant, en ces temps où les conférences de presse du général étaient à la fois un spectacle de qualité et un événement attendu, appréciaient d'avoir l'honneur d'interroger un grand homme et étaient flattés d'être filmés, ne serait-ce que quelques secondes. Le comble du bonheur était atteint lorsque le chef de l'État — comme encore aujourd'hui d'ailleurs — reconnaissait l'interpellant et le nommait par son nom.

Cette joie, par exemple, a été ressentie par Geneviève Tabouis ou par le journaliste britannique Harold King, qui se flattaient d'une telle « familiarité » à distance avec le président. De toute façon, comme ce fut le cas avec ses successeurs, les

Les conférences de presse du général de Gaulle

« Je me donne un mal de chien »

A notre confrère Dominique Bromberger, de TF 1, qui lui demandait avec déférence s'il pouvait revenir sur le problème des relations Est-Ouest déjà traité, M. Mitterrand a répondu tout d'abord : « Vous pouvez ce que vous voulez. Les questions n'ont pas été préparées. Elles ne m'ont pas été communiquées. Je n'ai demandé à personne de poser des questions que j'aurais apprises par cœur en même temps que la réponse. C'est une conférence de presse de caractère démocratique ».

Le président de la République voulait manifestement faire allusion à une certaine pratique en usage lors des conférences de presse du général de Gaulle, qui a introduit ce moyen de communication dans la pratique politique française, et notamment à l'Elysée en 1959. Il est, en effet, arrivé parfois que l'attaché de presse du chef de l'État, dans les jours précédant la conférence de presse ministérielle, s'assure auprès de certains jour-

problèmes traités par de Gaulle dans ses conférences de presse étaient imposés par l'actualité. C'est pourquoi il préparait avec soin les développements qu'il aurait inévitablement l'occasion de faire. Il attachait à ceux-ci une particulière importance.

Il nous l'avait indiqué au cours d'un entretien dans son bureau de l'Elysée le 6 mai 1988 en disant : « Les choses que je veux faire savoir, que je trouve importantes, j'y pense longtemps et je les écris toutes. Je les apprends par cœur, je travaille beaucoup et longuement, je me donne un mal de chien et je les récite parce que je veux qu'on les sache. Ce sont les seules choses qui aient de l'importance à mes yeux ». Le général avait ensuite ajouté : « Et puis il y a les autres, que je dis comme ça sans les avoir préparées, sans y penser, sans les avoir apprises, devant m'importe qui, devant le bon peuple, au milieu des bonnes gens. Cela n'a pas de valeur

à mes yeux et n'a aucune importance ».

Et pourtant le système n'était pas infallible. Ainsi, lors de la conférence de presse du 11 avril 1981, le général avait provoqué les rires de tous les journalistes présents dans la salle des fêtes de l'Elysée demandant à la fin de son propos : « Quelqu'un m'a-t-il posé une question au sujet de Ben Bella, n'est-il pas vrai ? », alors que personne n'avait interrogé le chef de l'État sur le dirigeant de la rébellion algérienne interné en France.

Dans les conférences de presse présidentielles, il est rare — quel que soit le procédé utilisé — que les présidents omettent de dire ce qu'ils veulent faire savoir, alors qu'il est fréquent que les journalistes ne puissent pas poser leurs questions. Face à la foule de ses auditeurs, c'est toujours l'orateur soigné qui a le dernier mot : telle est, en France, la loi du genre.

ANDRÉ PASSERON.

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

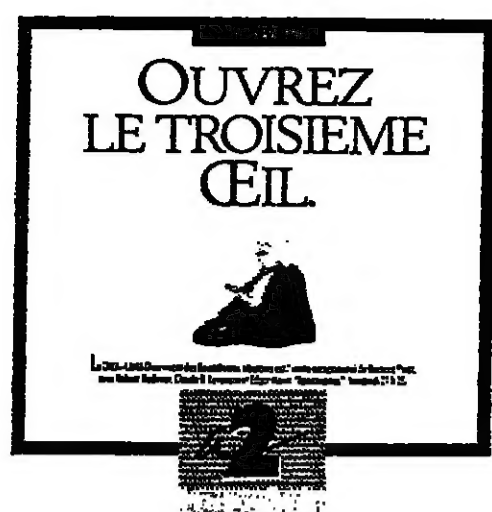
LARRY COLLINS

Dédale

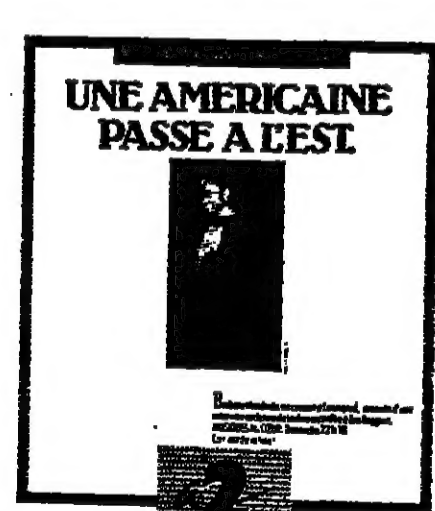
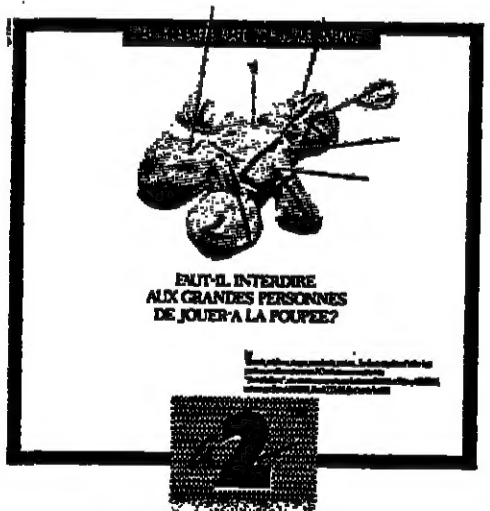
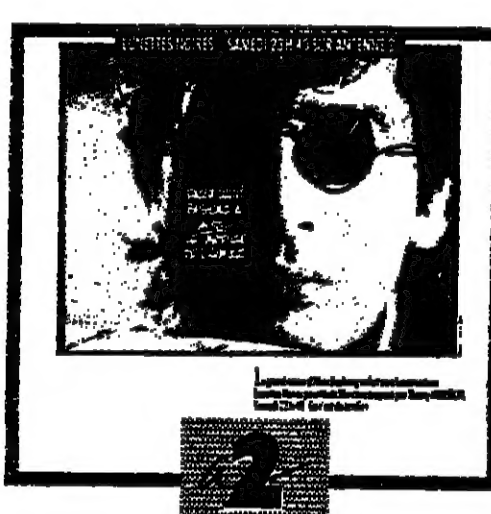
Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE

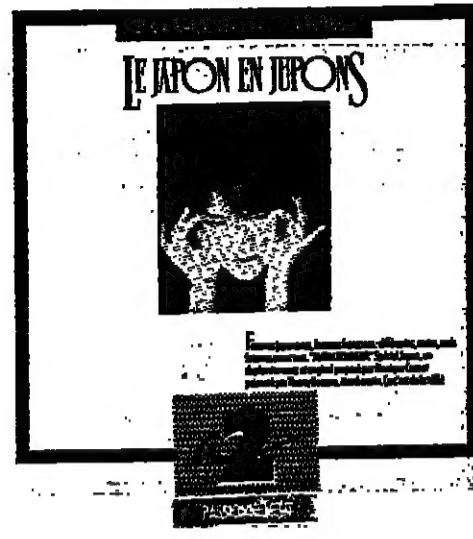
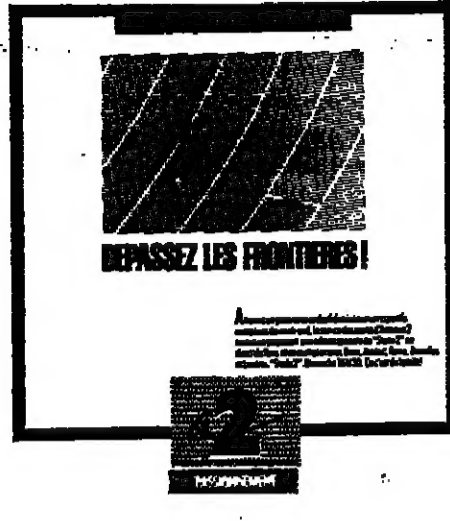
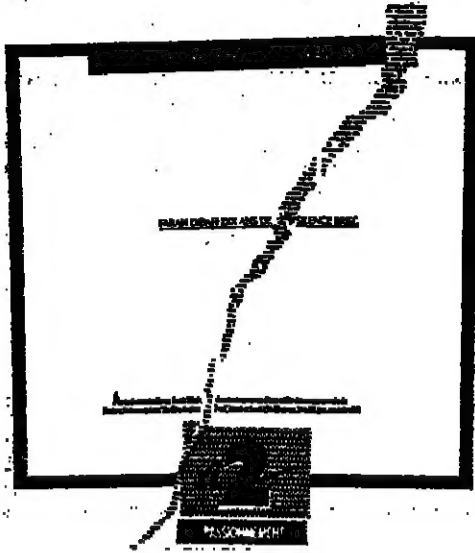
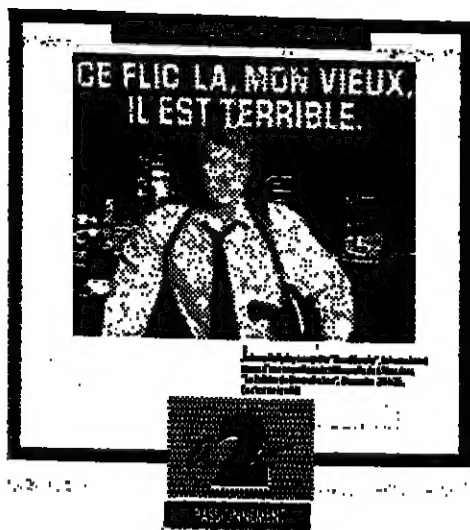
ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

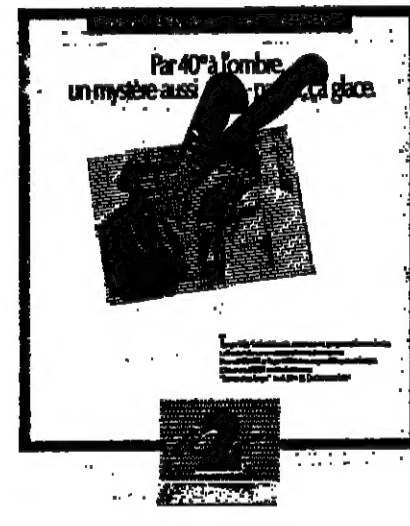
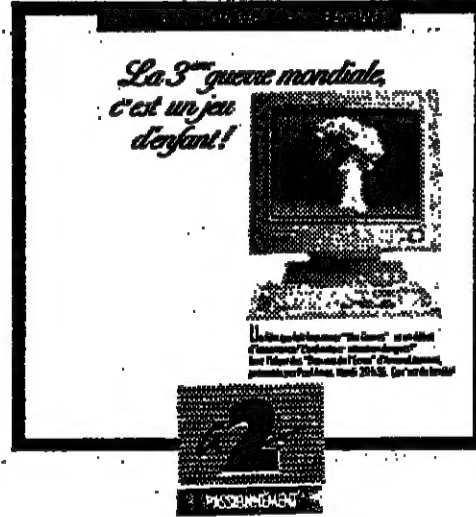
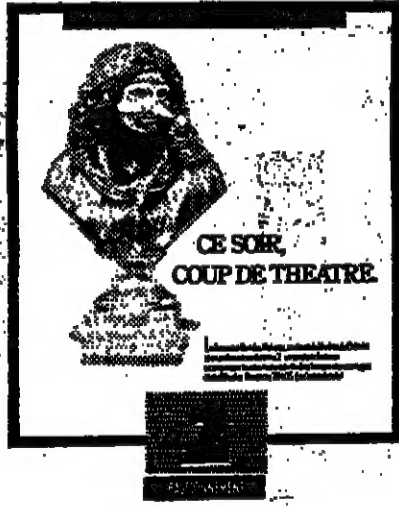


ÇA C'EST





S DE LA TÈLE!



du président de la République

tions de soumission, ni l'un ni l'autre.

Quelques mois après cette visite qui avait été la communauté juive un peu partout, on France en particulier, il y a eu l'attentat de la rue des Rosiers. Je me suis rendu avec Gaston Defferre, ami d'Israël, ministre de l'Intérieur de l'époque, et nous avons été accueillis par quelques centaines de personnes dont je comprends la douleur et qui criaient : « Mitterrand, Defferre, assassins ! ».

Cela veut dire qu'il existe dans toute collectivité des franges d'extrême qui confondent les choses et qui peuvent croire, dans leur exaltation, que nous étions des poseurs de bombes. Ce sentiment n'était pas partagé par une immense majorité de juifs de France.

Mais cette fois-ci, quand les esprits se seront reposés, quand on aura bien réfléchi à la situation présente d'Israël et au conflit israélo-arabe, quand on aura vu de quelle manière se profilent des drames futurs, quand on aura vu de quelle manière la conférence internationale que je demande pourra être préparée par un certain nombre de pays de la région et les membres permanents du Conseil de sécurité, quand on aura constaté à quel point la France est fidèle à ses engagements et entend défendre les justes intérêts d'Israël, je pense que les mauvaises humeurs se dissiperont et que le doute laissera place à la confiance.

Et puis, voyez-vous, la politique étrangère de la France, elle se décide à Paris, elle se décide ici, elle n'est pas dépendante des autres. Il n'est arrivé de dire à quelques-uns de mes visiteurs : la France ne vit

sous aucun protectorat et n'attend pas de laisser dicter ses décisions. Cela vaut pour cette affaire, la vaut pour d'autres.

• Les relations avec l'Iran.

(...) Quand le premier ministre du gouvernement précédent, qui était M. Jacques Chirac, est venu me donner sa démission, je lui ai demandé, et lui-même désirait m'en parler, quelles étaient les obligations que je pourrais ignorer, soucrites lors des négociations secrètes, confidentielles, autour du retour des otages. Il m'a dit : « Une seule obligation » ou plutôt : « Nous avons contracté un engagement d'honneur, c'est la reprise des relations diplomatiques. » J'ai dit : « Très bien, ce sera fait. » Il ne m'a rien dit d'autre, il ne m'a rien dit de la libération de celui-ci, de celui-là, il m'a dit : « C'est la seule obligation à laquelle nous avons consenti. Elle me paraissait raisonnable. »

J'ai donc, un peu plus tard, avec le gouvernement de M. Michel Rocard, rétabli les relations diplomatiques avec l'Iran jusqu'à ce que de nouveaux événements viennent troubler l'atmosphère avec l'Iran.

Nous avons observé, même, que, dans les périodes précédentes, l'attitude de la France n'avait pas été très contagieuse et que, si nous avions noblement renoncé à un certain nombre d'avantages qui se trouvaient dans des contrats de toutes sortes avec ce pays, pendant ce temps beaucoup de vertueux vendaient beaucoup de choses. Nous voulons bien être vertueux, nous ne voulons pas être naïfs.

Mais c'est vrai que le discours de mort, la menace, n'est pas acceptable, et donc nous avons marqué la différence.

Objectif : l'Europe politique

• Le rôle du Parlement européen.

C'est vrai que, d'une façon générale, il va plus loin dans l'expression de ses désirs et dans ses votes que les prudents chefs d'Etat et de gouvernements ou les ministres qui les représentent. Il pose les problèmes en termes de principes, il passe plus facilement que nous sur les obstacles du terrain, et nul n'ignore que ces obstacles sont considérables. Si l'on ne veut pas, dans tel ou tel pays, de l'Europe politique disposant d'une unité de direction et de diplomatie, alors on croit avoir intérêt à arrêter la marche en avant sur les problèmes particuliers, en l'occurrence le système monétaire, l'ECU, cela pourrait être demain la chose sociale. C'est vrai, chaque fois qu'on avance un pas, il est déjà de trop, parce que ce pas nous mène plus loin, on risque d'anticiper l'objectif politique. Mais la France, elle, le veut. Sa volonté est pour le moins égale à celle des autres.

Le président de la République explique que des « expériences rapides » permettront de mesurer la volonté européenne des pays de la Communauté : « Nous verrons bien si on peut étoffer notre système monétaire avec les monnaies qui manquent, et si ce système monétaire élargi veut bien se doter des instruments d'un système monétaire, je veux dire d'une monnaie et d'un organisme central qui puisse gérer cette monnaie. Voilà une première tentative. »

J'attache beaucoup d'importance aussi au développement culturel. Qu'on ne croit pas qu'il s'agit d'une manie personnelle, mais il est vraiment clair que l'identité des pays de cette Europe-là tient essentiellement à la préservation de la culture de chacun, en même temps qu'un développement d'une culture commune. (...) Comment voulez-vous sauver les langues de l'Europe, l'expression la plus simple de leur culture, si l'ensemble des langues employées se résume, j'allais dire à l'anglais, mais c'est plutôt à l'américain, et si la technologie est purement japonaise ? (...) Or le gaulois, qui le parlera ? Et le flamand ? Et le danois ? Et l'allemand ? Et l'italien ? Et le français ? Je ne dirais pas la même chose pour l'espagnol, le portugais ou l'anglais, en raison de leur projection sur la surface de la planète.

La diffusion audiovisuelle, l'image et le mot doivent être défendus - à la source, en tout cas à la racine. (...) La création, si elle n'est pas européenne, elle sera vite renvoyée dans les « oubliettes » de l'histoire, au bénéfice des pays puissants, qui ont la puissance de leur langue. Voilà pourquoi je tiens beaucoup à l'audiovisuel. Cette dispute sur les quotas, c'était un peu injuste à l'égard de la France qui, elle, avec la Commission, a été la première à poser ce problème - pour qu'elle se l'applique à elle-même - pour que les œuvres produites puissent émaner de créateurs, de concepteurs, de réalisateurs et d'interprètes européens. Et entre pays européens, c'est quand même la moindre des choses

qu'on puisse s'organiser pour que cette production s'étoffe. (...) Il manque donc des instruments de production, des sociétés de production, des coproductions, et il manque aussi des règles juridiques. C'est à quoi la France s'est appliquée et continuera de s'appliquer. Il lui faut, pour cela, le soutien de tous les créateurs de France et d'Europe.

• La bataille des régions.

Les vingt-deux régions françaises métropolitaines et les quatre régions d'outre-mer sont tout de même un peu étroites pour une planification réelle, géographiquement, au regard de la puissance économique. Sinon toutes, presque toutes. Alors, il faudrait les étirer. De quelle manière ? Cela reste à étudier et le gouvernement fera certainement ses propositions un jour. En tout cas, pour l'instant, c'est un sujet de réflexion. (...)

Je n'ai pas de plan tout prêt dans ma tête, pas de découpage de la France en morceaux. Cela devrait être une œuvre de longue haleine et les responsables régionaux doivent eux-mêmes dire leur mot. (...)

• La situation monétaire.

Interrogé sur la réduction des crédits du ministère des affaires étrangères, le président de la République explique que la priorité est d'abord une économie en croissance : « C'est un souci majeur du gouvernement, qu'il faut quand même comprendre, d'avoir un instrument moderne. Cet instrument, nous le forgerons : la politique économique et financière de la France obtient de remarquables résultats. Déjà, nous avons le moyen de faire plus, et nous faisons plus. Mais, nous ne faisons pas autant que nous le souhaiterions. Et nous essayons en même temps de parachever le redressement économique de la France, qui nous a mis déjà en état de supporter pas mal de subventions monétaires, y compris au sein du Système monétaire européen, qui ne nous fait pas regarder avec une exagérée inquiétude les évolutions du dollar, qui nous permet de constater avec intérêt et agrément que les dernières difficultés dues à la hausse du dollar n'ont pas entraîné une augmentation des taux d'intérêt de l'argent par décision de la Bundesbank, et puis après tout, l'aurait-elle décidée - il lui est arrivé de le décider - cela n'entraîne pas automatiquement une décision française du même type. »

• Le plan Shamir.

A propos de la volonté du premier ministre israélien d'organiser des élections dans les territoires occupés, M. Mitterrand déclare : « J'ai reçu M. Shamir, il y a quelques semaines, et je lui ai dit mon scepticisme au sujet des élections. A moins que des mesures très importantes ne soient prises assurant la liberté du vote, son authenticité. C'est vrai qu'il est difficile de tenir des élections libres, par exemple, en présence d'une force militaire exigeante. Mieux vaudrait disposer d'un contrôle international, etc. (...) »

La responsabilité incombe au premier ministre d'Israël, et si, par chance, il a vu juste, ne partageant pas, c'est évident, mon scepticisme à moi, alors tant mieux (...). Mais je vais dire une banalité parce qu'on l'a cent fois répétée : je crois que quand on s'acharne à ne pas vouloir discuter avec ceux qui vous combattent, on perd du temps, sans résultat.

• M. Gorbatchev.

Interrogé sur l'évolution de la situation en Union soviétique, le chef de l'Etat commence par ironiser : « Les questions n'ont pas été préparées ; elles ne m'ont pas été communiquées ; je n'ai demandé à personne de poser une question que j'aurais apprise par cœur en même temps que la réponse. C'est une conférence de presse à caractère démocratique, vous pouvez dire ce que vous voulez. »

Puis il constate : « Les décisions prises par M. Gorbatchev et par ceux qui le soutiennent ont modifié considérablement le cours des choses, on le voit bien et sur le plan intérieur - je n'en suis pas bon juge - et sur le plan extérieur - cela, je le sais - il est normal que le ton s'en ressent. Qu'on puisse souhaiter le succès de M. Gorbatchev, c'est normal dès lors que cette action s'est affirmée dans le domaine du désarmement et, disons, du désengagement des aspects militaires de l'Union soviétique dans de nombreux secteurs du monde. »

Cela dit, il ne faut pas aller plus vite qu'il ne faut. On a besoin de voir cette évolution se confirmer. Nous n'avons pas à la gêner. Nous n'avons pas, non plus, à dégrader notre arsenal de sécurité, simplement, au point où nous sommes. Qu'on fasse confiance, je crois que c'est une bonne donnée de politique étrangère, et qu'on se fasse confiance à soi-même, en étant suffisamment prudent, c'est une autre donnée nécessaire. Mais le dialogue existe ; il s'est approfondi. (...) Tout cela ne se fera pas sans difficulté. L'histoire procède souvent par à-coups. Après quoi, elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent. »

• Les essais nucléaires français.

Comme on lui demande si la France ne pourrait pas cesser ses essais nucléaires et stopper la construction du missile Hades, le président de la République répond : « Si les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique y renoncent, et la Grande-Bretagne aussi, nous suivrons cette voie. (...) Demander la cessation des expériences nucléaires, c'est demander la fin de l'armement nucléaire de la France. Alors que ceux qui se lancent dans cette voie aillent jusqu'à demander la suppression de tout armement nucléaire, y compris stratégique, bien entendu, des deux plus grandes puissances du monde. (...) Au demeurant, ils sont voués à succéder aux Phobos (...). Et les Hades atteignent des distances (...) suffisamment réduites pour être limitées au-dessous des 500 kilomètres qui risqueraient de les placer, dans l'optique de nos partenaires, même si ce n'est pas la nôtre, dans la négociation qui a abouti sur les armes nucléaires de moyenne portée. »

• Les relations avec l'Allemagne.

Le président de la République assure que les relations avec la République d'Allemagne se passent « dans un climat de confiance » : « Ce que nous avons bâti, depuis les premiers accords autour de l'Europe des Six, depuis l'accord de 1963 entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, dont les dispositions militaires ont été mises en œuvre en 1983, tout cela montre que si l'on doit avoir une idée dominante de la relation franco-allemande, c'est que cela marche. »

Il ajoute, toutefois : A côté de cela, que de contestations ! Lorsque nous voyons les relations franco-allemandes s'affirmer aussi utilement, et sur le plan diplomatique, et sur le plan militaire, la France est toujours en droit d'attendre qu'elles soient aussi bonnes sur le plan économique et monétaire. De ce point de vue, il y a un certain manque. Il faut que tout marche en même temps. Si l'on considère qu'il y a un quadrilatère, il faut que les chevaux marchent du même pas, ou bien on tombe sur le bord de la route.

Mais, dans le débat actuel (...), j'ai le sentiment qu'on n'a pas dit le dernier mot, y compris sur la retenue à la source, la liberté de circulation des capitaux à partir du 1^{er} juillet 1990. Cela pose des problèmes importants. Nous ne voulons pas que cette disposition, que nous acceptons, soit l'occasion d'une vaste fraude, pour qu'un certain nombre de pays sans scrupule en profitent - je ne pense pas à l'Allemagne pour l'instant - pour attirer vers eux, de façon indue, les capitaux de nature purement spéculative. Il est normal qu'on prenne des précautions. Il ne serait pas sor-

mal que les impositions soient si différentes que, pouvant placer les capitaux où l'on veut, à l'intérieur de cette Europe, finalement la France soit hypothéquée à cause de la malignité de certains de ses partenaires. Nous prenons nos précautions, nous mettons les points sur les « i ». On continuera de les mettre, mais je dois dire que, sur ce plan-là, nous avons rencontré plus souvent le soutien allemand que la contradiction.

Nous ne sommes pas des amoureux du nucléaire, pas du tout. Il se trouve simplement que ce moyen de destruction déterminant a entraîné en même temps l'équilibre de la paix depuis quarante ans entre les deux blocs militaires. Il se trouve qu'il est dans les mains de grandes puissances, et particulièrement de l'Union soviétique sur le continent européen. Je ne vois pas pourquoi la France se priverait du moyen minimum, juste au seuil de ce qui nous est nécessaire. (...) Pourquoi demander à la France ce qu'on ne demande pas aux autres ? J'avais dit qu'il fallait faire le même effort sur les armes chimiques. Cet effort est en train d'être fait, à l'initiative de la France ; c'est sur son sol que s'est tenue la conférence internationale qui a fort bien réussi, que les travaux de Genève ont été relancés, que c'est aujourd'hui la France qui a été chargée de conduire, d'assurer la conduite de cette négociation. Nous ne sommes en retard pour le désarmement. »

A propos des Hades, M. Mitterrand précise : « Les Hades ne peuvent qu'être une arme d'ultime avertissement. Ils ne peuvent pas être une arme de théâtre ou de bataille. »

• Elargissant son propos à l'Europe, avant de conclure.

M. Mitterrand déclare : « J'ai entendu quelques critiques, notamment de mon prédécesseur, sur la manière dont nous conduisons notre politique européenne. (...) Nous avons beaucoup travaillé à cette Europe. La France avait refusé l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. (...) Nous nous sommes acceptés. (...) Nous avons beaucoup travaillé à ce qu'on appelle l'Europe bien, l'Europe de la pêche, l'Europe maritime. Jusqu'ici, il n'y avait que l'Europe des terres. »

Nous avons proposé l'Eureka technologique, qui dépasse les limites de la Communauté. Dix-huit pays aujourd'hui y souscrivent. Aujourd'hui, les industries de pointe, les inventions, les créations les plus modernes, les plus audacieuses, nous les mettons en commun. Cela a déjà donné des résultats tout à fait remarquables, des centaines de contrats signés par les entreprises européennes. (...) Nous avons notamment décidé l'Eureka audiovisuel, et l'amorce de ce que nous tentons à déjà donné comme résultat la mise au point d'une haute définition que je crois supérieure à ses concurrentes japonaises aujourd'hui, américaine demain.

Nous avons engagé l'Acte unique, qui commande aujourd'hui tout le devenir de l'Europe. Cela a été préparé à Milan, cela a été conclu à Luxembourg en 1985. Ce n'est pas vouloir l'Europe, cela ? Ce n'est pas faire confiance à l'avenir de l'Europe ? C'est déterminant, c'est un grand tournant, c'est le grand tournant depuis le traité de Rome.

Nous avons réglé tous les contentieux précédents, ils étaient nombreux. (...) Nous avons obtenu que les fonds sociaux pour le développement des régions et des pays pauvres. (...) Les premières directives sur la protection sociale, à l'initiative de la Commission et de quelques pays comme la France, ont commencé de voir le jour en 1988 et en 1989, et on va continuer. (...)

Voilà pourquoi je pense qu'il ne faut pas commettre d'injustice. Moi, je n'en commets pas beaucoup. Des choses ont été faites avant nous et par d'autres. Nous avons fait plus, non pas qualitativement, mais nous avons poursuivi, ajouté. D'autres le feront, je l'espère, après nous. N'ayons pas de despotisme sur ce terrain. Que chacun ait son critère, son caractère particulier. C'est vrai que nous insistons davantage sur le plan culturel ou audiovisuel, ou sur le plan social. C'est vrai. Mais chacun peut se prévaloir du drapeau européen. »

L'Europe et le rang

(Suite de la première page.)

Comme s'il voulait se justifier aux yeux de l'histoire de tout ce qu'il a fait, lui qui a osé résister au général, pour poursuivre son œuvre et défendre son héritage.

Valéry Giscard d'Estaing parlait de la France comme d'un membre du « peloton de tête des nations moyennes ». Son successeur préfère rappeler qu'elle est la troisième puissance militaire du monde - ce qui n'est vrai, soit dit en passant, que sur le plan nucléaire, - la quatrième puissance exportatrice, la quatrième ou cinquième économique, et une grande puissance culturelle. Rappelons aussi les droits que lui confère son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le rôle qu'elle joue au Proche-Orient, en Afrique, dans la négociation sur le Cambodge, son ambition de contribuer au désarmement, à l'avancée des droits de l'homme, au développement du tiers-monde.

Partisan convaincu de la réduction des inégalités entre les hommes, le président ne va donc pas jusqu'à prêcher pour la stricte égalité entre les nations d'Europe, sauf à reprendre à son compte la célèbre formule d'Orwell selon laquelle « dans la ferme des animaux, certains sont plus égaux que d'autres ». Sans doute, d'ailleurs, ne pourrait-il s'y résigner sans violer sa nature profonde de ténor tant épris de notre culture. Sans trahir aussi le mandat qui fait de lui le dépositaire de la souveraineté nationale.

C'est ce même homme pourtant qui s'est juré de rester dans l'histoire comme l'un des grands bâtisseurs de l'Europe. Aussi bien s'en est-il répété, au cours de sa conférence de presse, qu'elle n'avait aucun sens si elle ne reposait pas sur le pluralisme des idées et des langues, tout en dressant la liste, impressionnante,

des sujets sur lesquels elle devrait être capable de perler d'une seule voix sur la scène du monde. Il n'a pas trop dit comment il comptait y parvenir. Comment, par exemple, il s'y prendrait pour surmonter l'hostilité croissante de Maggie Thatcher à l'Europe sociale, qu'elle préfère baptiser « socialiste ». De même qu'il n'a pas donné la clé susceptible de séparer à coup sûr ce qui relève de l'Europe et ce qui relève de la nation.

Cette clé existe-t-elle ? On peut en douter. Mais le cartésianisme primaire qui marque trop souvent, dans ce pays, l'approche de la politique n'aide pas à vivre des situations d'appartenance multiples. Et pourtant, à y bien réfléchir, un citoyen trouve tout à fait normal et compréhensible d'appartenir à la fois à une famille, à un métier, à telle association, Eglise, formation politique, à une localité, à une région en même temps qu'à la nation. Pourquoi ne pas ajouter un échelon supplémentaire, celui-là européen ?

Après tout, bien des peuples européens vivaient à l'écart, autrefois, au sein du Saint Empire. Un Algérien n'a pas de difficulté aujourd'hui à se sentir à la fois Algérien, Maghrabin, arabe et musulman.

Cette double question des rapports entre l'identité nationale et l'identité européenne, comme de la répartition des compétences entre communautés et gouvernements nationaux, a toutes chances de se poser avec une acuité croissante au fur et à mesure que se rapproche l'échéance de 1993. On s'abstiendrait peut-être moins, aux élections du 18 juin, si les candidats en présence voulaient bien s'y attacher de front. Comment imaginer, en effet, que les Français se désintéressent de savoir si, et dans quelle mesure, ils resteront Français ?

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde

LUNDI 22 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 23)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI


20 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

PILE SEPARÉE ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Economie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

MAREK HALTER

Les fils d'Abraham

La grande fresque du judaïsme contemporain que Marek Halter rêvait de peindre depuis La mémoire d'Abraham



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

1988 : 12 mois d'actualité, un an d'histoire.

Larousse et Le Monde signent le JOURNAL DE L'ANNÉE

La conférence de presse du président de la République

Les réactions

Bonn estime que M. Mitterrand s'est rapproché sur le fond des positions américaine et britannique

BONN
de notre correspondant

La presse et les milieux politiques ouest-allemands ont naturellement prêté une grande attention aux propos tenus par le président de la République concernant le débat en cours au sein de l'OTAN sur la modernisation des armements nucléaires à courte portée et d'éventuelles négociations avec l'URSS sur leur réduction.

Si l'on note avec satisfaction, dans les milieux proches du gouvernement, que le président français ne voit pas d'urgence pour une modernisation des armements nucléaires à courte portée, on prend également de son refus de soutenir la position allemande sur l'ouverture « prochaine » de négociations sur les armes à court-portée.

François Mitterrand a fait des efforts pour soutenir la République fédérale qui se trouve dans une situation difficile, nous a déclaré M. Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU sur les questions de défense et de sécurité, mais nous devons tenir maintenant compte du fait que la France ne soutiendra pas l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à courte portée sans progrès conséquents à la conférence de Vienne sur le désarmement conventionnel. Cela devrait donner à réfléchir à certains, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement.

L'impression qui domine à Bonn est que si, dans la forme, le président français a été moins rude que les Américains et les Anglais vis-à-vis des positions défendues par la RFA, il est, sur le fond des choses,

dans une même ligne de pensée que ces derniers, notamment sur le refus d'une dénucléarisation de l'Europe et d'une troisième option zéro à proche ou à moyenne échéance.

Tous les efforts du gouvernement de Bonn vont consister maintenant à rechercher avec les partenaires de l'Alliance une sortie honorable pour la RFA d'un conflit où elle s'est imprudemment engagée. Le gouvernement subit la pression de l'opposition social-démocrate, qui a le vent en poupe dans les sondages, et qui prend la défense de M. Genscher, actuellement objet de vives critiques dans certains secteurs du parti chrétien-démocrate.

Le président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, a une fois de plus qualifié, jeudi 17 mai, le projet de modernisation des missiles américains de « stupidité », et s'est prononcé pour une troisième option zéro.

Un autre passage de l'intervention présidentielle a fait dresser l'oreille à Bonn, celui où M. François Mitterrand a indiqué qu'il lui semblait que la RFA « n'avait pas dit son dernier mot » sur la suppression de la retenue fiscale à la source sur les revenus du capital. Cette mesure, un des points-clés de la nouvelle politique définie par le chancelier lors du renouveau gouvernemental du mois d'avril dernier, est ardemment défendue par le nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel, CSU. On voit mal comment le gouvernement ouest-allemand pourrait procéder à un nouveau revirement sur cette question avant les élections au Bundestag du mois de décembre 1991.

LUC ROSENZWEIG.

Dans les milieux politiques

qui va vers la non-modernisation [des missiles à courte portée de l'OTAN] ou vers la négociation avec les Russes (...) va vers la suppression de ce gendarme nucléaire grâce à qui nous avons la paix depuis quarante ans.

M. François Léotard (UDF-PR) a affirmé que M. Mitterrand avait « exprimé avec gravité chacun des lieux communs nécessaires à son exercice d'autosatisfaction ». Le président du Parti républicain a ajouté que, « sans perspectives ni moyens, les Français se retrouveront prisonniers des inconvénients d'une politique plus personnelle que nationale ».

M. Jean Lecanuet (UDF-CDS) a déclaré que la commission de la défense au Sénat, a constaté « avec inquiétude » que « la défense n'est plus considérée comme une priorité nationale ». La réduction annoncée de la progression des crédits militaires entraînera (...) des sacrifices ultérieurs, ainsi que des incohérences et des pertes d'efficacité.

M. François Fillon (RPR), député de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, a appelé que « la réduction des crédits militaires suppose, pour être cohérente, que des choix soient faits ». En choisissant de ne pas choisir, a poursuivi le député rennais, le président de la République prend le risque de ne pas pouvoir tenir le rang de la France.

M. Pierre-Marie Wiltzer (UDF), député de l'Essonne, proche de M. Raymond Barre, a prévenu que si la réduction des moyens financiers destinés à la défense « devait se traduire dans les décisions du gouvernement à l'occasion de la présentation d'une nouvelle loi de programmation militaire fortement en retrait sur

la loi actuellement en vigueur, cela briserait inévitablement le large consensus entre l'opposition et la majorité sur la défense, l'un des acquis bénéfiques des vingt dernières années ».

M. Didier Barthelemy (UDF-RSD) a estimé que M. Mitterrand s'était « livré à une dissertation de philosophie diplomatique affichant un certain volontarisme de façade qui cache mal un profond scepticisme sur les capacités de notre pays à demeurer une grande puissance ».

M. Jacques Barrot (UDF-CDS) a jugé le discours du chef de l'Etat sur le Moyen-Orient, et en particulier sur le Liban, « trop diplomatique ». Le secrétaire général du CDS a « espéré que M. Mitterrand sortirait de ce discours lors de sa prochaine rencontre avec le président Bush ».

M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF, a regretté que M. Mitterrand ait « commenté les décisions des autres » sans avoir « annoncé les siennes ».

M. Jean-Marie Le Pen a estimé, au cours d'un meeting à Rennes, que le président de la République avait été « obscur, confus et embarrassé ». Le moment est, selon lui, mal choisi pour réduire le budget des armées, car, a-t-il ajouté, jamais nous n'avons été aussi menacés que nous le sommes aujourd'hui.

L'Association des démocrates a noté « avec satisfaction »

les perspectives tracées par M. Mitterrand dans l'engagement européen de la France. La présidence de la République « a marqué avec une grande vigueur », a estimé l'Association qui rassemble les ministres de l'ouverture, « sa volonté de tout mettre en œuvre pour réussir l'acte unique et aller plus loin dans la voie de l'Europe politique ».

M. Jean-Michel Boucheron (PS), président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, a indiqué que le chef de l'Etat avait réalisé « un tir de haute précision sur la défense : les 40 ou 45 milliards de francs qui sont injectés dans les autres budgets représentent des économies drastiques mais ne remettent pas en cause les grands concepts de la défense française ».

M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, a jugé cette conférence de presse « utile » car elle a donné l'occasion à M. Mitterrand de « marquer la continuité de la politique étrangère française ».

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a noté « avec satisfaction les objectifs et les priorités rappelés par le président de la République ». Conduites avec sérénité, autorité et fermeté, ces orientations sont, selon lui, de nature à renforcer le rayonnement diplomatique de la France et sa stature de puissance écoutée et respectée.

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur nominale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	280 F
2 mois	280 F	480 F
3 mois	380 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____

Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) : _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

L'ÉTAT DU TIERS MONDE

ÉDITION 1989

Le seul ouvrage de synthèse sur le tiers monde

Mieux comprendre la diversité et la complexité du tiers monde, et mieux connaître les formes et les conditions des actions de solidarité en faveur des populations qui y vivent, tel est le double objectif de cette nouvelle édition de *L'état du tiers monde*. Les meilleurs spécialistes ont collaboré à cet ouvrage qui dresse un panorama synthétique des situations géopolitiques et économiques du tiers monde, et fournit de nombreuses informations sur les formes d'aides gouvernementales et non gouvernementales.

LA DÉCOUVERTE

SALON DU LIVRE STAND 1.51

1988 : 365 jours de chocs, d'évolution et d'histoire en 384 pages.

Larousse et Le Monde

signent

le JOURNAL DE L'ANNÉE

édition 1989



Dans la presse parisienne

Les éditorialistes de la presse parisienne portent, sur la conférence de presse présidentielle, un jugement à front renversé. Le plus élogieux est Philippe Tesson, qui, dans le *Quotidien de Paris* écrit : « Sur le fond, et si l'on exclut le dossier du Proche-Orient à propos duquel François Mitterrand n'a rien fait pour apaiser les passions soulevées par la visite d'Arafat, l'exposé présidentiel semble de nature à renforcer encore et à faire valoir les consensus qui rassemblent les Français autour de sa politique extérieure ».

Le directeur du *Quotidien* se félicite ainsi qu'aient été levées « certaines ambiguïtés », et « calmées certaines inquiétudes » sur la politique européenne et sur les relations avec M. Genscher, SU. A trouvé « prudent » le chef de l'Etat, il ne pense pas que ce fut par « souci d'opportunité ». Mais M. Tesson constate quand même que « Mitterrand hier obéissait à l'histoire plus qu'il ne la faisait (...) Est-il condamné à être plus qu'un vieux sage qui dit des choses justes mais subit des faits qui lui échappent peu ou prou ? »

Jacques Jacquet-Francillon, dans le *Figaro*, est, lui, d'abord plus sévère : « Par là, lui-même, au sommet de son talent dans le rôle qui lui convient le mieux, celui de Merlin l'Enchanteur, François Mitterrand a choisi délibérément de blesser dans son analyse les grands problèmes du moment. A l'exception d'un seul, majeur il est vrai : celui de la construction européenne. Sur ce point-là, le journaliste du *Figaro* reconnaît que les intentions présidentielles sont « nobles » mais redoute « qu'elles

ne soient qu'un bien beau rêve », et surtout constate qu'on fait « miroiter » celui-ci « exactement à un moment d'une consultation électorale qui ne s'annonce pas sans risques pour le Parti socialiste ».

En revanche, Serge July, dans *Libération*, conteste l'intérêt de la prestation présidentielle en s'étonnant que le président de la République n'ait pas « jugé utile d'évoquer les événements de Pékin et la contagion démocratique qui parcourt le monde communiste ». L'explication qu'il en donne est simple : « Mitterrand, par tempérament à l'égard de l'histoire immédiate, il est probable que M. Mitterrand juge nécessaire d'attendre que le processus se développe pour le commenter sans risque de précipitation. C'est donc le principe même de la conférence de presse présidentielle que Serge July condamne, la qualifiant de « mode de communication statique » et de « terriblement vieillie ». Pour lui, ce n'était qu'un exercice pédagogique « destiné à offrir aux journalistes « une séance de rattrapage sur tous les dossiers en cours ».

Sans surprise Claude Cabanes, dans *l'Humanité*, reproche essentiellement à M. Mitterrand sa position sur le désarmement : « La France, héritière des grands idéaux humanistes venus de très loin, tiendrait son rang en mêlant son souffle original et puissant, à celui des pacifistes du monde entier. Il pense aussi que « tenir son rang » pour la France consisterait à être le « promoteur d'un nouvel ordre économique mondial ».



MICHEL GULLON



ARMAND LITVACK



FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE

LA FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE

Depuis les Sommets de Paris et de Québec, en attendant celui de Dakar, la francophonie s'éveille...

La francophonie n'est pas une utopie, c'est une ambition qui manque encore de moyens. C'est un idéal à la mesure des générations nouvelles.

1 volume de 264 pages, 120 F

"LE LIVRE DE RÉFÉRENCE QU'IL FAUT AVOIR LU"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouva

EDITIONS BERGER-LEVRUAULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35

هكذا من الأصل

La crise en Chine et la fin de la visite de M. Gorbatchev

Les divisions du pouvoir ont éclaté au grand jour

L'impasse dans la crise chinoise persiste. Le pouvoir semble accablé de déceptions. Les divisions ont éclaté au grand jour. Le 19 mai, à 4 h 30 du matin, M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste, a pris la parole à la télévision. M. Zhao est venu tenir aux étudiants un discours radicalisant. Il a déclaré que le régime ne pouvait pas accepter la rétrocession de la place Tiananmen. M. Zhao a également déclaré que le régime ne pouvait pas accepter la rétrocession de la place Tiananmen.

PEKIN
de notre correspondant

La télévision interrompait régulièrement ses programmes pour diffuser des reportages sur la place Tiananmen, en léger décalé. C'est sur les petits écrans que les Chinois ont découvert la venue sur la place de M. Zhao, qui y était réclamé depuis longtemps. Il a tenté de dissuader les étudiants de poursuivre leur grève de la faim. M. Li Peng, premier ministre, a également pris la parole. Il a déclaré que le régime ne pouvait pas accepter la rétrocession de la place Tiananmen.

Puis un appel vibrant, presque une supplique : « Vous en êtes à cinq ou six jours de jeûne, vous ne pouvez pas, on ne peut pas laisser cela continuer comme ça, vous ne pouvez pas jeûner un huitième, un neuvième jour, un dixième jour... On ne peut pas, on ne peut pas... »

La colère
de M. Li Peng

M. Li Peng, recevant pendant une heure au Palais du peuple, mercredi en fin de matinée, la nouvelle se fait annoncer qu'un fin d'après-midi, les délégués des provinces de la faim, dont deux leaders particulièrement en vue, MM. Wu Xianxi (de nationalité ouïgour) et Wang Dan, se sont réunis à la place Tiananmen. M. Li Peng a déclaré que le régime ne pouvait pas accepter la rétrocession de la place Tiananmen.

raiment accepté ici, a fortiori de la part d'un haut dirigeant devant les caméras de télévision. Sortant brusquement de sa réserve naturelle, il a lancé, presque criant : « Le gouvernement de la République populaire est responsable devant toute la nation. Nous avons le devoir de protéger la vie des étudiants, les usines, les fruits du socialisme, la capitale... »

Débordées par une contestation qui s'amplifie chaque jour, les autorités ont tenté, sans résultat, d'amorcer le dialogue avec la rue.

nal télévisé de jeudi soir, montrant la rencontre avec M. Li Peng, et les « éditions spéciales » du petit écran vendredi matin, montrant l'intervention de M. Zhao, la population a, un temps, hésité. Dans la matinée de vendredi, un calme très relatif semblait en passe de s'instaurer. Puis, dès le début de l'après-midi, les cortèges ont repris en direction du centre-ville. Cette pression populaire semble correspondre exactement à ce dont a besoin M. Zhao : dramatiser encore la situation — encore que le bon sens humain reste pour l'essentiel le caractère dominant de toute l'agitation — pour forcer les choses à bouger.

Pékin vit, d'heure en heure, dans la crainte qu'un des étudiants grévistes de la faim, au septième jour de leur protestation, en vienne à succomber. Les sirènes d'ambulances maintiennent la pression psychologique sur une population pour qui le mot famine évoque encore les changements dynastiques.

La grève non déclarée s'est installée ipso facto dans certaines usines avec la disparition des ouvriers partis manifester dans les rues de la capitale. Des rumeurs d'appels à la grève générale circulent. Ceux qui

poursuivent leurs tâches habituelles affichent des marques de soutien aux grévistes : drapeaux, banderoles, etc.

L'armée donne des signes de vouloir exprimer sa sympathie aux étudiants. L'hôpital de l'armée populaire de libération, le plus moderne de Chine, a exprimé par écrit son soutien aux étudiants en affirmant parler « au nom de toute la troupe, du parti et du peuple ». Les infor-

mations provenant de province montrent que le mouvement y est très vif. Quatre cent mille étudiants occupaient la place du Peuple, à Shanghai, dans la soirée de jeudi, après avoir considérablement gêné la visite de M. Mikhail Gorbatchev, qui a regagné Moscou dans la soirée.

A Wuhan, la voie ferrée du symbole grand pont sur le Yangtsé, par où passent les trains reliant Canton à Pékin, a été bloquée mercredi pendant quelques heures par les étudiants désireux de gagner la capitale. Des incidents se sont produits en plusieurs villes mercredi entre étudiants réclamant le dialogue avec les autorités locales, en tentant de pénétrer dans les locaux ou au siège des chaînes de télévision provinciales, et les forces de l'ordre : à Chongqing, à Kunming, à Chengdu. Les étudiants de province arrivent, selon la presse officielle chinoise, au rythme de cinquante mille par jour à Pékin. Ils sont transportés gratuitement par les chemins de fer. Cette frappe rappelle à sa manière l'époque de la révolution culturelle, lorsque les gardes rouges avaient obtenu le droit de parcourir tout le pays en train sans payer. Mais aujourd'hui,

il n'est plus question du « Grand Timonier » ou de radicalisme « gauchiste », même si les portraits de Mao ressemblent, un peu par dévotion envers M. Deng.

Un service d'ordre efficace

Les soutiens officiels pour une ouverture du dialogue commencent à affaiblir. En visite à Ottawa, le président du Parlement chinois, M. Wan Li, a loué le mouvement. La Fédération nationale des syndicats s'est jointe aux appels adressés à la haute direction pour qu'elle cède face aux étudiants. Au Zhenjiang, près de Shanghai, le gouverneur et le chef du parti pour la province ont promis aux manifestants de télégraphier dans le même sens à Pékin.

La situation sur la place Tiananmen a beau être sous le contrôle d'un service d'ordre étudiant très efficace, désormais assisté d'apprentis policiers — à ce titre, la coopération a pu s'instaurer — il est clair que les conditions de survie des grévistes sont de plus en plus précaires. La Croix-Rouge nationale a lancé un appel à la raison du fait des risques d'épidémies qui apparaissent. Mais évacuer la place de force ne résoudrait rien, et ferait même probablement exploser le pays tout entier.

C'est le sens de l'intervention de M. Zhao vendredi, même si elle a été faite dans un style compassé — toujours dans la nuit, toujours loin des grandes foules, toujours presque en catimini, avec un service d'ordre gouvernemental empêchant toute promiscuité avec la presse hormis la caméra de télévision nationale — qui passe de plus en plus mal. Il est en fait venu faire comprendre à la population que l'homme qui décide encore du sort du régime, M. Deng Xiaoping, n'a toujours pas pris de décision face à ce soulèvement. Explication probable à ces banderoles, sur des cortèges vendredi :

« S'il te plaît, Xiaoping, descend de l'estrade ! » Un ton bien plus révérencieux que celui des deux derniers jours.

La population a confusément compris où se trouvait l'obstacle, contrairement peut-être à ce que suggère vendredi une autre banderoles ambiguë : « Incompréhension ». De la part de qui ? Ce n'est en tout cas plus faute de « transparence » si le régime ne parvient pas collectivement à comprendre ce qui se passe. Pour la première fois depuis 1949, la presse chinoise recommence à faire pleinement son travail : enforcer. Le *Quotidien du peuple* de jeudi considérait les neuf dixièmes de sa « une » à l'agitation sociale, photos à l'appui, et avait relégué dans un petit coin, en bas, la conclusion de la visite « historique » de M. Gorbatchev.

Celui de vendredi a tout juste agrandi un peu cet espace minuscule pour le communiqué conjoint sino-soviétique scellant la réconciliation, le reste étant entièrement occupé par l'agitation, et en particulier une retranscription intégrale des propos échangés sur un ton vif entre les délégués étudiants et M. Li Peng la veille. On y découvre pourquoi M. Li s'est fâché : les fortes têtes du mouvement contestataire se comportent face à lui comme des représentants d'une force d'opposition enfin en mesure d'arracher des concessions au pouvoir. Ce n'est plus, en principe, qu'une question de temps.

FRANCIS DERON.

● L'agence Tass : les forces de l'ordre ont « perdu le contrôle » de la situation. — L'agence Tass a attendu le jeudi 18 mai pour évoquer les manifestations qui paralysent la capitale de la Chine et préciser que les forces de l'ordre ont « perdu le contrôle » de la situation. L'agence Tass écrit également dans sa dépêche que « la police (chinoise) ne prend aucune mesure pour rétablir l'ordre dans la rue ». — (Reuters.)

Le communiqué conjoint sino-soviétique : renonciation à l'«hégémonisme»

La Chine et l'Union soviétique se sont engagées, dans le cadre de la normalisation de leurs relations, à ne pas chercher à imposer leur volonté à d'autres pays dans la région Asie-Pacifique ou ailleurs, indique le communiqué conjoint publié jeudi 18 mai à Pékin à l'issue de la visite de M. Mikhail Gorbatchev.

« Aucune des deux parties ne cherchera à exercer son hégémonie sur aucune région, forme que soit dans la région Asie-Pacifique ou dans toute autre partie du monde », déclare le communiqué, ajoutant que les deux nations « considèrent comme essentiel de dénoncer toute tentative ou action » dans ce sens de la part d'autres pays. Cet engagement est une légère concession de l'URSS à son soutien vigoureux aux régimes socialistes et à l'égard de la Chine, qui a fré-

quemment accusé Moscou de « comportement hégémonique » au cours de la période de brouille de trente ans qui vient de prendre fin entre les deux pays.

Les deux parties ont réaffirmé leurs positions sur la question d'une éventuelle participation des Khmers rouges, soutenus par Pékin, à un gouvernement cambodgien. Le Cambodge reste le dernier problème en suspens entre les deux pays. L'URSS est, en effet, opposée à une participation au pouvoir des Khmers rouges après le retrait, prévu pour le 30 septembre, des troupes vietnamiennes qui les avaient renversés en 1978 avec le soutien de Moscou.

Par ailleurs, l'URSS et la Chine ont convenu d'échanger des informations sur les progrès de leurs programmes de réformes respectives.

« Leurs divergences sur certains points ne doivent pas entraver les progrès de leurs relations bilatérales », ajoute le communiqué.

La Chine se félicite de la décision soviétique de retirer 75 % de ses troupes stationnées en Mongolie, indique le communiqué, et « espère voir se réaliser le retrait total des forces restantes dans un bref délai ». Les deux parties sont, en outre, convenues de parvenir à « un règlement juste et raisonnable du problème frontalier sino-soviétique ».

Le document indique que M. Gorbatchev a invité en URSS pour des visites officielles le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, le président Yang Chengkun, le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Zhao Ziyang, et le premier ministre, M. Li Peng.

Proche-Orient

ISRAËL

Jérusalem s'attend à une vague d'émigration des juifs soviétiques sans précédent

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la deuxième fois en quelques mois, un membre du gouvernement israélien a annoncé cette semaine que le pays devait se préparer à accueillir une vague d'émigration de juifs soviétiques d'une ampleur sans précédent. Cette prévision est entendue dans différents milieux officiels et quelques fois parmi les anciens réfugiés sans qu'il soit encore possible de l'évaluer avec certitude : discrète campagne de pression, ou plutôt une information puisée aux meilleures sources ?

S'adressant à plusieurs journalistes étrangers, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binjamin Netanyahu, a notamment déclaré : « Nous allons probablement assister à une modification radicale de la politique israélienne dans le domaine de l'émigration (...), nous estimons que quelque 80 000 juifs vont être autorisés à émigrer l'an prochain. Il a ajouté qu'il espérait que « beaucoup d'entre eux se rendraient en Israël (...) et qu'il fallait se préparer à les accueillir ». En visite aux États-Unis, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a fait part des mêmes estimations et des mêmes espoirs.

L'URSS, dit-on à Jérusalem, s'apprête à modifier la législation en faveur de l'émigration. Il s'agirait, entre autres, d'assouplir les clauses qui interdisent les départs aux « familles » que des seuls Soviétiques peuvent faire valoir qu'ils ont un proche parent à l'étranger. Les mêmes sources croient savoir que quelque 150 000 demandes de visa de sortie sont actuellement à l'étude, parmi lesquelles 70 000 à 80 000 émigreraient de juifs.

Au cours de la dernière décennie, le point le plus haut de l'émigration des juifs d'URSS a été l'année 1979, avec 51 300 départs, et le point le plus bas l'année 1986, avec l'attribution de moins d'une centaine de visas. Depuis, la courbe n'a cessé de

grimper. L'an passé, selon des estimations à Jérusalem, près de 20 000 juifs soviétiques ont été autorisés à émigrer : moins de 10 % d'entre eux ont choisi Israël, la destination de prédilection de la majorité étant, sans conteste, les États-Unis. Depuis quelques mois, le chiffre des départs mensuels, selon le Centre israélien d'information et de documentation sur les juifs soviétiques, tournerait autour de 4 000 personnes — tout aussi nombreuses à considérer que la Terre promise, c'est, d'abord, l'Amérique.

Cette fois, les autorités israéliennes sont plus optimistes. Pour peu que l'URSS assouplisse bel et bien sa politique d'émigration, elles estiment — à tort ou à raison — que les États-Unis ne seront pas disposés à absorber un flux de plusieurs dizaines de milliers de nouveaux

immigrants. Certains affirment que cette perspective a déjà amené l'administration américaine à être moins libérale : elle ne délivrerait plus aussi facilement que par le passé le statut de réfugié politique — et donc le visa d'entrée automatique aux États-Unis — aux juifs récemment émigrés d'URSS et qui font la queue devant les consulats américains à Vienne ou dans la banlieue de Rome.

Autrement dit, les réticences américaines pourraient amener un plus grand nombre de juifs soviétiques à prendre en considération une éventuelle installation en Israël plutôt qu'aux États-Unis. A Jérusalem, on y voit une occasion « historique » de ne pas rater et que les services d'absorption et d'immigration, réputés pour leur inefficacité, doivent préparer dès maintenant.

ALAIN FRACHON.

M. Arens en quête d'un soutien américain «sans réserve»

Les États-Unis estiment que la proposition israélienne d'élections dans les territoires occupés doit être écartée, alors que le chef de la diplomatie israélienne leur demande de les soutenir sans réserve, ont indiqué, jeudi 18 mai, des responsables américains. Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, en visite à Washington, a déclaré après une entrevue avec le secrétaire d'État James Baker qu'un « soutien américain de tout cœur et sans réserve » pour l'initiative de paix israélienne était « une condition préalable nécessaire » pour qu'elle démarre vraiment.

Cependant, Washington estime que, si la proposition d'élections « contient des possibilités prometteuses, il y a des questions auxquelles il faut encore répondre » pour la rendre attractive pour les Palestiniens, selon un responsable du département d'État qui a requis l'anonymat. Les questions auxquelles les États-Unis voudraient qu'Israël apporte une réponse

concernant notamment la participation aux élections palestiniennes des habitants de Jérusalem-Est, annexée par Israël, et celle de Palestiniens qui ne vivent plus dans les territoires occupés.

Le problème de la supervision internationale du scrutin n'a pas encore été réglé. Surtout, a souligné un responsable du département d'État, il faut savoir « quel genre d'activité politique serait autorisée pendant la campagne électorale ». Washington tient notamment à ce que les libertés d'expression et de rassemblement soient garanties.

Par ailleurs, la journée de jeudi a été particulièrement sanglante dans les territoires occupés, où le bilan s'élève, selon des sources palestiniennes, à trois morts et vingt-cinq blessés palestiniens, tandis que le couvre-feu a été de nouveau imposé jeudi soir sur toute la bande de Gaza, après une brève suspension. — (AFP.)

Tokyo : pas de conséquences majeures sur les relations entre l'URSS et le Japon

TOKYO
de notre correspondant

La réconciliation sino-soviétique est appelée à avoir en Extrême-Orient des effets plus subtils, moins directs qu'en Asie du Sud-Est, marquée notamment par le conflit cambodgien. Les relations entre les deux Corées, leurs alliés traditionnels et leurs nouveaux partenaires, ainsi que le dialogue entre Moscou et Tokyo constituent les principales questions sur lesquelles l'impact de la normalisation sino-soviétique se fera sentir.

Au ministère des affaires étrangères à Tokyo, on estime que cette normalisation des relations entre les deux grands du monde socialiste « ne modifie pas les données stratégiques de bases de la politique mondiale » dans la mesure où « il paraît exclu de voir revenir ces deux puissances à leur ancienne alliance » et qu'il convient donc de ne pas surestimer ses conséquences.

Sur le plan de la sécurité, en particulier, les commentateurs japonais notent que la réduction des forces armées soviétiques dans la région, annoncée par M. Gorbatchev, constitue un « geste positif » qui contribuera à atténuer la tension et aura des effets favorables sur des pays limitrophes, tels la

Mongolie et le Vietnam. Dans un éditorial, l'*Asahi* n'en formule pas moins des réserves, estimant « modeste » la mise hors service de seize navires soviétiques sur une flotte de huit cents bâtiments. Le quotidien se demande aussi si la réduction de 120 000 hommes annoncée concerne les troupes stationnées dans les quatre îles du nord de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques.

Les premiers pas accomplis par la Chine et l'URSS vers un règlement de leur différend frontalier pourrait d'autre part, indiquer, souligne-t-on à Tokyo, que les Soviétiques n'excluent plus l'éventualité de faire des concessions en matière territoriale. Ce qui pourrait avoir un effet favorable sur la question des quatre îles du Nord. Les Japonais avaient noté avec satisfaction la mention récente par M. Bush (dans son discours devant le collège agricole et technologique du Texas) de la question de la restitution de ces territoires par Moscou, dans la mesure où cette déclaration replaçait le contentieux territorial appoprié dans le contexte général des rapports Est-Occident. L'opinion dominante au ministère des affaires étrangères reste toutefois que le rapprochement sino-soviétique n'aura guère d'incidences sur les relations nippono-soviétiques.

L'innocence sino-soviétique a surtout été aussi une donnée de base de la politique de la Corée du Nord qui avait trouvé depuis deux décennies dans un savant jeu de bascule une source d'indépendance. La réconciliation entre Moscou et Pékin ne prend sans doute pas de court Pyongyang, dans la mesure où elle ne fait que consacrer une évolution perceptible depuis plusieurs années. Mais elle n'en réduit pas moins sa marge de manœuvre. Ce qui peut avoir des effets positifs et contraindre les dirigeants de Pyongyang à plus de pragmatisme, tant la Chine que l'URSS développent rapidement leurs relations économiques avec la Corée du Sud, estimant les experts des affaires coréennes à Tokyo.

PHILIPPE PONS

● CORÉE DU SUD : M. Kim Young-sam se rendra en Union soviétique. — L'un des principaux dirigeants de l'opposition, M. Kim Young-sam, se rendra en Union soviétique, du 2 au 10 juin, ont annoncé, vendredi 19 mai, ses collaborateurs. M. Kim, invité par le directeur des relations internationales de Moscou, M. Primakov, sera le premier responsable politique sud-coréen à se rendre à Moscou. — (Reuters.)

ez en vacance avec le Monde



LEMENTS VACANCE

ABONNEMENTS 73422 PARIS CEDEX

Afrique

ÉTHIOPIE : la tentative de coup d'Etat

Le président Mengistu annonce que la rébellion a été matée en Erythrée

Dans sa première intervention publique depuis son retour précipité d'Allemagne de l'Est dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 mai, le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a annoncé jeudi soir l'écrasement de la rébellion militaire en Erythrée et la reprise du contrôle d'Asmara, la capitale provinciale, par les troupes loyales.

Dans son allocution, diffusée en direct par la radio et la télévision, le dirigeant marxiste, qui avait revêtu l'uniforme kaki de commandant en chef des forces armées, s'est dit « fier et profondément honoré » d'annoncer à ses compatriotes que « la 1^{re} armée basée en Erythrée a écarté les officiers rebelles et leurs complices pris au piège à Asmara ».

« La valeur et le courage de la 1^{re} armée resteront inscrits dans les annales de l'histoire éthiopienne », a-t-il ajouté.

« Les tentatives des officiers rebelles d'établir des relations avec les forces sécessionnistes érythréennes, visant à démembrer la nation et à violer son intégrité territoriale, sont des plus méprisables », a déclaré le colonel Mengistu. Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) avait, en effet,

annoncé un cessez-le-feu de deux semaines pour laisser les mains libres aux mutins. On indiquait même, jeudi soir, de source diplomatique à Nairobi, que les maquisards nordistes seraient désormais prêts à « offrir une partie de leur territoire comme base d'action » aux troupes insurgées.

Le chef de l'Etat éthiopien a précisé que les troupes gouvernementales avaient repris le contrôle total d'Asmara après de violents affrontements. Selon la radio d'Asmara, de nouveaux auxiliaires des forces loyales, six généraux rebelles auraient été tués, dont le général Demisse Bulto, commandant de la 1^{re} armée et le chef des putschistes. Toutefois, d'après des radios insurgées, captées par la BBC, de très durs combats continueraient de faire rage autour de la capitale érythréenne.

Selon certains observateurs, la ville-garnison de Keren, située au nord d'Asmara, serait passée dans le camp des mutins. On indique, de mêmes sources, que entre quatre-vingt mille et cent mille soldats éthiopiens, soit près de tiers des effectifs totaux de l'armée nationale, sont, aujourd'hui, basés à Keren. La capitale érythréenne abriterait, elle, les quartiers généraux de la 1^{re} armée.

Dans la province voisine du Tigré, contrôlée en très grande partie par les maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), le soutien aux mutins paraît acquis. Le comité central du FPLT, qui s'est réuni jeudi, a diffusé un communiqué en ce sens.

A une cinquantaine de kilomètres au sud d'Addis-Abeba, des affrontements auraient opposé, jeudi matin, les forces loyalistes aux troupes insurgées de la base africaine de Debre-Zeit. Le numéro un de l'armée de l'air, le général Amha Desta, avait été tué au tout début de la tentative de coup d'Etat.

Les autorités gouvernementales ont, d'autre part, confirmé la mort du ministre de la défense, Haile Giorgis Habte-Mariam. Il aurait été abattu parce qu'il s'opposait, dit-on, au projet de putsch. En outre, l'arrestation du ministre de l'Industrie, M. Fanta-Belai, accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat, a été officiellement confirmée.

Le discours du colonel Mengistu a coïncidé avec le rétablissement des liaisons internationales téléphoniques et de télé. L'aéroport d'Addis-Abeba a été rouvert, vendredi matin, au trafic intérieur. Les vols internationaux ne doivent reprendre un samedi. — (AFP, Reuters)

MAROC : conférence de presse à Paris sur les droits de l'homme

Les limites des mesures d'amnistie

Plusieurs associations militent en France pour le respect des droits de l'homme au Maroc ont tenu une conférence de presse, jeudi 18 mai, au siège parisien de la Ligue des droits de l'homme, pour se féliciter des mesures d'amnistie annoncées récemment à Rabat (le Monde du 9 mai) mais aussi pour souligner leurs limites et dénoncer la situation en détention de « plus de deux cents autres prisonniers d'opinion ».

Le 7 mai, trente-deux détenus politiques de la prison de Kénitra étaient libérés en même temps que dix-huit de leurs camarades incarcérés ailleurs. Les autres bénéficiaires de mesures d'apaisement étaient cent soixante-dix fonctionnaires qui peuvent retrouver leur emploi après avoir été sanctionnés lors des grèves de 1979 et des émeutes de juin 1981. Ils avaient été radicalement de la fonction publique, mais n'étaient pas incarcérés. Il ne s'agit donc pas de deux cent vingt-huit libérations, comme on l'avait annoncé initialement.

Les détenus de Kénitra, connus sous le nom de « frontistes », appartenaient à trois organisations marxistes différentes. Ils avaient été arrêtés en 1974 et condamnés à de lourdes peines de prison. Une déclaration commune des associations concernées souligne que, « contrairement aux allégations du commu-

nié officiel, ces élargissements ne se sont aucunement produits à la suite d'une quelconque demande de grâce royale signée par les détenus ». D'autres « frontistes » avaient été libérés auparavant, parmi lesquels huit avaient demandé le pardon et travaillaient actuellement au ministère de l'Intérieur. Ces huit personnes sont les seules à s'être « repenties », assurent les associations. Au cours de la conférence de presse, le sort des militaires impliqués dans la tentative d'assassinat du roi Hassan II en 1971 a été brièvement évoqué. On sait qu'ils croulent dans un camp du sud marocain, isolés de tous, même après le terme de la peine qui leur avait été infligée par un tribunal.

Les chefs des conjurés de 1971, ainsi que les malheureux emprisonnés dans l'aventure, avaient accepté le recours à la violence. Cela ne paraît pas être le cas des lycéens et étudiants condamnés à des peines de prison allant de un à quinze ans après les troubles de Marrakech en janvier 1984. La majorité de ces têtes et un jeune ont été libérés, mais trois d'entre eux poursuivent une grève de la faim dans des conditions qu'a évoquées une femme médecin de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE).

Cette association médicale considère comme une « urgence psychiatrique » le cas des trois jeunes gens alimentés de force par sonde gastri-

que dans un pavillon de l'hôpital Averroès de Casablanca.

Face à la résolution presque suicidaire des trois intéressés, les autorités marocaines n'ont guère le choix des méthodes, et l'AVRE reconnaît qu'une « attention médicale » a été apportée, pendant leur détention, à trois autres de leurs camarades grévistes examinés par elle après leur libération au terme de leur peine. Mais on peut se demander pourquoi une amnistie en faveur de ceux-là n'a pas permis de sortir d'une situation bloquée et rendre encore plus dramatique par la mort suspecte de deux grévistes de la faim avant l'envoi du groupe à l'hôpital.

La conférence de presse s'est terminée par une intervention de M. Darvelle qui, avec M. Kiejman, s'occupe de la famille Oufkir. L'avocat a indiqué qu'il n'y avait eu aucune réaction marocaine à la conférence de presse de M. Kiejman pour dénoncer l'injustice faite à la femme et aux enfants de l'ancien homme de confiance du roi (le Monde du 30 avril). Il a qualifié cette affaire d'« exemplaire », dans la mesure où elle peut servir de crédit aux accusations de l'Association de parents et amis de disparus au Maroc. Si la famille Oufkir a pu être maintenue au secret pendant des années sans que la justice s'en mêle, pourquoi exclure que certains contestataires commencent un sort analogue, a demandé M. Darvelle.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Diplomatie

L'admission de l'OLP empêcherait le retour des Etats-Unis à l'UNESCO

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture est réuni à Paris depuis le 17 mai, au siège de l'organisation, pour sa cent trente et unième session, qui durera jusqu'au 23 juin.

Sa tâche principale est, officiellement, d'examiner le plan à moyen terme (1990-1995) de l'UNESCO et le projet de budget 1990-1991 présentés par le directeur général, M. Federico Mayor (Espagne). Si ses propositions sont acceptées, elles seront adressées, pour adoption définitive, à la vingt-cinquième conférence générale, prévue à Paris en octobre-novembre prochains. L'un des traits dominants des programmes mis sur pied par l'équipe de M. Mayor est, selon ce dernier, « de considérer l'Afrique comme région prioritaire au cours des six prochaines années », notamment sous l'angle de « la réconciliation de l'homme et de la nature », autrement dit l'écologie.

En contrepoint de ce qui n'est cependant qu'une quasi-routine budgétaire, l'événement politique majeur du conseil sera l'examen de la demande de l'Etat de Palestine à être admis comme membre à part entière, demande présentée par l'Algérie, l'Egypte, l'Indonésie, la Mauritanie, la Nigeria, le Sénégal et le Yémen du Nord. La Palestine, ou plutôt son Organisation de libération, bénéficie jusqu'à présent à l'UNESCO du statut d'observateur

au même titre que le Saint-Siège ou les Etats-Unis, depuis leur départ de la place Fontenay en 1985.

Si les conseillers se sont donné d'emblée le temps de la réflexion pour étudier la requête déposée par le représentant palestinien, M. Omar Messalha, puisqu'elle ne figurera à l'ordre du jour officiel que le 19 juin, les Américains, en revanche, ont fait savoir dès l'ouverture de la session qu'ils ne reviendraient « jamais » à l'UNESCO si la Palestine y était reçue en tant qu'Etat membre. Le secrétaire d'Etat adjoint chargé des institutions internationales, M. John Bolton, a indiqué le 17 mai que « l'admission de l'Organisation de libération de la Palestine à l'UNESCO mettrait définitivement fin à tout projet de retour des Etats-Unis au sein de l'organisation ».

Après leur récent échec, au moins provisoire, pour adhérer à l'Organisation mondiale de la santé à Genève (le Monde daté 14-15 mai), les Palestiniens pensent que leurs chances sont meilleures à l'UNESCO, où existe une majorité en leur faveur au conseil exécutif (29 ou 30 voix sur 51 membres, dont la France, qui s'abstiendrait) et également parmi les cent cinquante huit Etats membres de la conférence générale qui, en tout état de cause, devraient valider à l'autonomie le choix des conseillers.

Dans toute cette affaire,

M. Mayor est « neutre », contrairement à ce qui paraît s'être passé à l'OMS, où les dirigeants américains ont assez ouvertement opposés à l'adhésion de l'Etat palestinien.

Neutralité de M. Mayor

Face au veto américain, M. Messalha nous a déclaré que « l'Etat de Palestine ne chercherait la confrontation avec personne et n'entendait pas non plus empêcher le moins du monde la réintégration des Américains dans l'UNESCO, mais maintiendrait sa demande ». En effet, selon l'observateur de M. Yasser Arafat, « les Palestiniens ne considèrent pas l'entrée à l'UNESCO comme une fin en soi mais comme un moyen de participer aux activités de l'organisation, ce qu'ils ne peuvent faire jusqu'à présent ».

Et de citer la « mésestimation » du maire de Naplouse, en Cisjordanie, M. Hafez Toukane, qui, venu récemment prier M. Mayor d'inscrire la partie ancienne de sa ville sur la liste du patrimoine mondial, « afin d'éviter de nouvelles destructions d'édifices historiques par l'occupant israélien », s'est vu répondre que l'UNESCO ne serait pas compétente pour statuer sur une telle requête, si légitime soit-elle, tant que la Palestine ne serait pas membre de l'organisation.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

Europe

ITALIE

La Conférence épiscopale a décidé que les mafieux seront automatiquement excommuniés

ROME de notre correspondant

Dieu pardonne, pas son Eglise. Dorénavant, les « bons chrétiens » qui prétendent être les « hommes d'honneur » de la Mafia seront automatiquement excommuniés. Ainsi en a décidé, mercredi 17 mai, la Conférence épiscopale italienne, à l'occasion de la publication d'un document sur l'Eglise et le Mezzogiorno. Jean-Paul II, qui présidait jeudi au Vatican une assemblée plénière des évêques de la Péninsule, a approuvé totalement cette mesure, qui, en vérité, n'est pas entièrement nouvelle.

L'excommunication automatique des mafieux et du banditisme organisé date déjà de 1952, et elle avait été réaffirmée avec force il y a six ans par les évêques de Sicile. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est qu'une éminence comme le cardinal Michele Giordano, archevêque de Naples, ait donné ordre à ses curés de refuser de baptiser comme parrains de baptême des hommes réputés « parrains » d'une autre religion. Qui décidera si tel ou tel est ou non mafieux ? Mystère. A moins que l'Eglise ne s'en remette à la rumeur publique, qui, dans ce

domaine, se montre le plus souvent très généreuse. De toute façon, a reconnu Mgr. Giordano, l'excommunication est une mesure un peu « usagée » ces temps-ci. « L'idéal, s'il y a lieu, serait de pouvoir prendre des mesures disciplinaires contre les membres de la Camorra (Mafia napolitaine) de la N'drangheta (version calabraise) et de la Cosa Nostra sicilienne. Mais la chose est difficile, il faudrait pouvoir les démasquer, ces éminences ! ».

Les jésuites de Sicile

Le vrai motif pour lequel l'Eglise s'est crû obligée de renouer avec une certaine pompe de condamnation de toutes les Mafias tient aux quelques critiques voilées contenues un peu plus loin dans le document, et, encore, approuvées par Jean-Paul II à l'encontre des jésuites de Sicile. « L'Eglise n'a pas à aller au-delà de sa mission institutionnelle », il faut prendre garde, a dit le cardinal Giordano, « à ne pas glisser vers la politique ». En clair, l'engagement militant antimafieux d'un brillant ecclésiastique comme le père jésuite Bartolomeo Sorge, directeur à Palerme

d'une école un peu particulière où l'on apprend aux jeunes éminences à se méfier de la Mafia et à ne jamais composer avec elle dans le domaine politique, cette expérience-là, pour certains évêques, sort par trop du cadre purement religieux.

Il y a longtemps, en réalité, qu'une partie de l'Eglise reproche au Père Sorge, ancien directeur de Christa Corleone, et seul ecclésiastique en Italie avec le pape, à bénéficier d'une garde permanente et armée, de faire la pluie et le beau temps à Palerme. A tort ou à raison, beaucoup considèrent l'ancien maire démocrate-chrétien de la ville, M. Leoluca Orlando « un homme aux mains propres », selon la vox populi — comme la « création » du célèbre jésuite. Plus grave, le mois dernier, M. Orlando, contre l'avis des dignitaires de son parti, a fait entrer les communistes siciliens dans son équipe, avec, là encore, la bénédiction du bon Père Sorge. Réduits, à Palerme, au banc de l'opposition, les socialistes, qui, à Rome, participent au gouvernement démocrate-chrétien, ont donné de la voix anticléricale et dénoncé « les manœuvres du curé ». Le Vatican les a entendus... PATRICE CLAUDE.

TURQUIE

Le gouvernement et la confédération syndicale TURK-ISH ont signé un accord sur les salaires

ISTANBUL de notre correspondant

Le gouvernement turc et la confédération syndicale TURK-ISH ont signé mercredi 17 mai un accord sur le renouvellement des conventions collectives pour six cent mille travailleurs du secteur public. Aux termes de cet accord, les salaires seront augmentés en moyenne cette année de 141 % et de 37,5 % en 1990. Dans le cas où l'inflation dépasserait 60 % en 1989 et 45 % en 1990, la différence serait versée aux salariés à la fin de l'année. Des primes diverses pour le chauffage et les fêtes sont également prévues. Le SMIC, qui est aujourd'hui de 430 francs, passe donc immédiatement à 760 francs.

Ce résultat est une victoire du mouvement revendicatif qui s'était développé dans tous les secteurs des deux derniers mois. Le premier ministre, au cœur de la crise, n'allait pas au-delà d'une proposition de doublement des salaires, alors que la TURK-ISH demandait 170 % d'augmentation. Deux fac-

teurs ont influencé le revirement gouvernemental : d'une part, les actions syndicales menaçaient de se durcir et touchaient des secteurs aussi délicats que l'approvisionnement pétrolier ; d'autre part, les pressions constantes de l'opposition pour des élections anticipées après la défaite du premier ministre, M. Turgut Ozal, aux élections municipales du 26 mars pouvaient entraîner une politisation des grèves. Les augmentations consenties alimentent déjà les spéculations sur l'intention de M. Ozal, qui a refusé jusqu'ici ces élections, de les organiser dans un climat qui lui serait plus favorable.

La charge supplémentaire représentée par le nouvel accord est évaluée annuellement à 10 milliards de francs, et la lutte contre l'inflation, actuellement estimée à 80 %, n'en sera que plus difficile. Le premier ministre a assuré qu'elle sera contrôlée, « si l'on augmente la production et qu'on économise davantage » et « avec l'aide de Dieu ».

MICHEL FARRÈRE.

Plus de cinquante blessés au cours d'une mutinerie dans une prison d'Istanbul

ISTANBUL de notre correspondant

Une cinquantaine de détenus et un militaire ont été blessés, certains grièvement, au cours de la répression d'une émeute le mardi 16 mai dans la prison de Bayrampasa, à Istanbul. Sept d'entre eux ont été hospitalisés jeudi ; une enquête a été ouverte par le procureur. Les rumeurs faisaient état de la mort de prisonniers n'ont reçu aucune confirmation. L'émeute a concerné à la fois les détenus politiques et les droits communs : les premiers visaient d'être transférés de la prison de Samsatlar, après la découverte d'un tunnel d'évasion il y a deux semaines. Protestant contre la fermeture permanente de leurs nouvelles cellules et la suppression des promenades et des visites, ils ont dressé des barricades dans les couloirs et mis le feu à leurs cellules. De leur côté, les détenus mineurs de droit commun, dont les cellules étaient évacuées pour installer les politiques, se sont également révoltés contre leur transfert dans une autre prison. D'après les rares récits des prisonniers, toujours isolés, la répression et les représailles ont été particulièrement brutales.

M. F.

POLOGNE : selon le « Financial Times »

Les chantiers de Gdansk partiellement privatisés

Les chantiers navals de Gdansk, berceau du syndicat libre Solidarité dissous sous l'état de guerre et aujourd'hui légalisé, sont-ils menacés par les pratiques d'un capitalisme sans concessions ? C'est ce que croit savoir le Financial Times pour qui l'entreprise menacée de fermeture l'an dernier, a vu cette sentence « commuée en privatisation », partielle du moins.

A en croire notre confrère britannique, la décision a en effet été prise de confier en location pour cinq ans la section K 2 des chantiers à un homme d'affaires polonais, M. Jerzy Piskorz-Nalecki, qui va en prendre la direction en association avec une firme anglo-polonaise. Le nouveau patron se déclare tout à fait satisfait de son acquisition mais ne cache pas ses intentions

d'introduire des méthodes de gestion nouvelles. Ses conceptions en matière de relations avec les syndicats risquent de surprendre, à tout le moins, dans les rangs de Solidarité. Cité par le Financial Times, M. Piskorz-Nalecki déclare en effet : « Il n'y aura pas de problèmes de grèves dans les chantiers privés. Nous en sortons les syndicats. Les travailleurs peuvent en être membres, mais nous pouvons aussi choisir d'autres travailleurs ».

Au reste, cet entrepreneur d'avant-garde comprend mal pourquoi le gouvernement polonais a consenti à réintégrer Solidarité, qui va désormais recruter en concurrence avec les syndicats officiels OPZZ. Pour lui, dit-il, « un syndicat, c'est déjà un trop ».

M^{rs} Thatcher ferait-elle école sur les bords de la Baltique et qu'en pense-t-on à Varsovie ? A. J.

● Nouvelles manifestations antisoviétiques à Cracovie. — Des jeunes Polonais ont manifesté, jeudi 18 mai pour la troisième journée consécutive à Cracovie, aux cris de « Les Soviétiques dehors ! » et « A bas le communisme ! », rapporte l'agence officielle PAP. La police a dispersé à coups de matras et de canons à eau quelques trois cents jeunes gens qui tentaient de marcher sur le consulat soviétique. Les manifestants ont lancé des bouteilles et des pavés sur les forces de l'ordre et utilisé des bandes publicitaires et des poubelles pour ériger des barricades. — (Reuters).

● URSS : tension en Arménie. — Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées mercredi 17 mai à Erevan, la capitale arménienne, pour lancer un appel à la grève. Celle-ci a été partiellement suivie le lendemain, indique l'agence officielle locale Armenpress. Un autre meeting s'est déroulé dans la soirée du 18 mai devant le Musée des archives. Les manifestants réclamaient la démission des dirigeants locaux et la convocation immédiate du Soviet suprême arménien. Selon les habitants, des camions de soldats sont rasés par certains points de la ville. L'armée, qui impose le couvre-feu à Erevan depuis plus de cinq mois, n'y maintient plus qu'une présence discrète ces derniers temps.

● Fête de l'indépendance en Géorgie. — Le bureau politique du Parti communiste géorgien a décidé de faire du 26 mai la date de la « restauration de l'Etat de la Géorgie », a annoncé la Pravda du 18 mai. Cette décision des autorités constitue un geste à l'égard des mouvements nationalistes dans cette république qui avait proclamé son indépendance en 1918, son lendemain de la révolution, et qui ne fut intégrée à l'URSS qu'en 1921.

● Devise estonienne. — A compter de l'année prochaine, les Russes qui souhaitent voyager en république d'Estonie devront changer leurs roubles contre des korus, la monnaie estonienne, dont le Parlement de Tallin a voté jeudi 18 mai l'introduction. Cette mesure s'inscrit dans un vaste programme d'autonomie économique adopté à l'unanimité par les députés. L'Estonie veut assurer elle-même l'équilibre de ses recettes et de ses dépenses sans compter sur l'Etat soviétique pour combler d'éventuels déficits. Le Soviet suprême de Lituanie a voté le même jour un projet identique.

● Plainte de M. Ligatchev contre un juge. — Un porte-parole officiel a confirmé jeudi 18 mai, à Moscou, que M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique, avait bien déposé une plainte auprès du président du Soviet suprême contre le juge d'instruction Nicolas Ivanov, qui l'avait accusé publiquement de corruption (le Monde du 16 mai). Le chef de file des conservateurs qualifie ces allégations de « provocation » et de « calomnie ». Mis en cause également, M. Solomentsev a déposé une plainte similaire.

● Andreï Sakharov en France. — L'académicien soviétique, accompagné de son épouse Elena Bonner, fête dimanche 21 mai son sixième anniversaire au château de Blois, où le ministre de la culture, M. Jack Lang, offrira un dîner en son honneur. Andreï Sakharov participera la semaine prochaine à un congrès scientifique dans cette ville. — (AFP, Reuters).

هكذا من الأمل

Amériques

M. Ed Koch en lice pour un quatrième mandat

Après course à la mairie de New-York

(Suite de la première page.)

On l'a vu en costume lamé, un oiseau mécanique sur la tête, jouer les clowns à la parade. Voir les équilibristes lorsque, brisant fin 1977 d'une ville en pleine banqueroute et endettée de 1,8 milliard de dollars, il fallut bien jongler, congédier des milliers d'employés, réduire des programmes d'assistance et surtout carresser les investisseurs dans le sens du poil. Non sans grincements de dents, en dix ans l'équilibre était rétabli, et même bien au-delà. Adulté par les médias, Koch écrivait son autobiographie en 1985, *Mayor*, pendant vingt et une semaines, elle restera en tête des best-sellers. Ce qui fait dire aujourd'hui au journaliste du *Village Voice*, Wayne Barrett, coauteur d'un livre dévastateur sur le maire (2), que « Koch est bien le seul homme qui ait jamais touché plus d'argent en un an pour parler de son métier (205 000 dollars) que pour l'exercer (110 000 dollars) ».

Le vieux roi vieillit mal

Que ferait contre pareille idole le trop discret Dinkins ? Justement. Comme l'explique, placide, son conseiller de presse, Stan Davis, « après un maire qui parle, il est temps d'en avoir un qui écoute ». Et là, Dinkins est imparable. Depuis trois ans qu'il est président du quartier de Manhattan (sorte d'administrateur), il n'a eu de cesse, précisément, d'écouter cet autre New-York, occulté par la folie immobilière et les « golden boys », un New-York qui ne s'exprime que par statistiques : 13 % de chômage chez les Noirs (le double des Blancs) ; un habitant sur cinq recensé officiellement comme « pauvre » ; 54 % d'enfants noirs et « latins » qui abandonnent leur scolarité en cours de route ; 10 % de la population qui s'adonne à la drogue ; ou encore 60 000 sans-abri dont 25 % travaillent mais ne peuvent s'offrir des loyers devenus prohibitifs. Noir, fils d'une manœuvre et d'un ancien barbier, Dinkins, qui travailla comme vendeur de rue à Harlem pour payer ses études de droit, compte, à soixante et un ans, sur son image pour devenir le « maire de la réconciliation ». Ce qu'il propose, c'est une coalition « arc-en-ciel », façon Jesse Jackson, mais le charisme en moins. « Quand on veut croquer la « Grosse Pomme », ironise un commentateur politique, il faut y mettre un peu d'appât, et Dinkins a l'air bien appâté... » En attendant, faute de remuer les foules, le candidat laborieusement les motions de soutien, soixante-quinze mille syndicalistes du textile ici, dix mille camionneurs là, dans l'espoir que

l'addition pèsera suffisamment lourd en septembre. A cet égard, le meilleur atout de Dinkins c'est... Koch, lui-même. Car en ce printemps 1989, la révolution gronde dans un New-York en proie à la sécheresse, où des équipes spéciales patrouillent pour contrôler le gaspillage d'eau. La voirie est dans un état lamentable, les hôpitaux insuffisants et l'un des principaux ponts, le Williamsburg, qui menaçait ruine, a été fermé quelque temps. Enfin, le jour, les sans-abri vont trouver un peu de fraîcheur dans le hall de marbre défilant de la Trump Tower, la nuit, ils envahissent Grand Central Station en attendant la soupe populaire.

Mais que fait donc le vieux roi Koch ? Il vieillit, justement, et plutôt mal. A soixante-cinq ans, ses blagues sonnent faux, son insouciance apparente sent le calcul. Il en fait trop, déclarant l'été dernier : « C'est une honte de donner de l'argent aux mendiants », et stupéfiant tout le monde, début avril, en annonçant sans autre commentaire sur une radio : « Je suis un hétérosexuel ».

« Je n'ai pas, disait-il, le genre à attraper des aiguilles d'estomac, mais à en donner. » Est-ce toujours vrai ? Depuis 1986, et le début de son troisième mandat, patronage et favoritisme régissent la cité : promoteurs, banquiers, ou « boss » politiques, un à un, les alliés de Koch sont tombés. Le cercle se resserre autour du maire, qui se défend mal : « Du temps de *La Guardia* [autre maire historique], plaide-t-il, on volait même les cadavres à la morgue ! » Il n'empêche, en voyant tout à tour le *congressman* Mario Biaggi puis Stanley Friedman, le chef des démocrates du Bronx, et celui de Brooklyn, Meade Esposito, accusés de corruption (celui du Queens, Donald Mannes, se suicida avant), beaucoup se souviennent tout à coup que, dans le passé, Koch n'a pas eu son pareil pour jongler aussi avec les étiquettes politiques.

Les idées fortes du « shérif » Giuliani

Libéral juif bon teint, façon « Village », dans les années 60, ne fut-il pas le premier à renier les « excès » des radicaux, allant jusqu'à se déclarer pour la peine de mort dans sa campagne de 1977 ? Et si New-York n'avait servi ces dernières années qu'à payer les dettes politiques de son maire caméléon ? Le doute s'est installé. En mars 1987, les journalistes accrédités à City Hall monteront même pour leur fête annuelle un spectacle de music-hall au cours duquel Koch, figuré dansant en costume immaculé, s'exclamait : « Je ne suis pas inculpé ! J'en suis charmé ! ».

« L'histoire du maire, explique encore l'intermittent Wayne Barrett, tapi dans son antre du *Voice*, c'est celle d'un personnage de Woody Allen devenu un héros tragique de Saul Bellow. »

Algré et sur la défensive, Koch en vient à accuser la presse de « maccarthysme ». Et à y regarder de plus près, ce n'est pas tout à fait faux, tant le grand nettoyage opéré en ville en devient obsédant. Cette œuvre, c'est celle d'un seul homme : Rudy Giuliani, quarante-quatre ans, « l'anti-

ville ». Et à l'heure où l'une des *business-women* de Wall Street vient de se faire violer en plein Central Park, lors d'un sacro-saint jogging, les New-Yorkais, qui connaissent mal Giuliani, mais fantasment d'autant plus sur son côté justicier, solitaire, lui font les yeux doux. Selon les derniers sondages, si l'élection finale, en novembre, opposait Koch à Giuliani, celui-ci l'emporterait avec 59 % des suffrages contre 28 %.

Quoi, un maire républicain ? Du jamais vu en vingt ans, à New-

York, où appartenir au Parti républicain passe pour un luxe d'oisifs. Mais rien n'est impossible, surtout si Ray Harding s'en mêle. Ray Harding, ce n'est pas seulement une montagne humaine, c'est surtout le dernier dinosaure du Parti libéral. Un tiers parti qui compte, où du moins comptait, à New-York, avant que, réagissant aidant, les libéraux ne fassent figure de deux rieurs. C'est avec leur appui que John Kennedy fit une percée lors de la présidentielle de 1960 à New-York, et surtout que le républicain modéré Lindsay fut élu maire de la ville en 1969. Or, au début du mois d'avril, fêtant leur quarante-cinquième anniversaire en fanfare, les libéraux ont adoubé Giuliani ! Pour un parti dont la devise est « Gardons les républicains libéraux et les démocrates honnêtes », voilà qui est fort ! Car le « shérif » Giuliani affiche résolument ses idées en faveur de la peine de mort et contre l'avorte-

ment (même s'il s'est engagé du bout des lèvres à respecter la législation qui l'autorise à l'heure actuelle). Un mariage de raison qui profite à tout le monde, à l'efficace Giuliani, qui se défend d'avoir des « blocages idéologiques », et surtout aux libéraux, dont les troupes sont clairsemées (vingt-quatre mille adhérents). « Soyons clairs, conclut, pragmatique, Ray Harding, Koch est une disgrâce, et nous avons choisi Giuliani parce qu'il est le mieux placé ! ». D'autant mieux, d'ailleurs, que la primaire républicaine sera sans doute une simple formalité pour l'ancien procureur : le seul concurrent à être entré en lice étant le riche mais peu crédible héritier des cosmétiques Estée Lauder, Ron Lauder, qui — lucide ? — n'a pas fait une seule apparition publique jusqu'à la, se contentant de dépenser près de 1 million de dollars de publicité télévisée pour « transcender enfin sa maman », comme le dit, ironique, un stratège républicain.

Paré d'une double étiquette, Rudy Giuliani pourra donc, selon l'adversaire qu'il affrontera en novembre, jouer sur deux tableaux : la « fermeté » républicaine face à Koch, ou l'« ouverture » libérale face à Dinkins.

Haine raciale

Perspective qui n'enchantait guère le camp démocrate : obligés pour survivre jusqu'en novembre de dévotement coûte que coûte l'investiture du parti, Koch, Dinkins et quelques autres vont devoir se battre à mort, et l'on peut craindre le pire ! « Koch est la candidate de la haine ! », s'exclame dans son duplex tapissé de statues africaines Bill Tatum, qui, depuis six semaines, titre l'édition de son journal, l'*Amsterdam News* (le plus vieux journal noir de la ville) : « Koch doit partir ». « Il va jouer à fond les divisions raciales et, pour faire bon poids, il promettra deux ou trois postes aux Hispaniques, en leur disant qu'eux aussi sont blancs et qu'ils doivent l'adopter... Souvenez-vous, lors des primaires présidentielles l'an dernier, il avait dit : « Voter pour Jesse Jackson, c'est être fou ».

Et, justement, comme pour jeter de l'huile sur le feu, Jesse Jackson, qui, l'an dernier, finit pourtant en tête de la primaire démocrate à New York City même, en dépit des anathèmes de Koch, a bien l'intention de rééditer son exploit par Dinkins interposé. Aussi a-t-il annoncé qu'il donnerait « un petit coup de pouce » à celui qui fut son ami et son lieutenant. D'où panique dans la communauté noire : « Jesse » est une figure nationale, mais bien peu ont oublié ici son fameux épithète « *hymietown* » (« Youpin-

ville ») pour qualifier une ville où le vote juif reste déterminant. Aussi les lieutenants de Dinkins cassent-ils de dissuader discrètement leur encombrant allié pour éviter une campagne « raciale » dont ils ne sortiraient pas forcément gagnants.

Que Koch paraisse aux abois, l'affaire est entendue, mais « attention à ne pas le sous-estimer, met en garde un stratège de Giuliani, l'animal forcé est plus dangereux encore ! ». Certes, un nouveau sondage explique que 62 % des New-Yorkais préféreraient que le maire ne brigue pas de nouveau mandat, mais, dans l'ombre, les seconds rôles s'agitent, et l'hydre démocrate new-yorkaise l'a montré au cours des derniers mois : aussitôt coupées, elle remplace ses têtes. Que signifie, par exemple, cette « neutralité » ostensiblement affichée par le gouverneur Mario Cuomo, alors qu'il est de notoriété publique que Cuomo a tenté de faire pression auprès des libéraux pour qu'ils n'appuient pas Giuliani ?

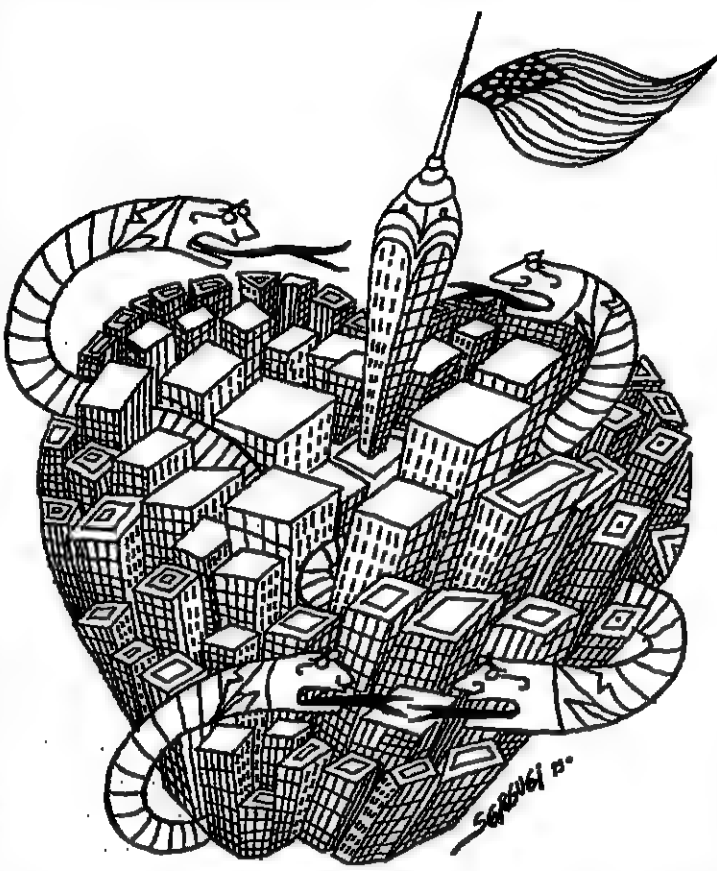
Ne dit-on pas que l'ombrageux gouverneur « roulerait » en fait pour Koch ? Si cela était, quel chemin parcouru depuis la triviale campagne qui opposa Koch et Cuomo pour la mairie en 1977 ! N'y allant pas de main morte, Koch avait insinué que Cuomo avait des liens avec la Mafia. De son côté, Cuomo, qui ne se posait pas encore en conscience du parti, avait fait répandre le bruit que Koch était homosexuel.

Et l'on vit même des pancartes amonçant « Votez pour Cuomo, pas pour l'homme ! ». Et ces précisions au moment où Koch, main dans la main avec la populaire Bess Myerson, qui fut la première Miss America juive (elle sera inculpée, puis acquittée dans un des scandales-bavures de Giuliani), jouait les amoureux pour les caméras... Une idylle montée de toutes pièces par le gourou publicitaire du maire, David Garth, mais qui se révèle payante.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus que Koch commande encore 90 % du vote juif, qui « fait » New-York, et qu'il reste très fort auprès des Italiens du Queens et des Irlandais de la baie. Sans parler des milliers d'affaires, toujours « réelles », qui se disent pour l'instant « partagées ». Déjà, le roi des « golden boys », le promoteur républicain Donald Trump, qui avait lancé un tapageuse campagne d'un million de dollars contre Koch, y a mis une sourdine. Et Dieu sait — appétits politiques aidant — quelles alliances et quels tourments revivront la « Grosse Pomme » va susciter d'ici septembre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(2) *City for Sale*, Edition Harper and Row, New-York, 1988.



Koch » au visage de carnassier triste, qui jusqu'en novembre dernier était procureur de la ville. A son tableau de chasse : un roi de la Mafia (« Fat » Tony Salerno), un prince de Wall Street, le troyen Iwan Boesky, le dictateur Philip Marzocco, et, bien sûr, tous les amis d'Ed Koch. Rudy Giuliani, qui dans sa jeunesse pensa devenir prêtre, est un homme de vocation : ancien démocrate devenu républicain, il s'est à présent mis en tête, lui aussi, de devenir maire.

Pas vraiment charismatique (son « truc » pour déridier un auditoire, c'est d'imiter l'accent de la Mafia. Et à New-York, beaucoup ne trouvent pas ça drôle.) Giuliani a aussi quelques belles « bavures » à son actif, tels ces hommes d'affaires bien connus emmenés, il y a quelques mois, menottes aux poings de leur bureau pour être relâchés plus tard. Qu'importe, son style très « pour sur la ville », fait déjà mer-

veille. Et à l'heure où l'une des *business-women* de Wall Street vient de se faire violer en plein Central Park, lors d'un sacro-saint jogging, les New-Yorkais, qui connaissent mal Giuliani, mais fantasment d'autant plus sur son côté justicier, solitaire, lui font les yeux doux. Selon les derniers sondages, si l'élection finale, en novembre, opposait Koch à Giuliani, celui-ci l'emporterait avec 59 % des suffrages contre 28 %.

PANAMA : après deux semaines d'effacement

Le général Noriega revient sur le devant de la scène

PANAMA de notre correspondant en Amérique centrale

Après une absence de plus de deux semaines de la scène publique, le général Manuel Antonio Noriega a fait une rentrée politique remarquée jeudi 18 mai, vingt-quatre heures après l'adoption d'une résolution de l'Organisation des Etats américains (OEA) condamnant le régime pour « les abus perpétrés contre les candidats de l'opposition ». L'« homme fort » du Panama n'a pas prononcé un seul mot mais il est apparu sûr de lui, démentant ainsi toute rumeur d'un prochain départ du pouvoir.

C'est un véritable acte d'allégeance que ses partisans lui ont réservé à l'occasion, imprévue, d'une soirée culturelle du ministère de la santé... Quelques minutes à peine avant le début de la cérémonie, la presse étrangère a eu vent de la présence possible du général Noriega, qui n'avait pas été annoncé officiellement pour des raisons de sécurité. Ce fut la rumeur : l'homme invisible qui défie la plus grande puissance

mondiale allait enfin sortir de son silence. Le général Noriega est arrivé, vêtu d'une guayabera blanche (chemise brodée) et d'un pantalon gris. Souriant, entouré de gardes du corps, le général a salué les quelques centaines de partisans inconditionnels qui l'attendaient avec impatience et scandaient : « Noriega, le peuple est avec toi ». « Noriega, le peuple est avec toi », « Noriega, le peuple est avec toi ». Le commandant en chef des forces de défense, les traits tirés, mais visiblement ravi d'être là, est resté au premier rang toute la soirée, face à de nombreux journalistes qui n'ont finalement pas réussi à lui tirer un mot.

Le spectacle a duré plus de deux heures, les chants folkloriques alternant avec les discours virulents contre les Etats-Unis et la lecture de messages de solidarité envoyés par des organisations révolutionnaires latino-américaines. Des banderoles proclamaient : « Noriega jusqu'à l'an 2000 ». Une pancarte dénonçait la résolution adoptée la veille par l'OEA : « Un triomphe pour Panama, une défaite pour Bush ».

Au cours des heures précédentes, les partisans du gouvernement et les membres de l'opposition s'étaient répandus en déclarations contradictoires sur le sens et la portée de la résolution de l'OEA. Pour l'Alliance démocratique de l'opposition civile (ADOC), il s'agit d'une condamnation sans appel du régime. Le candidat à la vice-présidence pour l'opposition, M. Ricardo Arias Calderon, estime que le texte est la preuve que « Compte tenu de la trahison traditionnelle du langage diplomatique, dit-il, nous sommes pleinement satisfaits, d'autant plus que l'OEA demande explicitement le transfert du pouvoir dans les plus brefs délais et dans le respect de la volonté souveraine du peuple panaméen ». Pour l'opposition, il ne fait aucun doute que l'OEA reconnaît ainsi sa victoire au scrutin du 7 mai qui a été annulé par le tribunal électoral (les chiffres les plus faibles donnaient près de 70 % à l'ADOC).

Les partisans du régime font une tout autre analyse, parlant de « défaite pour les Etats-Unis ». Un des membres de la délégation panaméenne à Washington,

M. Carlos Ozorès, reconnaît néanmoins que le texte a surtout l'avantage d'être moins dur pour son pays que « ne le laissent craindre les commentaires de la presse américaine ». Un autre membre de la délégation, M. Oyden Ortega, ancien ministre des affaires étrangères et négociateur des traités sur le canal, a déclaré : « Nous attendons la visite de la délégation de l'OEA (les ministres des affaires étrangères du Guatemala, d'Equateur et de Trinidad-et-Tobago devant arriver lundi au Panama) pour protester contre les violations des traités et exiger le retrait des troupes envoyées au cours des derniers jours par les Etats-Unis ».

La réapparition du général Noriega en public, après seize jours de silence, semble avoir pour but, en mobilisant ses partisans face à l'isolement grandissant du régime, d'enlever l'initiative à l'opposition et de l'empêcher de profiter de la visite de la délégation de l'OEA pour marquer des points supplémentaires.

BERTHARD DE LA GRANGE.

EN BREF

● **ETATS-UNIS** : la Cour suprême autorise une adolescente à avorter sans l'accord des parents ou d'un juge. — Une adolescente de quinze ans pourra avorter sans l'accord de ses parents ou d'un magistrat aux termes d'un arrêt rendu, jeudi 18 mai, par la Cour suprême des Etats-Unis.

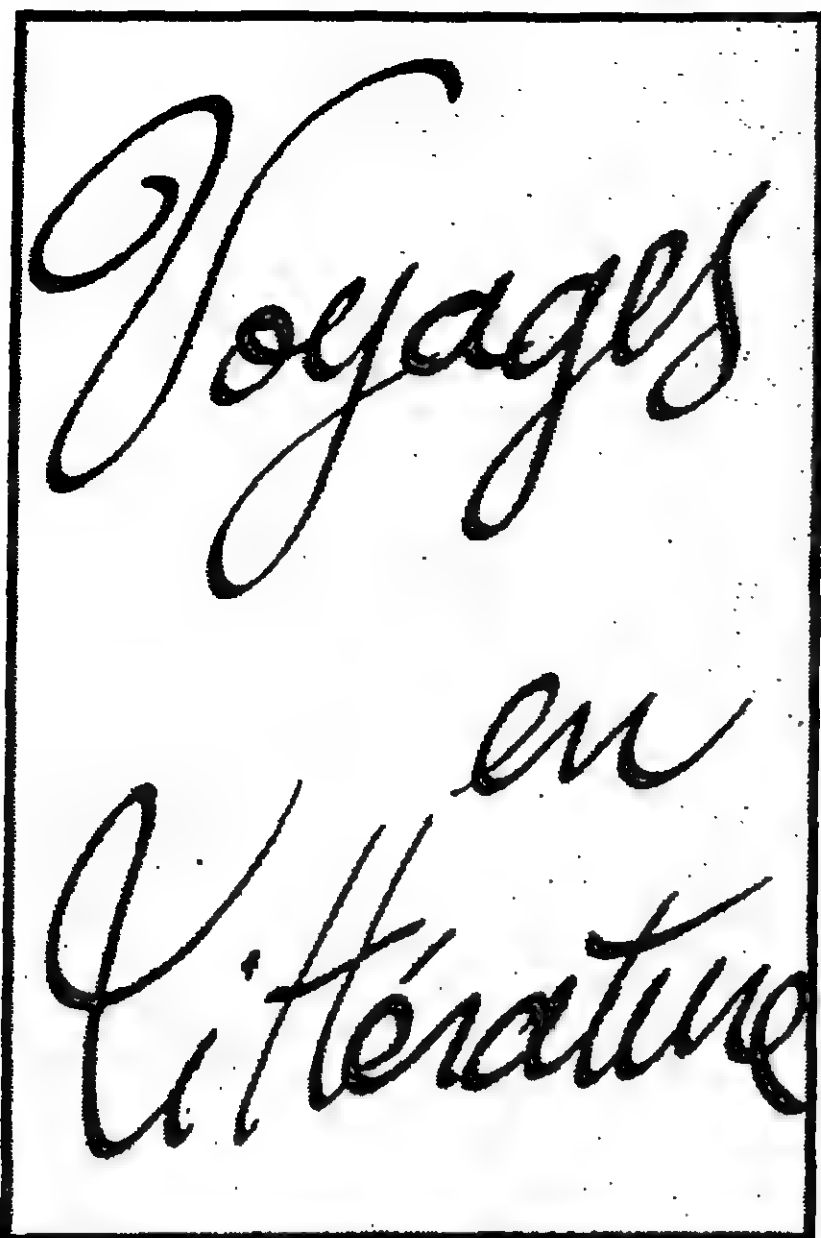
Cet arrêt va à l'encontre d'une décision prise mardi par un juge de Floride. La décision de la Cour suprême, qui n'est accompagnée d'aucun commentaire, rend inapplicable une loi de cet état, en vigueur depuis février et exigeant que les mineurs non mariées obtiennent de leurs parents ou de la justice une autorisation. Cette décision intervient au moment où le débat sur l'avortement est redevenu très animé aux Etats-Unis et provoque de nombreuses manifestations. Les défenseurs du droit à l'avortement craignent que la Cour suprême ne revienne sur sa décision, prise en 1973, de la légaliser. — (AFP.)

● **COLOMBIE** : une tentative d'évasion a fait au moins quinze morts. — Un groupe de vingt individus équipés d'armes automatiques et de bombes a fait irruption, jeudi 18 mai, dans la prison de Bellavista, dans le nord de la Colombie. Trois gardes et au moins douze prisonniers ont été tués pendant la tentative d'évasion. Selon les autorités, le commando voulait délivrer le fils d'un important trafiquant de drogue. M. Gacha. — (AP, Reuters.)

● **PÉROU** : vague de violence du Sentier lumineux. — Un professeur d'université de Lima, Abelardo Ludena, quarante-six ans, a été tué mercredi 17 mai par les rebelles du Sentier lumineux. Ce meurtre porte à quatre-vingts, selon la police, le nombre de personnes assassinées par ce groupe terroriste depuis le début de la semaine. Le Sentier s'effriterait « mercredi le neuvième anniversaire de la lutte armée qu'il a déclenchée et qui a fait près de quinze mille victimes depuis 1980. La veille, soixante-quatre paysans, membre de groupes d'autodéfense organisés par l'armée dans les départements andins d'Ayacucho et Apurímac, avaient été tués. Neuf policiers, en outre, ont été abattus au cours de deux embuscades de la guérilla dans la vallée du Haut-Huallaga, où se trouvent les plus importantes plantations de coca du pays, nous indique notre correspondant à Lima.

● **VENEZUELA** : succès de la grève générale mais austérité maintenue. — La première grève générale au Venezuela depuis trente ans a été massivement suivie, jeudi 18 mai. Pourtant, le président Carlos Andrés Pérez a exclu de renoncer aux mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international. Industries, commerces, aéroports et administrations ont été quasiment paralysés pendant douze heures. La Confédération des travailleurs vénézuéliens (deux millions d'adhérents) estime que son mot d'ordre a été suivi « à 98 % ». — (AFP, Reuters.)

GRAND CONCOURS



Testez vos connaissances en littérature grâce au grand concours organisé par :

**HACHETTE CLASSIQUES,
LE MONDE, EUROPE 1**

« Voyages en littérature »

HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Pour participer, achetez *le Monde* du 22 mai au 10 juin. Chaque jour, vous y trouverez les questions du concours.

Pour vous aider durant cette période, des indices seront dévoilés sur EUROPE 1.

Vous pouvez gagner l'un des 1 000 prix offerts, dont 3 voyages en Chine pour 2 personnes, 2 voyages à Bali pour 2 personnes, des bibliothèques et des centaines de prix.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ARTICLE 1 : La S.A.R.L. LE MONDE, capital social 620 000 F RC B 59 20 10 151, 7, rue des Italiens, 75009 Paris, éditrice du quotidien LE MONDE, HACHETTE CLASSIQUES, Département de la S.A. HACHETTE, organisent avec la participation de la radio EUROPE 1 un concours intitulé « Voyages en littérature ».

ART. 2 : La participation à ce concours est ouverte à toute personne, à l'exception des collaborateurs du journal LE MONDE, du Département HACHETTE CLASSIQUES, d'EUROPE 1, des sociétés partenaires dans le cadre de ce concours, de leurs salariés, sous-traitants et membres de leur famille directe.

ART. 3 : Du 22 mai 1989 (LE MONDE daté 23 mai 1989) jusqu'au 9 juin 1989 (LE MONDE daté 10 juin 1989), chaque jour de parution du quotidien LE MONDE

- seront publiées deux questions les 16 premiers jours
- sera publiée une question le 17^e jour (soit au total 33 questions).

Les questions porteront sur la littérature française en général et ont été rédigées par MM. DARCOS et FERENCZI. Pour aider les participants, un indice sera, pour chacune des questions parues dans LE MONDE daté un jour donné, dévoilé :

- sur EUROPE 1
- et ultérieurement sur Minitel (3615 LE MONDE, 3615 EDUC pour Hachette Classiques, 3615 EUROPE 1).

ART. 4 : Le 10 juin 1989 (numéro du MONDE daté 11-12 juin 1989), LE MONDE publiera le bulletin de participation au concours et la question subsidiaire. Chaque concurrent devra :

- indiquer ses coordonnées dans l'emplacement prévu à cet effet ;
- coller toutes les vignettes de participation dans l'ordre de parution ;
- répondre aux 33 questions, ainsi qu'à la question subsidiaire permettant de départager les ex aequo.

ART. 5 : Les bulletins de participation, dûment complétés et validés par la présence des 17 preuves d'achat demandées, sont à expédier à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex avant le 13 juillet 1989 minuit, le cachet de la poste faisant foi.

ART. 6 : Une même personne peut concourir plusieurs fois, à condition d'utiliser des bulletins de participation différents, chacun de ces bulletins étant intégralement rempli et validé par l'apposition des preuves d'achat demandées. Toutefois, il ne pourra être attribué qu'un seul prix par foyer (même nom, même adresse).

ART. 7 : Ne seront pas pris en considération les bulletins illisibles, raturés, incomplètement remplis, photocopiés, ne comportant pas la totalité des preuves d'achat demandées ou expédiés après la date limite de participation.

ART. 8 : La sélection sera tout d'abord effectuée en tenant compte du nombre de réponses exactes aux 33 questions. Seront considérées comme bonnes réponses les noms propres parfaitement orthographiés au tiret près. Les éventuels ex aequo seront départagés par une question subsidiaire qui sera publiée avec le bulletin-réponse dans *le Monde* du 10 juin 1989 (daté dimanche 11-juin 12).

ART. 9 : Dotation. Le concours est globalement doté de 1 000 prix, répartis ainsi :

- 1^{er} prix : un voyage personnalisé de 15 jours en Chine pour 2 personnes ;
- 2^e et 3^e prix : un voyage de 10 jours en Chine intitulé « Capitales chinoises » pour 2 personnes ;
- 4^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques » d'une valeur de 30 000 F ;
- 5^e et 6^e prix : un séjour de 9 jours à Bali pour 2 personnes ;
- 7^e au 10^e prix : une bibliothèque « La Maison des bibliothèques », d'une valeur de 10 000 F ;
- 11^e au 20^e prix : l'encyclopédie générale HACHETTE en 14 volumes ;

- 21^e au 30^e prix : « Camille Claudel au bonnet », sculpture de Rodin, moulage en plâtre d'après l'original ;
- 31^e au 50^e prix : « L'aventure de l'art au XX^e siècle », relié plein cuir, HACHETTE/LE CHENE ;
- 51^e au 100^e prix : « L'histoire au jour le jour » 1944-1985, La Découverte, LE MONDE ;
- 101^e au 200^e prix : un atlas IGN/HACHETTE ;
- 201^e au 500^e prix : « Le dictionnaire de notre temps », HACHETTE ;
- 501^e au 1 000^e prix : « La Révolution française », d'A. Bendjebbar, HACHETTE.

ART. 10 : Il ne sera pas possible d'obtenir la contre-valeur en espèces des prix mis en jeu ou de demander leur échange contre d'autres prix.

ART. 11 : Il ne sera répondu à aucune demande sur le mécanisme du concours et les modalités de sélection.

ART. 12 : Le présent règlement et les réponses aux 33 questions autres que la question subsidiaire sont déposés chez M^{re} VENEZIA, huissier de justice à Neuilly-sur-Seine, et peuvent être obtenus en écrivant à : Concours « VOYAGES EN LITTÉRATURE », BP n° 4, 93261 LES LILAS Cedex.

مكتبة الأمل

Les sénateurs adoptent le livre I du projet de code pénal

Le PC et le PS s'abstiennent, le RPR vote contre

Grâce aux centristes, le livre I du projet de code pénal a été adopté par les sénateurs le 18 mai ; le PC et le PS se sont abstenus, le RPR ayant voté contre (1). Précipité par la volonté du président de la République, l'examen de ce texte tronqué en trois livres, les suivants étant encore au stade de l'ébauche, devrait durer jusqu'en 1991, à moins d'une accélération du travail des parlementaires. Les nouvelles dispositions qui portent sur les principes généraux du droit pénal devraient être examinées à l'automne par les députés avant de revenir au Sénat. Elles n'entreront donc pas en vigueur avant plusieurs années.

M. Pierre Arpaillange est satisfait. Il l'a dit aux sénateurs avec lesquels il travaille depuis près de dix jours sur un texte élaboré par M. Robert Badinter. Certes, le Sénat a modifié en profondeur les innovations importantes, qu'il s'agisse des restrictions apportées à la responsabilité pénale des personnes morales ou de la notion d'investigateur. Mais, d'une certaine manière, le contrat a été rempli. Le ministre de la justice, tant qu'il a pu, a « collé » au texte dont il héritait et le débat a été, selon lui, « d'une haute tenue » : « une réelle entente fondée sur le désir de bien faire », puisque tout le monde s'accorde sur les principes essentiels.

Il n'empêche que si la passion et les dévotions qu'elle entraîne ont été à peu près absentes des débats, si peu nombreux mais fort appliqués, les sénateurs ont eu à cœur de mener une tâche imposée jusqu'au bout, le consensus tant cherché autour d'un texte central n'a pas été trouvé. Hormis la question préalable présentée par M. Charles Pasqua, la motion d'irrévocabilité et la demande de renvoi en commission déposées par les communistes, les sénateurs ont travaillé paisiblement sous la houlette déterminée mais conciliante du rapporteur de la commission des lois,

M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin). Mais, fondamentalement, chacun est resté sur ses positions. M. Marc Lauriol (RPR, Yvelines), en expliquant la position de son groupe, a d'abord mis en doute la nécessité de réformer un texte dont seuls quelques articles datent véritablement de 1810. Les principes de la Révolution française estime-t-il, sont bien loin de ce projet de loi : la marge d'appréciation du juge est trop étroite, la responsabilité collective qui fait ici son apparition est une notion dangereuse mais, surtout, la peine de mort, s'obtient-on à penser au RPR, malgré les engagements internationaux de la France, devrait faire l'objet d'un référendum et le texte, bien entendu, ne comble pas cette lacune. Résultat, le RPR a donc voté contre.

Le Parti communiste, au nom duquel s'exprimait M. Charles Lachaux (Val-de-Marne), s'en est pris au tronçonnement du texte et au report à plusieurs années de son adoption définitive : « Comment le code pénal actuel pourra-t-il continuer d'être appliqué pendant trois ans, alors qu'il est fondé sur des principes généraux qui ne coïncideront pas avec ceux que le Parlement aura adoptés ? », s'est interrogé M. Lachaux. M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime) a, de son côté, critiqué le fond du texte. Malgré l'exclusion des syndicats et des institutions représentatives du personnel de la catégorie des personnes morales dénommées spécialement responsables, pour laquelle le PC, avec l'appui du PS, s'était vigoureusement battu, il subsiste des dispositions critiques : la notion d'investigateur et la nouvelle définition de « bande organisée » ; rappelant, selon lui, la loi anti-casseurs ; les possibilités d'engagement des peines seront trop « restreintes » et la réinsertion « chétive ». D'où l'abstention du PC.

Les centristes au contraire — M. Jacques Golliet (Hauts-de-Seine) représentant le flambeau de M. Marcel Rudloff — saluaient un texte profondément amendé et qui répond « à l'attente des Français qui aspirent à une plus grande sécurité dans la res-

pect des droits de l'homme et des exigences de la solidarité » et décidaient de voter en sa faveur.

Expliquer l'abstention du Parti socialiste était sans doute la tâche la plus ardue. C'est M. Félix Cicolini (Bouches-du-Rhône) qui s'en chargea après avoir rendu hommage à la fois à M. Robert Badinter qui « relance la réflexion » et à M. Pierre Arpaillange pour « en avoir présenté les résultats au Sénat ». Mais la notion d'investigateur a été, estime M. Cicolini, « vidée de sa substance ». La responsabilité pénale des personnes morales, sur laquelle le PS avait fait des réserves dans la formulation présentée par le gouvernement, n'est pas plus satisfaisante amendée. Sur la légitime défense des biens — certes consacrée par la jurisprudence mais absente du texte en vigueur aujourd'hui — alors qu'elle est retenue dans le projet de loi, « la réponse du PS est négative. « Je n'ai pas le droit de tuer quelqu'un qui dérobe au volant de ma voiture. Dire le contraire, c'est nier la dignité humaine. » Le projet était bon. Nous l'aurions voté. Il a été déformé. Nous devons nous abstenir », a regretté M. Cicolini.

La conclusion revenait à M. Jacques Langel (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois. Pen « enthousiasmé » au départ, choqué que le président de la République « s'arroge une sorte de pouvoir d'initiative » à l'égard du Parlement, peu séduit par la procédure retenue, M. Langel estime pourtant que « la noblesse » du travail parlementaire a été respectée. « Le gouvernement a tenu parole nous écouter », a-t-il conclu.

AGATHE LOGEART.

(1) M. Pöhl (Un. cent.), président du Sénat, M. Tassinari (RI) qui présidait la séance et les trois sénateurs non inscrits n'ont pas pris part au vote. Sur 314 votants, il y a eu 221 suffrages en faveur du projet (70 Union centriste, 52 Républicains et indépendants et 18 Rassemblement démocratique et européen) et 81 contre (81 RI). Les quinze communistes, les socialistes et les écologistes se sont abstenus ainsi que quinze RPR (M.M. Abadie, Baudouin, Bouchet, Rudie, Boyer, Brives, Collin, Didier, Giacobbi, Bernard Legrand, Lesau, Moine, Peyot, Rigot, Jean Roger et Sempé).

La situation en Nouvelle-Calédonie

M. Joredié favori pour succéder à Jean-Marie Tjibaou

Nouméa de notre envoyé spécial

Dans son bulletin quotidien daté du 17 mai, l'Agence France Presse (AFP) a pu se féliciter d'avoir « le testament politique de Jean-Marie Tjibaou ». En fait, le discours d'ouverture prononcé par celui-ci à la dernière réunion du comité directeur de l'Union calédonienne, le 29 avril, à Pindimé, le chef du mouvement indépendantiste, ce jour-là, avait de nouveau souligné l'importance qu'il accordait aux futures institutions provinciales dans la perspective d'un référendum d'autodétermination de 1998.

« Nous nous engageons aujourd'hui pour gagner cette échéance, dissimuler la suite, c'est-à-dire le programme sur lequel les provinces devront se battre, c'est l'application des accords de Matignon, c'est-à-dire les mesures que nous avons proposées au gouvernement Rocard comme mesures de déconcentration. Nous devons aujourd'hui nous engager sur le terrain pour qu'elles deviennent réalité, pour offrir le pays dans une perspective d'indépendance ».

Préférant la charrue au fusil, Jean-Marie Tjibaou avait fait le pari que les Calédoniens seraient capables de trouver, dans leur gestion des deux provinces que le FLNKS est assuré de contrôler — celles du nord de la Grande-Terre et des îles Loyauté — leur capacité à préparer une indépendance viable. Un pari inversé de celui du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, certain de pouvoir établir un constat de carence indépendantiste, aux yeux des Calédoniens eux-mêmes, au terme du processus enclenché par les accords de Matignon.

C'est sur les épaules de M. Léopold Joredié que devrait reposer, dans le camp indépendantiste, la responsabilité de cette compétition décisive pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, si rien ne vient stopper ce processus en cours de neuf ans à venir. Le secrétaire général de l'Union calédonienne a été désigné, en effet, pour conduire, à la place de Jean-Marie Tjibaou, la liste du FLNKS aux élections provin-

ciales du 11 juin dans la région nord du territoire.

Ce choix attendu plaçait M. Joredié en position de favori pour succéder à Jean-Marie Tjibaou à la présidence de l'Union calédonienne (UCL). La question devrait être tranchée, samedi 20 mai, par le comité directeur du parti réuni en banlieue de Nouméa. Mais certains des autres dirigeants de cette composante majoritaire du FLNKS inclinent vers la constitution d'une direction plus collégiale et un partage des responsabilités. Trois autres chefs de file de la liste du FLNKS dans la région Sud, M. Burck est un militant indépendantiste de longue date très estimé dans les milieux indépendantistes. La candidature de cet homme d'ascendances européennes et d'humeur toujours égale était soumise par les partisans d'une direction collégiale. Trois autres candidats ont pu être avancés : ceux de François Burck, Octave Tognia et Rock Wanytan.

Antica prêtre, naguère promu aux plus hautes charges de l'Eglise catholique, confidant et confident de Jean-Marie Tjibaou, commissaire général de l'Union calédonienne, chef de file de la liste du FLNKS dans la région Sud, M. Burck est un militant indépendantiste de longue date très estimé dans les milieux indépendantistes. La candidature de cet homme d'ascendances européennes et d'humeur toujours égale était soumise par les partisans d'une direction collégiale. Trois autres candidats ont pu être avancés : ceux de François Burck, Octave Tognia et Rock Wanytan.

Néanmoins de l'ancien député indépendantiste Rock Pijot, dont il fut, au moment, l'assistant parlementaire, M. Octave Tognia, autodidacte, employé de la Société Le Nickel, jouit d'une forte popularité et d'une incontestable autorité depuis qu'il a réussi à faire de Radio-Djibouti, créée à Nouméa pour être l'organe d'expression du mouvement indépendantiste, une station répétée pour son professionnalisme. Cet homme de caractère et d'ouverture a été sollicité par de nombreux militants mais il hésite à faire acte de candidature après avoir pris quelques distances avec la base militante, depuis trois ans, pour se consacrer au développement de Radio-Djibouti.

Quant à M. Rock Wanytan, jeune chef de file de la liste de l'UC aux élections municipales dans la commune de Mont-Dore (13,57 % des suffrages), ancien directeur du PODIL (Office de développement de l'intérieur de la Grande-Terre et des îles), membre de l'équipe des administrateurs mélanésiens qui assiste les fonctionnaires métropoli-

Invité de « Questions à domicile » sur TF 1

M. Georges Marchais n'exclut pas de voter une motion de censure déposée par l'opposition

C'est au siège du Parti communiste, place du Colonel-Fabien à Paris, que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a reçu, jeudi 18 mai au soir, les producteurs de l'émission « Questions à domicile » sur TF 1. Après les avoir accueillis, dans la salle à manger du bureau politique, au sixième étage de l'immeuble conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, M. Marchais leur a fait faire « le tour du propriétaire ». Avant de visiter, un étage plus bas, la salle de réunion du bureau politique, Anne Sinclair et Jean-

Marie Colombani ont échangé quelques mots avec M^{me} Sylviane Almard, numéro deux de la liste conduite par M. Philippe Herzog, qui était assise à côté d'elle, avec M^{me} Sylvie Vassallo, dirigeante de l'Union des étudiants communistes (UEC), qui figure en 22^e position sur la liste européenne, et avec M. Jean-Claude Gysquet, membre du secrétariat du comité central, chargé de l'organisation, qui, tout comme M. Marchais, ne figure pas sur la liste présentée par le PCF.

Avant de parvenir dans le bureau du secrétaire général, les téléspectateurs ont suivi, grâce à un montage, une journée dans la vie de M. Marchais. De son pavillon de Champigny qu'il quitte, avec sa femme, vers 8 h 30, non sans avoir donné « un gâteau, deux gâteaux même » à ses chiens-loups, Toby et Tania, jusqu'à son bureau « qui est fait, non pas pour un travail personnel, mais pour un travail collectif », en passant par la mairie de Villejuif, où il a établi sa permanence de député du Val-de-Marne. Enfin, avant d'entrer dans le vif du sujet, le dirigeant communiste a tenu à montrer une tapisserie de Fernand Léger illustrant le poème de Paul Eluard, « J'écris ton nom, Liberté », écrit en 1942, « c'est-à-dire aux jours les plus noirs de l'Occupation », a dit M. Marchais.

Comme cela était prévisible, la première partie de l'émission a été largement consacrée au secteur « désarmement » de la conférence de presse que M. Mitterrand avait tenu, l'après-midi même. « Tout d'abord, je voudrais dire que dans cette conférence de presse, le président de la République a énoncé un certain nombre d'idées qui sont les nôtres, d'ailleurs, et auxquelles nous nous sommes attachés », a déclaré M. Marchais en citant la paix, « l'autre Europe », la réduction des différences entre le tiers-monde et les pays riches, les droits de l'homme. Cependant le chiffre de réduction de 40 milliards dans la progression des dépenses d'armement prononcé par M. Mitterrand ne « convient pas » au secrétaire général, qui ne [peut] pas [s]e contenter de l'existence de l'arme nucléaire. Selon lui, le chef de l'Etat « choisit de poursuivre la politique du surarmement », et il se précipite à cette mesure « qui constituerait un pas en avant sur la voie du désarmement ».

Interrogé sur les évolutions de l'URSS sous l'impulsion de M. Mikhaïl Gorbatchev à Moscou et sur les rapports passés du PCF avec Leonid Brejnev, il a déclaré : « Nous sommes des militants du long terme, nous avons compris la période du stalinisme et nous avons compris, là, une lourde erreur et nous l'avons dit publiquement, mais nous avons, depuis maintenant près de vingt ans, condamné résolument le stalinisme (1) ». Affirmant que le PCF avait « manifesté beaucoup plus de

désaccords que d'accords » pendant la période brejnevienne, en prenant l'exemple de la démocratie et des droits de l'homme, M. Marchais a indiqué que la formule du « bilan globalement positif » utilisée en 1977 s'appliquait au stalinisme en général et pas à l'URSS en particulier.

Le retard de la Tchecoslovaquie

Invité « surprise » de l'émission, M. Jean Popercin, ministre des relations avec le Parlement et lui-même ancien dirigeant des Jeunes communistes, lui fit remarquer, plus tard, que ces deux notions se recouvraient très largement à cette époque-là. Si M. Marchais a refusé de désigner « les bons et les mauvais élèves de la perestroïka », il a toutefois indiqué que, « en Tchecoslovaquie, on parle un peu du point de vue des libertés et de la démocratie ». Il a salué « les millions de jeunes qui manifestent dans les rues de Pékin parce qu'ils veulent des réformes politiques et de caractère démocratique », rejetant le qualificatif de « têtes brûlées » (2) qui lui était suggéré. Tout en assurant que la perestroïka « va jouer un rôle important pour la cause du socialisme », M. Marchais a réaffirmé qu'il n'y a pas de modèle de socialisme, et que le PCF a rompu avec l'internationalisme communiste, en 1977 à la conférence de Berlin, alors qu'il existe encore, a-t-il souligné, une Internationale socialiste... à laquelle appartient le PS. Il a souligné que son parti ne s'était « pas dérangé assez tôt du modèle soviétique », en indiquant que, pour sa part, il avait refusé « pendant six ans » de se rendre à Moscou car il avait, avec Leonid Brejnev, des « désaccords sur les droits de l'homme » que son interlocuteur ne voulait pas reconnaître.

« Nous n'avons pas à soutenir Noriega », a dit le secrétaire général au sujet du général-occident du Panama, en désamorçant ainsi quelque peu une appréciation récente de M. Philippe Herzog qui avait pu faire croire le contraire, et la réitérant à l'occasion de l'accord de 1977 entre les Etats-Unis et le Panama sur la rétrocession du canal de Panama, c'est-à-dire « le respect du droit des peuples à leur indépendance et à leur souveraineté », ont le général Noriega, pour le PCF, est le champion. Ouvrant une brève parenthèse,

« Nous n'avons pas à soutenir Noriega », a dit le secrétaire général au sujet du général-occident du Panama, en désamorçant ainsi quelque peu une appréciation récente de M. Philippe Herzog qui avait pu faire croire le contraire, et la réitérant à l'occasion de l'accord de 1977 entre les Etats-Unis et le Panama sur la rétrocession du canal de Panama, c'est-à-dire « le respect du droit des peuples à leur indépendance et à leur souveraineté », ont le général Noriega, pour le PCF, est le champion. Ouvrant une brève parenthèse,

OLIVIER BIFFAUD.

(1) La condamnation claire du stalinisme a été effectuée, pour la première fois au vingt-deuxième congrès du PCF en 1976.

(2) Expression utilisée par M. Gorbatchev au sujet des étudiants chinois.

La préparation des élections européennes

Le Front national espère obtenir une quinzaine de sièges

Nouveau secrétaire national aux Eus, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France, a revendiqué, samedi 16 mai, la présence de 1 099 élus FN dans les conseils municipaux à l'issue de la consultation de mardi dernier, soit 0,2 % des quelque 500 000 élus locaux. Le ministre de l'Intérieur lui en attribue 804. Selon M. Le Gallou, 478 de ces élus sont FN « pur jus » et, en dehors de M. Charles de Chambrin, maire d'extrême droite de Saint-Gilles (Gard), le FN a recensé vingt-neuf maires de petites communes élus avec le label « sans étiquette » et qui « se trouvent être adhérents du Front national ».

Le président du mouvement d'extrême droite, qui donnera la composition de sa liste européenne, samedi 20 mai à Saint-Gilles, devait annoncer, la veille, la présence d'une « personnalité » sur la liste d'extrême droite : il s'agit de M. Yann Blot, ancien adjoint du RPR et proche de M. Bruno Mégret, député général du Front (le Monde du 20 avril). Selon un dirigeant du Front, « c'est en tant que gaulliste qu'il rejoint le FN car le RPR n'est pas fidèle aux grandes options du gaullisme ».

O. B.

EN BREF

● RECTIFICATIF. — Le nom de M. Benjamin Brial (RPR) est apparu par erreur dans la liste des députés de l'opposition n'ayant pas voté la censure (le Monde du 18 mai). M. Brial n'est plus député depuis le mois de janvier de cette année (il était élu depuis 1967). En revanche, le nom de M. Auguste Legros (RPR) est à ajouter à la liste des non-votants de la censure.

● Cabinets ministériels. — Le numéro 232 des Cabinets ministériels vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Rocard, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, ainsi que du maire de Paris et des préfets de Paris et de police.

● 30, rue Saint-Marc, 75002 Paris. Tél. : 64-33-49-05 et 42-97-47-65.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-90-72

Au rassemblement œcuménique de Bâle

Les Eglises européennes de l'Est jouent les trouble-fête

Représentant environ cinq cents millions de baptisés en Europe, six cent cinquante délégués des Eglises catholiques, protestantes, orthodoxes, anglicanes de l'Ouest et de l'Est du Vieux Continent traitent ensemble, pour la première fois, à Bâle, des questions de paix, de justice et d'environnement (*Le Monde* daté 14-15 mai). Commencé jeudi 15 mai, ce rassemblement œcuménique doit adopter, avant de se terminer dimanche 21, un document final et un message.

BÂLE
de notre envoyé spécial

De Bâle, en Suisse, à Hünig, en France, en passant par Weil-Friedingen, en Allemagne fédérale, cinq mille délégués et invités au rassemblement œcuménique de Bâle ont participé, jeudi 18 mai, à une marche internationale et interreligieuse symbolisant l'espoir d'une Europe sans frontières.

Pour la première fois, on a vu des évêques catholiques (une quarantaine sur six cent cinquante délégués officiels), des métropolitains orthodoxes, des pasteurs et des présidents d'Eglises protestantes, des militants écologistes et pacifistes venus des deux côtés du rideau de fer défilier côte à côte dans les mêmes rues suisses, françaises et allemandes. Le rassemblement œcuménique de Bâle n'a, en effet, rien d'une session théologique. Il ressemble à une grande démonstration, dominée par les Eglises germaniques, néerlandaises, scandinaves, de chrétiens unis dans la même condamnation de l'armement nucléaire et du modèle de développement occidental, généra-

teur d'injustices sociales et d'atmosphères graves à l'environnement. Le grain de sable est venu, à mi-parcours de cette rencontre originale, de délégués des Eglises de l'Est qui ont exprimé leur malaise devant le déroulement d'une assemblée qui leur paraît trop exclusivement dominée par des préoccupations occidentales. Les amendements pleuvent donc sur le document de travail dont l'adoption (à une majorité de 75 % des délégués) clôturera cette grand-messe œcuménique.

Un théologien est-allemand, Joachim Garastick, a reproché aux Occidentaux de se comporter en « maîtres de la maison européenne ». « On parle beaucoup des pays riches et du tiers-monde, mais on ne parle pas de nous, du deuxième monde ; on parle des réfugiés d'Afrique et d'Asie, mais pas de ceux de Transylvanie ; de discriminations à l'égard des femmes, mais pas à l'égard des Eglises de Lituanie ou d'Ukraine », nous dit un prêtre catholique, délégué hongrois, le Père Laszlo Lukacs. « Le tiers-monde en Europe, c'est nous », affirme pour leur part des Polonais.

Liberté de parole

Un malentendu règne, en effet, dans cette conférence de Bâle. Le « processus conciliaire » engagé, depuis 1983, par les Eglises protestantes et orthodoxes du Conseil œcuménique de Genève sur le triple thème de la « paix », de la « justice » et de la « sauvegarde de la Création » est déterminé par une sorte d'axe Nord-Sud, c'est-à-dire le déséquilibre entre l'Occident riche et le tiers-monde pauvre.

Or le véritable événement de l'époque de Bâle est enfin dans des retrouvailles œcuméniques, intégrant pour la première fois des catholiques, autour de projets de solidarité et de désarmement général, qu'il s'agit dans la liberté de parole toute nouvelle acquise depuis peu par les Eglises de l'Est, catholiques, protestantes et orthodoxes, venues exprimer à l'Ouest — et jusque dans les rues, comme on l'a vu jeudi — leur souhait d'indépendance politique, de réforme économique, de désarmement ainsi que leur désarroi devant les catastrophes écologiques touchant aussi leurs pays.

L'orateur qui a fait la plus grosse impression est un métropolitain orthodoxe de Russie, Cyrille, de Smolensk. Il a prononcé un réquisitoire, d'une violence surprenante dans la bouche d'un personnage haut placé de la hiérarchie, contre le modèle de développement soviétique, contre l'athéisme militant, contre « l'autonomie dépourvue de toute moralité » du progrès scientifique et technique, tel qu'il est conçu en URSS. « Nous détruisons la Création de Dieu », s'est écrié en cours de séance un autre délégué soviétique, évoquant la pollution des lacs, de la Baltique et la destruction des forêts de son pays.

Le fait que toutes les Eglises de l'Est soient représentées à Bâle (à l'exception de l'Albanie et d'un refus de visa à un délégué tchèque, membre de la Charte 77) est déjà un signe des temps. Mais le constat, dressé par le métropolitain Cyrille et partagé par d'autres, que la crise en Europe est d'abord morale et générale, touchant aussi bien l'Ouest que l'Est du Vieux Continent, donne un tour au débat sur la paix, la justice et l'environnement que n'avaient pas prévu les organisateurs.

HENRI TINCO.

Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

M. Pierre Joxe entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale

M. Pierre Joxe a été entendu, jeudi 18 mai, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, chargée d'examiner au fond le projet de loi abrogeant de nombreuses dispositions de la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. La commission avait également entendu, mercredi 17 mai, M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, sur la politique d'insertion des étrangers. Le projet de loi sera examiné en séance publique par les députés, les 19 et 20 mai.

De la sérénité d'un débat en commission, il serait certes bête de tirer des conséquences sur la discussion à venir en séance publique. Mais il semble que l'on puisse aujourd'hui parler différemment à l'Assemblée de l'entrée et du séjour des étrangers. M. Pierre Joxe a trouvé, face à lui jeudi, une opposition bien décidée à ferrailler sur ce texte, mais s'interrogeant essentiellement sur des points juridiques ou sur les conséquences de l'ouverture des frontières en 1993. Le ministre de l'intérieur, qui ne serait pas mécontent de voir le débat se déplacer sur l'Europe, a longuement répondu aux interrogations des députés sur ce sujet.

Pour M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), la liberté de circulation qu'impliquera, à l'intérieur de la Communauté européenne, l'acte unique de 1993 nécessite une harmonisation des

législations européennes. Il est donc, selon lui, inutile de légiférer en France sans tenir compte de cette échéance. Pour M. Joxe au contraire, le texte soumis aux députés, qui reflète une « voie moyenne » entre les différentes législations existantes pourrait servir de base à une harmonisation européenne.

Le ministre de l'intérieur a également répondu aux arguments juridiques soulevés par l'opposition, et en particulier par M. Pierre Mezard (RPR, Haute-Savoie) à propos de la compétence du juge judiciaire en appel d'une décision d'expulsion prononcée par une autorité administrative. M. Mezard estime que seul le juge administratif peut être compétent. Pour M. Joxe, cette dispo-

sition répond au souci pratique de rendre rapidement une décision : « Il existe 181 tribunaux de grande instance en France et seulement 26 tribunaux administratifs », a-t-il rappelé aux députés.

M. Joxe a également confirmé les chiffres indiqués par M. Claude Evrin, sur l'entrée des étrangers en France : sur les 100 000 étrangers arrivés légalement sur le territoire en 1988, environ 50 000 l'étaient en qualité de demandeurs d'asile (alors que ce chiffre s'élevait à 27 000 en 1987). Or, chaque année, seulement 4 000 demandes sont satisfaites. M. Joxe s'est inquiété de cette « nouvelle filière », précisant qu'il faudra revoir le système tout en préservant le respect du droit d'asile.

P. R. D.

« La CGT : « de vives préoccupations », M. Alphonse Vénisse, secrétaire confédéral de la CGT, a estimé jeudi 18 mai que, si le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour en France des immigrés « modifie » les dispositions de la loi Pasqua, il « n'abroge » pas pour autant le texte de 1980. « De vives préoccupations demeurent », a-t-il souligné : « Les visas, les centres et les autres lieux de rétention sont maintenus. Les immigrés sans emploi sont toujours confrontés aux difficultés de renouvellement des titres de séjour et sur eux pèse la menace d'expulsion... » « La situation des immigrés, dont le plus grand nombre est durablement installé en France, nécessite d'autres mesures que des dispositions de police. »

« SOS-Racisme : des amendements nécessaires. — Dans un communiqué, publié jeudi 18 mai, SOS-Racisme « se félicite » du projet de loi. « La mobilisation des associations et la consultation des associations débouchent ainsi sur la reconnaissance du droit au séjour pour les étrangers et la rupture avec la logique « charter » de la loi Pasqua, affirme cette association. Toutefois, nous regrettons la mention des dispositions concernant les visas où règne le plus grand arbitraire. (...) Nous nous adresserons dans les prochains jours au gouvernement, aux députés et aux sénateurs, afin que soient introduits dans le débat parlementaire des amendements en vue d'améliorer le texte. »

DÉFENSE

L'avenir des arsenaux de l'Etat

Le GIAT deviendra une société nationale

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé aux organisations syndicales des travailleurs des arsenaux sa décision de transformer le Groupement industriel et des armements terrestres (GIAT) en société nationale à capitaux d'Etat. Cette décision devrait intervenir en 1990.

Employant environ quinze mille salariés, le GIAT est constitué de dix arsenaux de l'Etat, qui fabriquent depuis les munitions jusqu'au char de combat, en passant par divers blindés légers ou des pièces d'artillerie. Depuis des années, le GIAT connaît d'importantes difficultés de commercialisation de sa production, notamment à l'exportation. Le ministre de la défense, comme ses prédécesseurs, a demandé à diverses autorités des

rapports sur la situation du GIAT et des discussions ont été ouvertes avec des centrales syndicales pour déterminer le sort réservé à cette entreprise.

Un projet de loi sera déposé à la session parlementaire d'automne, qui vise à transformer le GIAT en une société nationale à capitaux d'Etat comme il en existe, par exemple, dans l'industrie aéronautique, civile ou militaire.

Selon le ministre de la défense, aucun agent du GIAT ne sera contraint d'entrer dans la nouvelle société et ceux qui s'y refuseront ne verront affecté un emploi au ministère de la défense en fonction des vacances disponibles. Tous les autres salariés du GIAT renouvelleront conserver leur statut ou bien choisir un emploi dans le cadre des conventions collectives qui seront négociées avec les personnels.

ENVIRONNEMENT

Les experts défavorables à la construction d'un port de plaisance à Trébeurden (Côtes-du-Nord)

Les projets d'aménagement du port de plaisance de Trébeurden (Côtes-du-Nord), qui ne faisaient pas l'unanimité de la population (*Le Monde* daté 30-31 octobre 1988), suscitent aujourd'hui les plus vives réserves des experts. Les trois commissions-enquêteurs, qui viennent de rendre leur rapport, ne s'opposent pas au principe d'un port à Trébeurden, dans l'axe de Trozoul. Mais ils donnent « un avis défavorable pour le port tel qu'il est conçu ».

Les experts constatent en effet qu'il y a « trop d'incertitudes quant à la sécurité réelle offerte aux bateaux », qui risquent « de graves accidents » à l'entrée et à la sortie du port, hérisse d'écueils. Ces incertitudes entraîneront selon eux une mévente des aménagements. Ils émettent donc un « avis très défavorable » pour la gestion du port, qui risquerait de léser les intérêts de la municipalité, et donc les contribuables de Trébeurden. Les enquêteurs jugent en outre que l'avenir de la plage de Port Tormen risque d'être compromis par des travaux irréversibles.

En guise de solution de rechange, les trois commissions-enquêteurs reprennent une variante proposée par la direction départementale de l'équipement, c'est-à-dire « l'édification d'un môle au large de Trozoul pour simplement protéger le port naturel, l'axe actuel, des houles importantes, ce qui permettrait des mouillages en eau profonde ». Les concepteurs du port de Trébeurden doivent donc revoir leur copie.

Une deuxième opposition se fait jour contre le projet de ZAC qui devait accompagner — et donc financer — le port. L'expert commis à l'enquête, qui ne s'oppose pas par principe à un aménagement de la ZAC de Trozoul, constate que les promoteurs du port, craignant qu'il ne soit déficitaire, ont prévu des opérations immobilières « très importantes » pour compenser le déficit. Il donne donc un « avis défavorable » au projet, tout en encourageant la municipalité, qui a fait « des efforts méritoires », à reprendre l'aménagement de la plage de Trozoul « avec moins de risques pour tous les contribuables ».

L'Atelier BIBLIOPHANE 28, rue des Roisiers 75004 PARIS

RENCONTRES SIGNATURES

MARC HILLEL, *L'Amour des lamentations* (Editions Bibliophane)

DIMANCHE 21 MAI DE 18 h 30 à 20 h 30

RAPHAËL DRAI
Lettre ouverte au cardinal Lustiger sur l'avenir du judaïsme (Editions Albin)

DIMANCHE 28 MAI DE 18 h à 19 h

MARC HILLEL
Les Filles d'Abraham (Editions Robert Laffont)

RENSEIGNEMENTS 46-67-82-20

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PRIVILEGE qu'apporte la fonction ou séduction personnelle, ou encore intérêt que suscite une parole plutôt rare, lorsque le président de la République cesse de se taire, la vie publique en paraît moins morte.

Il en découle que, en dehors de celle-là, toute autre fonction, aussi élevée soit-elle, ne s'affranchit jamais tout à fait d'une part de subterfuge. Le premier ministre lui-même, qu'il s'appelle Michel Rocard ou Laurent Fabius, mais aussi Jacques Chirac en d'autres temps, donne fatalement l'impression de parler sous bénéfice d'inventaire. Ce n'était pas moins vrai avec Pierre Messmer et, étonnamment, avec Michel Debré, qui a avoué avec son général de patron, plus d'une coulure.

D'un propos présidentiel, on attend qu'il redonne de la saveur à notre République marchande et qu'il la nourrisse de sujets d'animation moins prosaïques que le défilé de grâce accordée pour le versement du deuxième acompte provisionnel.

Le rituel de Solitude n'a, cette année, sur ce point, réussi qu'à demi ; comme si la société française était si fort empêtrée que même cet homme-là peinât à l'échapper. D'autres, il est vrai, jugeront que le cru 89 du protocole pentecôtiste était égal à ses devanciers. Peut-être, pour cette fois, les chroniqueurs se sont-ils eux aussi laissés gagner par l'engourdissement et le contour s'en est trouvé trahi. Force est cependant de constater que la classe politique, dont c'est pourtant le métier, n'a pas particulièrement réagi, en bien pas plus qu'en mal, au fil des mots de M. Mitterrand.

C'est, après tout, aussi bien ainsi. Si l'on tient par principe pour sans intérêt les commentaires de la majorité, qui n'aurait pu voir moins que du sublime, qu'aurait pu dire cette malheureuse opposition qui n'a même plus l'énergie de maudire son vainqueur (1), dont le marche vers la revanche évoque le retrait de Sedan ou l'exode de 1940 ?

D'AUTANT que la réponse, en fait, a implicitement été fournie par cette calamiteuse motion de censure dont une moitié de la France n'a pas compris le sens, tandis que l'autre ne s'en apercevait même pas. Ne pas faire le plein de ses voix quand on se prétend, fût-ce de plus en plus faiblement, uni, c'est là un four digne de figurer au livre des records.

A se demander si l'intérêt soutenu que marque M. Mitterrand pour les affaires extérieures, outre son goût, les exigences et les privilèges de sa charge, ne procède pas aussi de l'ennui en béton qui le ressent au milieu de la vie intérieure (si l'on peut dire) du pays dont il est le maître.

Des partisans en position géméopictoriale constante donnent le ton à des adversaires qui ne sont pas loin de les imiter. Point de querelles ! Point de controverses. Même les critiques ressemblent à des réflexes de grenouilles de laboratoire.

M. Mitterrand regretterait le temps où il pouvait laisser libre cours à la férocité de sa plume et de sa parole qu'on n'en serait pas autrement étonné. Qui sait si ces adversaires,

autrefois farouches, aujourd'hui tout occupés à apprendre le maniement de la quenouille, ne regrettent pas, eux aussi, l'époque où M. Mitterrand les étourdissait de paires de claques qui leur apportaient au moins la preuve qu'ils étaient encore quelque chose. Ce n'est plus une République où le conflit des idées irigue la démocratie, c'est une garderie pour mercredi après-midi.

MÊME l'annonce, par nature menaçante, qu'une fois encore la République allait tenter de « moraliser » ses élections a laissé sans voix ceux que cela concerne. Il est juste de dire que, sur ce terrain, les casseroles sont si généralement réparties, si équilibrées, qu'il ne peut pas se trouver grand monde pour oser à la vertu outragée. Encore les affaires existantes sont-elles loin d'être toutes étalées sur la place publique.

Chances

Pour autant, l'utilité d'une réforme des finances électorales est moins de les contrôler que d'interrompre leur progression, si ce n'est de les réduire. Le danger qui, à l'Amérique, guette la vie publique française n'est pas tant les moyens inavouables que les moyens successifs, moins les méthodes illégitimes que l'importance des sommes engagées pour se faire élire, y compris pour un poste de faible notoriété. Le danger est moins, d'obtenir 100 000 francs par des voies hétérodoxes que de devoir disposer de 10 millions pour avoir le droit de concourir et d'être battu.

Autrefois (il y a, heureusement pour les intéressés, très longtemps, au dix-neuvième siècle), les parlementaires n'étaient pas payés. C'était, disait-on, pour justifier ce traitement discutable, afin d'éviter que les candidats ne soient guidés par l'appât du gain plutôt que par le bien de la nation. Le résultat, le logique résultat, c'est que les élus étaient soit des hommes riches, soit des fonctionnaires. Même la rouge Convention était composée aux trois quarts de nantis.

A noter que, pour ce qui concerne les fonctionnaires, le changement n'est pas des plus flagrants. Il y a à cela une raison simple et à deux volets. D'abord, qu'il échoue dans sa tentative ou qu'il vienne à connaître le malheur d'être défait, le fonctionnaire n'encourt que l'humiliation de le rester ou de le redevenir. Il tente sa chance sans trop de risque.

Ensuite, sans vouloir médire sur les cadences de la fonction publique, que les aménagements d'horaires ne sont jamais impossibles à obtenir, « fortiori » si la hiérarchie du candidat pense qu'il est bon, fût-il de conviction politique contraire, de ne pas trop contrarier le subordonné qui, demain, lui paraîtra peut-être du haut de son fauteuil de par-

lamentaire. Et puis, en principe, dans la fonction publique, on sait vivre.

La situation se présente bien différemment pour le cadre d'une entreprise, surtout s'il s'agit, dans tous les sens du terme, autour de son lieu de travail, des idées qui ne sont pas celles de son patron. Quant à être « repris » après un revers électoral, c'est une autre paire de manches.

CETTE longue parenthèse pour craindre que la voie du seul contrôle des finances électorales, celui-là fût-il assorti d'un plafond, ne soit une fausse fenêtre.

Parvenir à une vraie transparence du financement n'est certainement pas irréalisable, pour peu qu'on veuille bien en payer le prix, qui sera de contraindre et même, comme le mot, d'une manière d'acquisition. Mais la vraie question n'est pas celle-là. La question est celle de l'égalité des chances.

Alors qu'elle est un maître mot s'il s'agit de la vie des citoyens ou de l'accès aux emplois publics ; que personne, quoi qu'il en pense par-devers lui, ne voudrait remettre en cause un tel dogme, il est, ce dogme, ridiculisé lorsqu'il s'agit de désigner ceux qui auront mission de parler au nom de leurs pairs. Qui peut douter que l'égalité du scrutin soit une force quand l'un des candidats dispose, fût-ce légalement, de dix, de cent fois plus qu'un autre ?

L'égalité elle-même ne suffirait pas. Une campagne électorale, c'est aussi du vent : des engagements, des promesses, des serments qui ne peuvent ensuite être tenus qu'à la lumière des réalités qui rencontrent l'élu, aussi haut que soit le poste qu'il a conquis. Il est choquant que l'almétoire puisse coûter si cher.

C'est une fonction noble que d'être élu de ses semblables. C'est déchoir, et l'amoindrir, que de le mettre aux enchères. Seraient-ils égaux en moyens pécuniaires, les candidats déshonorent l'élection s'ils jettent trop d'argent dans la balance pour que la fumée sorte blanche des cheminées républicaines.

Il n'est pas concevable que, quel qu'en soit le vainqueur, un scrutin coûte et s'achève aussi cher biantôt qu'un avant-centre de football. Qui peut prévoir ce qu'il faudra dépenser pour la prochaine élection présidentielle ? Trop. Au point que ce ne serait plus l'élu qui serait corrompu, mais aussi son électeur ; à travers eux, la démocratie.

SPECIAL-COPAINS. Sans doute est-il tout à fait inconvenant de faire figurer M. Henri Guillemin sous une rubrique au titre aussi cavalier que « Spécial-copains ». Mais ce maître de liberté n'est pas homme à s'en froisser. Son orgueil est d'une autre force pour d'autres points d'appui. Il publie *Parcours* (au Seuil). Il faut le lire, pour almer la vie en la regardant ardemment ; pour ne pas confondre l'espoir et l'illusion, la lucidité et la désespérance, la sévérité et la méchanceté. Il faut le lire.

(1) Cette compassion pour l'opposition est d'une condamnable hypocrisie.

Sports

Les Jeux des petits Etats d'Europe

Moins vite, moins haut, moins fort

La troisième édition des « Jeux des petits Etats d'Europe » se déroule à Chypre du 17 au 20 mai. D'Andorre ou de Monaco, du Luxembourg ou d'Islande, huit cent cinquante athlètes, représentant huit pays, concourent dans cette compétition multilatérale, copie conforme des grands J.O. Une occasion idéale de planer quelques médailles entre adversaires de même calibre.

NICOSE

de notre envoyé spécial

YANNIS ZISIMIDIS n'est ni Carl Lewis, ni Ben Johnson et ne le sera sans doute jamais. Certes, il est plutôt bien bâti

et porte le cheveu court. Mais cet athlète chypriote boucle le 100 mètres en 10 s 62. Autant dire que s'il avait pu s'aligner en finale sur cette distance à Séoul lors des derniers Jeux, les deux sprinters nord-américains - dopés ou pas - l'auraient distancé d'au moins dix mètres ! Pourtant, Yiannis Zisimidis est bien champion olympique lui aussi. Un vrai champion. Avec une médaille en or certifiée conforme.

Sur la plus haute marche du podium, le regard fixe et le torse bombé, droit et fier comme un coq, il lèche même une larme à la première note de l'hymne national chypriote. Dans les tribunes du stade Makarios de Nicosie, le public lui réserve une ovation de héros. En ce mercredi 17 mai, n'est-il pas devenu le plus grand des plus petits, le plus

rapide des plus lents, médaillé des J.O. des Lilliputiens ?

Les « Jeux olympiques des petits pays d'Europe ». Ils mettent aux prises des athlètes de huit pays - Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco et Saint-Marin - décidés à en découdre dans neuf disciplines sportives : athlétisme, basket-ball, cyclisme, judo, natation, tennis, tir, voile, volley-ball. Des Jeux en mode réduit, respectueux du cérémonial olympique, jusque dans les moindres détails, de la tenue des hôtes et des officiels - du bleu au vert en fonction de leur rôle - au voyage de la flamme à travers le pays.

Mercredi, vers 19 heures, lorsque cette flamme arrive sur le stade, portée par deux parasportistes en fauteuil roulant, on se croirait revenu à Séoul ou à Los Angeles. Il ne manque, finalement, que les soldats en armes et les interminables cortèges policiers... Car, ici, tout est affaire de bonne volonté et de bonne humeur.

Après avoir défilé au pas, au rythme des applaudissements des vingt mille spectateurs, les différentes délégations se sont alignées sur la pelouse, derrière leur bannière respective. Éléments dans leur survêtement, les athlètes ont entendu le président de la République chypriote, M. George Vassiliou, proclamer officiellement l'ouverture des « troisièmes Jeux » des « petits Etats d'Europe ».

Mobilisation

Avec la bénédiction du Comité international olympique (CIO) et le soutien de onze gros sponsors, les Chypriotes préparent ces quatre jours de compétition depuis décembre 1987. L'ensemble du pays (650 000 habitants) s'est mobilisé. Le Comité olympique local y a consacré un budget de 2 700 000 francs, et de superbes installations (une piscine, un gymnase et un champ de tir) ont été édifiées pour l'occasion. Notre problème n'est pas d'équilibrer dépenses et recettes mais d'amener les jeunes à

faire du sport et de voir enfin nos athlètes récompensés de leurs efforts », certifie Nicos Megalinos, administrateur du Comité olympique chypriote.

Résultat : une organisation parfaite et une opération déjà vouée au succès. Depuis une semaine, tous les hôtels de l'île affichent complet - en raison également de la présence de réfugiés libanais qui arrivent par bateau à Larnaca - les enfants des écoles garnissent les gradins et il règne dans Nicosie une joyeuse agitation. On y croise des Maltais ou des Luxembourgeois en vadrouille, des lanceurs de javelot du Liechtenstein et des nageurs d'Andorre, des athlètes de Saint-Marin jouant les sédentaires transalpins ou des cyclistes islandais, pâles comme un jour de neige sur le port de Reykjavik.

Tous font « comme si ». Comme s'ils étaient les meilleurs, les plus forts, les plus rapides. Comme si ces jeux étaient bien « les » Jeux. Ils ont souvent préparés le plus sérieusement du monde à l'issue de longues épreuves de sélection. Certains en viennent même à considérer cet événement comme le principal rendez-vous de leur saison. « Je connais des athlètes qui accordent beaucoup plus d'importance aux championnats d'Europe qu'aux véritables Jeux olympiques », note l'un des quatorze journalistes luxembourgeois, présents à Chypre (ils n'étaient que trois à Séoul !) avant d'ajouter : « Mais quel plaisir de revenir pour la première fois avec des médailles ! »

Tous ces Lilliputiens de la planète sport refusent donc de voir dans cette compétition une sorte de réunion des complexes des Jeux olympiques, des frustrés de la chose sportive. Au contraire, les petits sont heureux. Un bonheur simple de sportifs simples, des étudiants, des mécaniciens, des bouchers ou des cuisiniers. « On s'amuse, on gagne ou on perd, mais on s'est jamais ridiculisé », note un cuisinier de Saint-Marin que le peloton du Giro laisserait sur place.

PHILIPPE BROUSSARD.

AUTOMOBILISME

Les Vingt-Quatre Heures du Mans hors championnat



Comme en 1956 et en 1975, les Vingt-Quatre Heures du Mans ne figureront pas cette année au programme du championnat du monde des voitures de sport-prototypes. A l'issue de deux réunions tenues les 17 et 18 mai à Paris, les responsables de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et de l'Automobile-Club de l'Ouest (ACO), ont convenu dans un communiqué que « compte tenu de la personnalité, de la spécificité et du patrimoine de la compétition mancelle, il a été convenu, d'un commun accord, qu'il était de l'intérêt de l'épreuve de rester à l'extérieur du championnat du monde pour 1989 ».

Afin de favoriser les retransmissions télévisées et donc d'accroître les rentrées publicitaires, M. Bernie Ecclestone, vice-président de la FIA, chargé de la promotion de ce championnat, avait obtenu cette année la suppression de toutes les épreuves d'endurance, à l'exception des Vingt-Quatre Heures du Mans, et leur remplacement par des courses de moins de 500 kilomètres.

Le désaccord avec les responsables de l'ACO a porté sur leur refus de prendre à leur charge

l'intégralité des frais de production des images télévisées alors que les droits de retransmission seraient revenus à la FIA et sur le chronométrage assuré pour tout le championnat par Longines-Olivetti alors que les 24 Heures du Mans étaient déjà sous contrat avec RIS.

Le retrait des Vingt-Quatre Heures du Mans du championnat ne devrait pas nuire à leur succès. Toutes les marques présentes en sport-prototypes avaient déjà fait parvenir leur engagement avec, le plus souvent, des voitures supplémentaires. Le « plateau » pourrait même être complété par des Ferrari F40, qui n'avaient pu s'inscrire dans le championnat.

Après la victoire de Mauro Baldi et de Jean-Louis Schlesser (n° 61 sur la photo) à Suzuka, dans la première manche du championnat, les Mercedes, qui seront encore favorites dimanche 21 mai à Dijon, devraient donc effectuer au Mans un retour officiel très attendu depuis le tragique accident de Pierre Levegh qui avait provoqué en 1955 la mort de quatre-vingt-deux spectateurs et entraîné le retrait de la marque allemande de toutes les compétitions automobiles.

FOOTBALL : championnat de RFA

Du rififi à la Bundesliga

BONN

de notre correspondant

LES éphémères vont très bas en ce moment dans les instances dirigeantes du football ouest-allemand. L'entraîneur national, Franz Beckenbauer, traite M. Gehrard Mayer-Vorfelder, président du VfB Stuttgart d'incompétence. Riposte de ce dernier, qui est également ministre de l'Éducation du Land de Bade-Wurtemberg : « L'empereur Franz a une fois de plus ouvert la bouche sans savoir. Et d'ajouter, perfide, que ce n'est pas parce que Beckenbauer gagne le double de son salaire de ministre qu'il est deux fois plus intelligent.

Ces amabilités ont été échangées à l'occasion de la polémique qui se développe outre-Rhin sur la réforme du championnat national de football, dont M. Mayer-Vorfelder est le principal promoteur. Il s'agit d'appliquer au championnat de première division, la Bundesliga, la formule qui a fait le succès des coupes européennes : les matches aller et

retour seraient joués à une semaine d'intervalle ; le décompte des points serait modifié ; le vainqueur sur l'ensemble des deux rencontres obtiendrait un point supplémentaire, et un bonus viendrait récompenser l'équipe qui aurait marqué le plus de buts.

Cette réforme vise à ramener le public ouest-allemand vers des stades qu'il boude de plus en plus. Pour Franz Beckenbauer, cette réforme compliquerait le championnat et désorienterait un public qui serait, selon lui, obligé de suivre les événements avec une calculatrice. D'autres craignent que ce système ne favorise les débordements de supporters qui n'auraient pas le temps d'oublier les vicissitudes de l'équipe adverse avant le match retour. Cependant les équipes de bas de tableau sont les plus inquiètes : la réforme prévoit également la réduction à seize au lieu de vingt des formations jouant dans la prestigieuse Bundesliga.

LUC ROSENZWEIG.

HOCKEY SUR GLACE : la défection d'Alexandre Moguïly

Une histoire rocambolesque

Considéré comme un des meilleurs joueurs de hockey sur glace de sa génération, le Soviétique Alexandre Moguïly, a choisi de « passer à l'Ouest » à la suite des championnats du monde disputés à Stockholm et remportés par l'URSS. Cette défection anachronique perturbe les nouvelles relations que le hockey soviétique s'appropriait à nouer avec la puissante et fortunée ligue nord-américaine (NHL).

Un film muet en noir et blanc à l'époque des super-productions d'hollywood : voilà résumée l'histoire d'Alexandre Moguïly, ce jeune Soviétique qui a percé le rideau de fer alors qu'il avait tout loisir d'aller exercer son art, le hockey sur glace, en Amérique du Nord avec l'assentiment des autorités de son pays. Une histoire qui tient du mauvais polar et de la série Harlequin mais qui risque de ne pas seulement faire pleurer Margot. C'est toute la politique qui

consiste à libéraliser la circulation des sportifs soviétiques qui risque d'être remise en cause.

Rien ne serait arrivé si Alexandre Moguïly avait été un gamain comme les autres. Mais non, le fils de Genadiy, modeste employé des transports publics à Khabarovsk, lointaine cité de l'est, est un petit prodige de la crosse et du palet. Un prodige qui n'échappe pas au système de recrutement et de formation des sportifs de haut niveau. Quand, à dix-sept ans, il se trouve enrôlé dans l'armée rouge, ce n'est donc pas pour monter la garde au Kremlin mais pour jouer au hockey dans les rangs du club militaire de Moscou, le CSKA. Et, dès sa première saison sous les couleurs de ce club, il confirme qu'il est bien un avant aile gauche de grand talent : il marque 15 buts. Ses coéquipiers ne l'appellent plus que « magique ».

Ce surnom lui va comme un gant. Au terme de trois saisons, c'est-à-dire à vingt ans, il peut inscrire sur sa carte de visite : champion du monde junior, champion olympique

1988, champion du monde 1989. Bref, Alexandre Moguïly est une star. L'armée rouge lui a décerné le grade de sous-lieutenant. Et sa « solde » de 400 roubles est enviée pour un Soviétique, d'autant qu'il a la possibilité de faire de fréquents déplacements à l'Ouest. Il a même la perspective d'aller amasser des dollars aux Etats-Unis puisqu'il a été sélectionné (« drafted ») par les dirigeants des Sabres de Buffalo, une ville des bords du lac Érié dans l'Etat de New-York.

Guerre froide

Conséquence de l'assomplissement des règles olympiques sur l'amateurisme et de la perestroïka, l'Union soviétique a décidé d'ouvrir ses frontières à ses meilleurs sportifs : footballeurs, basketteurs, cyclistes, tennismen sont ainsi devenus depuis deux ans des pourvoyeurs de devises pour le Comité des sports. Jusqu'à présent un seul hockeyeur s'était trouvé dans ce cas, Sergueï Pliachin, qui a fait ses débuts en NHL en février dernier avec les Flames de Calgary. L'entraîneur de l'équipe nationale soviétique, Victor Tikhonov, s'était opposé au transfert du numéro un russe, Viatcheslav Fetisov, chez les Devils du New-Jersey. Mais ce genre de veto devait être levé après les championnats du monde de Stockholm. Le président de la NHL, John Ziegler, avait négocié avec le Comité des sports le transfert en Amérique du Nord de plusieurs joueurs, la possibilité pour les Flames de Calgary et les Capitals de Washington de s'entraîner en URSS en septembre prochain, et une tournée de 21 matches au Canada et aux Etats-Unis d'équipes soviétiques.

Dans ces conditions, pourquoi Alexandre Moguïly n'a-t-il pas pris l'avion de Moscou avec ses camarades, mardi 2 mai, après avoir célébré comme il se devait son nouveau titre de champion du monde ? Pourquoi a-t-il choisi la liberté ? Dans les heures qui ont suivi la « disparition » du joueur on se serait cru revenu aux plus noires années de la guerre froide.

Moguïly était introuvable. Le ministère des affaires étrangères soviétiques n'était saisi d'aucune demande d'asile politique. L'ambassade des Etats-Unis à Stockholm s'était murée dans un silence embar-

raillé tandis que la délégation soviétique parlait de « situation particulièrement grave ». Tout le monde feignait avoir perdu la trace du transfuge. Il devait « réintégrer sa face » vendredi 5 mai à l'aéroport de Stockholm, où il s'est embarqué sur un vol pour New-York sans difficulté particulière. A l'aéroport Kennedy, des agents du FBI attendaient Alexandre Moguïly. Il n'eut pas à se plaindre de tracasseries policières : quelques heures après son atterrissage à New-York il s'envolait pour Buffalo, qui était le véritable terme de son voyage. Là, les dirigeants du club local de hockey, qui l'avaient escorté depuis la Suède, l'accueillirent avec une nouvelle fois.

Impossible donc de savoir ce qui avait justifié la défection du champion de la crosse. Il fallait s'en tenir aux hypothèses. Celles des journaux soviétiques n'étaient pas très flatteuses pour Alexandre Moguïly : à les lire, c'est un caractère faible qui aurait fui, ébloui par les propositions financières mirobolantes des patrons des Sabres. Le journal des armées le qualifie carrément de « déserteur » et un procureur militaire évoque comme sanction le bannissement. La version des reporters suédois était beaucoup plus romantique : ils avaient cherché la femme et ils avaient trouvé Tera Harrington, une étudiante en biologie de l'université d'Anchorage où avaient eu lieu, l'année dernière, les championnats du monde juniors. Celle-ci n'aurait pas reçu le visa pour rejoindre son bien-aimé à Moscou, et Alexandre aurait ainsi décidé de passer à l'Ouest pour la rejoindre.

Les cinquante-cinq minutes de conférence de presse que devait

finaliser donner le jeune Soviétique à Buffalo, lundi 8 mai, n'ont guère éclairci la situation. Le filtrage très sévère des questions opéré par les responsables des Sabres a seulement permis de savoir que Moguïly projetait depuis un an de quitter l'URSS où il se sentait « comme engourdi », qu'il n'avait pas de liaison avec Tera Harrington et qu'il espérait jouer la saison prochaine avec l'équipe de Buffalo. Mais il n'avait alors qu'un permis de séjour d'une semaine. Mardi 9 mai, il a déposé une demande d'asile politique motivée « par une possibilité de persécution en cas de retour en URSS ». Son permis de séjour a ainsi été prolongé de deux mois.

Le championnat de hockey reprendra en septembre. D'ici là Alexandre Moguïly aura-t-il obtenu l'autorisation de travailler aux Etats-Unis ? Le président de la NHL, qui attendait un rapport des Sabres sur les conditions de la défection, aura-t-il donné son accord à son inscription sur les feuilles de match ? On bien le joueur sera-t-il retourné dans son pays ? Après avoir exprimé du « dégoût » puis profité des menaces de « déportation », les Soviétiques ont envisagé la manière douce : le meilleur hockeyeur du pays, Viatcheslav Fetisov, devait se rendre aux Etats-Unis pour tenter de convaincre son ancien coéquipier de rentrer dans le rang, mais son voyage a été annulé au dernier moment « pour des raisons administratives ».

En attendant de nouveaux rebondissements, on en est donc toujours réduit aux hypothèses sur les raisons qui ont réellement décidé Moguïly à passer à l'Ouest. Car, si l'on dépasse les vieux réflexes unionomanes, sa présence se révèle plus embarrassante qu'autre chose pour tout le monde dans le contexte actuel.

ALAIN GRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du monde de sport-prototypes. — Dimanche 21 mai à Dijon (FR 34 14 h 50.)

4 x 4 Show

Salon du 4 x 4 à Paris-la Défense. — Du 22 au 28 mai.

Aviron

Internationaux de France. — Samedi et dimanche 21 mai à Vichy.

Football

Championnat de France. — Trente-huitième journée, samedi 20 mai.

Coupe d'Europe. — Finale de la Coupe des champions : Steaua Bucarest — Milan AC, mercredi 24 mai à Barcelone (TF 1 à 20 heures).

Gymnastique

Championnats d'Europe dames. — Jusqu'au dimanche 21 mai à Bruxelles (Antenne 2 samedi à 14 h 10).

Handball

Coupe des vainqueurs de coupe. — Finale retour entre Essen et Créteil, le dimanche 21 mai (Canal Plus à 16 h 45).

Jeu à XIII

Coupe de France. — Finale Avignon-Le Pontet, dimanche 21 mai à Albi.

Voile

Grand Prix de formule 40. — Jusqu'au dimanche 21 mai à Marseille.

FÊTE DU SPORT

Journées portes ouvertes organisées par les fédérations dans de nombreux centres sportifs, samedi 20 et dimanche 21 mai.

Le Monde

LUNDI 22 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 23)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

20 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

PILE SEPAREE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Économie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

LE DROIT MONÉGAIS

MONIQUE CAVERNÈSE

et MARC DESBÈRE

135 x 20 cm - 340 p. - 130 F

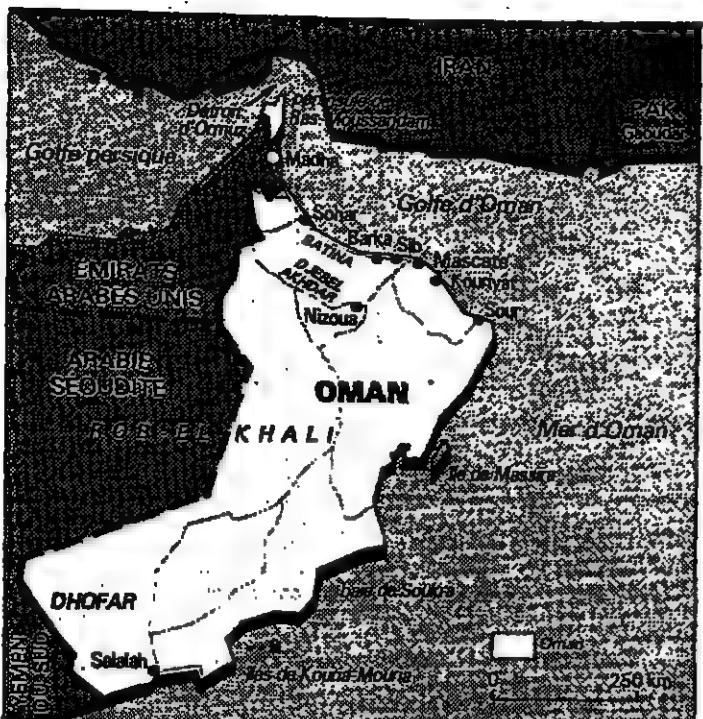
Berger-Levrault

International 14 : 46 34 12 35

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

هكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA



Forteresse de Nizour.

Oman entre l'or noir et l'or vert

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

AVANT d'aborder à Mascate, il vaut mieux se débarrasser de quelques mauvaises idées reçues. L'émirat d'Oman, non, Qabus I^{er} n'est pas « le dernier sultan ». Même si n'existant pas son collègue en titre, âgé, régnant et pétrolier, le sultan Hassan al-Brahmi, tout chef d'Etat arabe régnant solitaire en son Etat, du moins tant que celui-ci signifiera pouvoir, au plein sens du terme, dans la langue de Mahomet.

Qabus, par ailleurs, est bien un prince arabe, mais, contrairement à ce qui a pu être imprimé, il ne signifie ni « cache-marché », ni « contrainte », tout simplement... « circoncis par les anges » ou « fécondateur fondroyant », ce qui peut d'ailleurs aller de pair.

Oman, enfin, n'est pas, comme la Jordanie ou le Pakistan, né des œuvres coloniales d'Albion. L'Etat omanais s'est forgé dès les débuts de l'ère musulmane sous forme d'un insatiable bataillon du Islam hétérodoxe (le Monde daté 9-10 avril) à toujours été, et jusqu'à présent, un excellent prétexte pour révoquer les hégémonies panarabo-islamiques de Bagdad, du Caire ou de Ryad.

La particularité omanaise concerne jusqu'à la géographie. L'Etat omanais étant l'un des rares Etats continentiels de la planète (avec l'Angola et les Etats-Unis) à être territorialement discontinus : outre son « pré carré », Oman s'étend non seulement à la presqu'île de Ras-Moussandam, précieuse dentelle stratégique — « canon braqué vers l'Iran », selon les militaires anglosaxons, qui y ont greffé un œil électronique, — mais encore, toujours dans les Emirats arabes unis, à la minuscule enclave de Madha (voir carte). Sans oublier que la désertique frontière omano-émiratienne est rien moins que fixée.

« Une vieille amitié particulière »

Fortis dès 1798 d'un « traité d'amitié » avec la dynastie des Bou Said — dont Qabus est le treizième surpompé, — les Britanniques surent résister à la tentation de mettre Oman dans leur gironcette impériale. De ce traitement au moins en apparence d'égal à égal, ils ont été récompensés puisqu'ils sont toujours là, même si leur drapeau n'y a jamais flotté. Pas loin de dix mille d'entre eux vivent actuellement dans le Sultanat, conseillers de ministres, banquiers, dactylos ou professeurs ; et last but not least, chef suprême des services secrets et commandants de la flotte et de l'aviation.

Ne vous avisez pas trop, à propos de ce qu'un diplomate arabe pas très bienveillant nommait une « vieille amitié particulière », de triller les Omanais, princes dynastiques ou simples sujets ; car s'appuyant sur

nos propres débats européens au sujet du rôle des étrangers, ils ont le répertoire prêt : « Je vous en prie, pas de réclame ni d'exclusion ! Des Britanniques servent loyalement Oman, comme d'ailleurs des Beloutches du Pakistan, des Bengalis ou des hindous... » (Environ deux cent mille étrangers vivent apparemment en bonne intelligence avec le million de naturels du pays.)

Ultima ratio de l'Omanais vers par une immensité bima française sur « l'omniprésence anglaise » dans le pays : « Nous ne pouvions pas être colonisés puisque nous avions nous-mêmes des colonies jusqu'aux années 60... » Et il est vrai que pour se venger des Portugais qui occupèrent le littoral mascatien de 1508 à 1649, les Omanais, navigateurs intrépides (l'un d'entre eux, Ahmed Ben Madjid, soulignait les manuels d'histoire d'Oman, pilote Vasco de Gama d'Afrique orientale aux Indes), se taillèrent un chapelet de jumeaux comptoirs épiciers et esclavagistes de Mogadiscio à Zanzibar.

Les Omanais préfèrent évidemment éviter de rappeler que la branche zanzibari de la famille Bou Said dut réguer sous « protection » britannique à partir de 1890 et jusqu'à son renversement par les Noirs en 1964. Au Prémier français, le dernier marché en vogue à Mascate, on vous présentera peut-être un jeune homme en longue robe blanche semblable à tous les autres clients mais au sujet duquel on vous glissera : « Le pauvre, c'est l'émir machin-chose, le fils du dernier sultan de Zanzibar... »

Aux fées du clois de grotte, les Omanais n'ont pas dû laisser que de mauvais souvenirs puisque, aux ultimes nouvelles, les habitants de Zanzibar et Pemba, aujourd'hui liés (enchaînés ?) à l'ancien Tanganyika, au sein de la très saine et très socialiste Tanzanie, rêvent au retour d'anciens maîtres aux mains d'or (le Monde du 27 juillet 1988).

Il est trop tard, même si le sultan entreprend désormais un consul à Zanzibar. De leur aventure aux échelles africaines, les Omanais se contentent maintenant de cultiver avec délectation les souvenirs, comme les Français pour feu leur empire ; il se trouvera quelque jour à Mascate une Edmonde Charles-Roux locale pour conter en arabe l'histoire de cette Isabelle Eberhardt à l'envers que fut Sayeda Selma.

Née vers 1844, de Saïd II roi d'Oman et de Zanzibar (de 1804 à 1856) et d'une blonde odalisque importée du Caucase, Madame Selma fut élevée dans l'île africaine, où elle s'éprit à la fois d'un négociant allemand, Frédéric Reib, venu présenter sa pacoille au palais. Ses moustaches rousses accrochèrent en plein cœur cette princesse dont l'unique photo de jeunesse conservée dans l'un des musées de Mascate nous montre l'air d'être décidée.

Et il fallait d'ailleurs qu'elle n'en eût pas que l'air pour s'enfuir en 1866 de Zanzibar, sur une nef de fortune, avec le séduisant rouquin.

Parvenus dans le britannique Aden, ils s'y marièrent, et Selma devint Embla. Le couple gagna ensuite le Reich, où Frédéric mourut en 1870, laissant à sa veuve trois enfants, dont un garçon, Saïd-Rudolf, sorte de « fils du cheik », ou plutôt de la cheika qu'aucun Hollywood ne découvrirait jamais.

Selma-Embla vécut jusqu'en 1920, au fond de son exil allemand, mille fois maudite en ses terres d'ori-

Ce pays dont la France, pour la première fois, s'apprete à recevoir officiellement le sultan, a su tirer profit avec art de la rente pétrolière. L'agriculture traditionnelle aussi bien que l'écologie y bénéficient d'une sorte de culte.

gine car une musulmane jamais ne peut épouser un « infidèle ». Aujourd'hui, le temps a apporté une sorte de pardon, et on amène les écoles mascatines voir les robes de l'harem et les colliers de thalers abandonnés dans sa fuite par la princesse amoureuse, pieusement raménés de Zanzibar et devenus objets du patrimoine au même titre que les modèles réduits des anciens voiliers omanais, « premiers navires arabes à aborder l'Extrême-Orient ou l'Amérique du Nord ».

Un port au Baloutchistan

Si les esclaves africains furent perdus les uns après les autres, en revanche, à la barbe de tous les comités de décolonisation de la Terre, il est bien vrai que les Omanais parvinrent à garder jusqu'en 1958, sur la côte baloutche du Pakistan, indépendant dès 1947, l'enclave côtière de Gouadar qu'ils possédaient depuis 1785. Mieux, le sultan Saïd III, père de Qabus, ne consentit pas à restituer purement et simplement Gouadar aux Pakistanais mais seulement à leur vendre, pour 3 millions de livres sterling.

Pour en revenir à l'influence britannique, et en finir avec elle, soyons honnêtes en relevant que, tout particulièrement ces dernières décennies, elle a permis à Mascate de mener sa barque à sa manière et non pas selon les vœux de la Ligue arabe ; élimination de l'imam Ghaleb, qui, dans ses montagnes, encouragé par Nasser, comptaient les armes à la main le premier sultan, et a dû finalement s'exiler en Arabie ; appel aux troupes du chah d'Iran pour venir à bout, en 1975, de la dissidence des tribus non arabophones du Dhofar, autre « colonie » dont le rattachement au Sultanat — par droit de conquête — remonte après tout à seulement un siècle ; soutien indéfectible à la paix de Sadate avec Israël ; autonomie à l'endroit de la politique pétrolière arabe, etc.

La marque anglo-saxonne ne peut pas être niée non plus dans la gestion sage de cette pétromonarchie sans autre folie architecturale qu'un palais international conçu autour d'une coupole à la Sainte-Sophie. Le moderne palais du Drapeau, résidence officielle du sultan, au Vieux-Mascate — où d'ailleurs il ne vit pas, lui préférant ses discrètes installations de Sib ou de Salalah, — ressemble bien à une casernerie (1).

rien à envier aux nôtres ; la plupart des services éducatifs et sociaux sont gratuits pour les particuliers, qui, en outre, ne paient pas d'impôts sur le revenu. Le culte de l'environnement n'a même pas eu besoin de l'inspiration d'un parti vert, le sultan Qabus, en ce domaine comme dans bien d'autres, jouant à la fois les initiateurs et les contrôleurs.

Le moine étonnant, en cette terre orientale, n'est pas le soin constant, volontariste, touchant, apporté à l'entretien du cadre de vie : chasse aux saas au plastique en liberté jusque sur les routes du désert ; amendes aux possesseurs de voitures sales ; plantations obstinées dans les rocailles ; prohibition absolue de la chasse afin que des animaux rares comme l'oryx — notre lionne — puissent se reproduire tranquillement ; jusqu'aux tortues de mer venant pondre la nuit sur les plages à qui on est tenu de ficher la paix, alors qu'un Pakistan voisin les automobilistes continuent d'aller darder sans vergogne leurs phares sur la piste nocturne des chéloniens.

Tous ces soins ont encore suscité cette remarque peu aimable de la part d'un diplomate arabe : « Le sultan aime son pays à la manière d'un Européen ». Cela voudrait-il dire que pour rester elles-mêmes les nations musulmanes devraient demeurer vouées, ad vitam æternam, aux rues-poubelles et aux campagnes-dépotoirs ? Qabus a peut-être contracté l'amour de la nature au contact des Anglais ; il s'est sans doute aussi souvenu de la

vieilles sentences islamiques qui veulent que « la propriété vienne de la foi », sentence que les peuples musulmans appliquent, généralement, aux personnes mais non point à l'environnement. Fou le cheik Abbas, recteur de la Grande Mosquée de Paris, rappelait lui-même volontiers à quel point cette négligence de leur entourage nuisait à l'image des Maghrébins en France.

Le jardinier des eaux

La protection des tortues et des gazelles ou la restauration des châteaux forts n'ont rien de dérisoire, surtout quand on connaît, par ailleurs, les efforts du gouvernement omanais pour maintenir l'antique et très actuel système aquifère des falaj. Comparables aux qanats de Perse ou aux foggaras du Sahara algérien, ces galeries drainantes qui peuvent couvrir 3 kilomètres sous terre en Oman (jusqu'à 50 km en Iran) ont de toute éternité permis aux fellahs de cette contrée aride et calcinée de solliciter d'exploiter rationnellement une nappe phréatique qui recueille 90 % de brèves et violentes précipitations pas toujours annuelles.

(Lire la suite page 19.)

(1) Selon le sociologue omanais récemment adopté par l'Académie française, à l'initiative de Léopold Senghor, pour désigner les stations-service.

« L'ÎLE NATURE »

Islande

Volcans, glaciers, geysers.

Tout ceci est à vous au travers de circuits, camping safari, trekking, randonnées en 4 x 4, mais aussi la pêche, l'ornithologie, la géologie.

L'Islande, c'est aussi pour vous la nature à l'état pur.

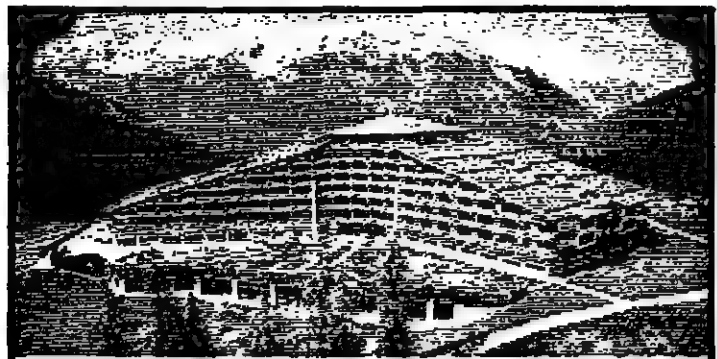
9, boulevard des Capucines
75002 PARIS
Tél. : (1) 47.42.82.28.

ICELANDAIR
Vols directs de Paris à
Info minitel : 36.16
code OTISLAND

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppe, élevé en foudre de chêne, amoncellement, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : RÉDÉPTEUR brut millésime 1983 et blanc de blancs. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (S), « Les Alambics » VERVILLE, SEIN-ESPENAY, 36-38-40-51.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur en construction.
Qualité millésime en sec et moelleux.
J. LAFAY-LABONDETTE, 64130 JURANÇON.
Tarif sur demande.



Interalpen-Hotel Tyrol.

De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international.

Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux. Les appartements comprennent piscine en falence, balcon, penderie, et sont très confortables.

Les hôtes sportifs trouveront toutes sortes d'installations : une piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, salles de tennis, terrains de jeu, ainsi qu'un golf de 18 trous situé à proximité. Garage souterrain gratuit. Écrivez-nous, nous vous ferons un plaisir de vous communiquer tous les renseignements dont vous auriez encore besoin.

INTERALPEN-HOTEL TYROL
R. P. 04, A-6410 Seefeld-Tirol, près d'Innsbruck.
Tél. 0431/51 62/43 42, Telex 047 000, 534 654

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HEPPOLYTE
HOTELLERIE MUNSCH ***
« Aux deux de Lorraine »
Pied du Haut-Koenigsbourg, séjour agréable, promenade, 1/2 pension.
Tél. 83-73-00-05.

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Belle Western ***
Hôtel de charme près mer, cuisine, grand confort.
50 CH. INNOVATIONS ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-54 - Telex 479416.
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, cuisine, petit parking, grand jardin, chambres, TV couleur, téléphone direct, minibar.

LANGUEDOC

VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE
Vallée de la CÈZE (Gard).
M. Maurice COSTE (Propriétaire)
et **HOTEL DU COMMERCE** **
30630 GONDARGUES.

vous proposent leur prix de pension complète, vin de pays et taxes compris, 1er/3 au 5/7, de 165 F à 190 F (suppl. ch. ind.), 6/7 au 24/8, de 185 F à 215 F (suppl. ch. ind.), 24/8 au 24/10, de 165 F à 190 F (suppl. ch. ind.).
Réduction de 5 % pour 15 jours pleins (sauf du 6 juillet au 24 août).
Accueil, confort, ambiance familiale, nombreux loisirs tels que baignade, tennis, mini-golf, location de vélos, randonnées pédestres et excursions en car de l'hôtel plusieurs fois par semaine.
Régimes assurés.
Doc. rapide sur demande au 66-83-20-08.

Montagne

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Village XVIII^e s. Plus haute occ. d'Europe, 2040 m. Randonnée, pêche.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Chambres, studios gd lnx de 55 F à 160 F par jour.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, TV couleur, téléphone direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-84-92-85.

Provence

DROME PROVENÇALE
4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnée, Sauna, pac. etc. Cuisine à votre goût. On se fume à table.
Bibliothèque, 24 ch. ind. TV, T8, dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBREY.
26110 NYONS - Tél. 75-26-12-89.

Sud-Ouest

PÉRIGORD
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS ***
PISCINE.
1/2 pension à partir de 180 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-29-55-54.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH LONDON, LONDRES SW7
Tél. 15-44-1-378-4111. Telex 916223.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Kensington, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie

VERONE
HOTEL LA FENICE ***
Saint-Maro 1936
Réservations : 19-39-41/52-33-333
Fax : 19-39-41/52-45-721.
Tél. 41-11-50 FENICE 1.

VERONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservations : 19-39-41/52-33-333
Fax : 19-39-41/52-45-721.
Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME

GRÈCE

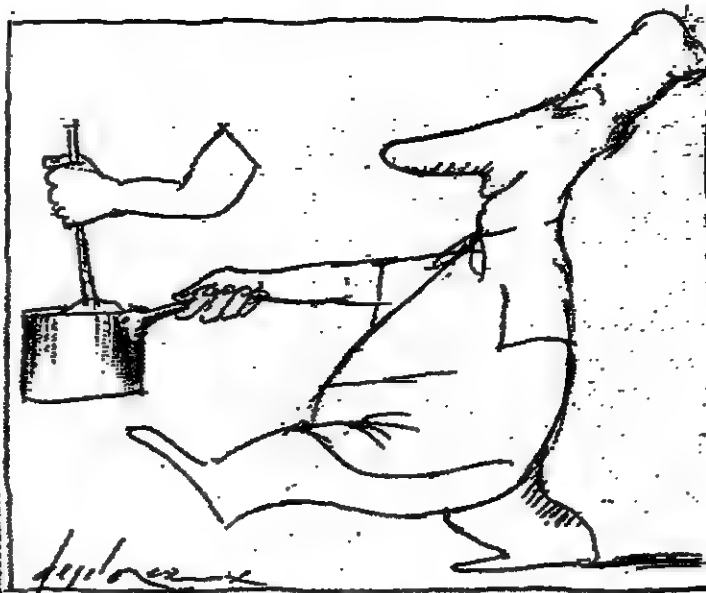
CROISIÈRES SUR VOILIER 13 m
Location cabine ou bateau entier.
Prix très intéressants.
Tél. (1) 30-41-13-08.

LA TABLE

Brandade et huile de coude

C'EST probablement Grimoire de La Reynière qui, le premier, dans son *Almanach des gourmands* (1803), évoque la brandade. Encore s'agit-il d'après lui d'une brandade de merlu, servie, au Palais-Royal, au restaurant des Frères provençaux (qui n'étaient du reste pas frères mais amis et beaux-frères). Jusqu'à cette date aucun ouvrage culinaire, à ma connaissance, n'use de ce mot, et il faudra attendre le *Cuisinier Durand* (1830) pour y trouver deux recettes de morue : « à la brandade » et « à la brandade en pierre à fustil ».

Un mot d'abord sur Charles Durand, né en 1766, à Alès (on écrit alors Alais) d'un père lui-même cuisinier. A trente ans, il entre en apprentissage, dans les cuisines de l'évêque d'Alès, avant de servir chez le bailli de Suffren à l'hôtel Beauveau de Marseille, à Alès encore et enfin à Nîmes, à l'hôtel du Midi, où il finit ses jours et où il rédige son livre de recettes. Selon le *Dictionnaire de l'Académie des gastronomes*, le mot brandade vient du provençal « branda » (remuer). Mais J.-N. Escudier nous dit qu'en provençal on appelle le plat « gangasse » parce qu'il faut continuel-



lement remuer dessus c'est-à-dire « gangasser ». Alors ? Le « brandade » du cher Durand me paraît tout autant valable. D'autant qu'il ne s'agit pas ici d'un plat provençal (les académiciens gastronomes n'en sont point à une erreur près) puisque Nîmes (qu'ils reconnaissent capitale du plat)

n'est pas en Provence mais en Languedoc. Ce qui explique que la « vraie » brandade ne comporte pas d'ail. Et que seule sa version provençale puisse être aillée. Ce qui, entre parenthèses, devrait inciter les restaurateurs ayant le plat à leur carte à indiquer si leur brandade est nîmoise ou provençale, c'est-à-dire avec ou sans ail !

Revenons à la recette de la brandade en pierre à fustil « du Cuisinier Durand ». Il précise qu'il convient de faire tremper la morue « une couple de jours », en changeant l'eau dans l'intervalle, puis de la faire blanchir, de l'égoutter, de la parer et de l'effiloquer avant de la mettre en casserole avec un jus de citron. Ensuite il conseille de s'y mettre à deux, l'un pour remuer (brande ou branler ?), l'autre pour verser goutte à goutte l'huile d'olive, un demi-verre de lait jusqu'à obtenir une crème que l'on peut perfectionner de tranches de truffe, de persil, d'un zeste d'orange amère et d'un anchois haché. Durand ajoute ceci, qui me semble important : « Si vous rencontriez une

mauvaise morue qui rendit son huile à vous pileriez deux ou trois poignées de terre délayées de lait et les mêleriez à la brandade ».

Et c'est du coup expliqué la mauvaise habitude de certains cuisiniers qui croient nécessaire de toujours ajouter des pommes de terre à leur brandade !

On ne rencontre pas souvent ce plat sur les cartes parisiennes. Mais les beignets de brandade de Paul Chêne (123, rue Lauriston, 75016 Paris) ont quotidiennement leurs amateurs. On trouve aussi la brandade nîmoise (avec des croûtons frottés d'ail pour les amateurs) au Clodion (57, rue Caulaincourt, 75018 Paris). Une anecdote pour finir : M. Thiers aimait beaucoup la brandade. Mais, sans préavis d'ordres de la Faculté, ses femmes (la tribu Doane) l'avaient interdite de séjour à sa table. Et lorsque son ami Mignet (l'historien, né à Aix-en-Provence) le venait voir, il avait avec lui, toujours, une serviette bourrée de documents. Les deux hommes s'enfermaient dans le bureau et... dégustaient la brandade. Les documents, c'était ça !

LA REYNÈRE.

Le Don Camilo rive droite

Les cabarets « de papa » ne sont plus guère à la mode. Trop souvent, il est vrai, et le spectacle est, dans la salle, sans grand intérêt, celui de l'assiette est plus navrant encore. Et les prix rendent jalouse la pyramide du Louvre !

C'est pas à moi de juger du spectacle du Don Camilo de la rue des Saints-Pères, mais le succès des dîners-spectacles de Jean Vergès défie les années. C'est ce qui lui a valu d'être élu « homme de l'année » par le *Parisien* en 1925 et où, le soir, tout en applaudissant un gentil spectacle, on peut, déjeunant le menu gastronomique (430 F), champagne, whisky, vin à discrétion, dîner de cœli à 178 F (vendredi, samedi et jours fériés, 228 F), fort honorable. Mais c'est des déjeuners que je voudrais parler. Dans cette même salle où, aux heures du jour, ne déjeunent point, avec l'écarter à la porte et, dès l'entrée, les brochures, j'ai découvert une nouvelle formule : le Don Camilo rive droite doit vite attirer une clientèle élyséenne gourmande. Il faut dire que le

jeune chef, Jacques Chêne, a travaillé avec Guy Girard, ce qui est beaucoup dire.

Poissons, viandes et plats du jour à la broche. Ce midi-là, une dame de saison à la Doris — concubines étuées au beurre en garniture ! — et des entrées originales — esclave de pétoncles au beurre de Parmesan — me régalaient. Mais la simple tranche de foie de veau aux escalottes confites, épaisses, roses à point, bien dégrasée (et servie entière, ce qui est de plus en plus rare !), devait, en un autre repas, après une terrine de thon et avant le nougat glacé aux pistaches, m'assurer que ce Chêne ferait bientôt de l'ombre à beaucoup de collègues. La cave doit s'émousser en petits vins de terroir. Le service féminin est aimable. A la carte, vous pouvez, dans un cadre instauré, plaisant et bien parisien tout à la fois, parfaitement déjeuner pour 200/250 F. L.R.

• Don Camilo rive droite, 82, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 43-68-08-20. C.S. - D.C. - A.E.

VENEZ DANS UN 4 ÉTOILES

Sur la mer, avec piscine et air conditionné. Niveaux et luxueux. Toutes chambres avec balcon donnant sur la mer. Parking, Olives Gala Party. Menus au choix et petit déjeuner buffet. Pension complète à partir de 44.500 Lira.

RIMINI - HOTEL DIPLOMAT
Via Reg. Elena, 70 - 47100 RIMINI
Tél. 1939-541/380011
FAX 1939-541/386503

Victoria-Laubertorn Wengen

*** Hôtel de famille de 1^{re} catégorie garanti avec son grand confort en séjour agréable. Restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain, douche-WC, téléphone direct, radio, sèche-cheveux, frigo, TV sur demande, demi-pension. Choix de menus 76-90 F, site, saison et séjour. Div. buffets aux chandelles. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, choix de menus, bain, douche/WC, abonnement régional de vacances des 628 F ou bien 1126,50 F pour 14 jours.

Fam. S. + H. Castelli.
Hôtel Victoria-Laubertorn, CH-3623 Wengen, Tél. 18.4136/66.5161, Telex 823232

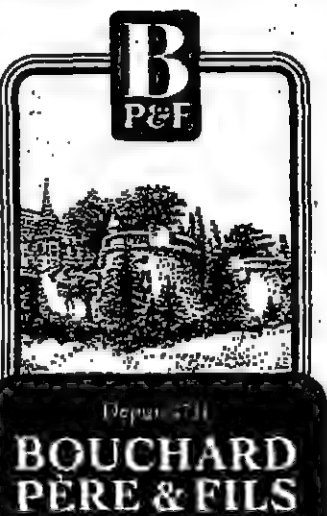
NOMADE ?

Une vie à découvrir des voyages inoubliables
RANDONNÉES & EXPÉDITIONS
LES VOIES DE L'ADVENTURE
NOMADE

Dans le n°24 des BANCS d'ESSAIS du TOURISME

- Essais :
- Transsahari
- Aeroflot
- Madagascar : les petits frères des hommes
- Taiwan : la Chine de Tchong
- Enquête : Les vacances à hauts risques !
- Djibouti : la mer oubliée

En vente chez votre marchand de journaux et relais H : 25 F.
Parution le 15 Mai



250 ans de grands vins

« Domains de Châteaux de Boute »
« 92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus »

Clos de Beaux Villages
Sauternes-Bordeaux « Les Lantiers »
Bordeaux Clos de la Mouton (seuls Propriétaires)
Bordeaux Tervins
Bordeaux Mercuries
Bordeaux Crives
« Vignes de l'Enfant Joux »
Volney Premiers
« Clos de la Rongotte »
Volney Propriétaires
Volney Champs
Volney Taillepieds
Volney Propriétaires
Volney Caillets
« Amécène Cuvée Cuvée »
Pomeroy 1^{er} cru
Le Clos
Chambolle-Musigny
Chambertin
Bordeaux Clos Saint-Landry
Moussy Gervignies
Corton Charleville
Chambertin Montrachet
Montrachet

Documentation LRM sur demande
« 400 ans Bouchard Père & Fils »
au Chateau 85, 70
21002 Beaune Cedex Tél. 03.23.14.41
Tél. Bouchard 100800
Distributeur exclusif
de « La Revue »
et du « Vigneron »
« aux Bouteaux » de la Société Civile de Châteaux de Boute-Bordeaux

« A commander avec modération »

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES

LA PLANTATION - 43-87-64-15
3, rue Jules-César, 12^e - F/dim.
Les ANTILLES à côté de la Bastille.
Cuisine traditionnelle et nouvelle.
Ambiance ardeur chaleureuse et tropicale. P.M.R. 200 F.

AUVERGNATES

ARTOS ISIDORE 42-25-01-10
13, r. d'Artois, P. F. sans midi, dim.

BOURGUIGNONNES

CHIEZ PIERREOT, 18, rue Clément (6^e), F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

BRETONNES

TY COZ, 35, r. St-Georges, 48-78-42-95.
Pensée dim. Inédit soir.
POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.

FRANCAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1^{er}, 47-23-54-62. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Pensée samedi, dimanche.

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e), F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, P. 45-22-32-62. Dîner pélagique 130 F s.e.

SUD-OUEST

LE ROYAL DE CARPENTRIS, 41-85-55, 1, boulevard de l'Europe (10^e), F. sans midi, dim.

DANOISES ET SCANDINAVES

142, m. des Champs-Élysées, 43-89-28-41.
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA et ses agréables jardins.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 143, r. L.-M. Nordmann, 1^{er}.
Dorowott, Beyazimstov av. l'Indjara.

INDIENNES

« Une des meilleures adresses indiennes de la capitale ».
LA TAGORE, 25, av. du Maine, 1^{er}.
T.L.I. 45-44-94-41. Carte 140 F.

SAPNA

160, r. de Charonne, 1^{er}.
F. dim. 43-46-75-33.
Ménages, dîner indien. Cuisine raffinée.

ITALIENNES

L'APPENNING, 61, rue Amiral-Mouchet, 1^{er}. 45-89-08-15. F/dim.
Ind. EMILIE-ROMAGNE.

PAELLA

EL PICADOR, 80, bd Beaugrenelle, 43-87-28-87. F./dim-mardi. Env. 180 F.
Chef G. Millas 1988 et B. Gourmand

PORTUGAISES

SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er}. (Châtelet). 42-36-30-71. Serv. J. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PERENITE. PRIX MARCO POLO CARIANOVA EL.

SUD-AMERICAINES

INCARI, 19, r. Pierre-Lescot, 1^{er}. F/dim. 42-33-19-98. Pt. Forum des Halles.

VIETNAMIENNES

NEEM 66, 66, rue Lauriston (16^e), 47-27-74-52. F. sans midi et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

هنا من الأصل

DECOUVERTE

Oman entre l'or noir et l'or vert

(Suite de la page 17.)

Cependant, les falajes aux petits poissons bleus, à l'onde fraîche et potable scrupuleusement répartie par le bidar, « jardinier des eaux », aussi bien pour les cultures que pour la « piscine » des hommes et celle des femmes, amènent le miracle, lui toujours annuel, de ces dattiers, mangouliers, bananiers ou grenadiers peints de fruits, sur tapis d'une épaisse luzerne expédiée jusqu'au fond du Dhoofar, région sans falaje.

Naturellement, ces oasis impitoyables depuis des siècles, et même des millénaires, un travail, une conscience quotidiens. Lorsque, il y

a une vingtaine d'années, la main pétrolière commença à s'abattre sur le sultanat, la tentation fut grande, tant parmi les petits agriculteurs et artisans que chez les cadres du régime, de dire « oui » et de jeter la houe, de laisser les laborieuses devinir du jour au lendemain plantons de ministères, comme on le vit à la même époque en Algérie.

Le gouvernement d'Oman, quitte à essayer quelques progrès, refusa finalement cette politique de l'instant, prenant en charge, quand il y avait défaillance privée, pisciculteurs et entretien des falajes ; introduisant dans les villages le tout-confort des

villes ; interdisant les forages à moins de 3 kilomètres des falajes afin de ne pas faire mourir de soif les puits, comme en Arabie saoudite ; lançant un programme d'une quinzaine de barrages dont six sont terminés ou en voie de l'être. Moyennant quoi, l'hydrologue français Paul Barrière, en mission en Oman, peut s'écrier aujourd'hui : « Voici les plus belles palmeries irriguées du monde ! »

Surtout, la condition paysanne, qui demeure celle de la moitié de la population, n'a pas été délaissée mais exaltée — comme en Côte-d'Ivoire ou au Maroc — ce qui n'était pas couru d'avance quant on connaît les propos prêtés au Prophète par la Tradition sur l'« avilissement » lié à la charrue. Ici, on a fait l'impasse sur ce hadith, préférant raconter aux enfants des écoles la légende nationale montrant « le roi Salomon, du haut de son tapis volant, ordonnant aux djinns (2) de construire en Oman dix mille falaj en dix jours ». D'où, assure-t-on, le surnom de *daoudi* donné encore aux falajes, Salomon étant le fils de David, *Daoud* en arabe.

Plus prosaïquement, il est vraisemblable que la science de l'irrigation par galeries souterraines franchit le détroit d'Ormuz, venant de Perse, environ cinq cents ans avant Jésus-Christ. La fonction de bidar est signalée dans la corne arabique avant l'islamisation. Oman est, avec l'Irak, l'un des rares États arabes où le passé antislamique ne soit pas assomé aux « ténèbres » par l'idéologie ou le vigner. Les Omanais n'en sont pas moins fiers de leur passage à la troisième religion abrahamique, dès le siècle de Mahomet et d'avoir, aussitôt après, servi de tremplin à la première entreprise de colonisation du Sind, l'actuelle province de Karachi.

Cette adhésion précoce à l'islam se colore très vite d'un particularisme identitaire sous forme de ralliement à la doctrine ibadite, ni chitite ni sunnite, et dont le principe politique original était que « tout chef doit être choisi par le peuple ».



Cet idéal n'a pas empêché les dynasties de se succéder en Oman, la fiction électorale étant maintenue à chaque succession, où le nouvel imam, sayed ou sultan — l'appellation change suivant les régions — n'est pas censé être couronné comme fils de son père mais en vertu du consensus général suscité par sa seule valeur propre.

Le pouvoir sultanien est, quoi qu'il en soit, exercé selon la très ancienne ruse arabo-islamique de la *choura*, la consultation. « À quel bon des formations politiques à l'occidentale, estime Ahmed Malki, ministre de la fonction publique et ancien sornomard, dès lors que nous avons soixante-dix tribus ou sous-tribus qui constituent quasiment autant de partis ? »

L'âme du pétrole

Le Conseil consultatif d'État, créé en 1981 et composé d'une cinquantaine de notables chargés de « donner un avis sur l'éventail des questions que Sa Majesté le sultan peut lui soumettre », ne compte guère que pour du beurre : Qabous préfère aller lui-même sur le terrain pour trancher directement le poids de ses sujets.

Ainsi, chaque année, il entreprend une tournée d'un mois à travers son royaume, pilotant lui-même sa Mercedes tout terrain vert Nil, suivie de 50 tonnes de matériel. Que l'on ne

nous fasse pas dire que cela ressemble à un cirque, même si cette irrévérencieuse pensée peut venir à l'esprit quand est dressée à chaque nouvelle étape la tente royale double de soie corse assortie à la couleur du monarque.

En réalité, la tournée annuelle du sultan est l'occasion de voir fonctionner *in vivo* l'un des rares authentiques régimes pastoraux : avec sa casque, son poignard et son turban, Qabous est littéralement avalé par la foule des villageois dès qu'il descend de voiture parmi les hommes dansant en chœur et les écolières en fichu blanc le bombardant de fleurs.

LA, c'est un vieillard auquel son âge permet de tancer littéralement le sultan pour le retard mis par l'administration à relier son oasis de montagnes au réseau électrique ; ailleurs, c'est un paterfamilias qui, trouvant trop compliqué de passer par le ministère *ad hoc* pour faire attribuer une bourse à son fils, la demande directement au chef de l'État. Et puis il y a les récurrentes contestations pastorales ou hydrauliques.

Qabous écoute tout avec une patience angélique et règle extemporanément chaque cas qui peut l'être. « Tout son art, dit un ancien ambassadeur de France, tient dans sa faculté à absorber et résoudre par incorporation les problèmes qu'on lui présente. » Une ambassade étrangère a calculé qu'il avait dû, en moins de vingt ans de règne, rencon-

ter directement au moins une fois chacun de ses compatriotes malais. La diplomatie ne chôme d'ailleurs pas durant les tournées, j'allais dire pastorales, du sultan : simplement, c'est à même le tapis de sa fameuse tente qu'il reçoit aussi bien le directeur général de l'UNESCO que le duo de Kent, faisant craquer les jointures de personnages peu habitués à s'asseoir en tailleur.

De ce baguennage à travers Oman, ce qui nous paraît ressortir surtout, c'est la différence avec les autres principautés pétrolières alignées sur la rive arabe du *Stilus Persicus* : à Mascate, l'or noir n'a pas répandu ses bienfaits (et ses méfaits) sur un sable à peu près nu. L'Histoire avait déjà trop profondément marqué l'opiolite noire du rivage omayyade.

Du coup, peut-on dire que le pays a décliné sur le naphte plutôt que le contraire, constaté dans tant d'émirat voisins ? Incontestablement, la présence pétrolière est, en Oman, moins brutale qu'ailleurs ; on parvient même assez vite à l'oublier. De là à avancer qu'il le pétrole a une âme... Celle du pays s'est en tout cas montrée jusqu'à présent assez robuste pour résister à la violence d'une soudaine prospérité.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(2) Génies reconnus par le Coran et qui peuvent être bénéfiques ou malins.

Bienvenue aux voyageurs !

MIEUX vaut le savoir avant de former le projet de partir pour ce sultanat qui se situe à l'extrémité du monde arabe, au Maroc par ses forteresses brunes, du Hoggar par ses rochers violacés, de Djibouti par sa chaleur saïenne et des mers du Sud par ses cocotiers sur la plage : Oman est un pays fermé.

Fermé mais accueillant comme seul peut l'être un pays sans touristes, une fois qu'on y est, n'est-ce pas ? (HOC (non-objection certificate) que les autorités omayyades n'accordent qu'au compte-gouttes. La condition de voyageur (y compris solitaire) a encore tout son sens entre Mascate et Sohar.)

Contrée sur laquelle on n'a pas écrit des masses, même en anglais, Oman offre donc de vraies découvertes, le choc de ce qui n'a jamais été décrit ou photographié comme ces châteaux crénelés gouvernant les paysages de la façade perse ou, cette queue intentionnée de mousses, quelques années avant d'être détruits par les éoliennes.

Votre petite bibliothèque omayyade sera assez vite comblée : laborieuse d'écriture et de traduction mais riche de renseignements et d'illustrations, Oman et sa renaissance de l'ambassadeur britannique Donald Hawley (traduction de Suzanne Lombard et Nadine Vitols, Ed. Stacey, 128 Kensington Church Street, Londres W8 4BH), est régulièrement réédité en français depuis 1978.

Un autre Lawrence d'Arabie

Le *Désert des déserts* (Pion, col. « Terre humaine »), d'un autre Britannique, celui-ci peu familier des chancelleries, l'explorateur Wilfred Thesiger, demeure, pour le Sahara arabe, auquel Oman participe, une excellente introduction. Le tempérament bédouin n'a guère changé dans les sables du Quart-Vide (Oman) depuis les années 50, qui virent passer la petite caravane de cet autre Lawrence d'Arabie que fut, en moins flamboyant et en plus équilibré, Thesiger le Méhériste. La traduction de Michèle Bouchet-Formet se lit agréablement même si elle s'est dépensée de restituer aux termes

d'origine arabe leur graphie française : *Jabal* n'est pas « djebel », *bin* se dit « ben » et les *Duru* sont chez nous des « Douros ».

On n'achètera pas ce genre de reproches à Gabriel Darlaud et au couple Lacouture, dont les pages sur Oman, comme sur les autres pays pétroliers du golfe Persique, se lisent lire et relient avec plaisir dans les *Emirates mirages* (Seuil, collection « L'Histoire immédiate », 1976).

Le *Jeu des six familles* de nos confrères de Radio-France internationale, Olivier De-Lage et Gérard Grzybek, est aussi un travail d'ensemble où on trouve sur la même région un large panorama politico-économique (Autrement, collection « Ciel ouvert », 1986). La perspective diplomatico-stratégique est à l'ordre du jour des Omayyades, nouveaux gardiens du Golfe de notre continent arabe (Le Griz Alain Miché, collection « Présence du monde arabe », 1981). Hachette a publié en 1977, sous la plume de Bruno et Colette La Cour-Grandmaison, un guide illustré succinct intitulé *Au Sultanat d'Oman*. La ministère de l'Information du gouvernement de Mascate diffuse chaque année, notamment en français, un utile petit livre de faits et chiffres officiels (édition Oman Newspaper House).

Pour la bonne bouche, nous avons conservé *Old Oman*, qui jusqu'ici n'existait qu'en anglais (éditions Stacey) mais est surtout, en regard du texte de W. D. Peyton, un superbe album de photos sur la vie en Oman, à la cour, à l'armée ou dans les années pétrole.

J.-P. P.-H.

« Via UTA ou Gulfair, Mascate est reliée à Paris quatre fois par semaine. Essayez de ne pas choisir un vol desservant une capitale pétrolière sauf si vous êtes attirés par les fabuleux sous-traitants des aéroports de Doha ou Bahrein. La meilleure saison omayyade va de fin novembre à début mars. Mascate a des hôtels possédant toutes les grâces du luxe international jusqu'au plus insensé (hôtel Courtyard). Sohar est également dotée de tout le confort hôtelier ».

Club Aventure

EXPEDITIONS · RANDONNEES

30 pays 63 destinations

D'authentiques voyages d'Aventure à vivre en pleine action.

Club Aventure

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

122 RUE D'ASSAS · 75006 PARIS ☎ (1) 48.34.22.60

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

La montagne et l'aventure en Valais

Station	Altitude (m)
Crans-Montana	1941-25 30 41-41 21 32
Fiesch-Eggishorn	1941-28 71-114 66
Grächen	1941-28 56-13 00
Nendaz	1941-27 63 34 44
Verbier/Val de Bagnes	1941-26 31-62 22
Veysonnaz	1941-27 27-10 53
Portes-du-Soleil	Champery/Planachaux 1941-25 79 11 41
Morgins	1941-25 77 23 61
Torgon	1941-25 61 31 31
Val d'Iliez-Les Crosets-Champoussin	1941-25 77 20 77
Zermatt	1941-28 66 11 81

Valais

Union Valaisanne de Tourisme

Rue de l'Union 36

1011 Sion ☎ 27 21 31

Suisse

Culture

CANNES 89

Le Monde • Samedi 20 mai 1989 21

Il y a des gens qui ont vu quelque chose à Hiroshima, qui ont subi des irradiations. Et ils meurent lentement des suites de la Pluie noire. Ce que montre Shohei Imamura, Palme d'or il y a quelques années avec une histoire cruelle, déjà, la Ballade de Narayama... Enfin, le couple d'enfer Percy Adlon-Marianne Sägebrecht amène avec Rosalie fait ses courses le souffle d'ironie et de gaieté qui manquait ces derniers jours. Le vent change, Joan Collins va tourner pour la jeune société 21th Century, dirigée par un revenant, Menahem Golan — tout seul sans le cousin Globus...

Come back

Brad Davis est un très bon acteur. Dans *Rosalie goes Shopping* de Percy Adlon, il est méconnaissable, mûr, malingre, le petit mari moche de la vaste Marianne Sägebrecht. Maintenant, dans ce palace de la Croisette, il est reconnaissable, beau, à nouveau. Mais changé. *Midnight Express*, c'était il y a longtemps, dans une autre vie peut-être, il y a onze ans.

Présenté à Cannes, *Midnight Express* d'Alan Parker, déclenche un incident diplomatique avec les Turcs, avant de devenir un film culte, et de faire de Brad Davis un héros esquiné, mais un héros tout de même. Quatre ans plus tard, en 1982, il moule son torse puissant dans un maillot de corps aussi sexy que littéraire. Il est le marin de *Que- relle de Rainer Werner Fassbinder*, d'après Genet. « Les scènes violentes homosexuelles me font très peur », dit-il. Il y a alors un autre projet avec Fassbinder, *Cocaine*.

Les années qui suivent font encore plus peur à Brad Davis : jalonnées de films inoubliables et de substances nocives. Mais un enfant lui naît, et il entreprend « un long voyage de réveil ».

Beaucoup de théâtre pour se réveiller tout à fait, dont la *Métamorphose* d'après Kafka... Dans *Rosalie goes Shopping*, pour la première fois de sa carrière, il fait rire. Pour de bon métamorphosé.

DANIELE HEYMANN.



SELECTION OFFICIELLE

« Pluie noire », de Shohei Imamura; « Rosalie fait ses courses », de Percy Adlon

Tombés du ciel

La gravité d'un drame ne fait pas forcément la profondeur d'un film. Voir *Pluie noire*. La légèreté d'un sujet peut s'accompagner d'un humour acerbe. Voir *Rosalie fait ses courses*.

Le « grand éclair blanc » qui car- bonise Hiroshima le 6 août 1945 fit, on le sait, de nombreux irradiés, condamnés à plus ou moins long terme, dont certains meurent encore aujourd'hui. La jeune Yasuko n'a pas été directement exposée à l'éclair, elle était alors en bain, mais elle a reçu les gouttes de la pluie noire radioactive qui s'est abattue juste après. En 1950, elle vit à la campagne chez son oncle Shige- matsu et sa tante Shigeko, dans une belle maison traditionnelle, comme hors du temps. Les autres irradiés qui sont dans les parages (on distingue les « irradiés-du-jour-même » et « irradiés-d'après »), pêchent à la ligne et répondent à ceux qui leur reprochent leur paresse : « On fait ça sur ordre médical », se consolent.

Il y a un soldat traumatisé, pas de là, Yuchi, qui se couche sous les

roues des voitures dès qu'il entend un bruit de moteur, coince son oreil- ler sous les pneus en hurlant « Char- ennent neutralisé ! Mission accom- plie ! ». Brave garçon au demeurant. Yasuko devrait songer au mariage, d'autant qu'un riche parti s'intéresse à elle, mais non, elle n'y tient pas. En fait, elle est persuadée qu'elle a été irradiée elle aussi et qu'elle sera bientôt malade, comme sa tante a commencé de l'être. Pourquoi ne pas accéder à la demande de Yuchi, qui n'est pas moins perdu qu'elle ? A condition d'en avoir encore le temps, de n'être pas déjà morte comme elle le pressent.

Shohei Imamura, Palme d'or en 1983 pour la *Ballade de Narayama*, s'est inspiré d'un roman de Masuji Iwano pour ce long film en noir et blanc, qui n'est pas le premier ni le dernier sur le thème de la bombe d'Hiroshima. Ni le meilleur. La gra- vité du sujet n'est pas un garant indiscutable du film qui ne tien- dent pas. Le décor de catastrophe du 6 août 1945 avec ses cadavres à la pelle n'est pas très convaincant. L'em- ploi de la pluie noire n'a pas de sens, ni de signification profonde, ni réflexion : on passe par un tunnel

d'une heure et demie avant de connaître l'émotion du sort de Yasuko. C'est long, même si l'on remarque au passage des questions du genre : « Pourquoi Hiroshima ? Pourquoi pas Tokyo ? » qui laissent rêver. Comme tout le film, du reste, qui semble ignorer le contexte de la guerre, la situation du Japon dans l'Axe et considère la tragédie atomique comme une défaite du hasard, un désastre presque naturel. Détaché de l'Histoire, donc incom- préhensible.

A côté de cette *Pluie noire*, que la douleur devrait placer au-delà de la critique, pour beaucoup, le nouveau film de Percy Adlon semble terri- blement futile : *Rosalie fait ses courses* se passe à Stuttgart, Arkansas, avec la grande Marianne Sägebrecht dans le rôle de Rosalie, mère de sept enfants, mariée à Ray (Brad Davis), aviateur agricole qui pèrifier les champs avec son biplan jaune. Ray est un peu simplet et pas loin d'être trop myope pour piloter. La famille aime bien regarder col- lectivement la télé et chanter les publicités en chœur. Rosalie adore faire des courses et claquer tout l'argent qu'elle n'a pas. Elle a pour- tant sept caries de crédit et n'hésite pas à faire des chèques en

bois, à imiter les signatures. Ce n'est jamais bien grave puisque le curé est là. Il suffit de se confesser, trois Ave Maria et les pendules sont à l'heure.

Tous les soirs on fait des repas ru- neux et fantastiques chez Rosalie, tous les matins, elle signe les intérêts de ses dettes en offrant le café au facteur. Elle a une vision de l'écono- mie politique et domestique à la fois souveraine, cynique et très juste. La meilleure preuve est qu'elle ne cesse de réussir tout en aggravant son cas. La découverte de l'ordinateur indi- viduel lui permet de s'envoyer vers des sommets financiers avec un culot parfait qui fascine le curé confes- seur.

Si l'on retrouve les couleurs acrid- es de *Bagdad Café*, le goût des images sophistiquées, l'humour de Rosalie n'est pas si tendre. Il faut voir comment elle traite ses parents qui viennent de Bavère lui rendre visite, avec des casseroles de viande, pour sentir la distance que prend Adlon avec ses racines. Et regarder Rosalie jouer absurde- ment avec les millions et acheter n'importe quoi pour mesurer la réserve ironique que lui inspire sa seconde patrie : Rosalie fait ses courses et Adlon règle ses comptes.

MICHEL BRAUDEAU.

21th Century s'associe avec Eclair

La troisième naissance de Menahem Golan

Après avoir frôlé la catastrophe, le producteur Menahem Golan rebondit, avec la création d'une nouvelle société et un accord avec un laboratoire français.

Mercredi 17 mai, au restaurant du Carlton, une centaine de photo- graphes et de reporters assaillent Joan Collins. La star de « *Dynastie* » annonce à la presse internationale son retour au grand écran dans *Mur- der out of Time*, une comédie pro- duite par la toute jeune société 21th Century. A côté d'elle, Menahem Golan savoure son triomphe : il a réussi une fois de plus à créer l'événement sur La Croisette et à annoncer en fanfare son come back dans la production cinématographi- que.

C'est la troisième fois que Menahem Golan tente de créer un empire à la mesure de ses ambitions. Dans les années 60, cet ancien étudiant du New York City College milite, avec son cousin Yoram Globus, pour la création d'un cinéma israélien et commence une honnête carrière de réalisateur. En 1979, les deux cos- sins quittent Israël et décident de tenter leur chance aux Etats-Unis. Ils rachètent Cannon, une obscure petite société, et en font, après quel- ques années d'une croissance specta- culaire, le plus gros producteur indé- pendant outre-Atlantique que les majors d'Hollywood regardent avec un évident agacement. Mais d'hasardeuses manœuvres finan- cières brouillent Cannon avec Wall Street et menacent Menahem Golan et Yoram Globus au bord du dépôt de bilan. Survient l'homme providen- tiel, Gian Carlo Pirelli, qui rachète Cannon, prend le contrôle de Pathé et propulse les deux cousins à la tête d'un groupe international.

Vingt projets

La fête ne dure pas. Menahem Golan ne s'arrête pas avec l'homme d'affaires italien, quitte Cannon et son vieux complice Yoram Globus. Il repart de zéro en investissant toute sa fortune dans une nouvelle société, qu'il baptise 21th Century, nouveau pied de nez à l'establish- ment d'Hollywood. Le pari est fort risqué. Les années fastes de la pro- duction indépendante ne sont plus qu'un souvenir. Trop de films, le plus souvent médiocres, ont engor- gé le marché, et quelques faillites retentissantes ont entamé la confiance des investisseurs. De plus, Gian Carlo Pirelli, qui avait promis un contrat de 160 millions de dol- lars à la jeune société pour alimen- ter le catalogue de Pathé, revient sur sa parole et préfère engager le pro- duction Alan Ladd.

Menahem Golan n'a qu'une solu- tion : trouver à Cannes le finance- ment nécessaire à ses productions en revendiquant ses projets à des dis- tributeurs étrangers. 21th Century est née en mars. Golan n'a que huit

semaines avant l'ouverture du Festi- val pour y parvenir. Fort heureuse- ment, il ne manque pas d'atouts. Il est parti de Cannon avec une bonne partie de l'équipe de création, quel- ques films en cours de tournage et les meilleurs scripts. De quoi présen- ter une vingtaine de projets dans un catalogue qui permet à 21th Century de se distinguer des autres indé- pendants et de peser face aux majors. Surtout, il a parfaitement compris que la production indépen- dante devait changer d'image. Can- non faisait dans Chuck Norris ou *Delta Force*. 21th Century annonce les adaptations de *l'Opéra de Quai d'Orsay*, le *Pont du Nord*, *la Chute de la maison Usher* ou le *Masque de la mort rouge*. Avec, en prime, quelques stars : Joan Collins, Roger Moore, Michael Caine, Kevin Bacon et Ben Kingsley.

Le catalogue Golan, nouvelle manière, a séduit La Croisette. En cinq jours, ce diable d'homme a déjà négocié les droits d'exploitation de ses films en salles et en vidéo dans une dizaine de pays, pour 35 mil- lions de dollars. La compagnie amé- ricaine Viacom lui a acheté les droits télévisés de quinze titres pour 15 autres millions de dollars. La filiale hollandaise du Crédit lyonnais, qui avait déjà financé Can- non, escompte les contrats et lui per- met de lancer les tournages. Reste le délicat problème de la distribution dans les salles américaines. Pour percer dans un marché très encom- bré, il faut consacrer au moins un million de dollars par film pour tirer un million de copies, et investir trois à quatre fois cette somme en publi- cité.

Alain Jakubowicz, un technicien français, bras droit de Menahem Golan dans toutes ses productions, va trouver la solution la plus écono- mique. En trois jours à Cannes, il persuade le laboratoire Eclair de s'associer à 21th Century pour assu- rer le tirage des vingt films. Eclair se rembourse sur une part des recettes en salles et Menahem Golan ne débourse pas un dollar. Le pro- ductionnaire affirme qu'il va prochainement compléter cette alliance par un contrat du même type avec une grande agence de publicité euro- péenne ou japonaise.

Dans toute autre économie que celle du cinéma, cette troisième naissance de Menahem Golan passerait pour un méchant coup de bluff. Le producteur israélien réussit, lui, en deux mois et sur son seul nom, à séduire les investisseurs et à rassurer ses clients. « Les gens lui font confiance parce que c'est un vrai professionnel », explique Alain Jakubowicz. Connaissez-vous dans le monde du cinéma des producteurs de sociétés cinématographiques qui soient capables de rassembler une table de montage pour terminer un film et qui risquent leur fortune personnelle pour lancer une nou- velle société ? Menahem ne vit que pour le cinéma. C'est pour ça qu'un film malade, c'est un film d'argent. Il ne fait pas seulement des films, il les rêve.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Ouverture américaine pour un laboratoire français

« Nous connaissons Menahem Golan depuis quatre ans. Nous avons tiré les copies de plusieurs de ses films et nous avons tou- jours été payés, même à l'épo- que où Cannon avait les pires diffi- cultés. C'est suffisamment rare dans le métier pour que nous ayons confiance dans la 21th Century. » M. Philippe Dor- moy, le président d'Eclair, est encore surpris d'avoir signé si vite le plus gros investissement qu'il ait fait sa société en qua- tre-vingt-deux années d'existence.

Mais, pour le premier labora- toire français du long métrage, cette ouverture sur le marché américain ne pouvait pas se refu- ser. L'Europe de 1993 oblige les laboratoires français, handicapés par des salaires élevés et d'importantes charges sociales,

à réviser à la baisse des tarifs qui sont encore légèrement supé- rieurs à ceux de leurs concurrents étrangers. Certes, les nouvelles machines de tirage de copies en 35 mm, dans lesquelles Eclair a déjà investi 20 millions de francs, permettent des gains de productivité : elles tirent 10 mil- lions de mètres de pellicule par mois contre 2 millions il y a dix ans.

Mais, dans le même temps, le marché cinématographique fran- çais, bousculé par la crise de la fréquentation, a vu sensiblement diminuer le nombre de copies de film mises en circulation. Il est donc nécessaire de trouver de nouveaux marchés à l'étranger. Si 21th Century réussit son pari, Eclair doublera en un an sa pro- duction.

COULISSES

Crédit français pour les Etats-Unis

Les professionnels américains pré- sents à Cannes ont séduit avec satisfaction l'entrée de la Caisse des dépôts dans le capital du Crédit lyonnais. La banque nationalisée est, en effet, par l'intermédiaire de sa filiale hollandaise, l'un des principaux banquiers de la production indépendante outre-Atlantique.

Elle a financé Cannon, le rachet de Pathé et vient d'accorder, avec la BNP et le Crédit du Nord, 100 millions de dollars de crédit au producteur américain Caroleo. Les producteurs français, eux, s'interrogent : est-ce vraiment la vocation d'une banque nationalisée d'investir exclusivement hors des frontières, dans un secteur de la production qui connaît, depuis plus d'un an, quelques difficultés économiques et dont les créations ne brillent pas toujours par leur qualité ?

J.-F. L.

QUINZAINE DES REALISATEURS

« Marie des étoiles », « les Figurants »

Le regard multiple

Que les cinéastes s'interrogent sur l'image, sur le regard et, à partir de là, sur le voyeurisme et que le festival s'en fasse l'écho, quoi de plus logique.

Après *Sex, Lies and Videotapes*, de Steven Soderbergh en compéti- tion (le Monde du 16 mai), la Quin- zaine des réalisateurs a présenté deux films fondés sur ce que l'œil surprend, sur ce que la caméra reprend et retransmet.

Il y a eu d'abord *Marie des étoiles*, premier long métrage du chef opérateur allemand Thomas Munch. L'histoire se passe en une époque assez floue, en tout cas de haute pollution, dans une sorte de banlieue moitie HLM, moitie cam- pagne. Au centre se trouve un vieil observateur. Un étudiant s'y installe et commence à recevoir la visite de toutes sortes de gens. Des hommes qui lui parlent de Marie, et de Marie

elle-même, qui couche avec tout le monde.

L'intérêt de Thomas Munch se porte essentiellement sur les diffé- rentes façons de mater de l'étudiant, qui, par jumelles et longues-vues interposées, à travers les fenêtres du HLM, lit sur les lèvres. A part ça, on n'aperçoit pas grand-chose. On entend les cris effrayants — suivis d'un envol d'oiseaux noirs — des hommes en train de faire l'amour avec Marie. A la fin, c'est Marie qui, dans les bras de l'étudiant, pousse des cris effrayants, suivis de l'envol d'oiseaux noirs. Ils s'épou- ventent, et ne se croisent pas.

L'histoire est bien filmée, mal racontée. La première projection s'est terminée sans un seul applau- dissement. Il est vrai qu'elle avait lieu à 8 heures et demie le matin, et qu'il était peut-être trop tôt pour un propos aussi prétentieux. Pourtant, le film d'Atom Egoyan *les Figuran- ts* (*Speaking Parts*) était mieux accueilli, bien que le récit soit com- plexe, haché, énigmatique.

Le mystère vient de confusions soigneusement entretenues. Les per- sonnages ne sont pas situés d'entrée, il faut les découvrir. Ce n'est pas immédiat : ils communiquent la plu- part du temps par vidéo — direct ou différé. D'autre part, le film se fonde sur une affaire de ressem- blance physique. Une jeune femme, Clara (Gabrielle Rose), à qui on a greffé le poulmon de son frère, lequel est mort, a écrit un scénario sur ce drame. Four interpréter le frère, elle choisit le valet de chambre d'un hôtel — à l'occasion gigolo — qui en est le soeur. Mais elle s'aperçoit que le scénario est changé, que son pro- pre rôle devient celui d'un homme, et doit être tenu par un acteur qui ressemble au valet de chambre...

Et ce n'est pas tout. Une des femmes de chambre de l'hôtel (Ariane Kharjian), terriblement introvertie, est amoureuse du valet — Michael McManus, troublant androgyne. Elle passe son temps à visionner des bandes dans lesquelles il a fait de la figuration. De même, Clara passe le sien dans une sorte de colombarium où les urnes funéraires

sont remplacées par une vidéo du mort. Après quoi, toujours en vidéo, elle se cline pour le plaisir solitaire de Michael McManus. Le film tiré de son scénario est censé se passer pendant un débat télévisé, reproduit avec de vrais spectateurs et des acteurs. Ariane Kharjian joue l'assistante d'un vidéaste qui va enregistrer une parlotte et un mariage...

Atom Egoyan malaxe toutes les utilisations possibles de l'image retransmise, de la vérité assistée ou truquée. Il dissèque la tendance schizoïde que provoque l'annula- tion des distances et du temps, l'émotion morbide de voir sourire les morts et celle d'être vu sans voir, et toutes ces manipulations mentales auxquelles nous nous habitons pro- gressivement. A vrai dire, il le fait assez lourdement, mais ici, à Cannes, où l'on se agit dans un jeu de faux-semblants dont les règles réelles échappent, le film est à sa juste place.

COLETTE GODARD.

Culture

EXPOSITIONS

Au Musée d'Orsay : « La tour Eiffel et l'Exposition universelle de 1889 »

La bergère et son troupeau

En cette année de célébration, un anniversaire peut en cacher un autre. Le Musée d'Orsay fête ainsi le centenaire d'une construction et d'une exposition qui, en leur temps, évoquaient les cent ans de la République.

« Bergère à Tour Eiffel le troupeau de ses ponts bèle ce matin. » Apollinaire fut l'un des premiers à célébrer la tour, ce symbole parisien que l'on contemple aujourd'hui d'un oeil attendri, mais que vomissaient encore, au début de notre siècle, nombre d'intellectuels. En 1889, le « troupeau » qui se pressait à ses pieds était constitué par les pavillons de l'Exposition universelle pour laquelle la tour avait été dressée et dont elle était le cloze.

La carte de cette manifestation est d'ailleurs dressée sur le sol du Musée d'Orsay. Entre le palais du Trocadéro (construit en 1878) et l'Ecole militaire s'alignent toute une série de constructions plus ou moins hétéroclites. Les plus réussies sont un hymne au métal et à la polychromie. Les pays représentés par elles rivalisent d'ingéniosité. Mais la taille des bâtiments n'est pas toujours à l'échelle de la superficie des Etats. Le pavillon des Etats-Unis, écrasé par celui de l'Australie, est plus modeste que celui du Nicaragua. Celui de la République argentine couvre 1 600 mètres carrés. Ses structures métalliques sont garnies de mosaïques de porcelaine avec appliques et incrustations de verre.

A ses côtés, sur les bords de la Seine, s'étale une histoire de l'habitation humaine conçue par Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra de Paris, l'abbé fait la joie des caricaturistes. Une série de maisonnettes raconte l'architecture à travers les âges, depuis la cité lacustre jusqu'à la villa gallo-romaine en passant par l'isbe russe et le temple persan, le chariot hun et la cabane inca. Cette promenade éducative conduit le visiteur jusqu'à l'esplanade des Invalides où s'élève, massif, l'entrée flanquée de tours crénelées, le palais du ministère de la guerre. Il s'agit, bien sûr, d'exorciser la défaite de 1870, encore proche.

En face, à l'ombre du palais des Colonies, c'est le domaine de l'exotisme : villages canaques, javanais, pahouins ou tonkinois, factorie du Gabon, cases tahitiennes et kiosques chinois se côtoient. On vient regarder les « indigènes » comme des bêtes curieuses, mais certains en profitent pour découvrir le gamelan indonésien ou le théâtre d'ombres javanais.

Bougeoir ou piédestal

Mais la tour Eiffel, qui domine toute l'Exposition, reste l'attraction principale. On a tout dit sur l'audace de sa construction et l'élégance de sa dentelle de fer. On a moins vu les projets présentés au jury. Le Musée d'Orsay nous en montre quelques-uns, peu connus ou inédits. Comme il expose les diverses transformations proposées pour la tour, une fois les lampions de la fête éteints. Comment utiliser ce bougeoir monumental ? On pensa en faire

un piédestal géant pour éléphants ; un lointain élève de Ledoux rêva de l'utiliser comme armature pour une colonne néo-classique ; un Néerlandais assoiffé d'altitude proposa de la recouvrir de terre et de rochers pour transformer le site en pay-

mais - « Le plus admirable effet que la métallurgie ait jamais tenté ».

L'écrivain en regretta seulement la décoration académique, qui avait échappé à Dutert, son architecte. Mais, « suspendue sur



En 1889, les organisateurs de l'exposition se payaient le luxe de reconstituer la Bastille et son quartier (SHVP).

sage alpiniste avec grottes et chutes d'eau ; un autre triplait son volume pour fabriquer une sorte de pagode métallique, ornée de clochetons. Si la tour est parvenue, intacte, jusqu'à nous, sa rivale, la galerie des Machines, a disparu.

La nef centrale de ce palais de métal, élevé en face de l'Ecole militaire, couvrait à elle seule près de 5 hectares. Longue de 315 mètres, la colonne Vendôme - 43 mètres - aurait tenu sous sa flèche. Ses grandes fermes avaient la forme d'un arc brisé et 110 mètres de portée. Cette cathédrale de fer éblouit Huys-

le vide, effleurant le sol de la pointe de ses supports, en rupture avec les lois d'équilibre admises en son temps, la galerie des Machines préfigurait la sensibilité esthétique de notre temps », souligne Mario-Laurie Crosnier-Leconte. Elle fut détruite en 1910. Ce n'était qu'architecture provisoire, il est vrai. Mais pour célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille, nos arrière-grands-parents voyaient plus grand que nos contemporains, qui se contentent de quelques modestes parapics dans le jardin des Tuileries.

EMMANUEL DE ROUX.

* Musée d'Orsay, jusqu'au 15 août.

Le Bicentenaire aux Tuileries

La carpe et le lapin

Renverser l'ordre des choses, donner de nouveaux droits à la fantaisie, couper la tête aux lieux communs de l'espace, c'est ce qu'on pouvait attendre des manifestations populaires organisées aux Tuileries. C'était même la seule solution pour faire concurrence à l'enthousiasme constructif de 1889. Sauf à considérer que les grands travaux de l'Arche de

telle architecture pourrait donner un sens à une fête foraine.

Certes la succession gauche-droite-gauche de 1889 a pu faire perdre le nord aux organisateurs et concepteurs du Bicentenaire de la Révolution. Un peu de réflexion tout de même, un peu de cohésion auraient permis de donner une portée symbolique, comme on pouvait l'espérer à un tel projet. Car si symbole il y a, il demande pour sa compréhension une fastidieuse explication de texte.

A quoi correspond cette accumulation qui relève du mariage de la carpe et du lapin, sans vouloir offenser la Société pour la protection des animaux ? Ici, deux bâtiments opaques, pas bêtes de conception, mais inutilement symétriques, qui sentent par trop le préfabriqué et n'ont pas même l'idea ni la vertu de rappeler le temps où les Tuileries fermaient le Palais face aux jardins qui portent aujourd'hui leur nom. Là, deux « tours » (pourquoi deux ?). Plutôt élégantes avec leur allure d'engins lunaires, mais qui n'ont aucune signification sensible, qui n'ont aucune fonction sérieuse, si elles ont sans doute la vocation et l'espoir d'être vendues à telle ou telle municipalité en manque de syndicat d'initiative.

Là enfin, sous un maquillage bucolique d'époque, une théorie d'échappées au contenu pitoyablement mercantile ; de tréteaux sympathiques où de jolis et fringants jeunes comédiens rappellent les phrases immortelles de la Révolution ; et d'abreuvoirs pour les foules, puisqu'on ne peut décemment pas appeler autrement ces endroits trop typiques du mauvais génie de l'hospitalité et du commerce français.

Arguant du provisoire, on se dira bien sûr : tout cela n'est pas grave. Et il est en effet probable que cette absence de gravité dans la gestion, sinon dans la formulation des choses ne surprendra pas ceux des visiteurs étrangers qui n'aspirent qu'à la légèreté de l'esprit français. Mais elle ne les encouragera pas, pas plus que les Français, à réfléchir sur le sens réel de ces festivités.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

WOODY ALLEN · FRANCIS COPPOLA · MARTIN SCORSESE
 « Délicieux, pointu, implacable. »

ACTUEL
 «... Un film formidable... du grand art... 2 heures de bonheur »
 GLOBE

NEW YORK STORIES

SÉLECTION
 OFFICIELLE
 CANNES
 1989

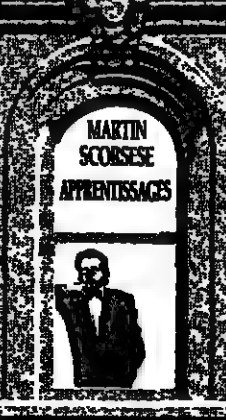
ACTUELLEMENT



WOODY ALLEN
 LE COMPLICITÉ D'ÉPIQUE



FRANCIS COPPOLA
 LA VIE SANS ZOE



MARTIN SCORSESE
 APPRENTISSAGES

TOUCHSTONE PICTURES présente les films JACK ROLLINS · CHARLES H. JOYE « NEW YORK STORIES » ROBERT GREENHUT
 « THE LESSONS » NICK NOITE ROSANNA ARQUETTE THELMA SCHOONMAKER KRISTI ZEA NESTOR ALMENDROS, A.S.C. BARBARA D'ERNA RICHARD PRICE MARTIN SCORSESE
 « THE WITHOUT ZOE » GIANCARLO GIANINI TALIA SHIRE BARRY MALKIN DEAN TAVOLARIS VITTORIO STORARO, A.I.C. FRED ROOS FRED RUCHS FRANCIS COPPOLA & SORIA COPPOLA FRANCIS COPPOLA
 « OCEANUS WIRECKS » WOODY ALLEN MIA FARROW JULIE KAVNER SUSAN E. MORSE, A.C.E. SANTO LOQUASTO SVEN NYKVIST, A.S.C. ROBERT GREENHUT WOODY ALLEN

© 1989 TOUCHSTONE PICTURES

DISTRIBUTION PAR WARNER BROS. (THUNDERBOLT) INC.

BANCOS ORIGINALE DU FILM SUR DISQUES ET CASSETTES ELEKTRA 11000

TOUCHSTONE PICTURES

كلنا من الأصل

Culture

THÉÂTRE

« Les Amis des amis », de Henry James

Si rares sont les rencontres

L'adaptation pour la scène d'une nouvelle d'Henry James sur le thème du rendez-vous manqué. Insolite et touchant.

« Hasard : aventure par laquelle on trouve fortuitement une personne ». C'est la définition que donne Bachelard du mot « rencontre » dans son célèbre Dictionnaire national.

Nature, vivre, donner la vie, exercer tel ou tel métier, tout est rencontre. La chose peut-être la plus inépuisable, en ce monde, c'est l'infini des rencontres qui n'ont pas eu lieu. A plus forte raison pour le romancier, cet homme qui ramène à la source, qui ne fait que révéler des rencontres, des non-rencontres, de leurs hasards, de leurs suites.

Un des plus grands romanciers que nous puissions lire, Henry James, se colleait, jour après jour, avec cet ami-ennemi du romancier : le plus grand de la rencontre. Il notait sur des cahiers, des feuilles volantes, toutes les rencontres qui lui passaient sous le nez.

Et c'est sans doute par une obsession des rencontres, par un manque de rencontres réelles dans sa solitude

d'écrivain, qu'il ressentit un jour l'envie irrépressible de créer des pièces de théâtre. Il faisait la rencontre de directeurs de théâtre, de machinistes, d'actrices et d'acteurs, la rencontre d'un public moins absent que celui des lecteurs de romans.

C'était dans les années 1890, par là. Henry James était célèbre, il avait publié déjà des chefs-d'œuvre comme *Daisy Miller*, *Un portrait de femme*, *Les Papiers d'Aspern*.

Mais voilà qu'il rencontre le théâtre. A son frère William, il écrit le 6 février 1891 : « J'ai enfin le sentiment d'avoir trouvé mon expression authentique, celle de laquelle le petit art discret de la fiction, tel que je l'ai pratiqué, n'a été pour moi qu'un pauvre substitut, limité ».

Il va suffire d'un échec (le ratage de sa pièce *Guy Domville*) pour que James admette : « Il se peut que je sois fait pour le drame — Dieu seul le sait — mais certainement pas pour le théâtre ».

Et, avant de donner, en trois ans (1902, 1903, 1904) les trois incommensurables moments de l'art du roman : *Les Altes de la colombe*, *Les Ambassadeurs*, *La Coupe d'or* (traduits en français chez Robert Lafont), Henry James va méditer sur

ses échecs de rencontres avec les acteurs ou les spectateurs en écrivant une très étrange et belle nouvelle : *Les Amis des amis*. Le propos de cette nouvelle est la non-rencontre. Une mise de gens, une foule d'amis, et d'amis d'amis, font des plans et des plans pour organiser la rencontre d'une femme et d'un homme dont tout le monde croit qu'ils doivent s'entendre. Or tous les rendez-vous sont manqués, et cela durant des années, au point que cette femme, cet homme, finissent par dire à leurs amis qu'une rencontre, désormais, deviendrait grotesque.

Un jour, juste en restaurant d'une ultime tentative de rencontre qu'elle avait malgré tout acceptée, et qui a échoué comme les autres, la jeune femme meurt subitement. Et c'est à partir de ce moment que l'histoire, irrésistiblement, se met à partager la vie de cette femme, si l'on peut dire. Se sent, se vit, entièrement habité par la mort, les amis comme les jours.

Si génial soit-il, Henry James n'était pas toujours « maître » de ses rencontres. Par exemple, il rencontre en 1880, à Florence, une jeune romancière, Constance Cooper (elle était la nièce de Féminisme Cooper, l'auteur de *Le Dernier des Mohicans*). James était un homme qui s'enflam-

maît de préférence pour les garçons. En Constance Cooper, il vit une remarquable amie. Il écrit chez elle *Les Papiers d'Aspern*. Les années passent. Et, parce qu'elle ressentait, pour sa part, que la « rencontre » ne s'accomplissait pas, Constance Cooper se tua, en 1894, à Venise.

En revanche, il semble probable que le prodigieux renouveau de l'art de James, à soixante ans, avec les trois grands livres de 1902-1904, doive quelque chose à la rencontre, partagée celle-là, à Rome, d'un beau sculpteur, Hendrick Andersen.

Par curiosité, on par amitié pour Henry James, on par vice, par manie du théâtre, il faut aller voir l'adaptation dramatique de la nouvelle *Les Amis des amis* donnée actuellement au Théâtre Marie-Stuart. C'est insolite, c'est rare si l'on veut, c'est touchant. Il y a Claude Anfrère, un acteur d'une finesse rare. Dans son beau livre, *Henry James, le champ du regard*, qui vient de paraître à la Table ronde, Laurence Vesa dit que le théâtre ne peut pas « projeter » l'art de James, « sa qualité presque tactile comme et ses antennes fro- laient les êtres ».

MICHEL COURNOT.
* Théâtre Marie-Stuart. Tél. : 45-08-17-80.

MUSIQUE

Ouverture du Festival de Paris

Zarzuela, opéra et flamenco

Le Festival de Paris, que dirige

Jean-Albert Cartier, marque chaque année « une étape de plus dans cet apprentissage mutuel auquel nous convie l'Europe », ainsi que le dit M. Racine, directeur des affaires culturelles de la capitale.

Mercredi, au Théâtre des Champs-Élysées, c'est l'Orchestre national des jeunes musiciens espagnols qui a donné le coup d'envoi du deuxième Festival, consacré à l'Espagne (après l'Italie l'an dernier), en présence de M. Jorge Semprun, ministre de la culture de ce pays.

Le programme était, hélas ! bien déconcertant. L'admirable intermède des *Goyescas*, de Granados, si méditatif et douloureux, est le contraire d'une ouverture. On s'interrogeait ensuite sur la présence du *Concerto pour sept instruments* de Vivaldi, du Suisse Frank Martin, sinon que cette œuvre de 1950, vigoureuse et claire, mettait en valeur les excellents chefs de pépi-

tres des bois et des cuivres de l'orchestre.

Les *Éléphants ivres*, de Luis de Pablo, d'une écriture embrouillée, ne semblaient guère non plus à leur place en ce premier jour officiel, et il fallait attendre le *Tricorne*, de Falla, dans la version intégrale du ballet, pour apprécier enfin les brillantes qualités de cet ensemble jeune, parfaitement entraîné par Edmond Colomer ; avec quelle force il faisait revivre une musique fringante, irrésistible de charme, d'entraîn et d'humour, dont l'écriture prodigieuse égale celle d'un Ravel ou d'un Stravinsky !

Quelques chiffres situeraient l'importance de ces manifestations : le budget total est de 22 millions de francs, couvert en partie par les subventions de la Ville de Paris (10 millions), des ministères de la culture espagnole (2,3 millions) et français, ainsi que de divers mécènes.

JACQUES LONCHAMPT.

* Renseignements : 38, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris. Tél. : 40-21-99-07.

* Notre prochain supplément « Arts-Spectacles » consacrera quatre pages à ce festival (mercredi 24, jeudi 25).

VARIETES

I Muvrini au Théâtre de la Ville

La Corse retrouvée

I Muvrini demeure le groupe phare de la musique traditionnelle corse.

I Muvrini, en langue corse, signifient les moutons, ces animaux qui vivent en liberté dans les montagnes. Formé il y a plus de dix ans à Tuglie-Isulaccia, un village à quarante kilomètres de Bastia, le groupe a travaillé à partir d'une tradition orale encore vivace, notamment du chant polyphonique de la *paghjella*, autrefois improvisé à cappella au hasard des veillées et des foires de villages. I Muvrini a su collecter les chansons anciennes, s'ouvrir à d'autres traditions méditerranéennes comme la polyphonie de Sardaigne, et plus largement au folk-song d'aujourd'hui, celui du Catalan Luis Llach par exemple et du Guinéen Mory Kanté avec qui les musiciens corses ont donné des concerts. Car I Muvrini est un groupe mixte s'appuyant sur les techniques traditionnelles et aussi sur l'instrumentation d'une formation moderne.

Le travail effectué par I Muvrini est exemplaire et se compare avec bonheur aux entreprises réussies en Irlande et en Sicile : maintenir vivante une musique populaire en l'adaptant, en la modernisant, en l'enrichissant d'apports nouveaux pour ne pas se retrouver au bout du chemin avec une pièce folklorique de musée. Tout un patrimoine méconnu sur le continent — comme *Barbara Fortuna*, un chant d'exilé remontant au onzième siècle à l'époque où les Génois étaient les maîtres de l'île — réapparaît ainsi avec des voix

qui s'épousent, s'entremêlent. Tout une façon d'être, d'aimer, de crier sa douleur et sa joie, jaillit dans des mélodies au mouvement large. Mais I Muvrini ne se contente pas de perpétuer la tradition. Plus de la moitié du répertoire du groupe est à présent constitué de chansons imaginées, toujours en langue corse, par son chef Jean-François Bernardini, es qui sont aussi éloignées de la carte postale que du militantisme. Simplement, elles sont enracinées dans la culture de l'île.

I Muvrini a publié à ce jour neuf albums et a collaboré au dernier disque de Jacques Dutronc. Le groupe se produit pour deux fois d'après-midi au Théâtre de la Ville.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Vendredi 19 et samedi 20 mai, 18 h 30. Tél. : 42-74-72-77.

ATHENÉE LOUIS JOUVET

QUARTETT

de HEINER MÜLLER

EVLYNE DIDI • YANN COLLETTE

JEAN-LOUIS MARTINELLI

doct. PAUL HICKIN

Il sont cruels, cyniques et coquins. Et c'est magnifique. A ne manquer sous aucun prétexte. A cause d'une mise en scène de la jouissance qui fait braver l'intelligence. — LIBERATION

47 42 67 17 AGENCES ENAD CAUSIS 0815 BILLET

Vaux-le-Vicomte

Exceptionnellement la visite du château éclairé aux chandelles n'aura pas lieu le samedi 20 mai et sera reportée au dimanche 21 mai (20 h jusqu'à 23 h).

VAUX-LE-VICOMTE - 77950 MAINCY

Tél. : (1) 60-66-97-09

PRIX JACQUES GAUTIER

L'Association des Amis de Jacques Gautier et Andrée Gautier

organisent un concours ouvert aux jeunes créateurs de bijoux contemporains.

Date limite de dépôt : 31 mai 1989 à la Galerie Jacques Gautier, 36, rue Jacob, 75006 Paris - 42-60-84-33.

Une lettre du directeur du théâtre

Création dramatique, politique et argent

Après la publication de notre compte-rendu de la troisième Nuit des Molières (le Monde du 9 mai dernier), nous avons reçu de M. Bernard Dort, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, les précisions suivantes :

« Je ne crois pas que l'on puisse accuser, comme vous le faites, Jack Lang de se désintéresser de ses « anciens compagnons de théâtre depuis sa prise de fonction au printemps de l'année dernière ». En 1989, le budget de la direction du théâtre et des spectacles a connu une augmentation de près de 100 millions de francs pour les crédits de fonctionnement (soit environ 11 %) et de 17 millions de francs pour les crédits d'équipement (soit plus de 20 %). C'est la première fois depuis cinq ans que ce budget bénéficie d'un tel accroissement (...).

« D'autre part, vous n'êtes pas sans savoir que, au cours de ces derniers mois, M. le ministre a reçu lui-même, et à maintes reprises, des professionnels du théâtre et s'est entretenu avec eux, le plus librement et le plus largement possible, des problèmes qui les préoccupent. Il en a été de même à tous les niveaux du ministère, au cabinet comme à la direction du théâtre. Depuis octobre dernier, je n'ai pas cessé, quant à moi, d'avoir, avec ces professionnels, des entretiens permanents ou de larges conversations avec leurs représentants syndicaux, dans toutes les branches. Le nombre de mes interlocuteurs doit aujourd'hui dépasser la centaine.

« J'avoue que lorsque vous écrivez que « personnes dans l'entourage de Jack Lang ne s'est attaqué depuis un an aux dossiers en suspens », je ne puis y reconnaître le travail que nous menons ici. Non seulement les dossiers en suspens sont évidemment l'objet de nos préoccupations (au niveau de la répartition des crédits, des choix significatifs ont été faits), mais encore j'ai eu

le souci d'amorcer une réflexion d'ensemble sur l'état du théâtre. Cette réflexion, qui porte sur la décentralisation, les compagnies et les établissements d'action culturelle, a été le fait de plusieurs chantiers internes à ma direction. Elle devrait se prolonger et s'accomplir par une concertation avec la profession dans les prochains semaines (...). J'ajoute qu'en ce domaine toute décision peu réfléchie, non concertée, serait prématurée, et sans doute dangereuse, précisément parce que la profession théâtrale, et comme vous le dites d'une façon certainement excessive, « morcelée et divisée », ses structures étant « obsolètes » et ses « modes de financement dépassés ». Mais rassurez-vous, M. le ministre formulera bientôt des propositions de réforme.

« Là où votre article touche à la fiction, c'est quand vous écrivez que « la seule décision du ministère fut de geler un réajustement des moyens d'action de la plupart des professionnels ». Je ne vois décidément pas ce à quoi vous faites allusion. Les crédits de ma direction, en augmentation, ont été distribués. Ils n'ont été ni réajustés ni employés à d'autres fins. Je vous signale en outre qu'il n'est que la direction du théâtre pour avoir échappé aux mesures de gel des crédits qui ont affecté notre ministère comme plusieurs autres pour la constitution d'un fonds de régulation budgétaire. Cette « seule décision » n'aurait donc, bizarrement, inconnu.

« Je conviens, certes, que la profession théâtrale ait des motifs d'inquiétude. Ceux-ci viennent de loin, sont complexes et valent d'être pris en compte. Je regrette simplement que vous en attribuez la responsabilité à un ministre et à ses services dont je puis vous assurer qu'ils sont aussi attentifs au théâtre que par le passé. Et que, pour ce faire, vous usiez d'informations imaginaires. »

BERNARD DORT.

par ailleurs la somme qu'aurait demandée il y a peu Giorgio Strehler pour continuer sa mission à la tête du seul Théâtre d'Europe à l'Odéon l'an prochain. On mesure dans quelle impasse se trouve Bernard Dort lors de l'élaboration du budget 1990 et les moyens de la direction du théâtre ne sont pas considérablement accrus.

L'inquiétude de tous les créateurs est encore renforcée par le fait que le théâtre est la seule discipline qui n'ait pas fait l'objet, depuis le printemps dernier, d'une seule communication officielle de Jack Lang, qui a pourtant multiplié les déclarations et les décisions sur la musique — à propos, surtout, de la pénible affaire de l'Opéra-Bastille. — la danse, les arts et le cinéma. Prenons acte de l'annonce prochaine de « propositions de réforme » de Jack Lang. Rappelons toutefois qu'il les avait lui-même promises pour le mois d'avril dernier et qu'elles n'ont toujours pas été formulées. C'est la raison de cette « inquiétude des professionnels » que Bernard Dort ne conteste pas. — O. S.

LETTRES

Les éditeurs à la Porte de Versailles

Un Salon flottant

(Suite de la première page.)

N'est-ce pas faire sortir la lecture de son ghetto littéraire et se donner les chances de découvrir enfin ces nouveaux lecteurs que tout écrivain, tout éditeur, appelle de ses vœux ?

De côté des pessimistes, on qualifie volontiers ces arguments de démagogiques. Et l'on craint que les vrais lecteurs — ceux qui participent autrefois aux fêtes du Grand Palais, venaient rencontrer les auteurs, trouvaient des titres rares ou cherchaient leur miel dans l'exécration de papier empilé qui leur était proposée — ne soient désormais chassés par les ramasseurs de prospectus et les collectionneurs de gadgets publicitaires en tout genre.

Parallèlement, quelques-uns ont décidé de rester à la maison : Fayard, Albin Michel, Balland n'ont pas de stand cette année. D'autres ont simplement réajusté leur surface d'exposition. Certains ne présentent que des livres de poche — « Les autres nous sont trop souvent volés », — d'autres ont renoncé à exposer l'ensemble de leur fonds pour ne s'en tenir qu'aux seuls nouveautés. D'autres enfin, prestige et politique de présence obligent, ont fait le même effort que l'an dernier mais en traitant les pieds et en promettant hautement de ne pas recommencer si le neuvième Salon devait présenter les mêmes caractères que le huitième.

Une petite révolution des mentalités

Les dirigeants du SNE sont conscients de ce mécontentement. Ils ont fait beaucoup d'efforts cette année pour essayer de rendre plus accueillant le pavillon rébarbatif de la porte de Versailles. On n'a pas lésiné sur la verdure, sur les jets d'eau, sur la signalisation. L'OIP (Organisation, Idées, Promotion), qui assure la logistique du Salon, a cherché des solutions pour valoir le sentiment d'étouffement et d'enfermement. Cela suffira-t-il ? C'est le public qui, jusqu'à la fermeture, le 25 mai, va apporter la réponse.

Qu'il vienne plus nombreux que l'an dernier, qu'il participe aux innombrables manifestations qui lui sont proposées, qu'il achète des livres et ne se contente pas d'accumuler les ballons ou les marque-page, et les plus réticents devront rendre les armes et admettre que le livre, au prix d'une petite révolution des mentalités, peut avoir sa fête à défaut de Salon. Que le lecteur boude, que les frais engagés par les éditeurs pour ce Salon ne soient pas compensés par des ventes suffi-

santes, que le sentiment s'installe que cette réunion annuelle n'est qu'un marché, et il faudra bien chercher de nouvelles solutions pour que l'édition retrouve le goût de sa fête.

Les éditeurs allemands, eux, n'ont pas ces états d'âme. Invités pour la première fois au Salon de Paris, ils sont venus en force — 560 maisons sont représentées, 22 auteurs ont fait le déplacement — avec un sens de la rigueur et de l'organisation qui a fait merveille. M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, accompagné de son homologue français, M. Roland Dumas, et de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a pu se rendre compte, dès le premier jour, des résultats spectaculaires de cette mobilisation éditoriale germanique.

Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui devait initialement inaugurer ce Salon, en a été privé, par M. François Mitterrand lui-même. En faisant une conférence de presse juste après-midi, le président de la République, pourtant grand amateur d'écriture et de lecture, a, en effet, contraint M. Rocard à repousser de quelques heures son apparition à la porte de Versailles. De même coup, l'inauguration officielle devenait « une visite de courtoisie privée ».

Peut-être n'a pas empêché quelques manifestations discrètes mais inconnues, celles des bibliothécaires, par exemple, qui réclament un nouveau statut et une revalorisation de leurs salaires ; celle, aussi, d'écrivains qui entendent protester contre une aberration de notre législation en matière de liberté de l'édition : cet article 14 de la loi du 19 juillet 1949, toujours en vigueur malgré les promesses répétées de plusieurs et qui peut permettre d'interdire, en fait, sur simple décision de police, des « publications de toutes natures ».

PIERRE LEPAPE.

« Le Monde » au Salon du Livre

Signatures sur le stand du Monde :

Plante, pour son album : *Ouverture* en 1890, le samedi 20 mai, de 15 heures à 18 heures.

Sergueï, pour son album : *Et pourtant elle tourne*, le mercredi 24 mai, de 20 heures à 22 heures.

Claude Sarrault, pour son livre : *Morven cop*, le dimanche 21 mai, de 15 heures à 18 heures.

Stand B 81, Paris, porte de Versailles, hall 7, niveau 3.

Centre dramatique de La Courneuve

LES NUITS DU HIBOU

d'après Noël de la Beauce et L'écluse de Henri

Adaptation et mise en scène de Olivier Dier

du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai

jeu, ven, sam. à 20 h 45 - dim. à 16 h 30

Centre culturel Jean-Hoodremont La Courneuve

Lac 48 36 11 44 et 3 Fax

Le Carnet du Monde

Décès

— Anzillac.
M^{me} Jean Alric,
sa femme,
Jacques et Sylvia Alric,
Jean-Pierre et Claude Alric,
Catherine et Michel Tonnellon,
Paul et Florence Alric,
Jean-Guillaume et Margot Alric,
Louis-Antoine et Justine Alric,
Christine et Michaël Martin,
Isabelle Alric,
ses enfants.

Corine, Elisabeth, Matthieu et Anne Alric,
Valérie et Jean-Baptiste Alric,
Stéphane et Nicolas Tonnellon,
Clotilde et Pauline Alric,
Hugues, Noémie et Léa Alric,
Delphine, Julien et Arthur Alric,
Matthew et Julie Martin,
Mathilde et Aurélie Trubert,
ses petits-enfants,
Valérie Baptista,
son arrière-petit-fils.

Les familles Alric, Aguttes, Cerns,
Trajillo, Fonteneau, Micelli,
ses belles-sœurs et beaux-frères, ses
neveux, nièces, cousins, cousines, alliés
Et toute la famille,
font part du deuil à Dieu de

Jean ALRIC,

le 17 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-
deux ans.

Les obsèques seront célébrées le
samedi 20 mai, à 10 h 30, en l'église du
Sacré-Cœur, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale au cimetière d'Ytrac.

Priez pour lui.

Pas de condoléances.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

2, avenue de la Liberté,
15000 Aurillac.

— André Bletterie,
Jacques et Catherine,
Pierre et Muriel,
Claire et Pierre,
ses enfants,
Florina, Clélia et Camille,
ses petits-enfants,
Marie Bletterie,
sa mère,
André et Berthe Lhermet,
ses beaux-parents,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

René BLETTERIE,

survenu le 18 mai 1989, à l'âge de
cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 22 mai, en l'église de Boussey-
Saint-Antoine (Essonne), à 16 heures,
suivie de l'inhumation au cimetière
local.

Un registre de signatures tiendra lieu
de condoléances.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs
ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Que la richesse de sa vie nour-
risse les nôtres. »

15, résidence Jarcy,
91480 Quincy-sous-Sénart.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M^{me} Pierre BONNASSE,

survenu subitement le 16 mai 1989, à
Paris-17.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 22 mai, à 16 heures, en l'église
Saint-Ferdinand des Terres, 27, rue
d'Armaillé, Paris-17.

L'inhumation aura lieu au cimetière
nouveau de Neuilly-sur-Seine (boule-
vard circulaire, sortie n° 7).

11, avenue de Verzy,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Michel Thoyer-Rozat,
M^{me} Philippe Hallé,
M^{me} Christine Poirat-Delpach,
M. et M^{me} Peter Nowak
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Bouilloux-Lafont
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Borgeaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Thoyer-Rozat
et leurs enfants,
M. Patrice Hallé,
M. et M^{me} Pascal Hallé,
M^{me} Claudine Hallé,
M. François Hallé,
M. Matthieu Poirat-Delpach,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert KULA,

survenu le 18 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
dans l'intimité le mercredi 24 mai, en
l'église Notre-Dame-des-Champs de
Maffliers (Val-d'Oise), suivie de l'inhu-
mation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue de Liège,
75006 Paris.

(Lire ci-contre.)

— M. Joël Nuffer,
M. et M^{me} André Aubin,
M^{me} Marie Aubin,
M. Cyril Aubin,
Les familles Lienard, Nuffer, Barbier
et Carrière,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Raymond NUFFER,

survenue le 16 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année, à Bondy (Seine-
Saint-Denis).

La cérémonie religieuse est célébrée
le vendredi 19 mai, en l'église Saint-
Jean-Baptiste de Noy-sous-les-Bois (rue
Dombasle), sa paroisse, suivie d'une
célébration religieuse en l'église Saint-
Charles, de Sainte-Mansoulé
(Marne), le même jour à 14 h 30.

Selon la volonté de la défunte, prière
de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Chaudfontaine (Marne).

11, rue de Douai,
75009 Paris.

16, rue Brantôme, B 6,
75003 Paris.

— M^{me} Maurice Pestel,
M. et M^{me} Bernard Ladrangé
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Thèveard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Olivier Pestel
et leurs enfants,
M. Yves Pestel,
M^{me} Marcel Brule,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 22 mai, à 15 heures, en l'église
de Barneville-le-Bertran, Houffleur (Cal-
vados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— Le docteur Paul Fleury,
président,
Et le conseil d'administration de
l'Association générale des médecins de
France
ont le regret de faire part du décès de
son président d'honneur, le

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu à 15 heures,
le lundi 22 mai, à Barneville-le-Bertran,
Houffleur (Calvados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— M^{me} Théodore Strawinsky,
M. et M^{me} Michel Jellachitch,
M^{me} Marie Jellachitch,
M. et M^{me} Sébastien Strawinsky,
M^{me} André Marion,
Ainsi que les familles parentes et
amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Théodore STRAWINSKY,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La messe de sépulture sera célébrée
le samedi 20 mai, à 11 heures, en l'église
catholique d'Hermance (Genève).

L'inhumation aura lieu le lundi
22 mai, à 16 heures, au cimetière russe
de Sainte-Genève-des-Bains (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au
Foyer Handicap, CCP 12 9296 5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes

— Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'inten-
tion à la messe qui sera célébrée pour le
vingt-troisième anniversaire de son
décès, le vendredi 26 mai 1989, à
10 h 30, en l'église de la Madeleine,
place de la Madeleine, Paris-8.

De la part de
M^{me} Simone Cino del Duca.

Priez pour lui.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M^{me} Pierre BONNASSE,

survenu subitement le 16 mai 1989, à
Paris-17.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 22 mai, à 16 heures, en l'église
Saint-Ferdinand des Terres, 27, rue
d'Armaillé, Paris-17.

L'inhumation aura lieu au cimetière
nouveau de Neuilly-sur-Seine (boule-
vard circulaire, sortie n° 7).

11, avenue de Verzy,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Michel Thoyer-Rozat,
M^{me} Philippe Hallé,
M^{me} Christine Poirat-Delpach,
M. et M^{me} Peter Nowak
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Bouilloux-Lafont
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Borgeaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Thoyer-Rozat
et leurs enfants,
M. Patrice Hallé,
M. et M^{me} Pascal Hallé,
M^{me} Claudine Hallé,
M. François Hallé,
M. Matthieu Poirat-Delpach,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert KULA,

survenu le 18 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
dans l'intimité le mercredi 24 mai, en
l'église Notre-Dame-des-Champs de
Maffliers (Val-d'Oise), suivie de l'inhu-
mation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue de Liège,
75006 Paris.

(Lire ci-contre.)

— M. Joël Nuffer,
M. et M^{me} André Aubin,
M^{me} Marie Aubin,
M. Cyril Aubin,
Les familles Lienard, Nuffer, Barbier
et Carrière,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Raymond NUFFER,

survenue le 16 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année, à Bondy (Seine-
Saint-Denis).

La cérémonie religieuse est célébrée
le vendredi 19 mai, en l'église Saint-
Jean-Baptiste de Noy-sous-les-Bois (rue
Dombasle), sa paroisse, suivie d'une
célébration religieuse en l'église Saint-
Charles, de Sainte-Mansoulé
(Marne), le même jour à 14 h 30.

Selon la volonté de la défunte, prière
de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Chaudfontaine (Marne).

11, rue de Douai,
75009 Paris.

16, rue Brantôme, B 6,
75003 Paris.

— M^{me} Maurice Pestel,
M. et M^{me} Bernard Ladrangé
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Thèveard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Olivier Pestel
et leurs enfants,
M. Yves Pestel,
M^{me} Marcel Brule,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 22 mai, à 15 heures, en l'église
de Barneville-le-Bertran, Houffleur (Cal-
vados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— Le docteur Paul Fleury,
président,
Et le conseil d'administration de
l'Association générale des médecins de
France
ont le regret de faire part du décès de
son président d'honneur, le

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu à 15 heures,
le lundi 22 mai, à Barneville-le-Bertran,
Houffleur (Calvados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— M^{me} Théodore Strawinsky,
M. et M^{me} Michel Jellachitch,
M^{me} Marie Jellachitch,
M. et M^{me} Sébastien Strawinsky,
M^{me} André Marion,
Ainsi que les familles parentes et
amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Théodore STRAWINSKY,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La messe de sépulture sera célébrée
le samedi 20 mai, à 11 heures, en l'église
catholique d'Hermance (Genève).

L'inhumation aura lieu le lundi
22 mai, à 16 heures, au cimetière russe
de Sainte-Genève-des-Bains (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au
Foyer Handicap, CCP 12 9296 5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes

— Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'inten-
tion à la messe qui sera célébrée pour le
vingt-troisième anniversaire de son
décès, le vendredi 26 mai 1989, à
10 h 30, en l'église de la Madeleine,
place de la Madeleine, Paris-8.

De la part de
M^{me} Simone Cino del Duca.

Priez pour lui.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M^{me} Pierre BONNASSE,

survenu subitement le 16 mai 1989, à
Paris-17.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 22 mai, à 16 heures, en l'église
Saint-Ferdinand des Terres, 27, rue
d'Armaillé, Paris-17.

L'inhumation aura lieu au cimetière
nouveau de Neuilly-sur-Seine (boule-
vard circulaire, sortie n° 7).

11, avenue de Verzy,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Michel Thoyer-Rozat,
M^{me} Philippe Hallé,
M^{me} Christine Poirat-Delpach,
M. et M^{me} Peter Nowak
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Bouilloux-Lafont
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Borgeaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Thoyer-Rozat
et leurs enfants,
M. Patrice Hallé,
M. et M^{me} Pascal Hallé,
M^{me} Claudine Hallé,
M. François Hallé,
M. Matthieu Poirat-Delpach,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert KULA,

survenu le 18 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
dans l'intimité le mercredi 24 mai, en
l'église Notre-Dame-des-Champs de
Maffliers (Val-d'Oise), suivie de l'inhu-
mation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue de Liège,
75006 Paris.

(Lire ci-contre.)

— M. Joël Nuffer,
M. et M^{me} André Aubin,
M^{me} Marie Aubin,
M. Cyril Aubin,
Les familles Lienard, Nuffer, Barbier
et Carrière,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Raymond NUFFER,

survenue le 16 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année, à Bondy (Seine-
Saint-Denis).

La cérémonie religieuse est célébrée
le vendredi 19 mai, en l'église Saint-
Jean-Baptiste de Noy-sous-les-Bois (rue
Dombasle), sa paroisse, suivie d'une
célébration religieuse en l'église Saint-
Charles, de Sainte-Mansoulé
(Marne), le même jour à 14 h 30.

Selon la volonté de la défunte, prière
de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Chaudfontaine (Marne).

11, rue de Douai,
75009 Paris.

16, rue Brantôme, B 6,
75003 Paris.

— M^{me} Maurice Pestel,
M. et M^{me} Bernard Ladrangé
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Thèveard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Olivier Pestel
et leurs enfants,
M. Yves Pestel,
M^{me} Marcel Brule,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 22 mai, à 15 heures, en l'église
de Barneville-le-Bertran, Houffleur (Cal-
vados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— Le docteur Paul Fleury,
président,
Et le conseil d'administration de
l'Association générale des médecins de
France
ont le regret de faire part du décès de
son président d'honneur, le

docteur Maurice PESTEL,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu à 15 heures,
le lundi 22 mai, à Barneville-le-Bertran,
Houffleur (Calvados).

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

— M^{me} Théodore Strawinsky,
M. et M^{me} Michel Jellachitch,
M^{me} Marie Jellachitch,
M. et M^{me} Sébastien Strawinsky,
M^{me} André Marion,
Ainsi que les familles parentes et
amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Théodore STRAWINSKY,

survenu le 18 mai 1989, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La messe de sépulture sera célébrée
le samedi 20 mai, à 11 heures, en l'église
catholique d'Hermance (Genève).

L'inhumation aura lieu le lundi
22 mai, à 16 heures, au cimetière russe
de Sainte-Genève-des-Bains (Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au
Foyer Handicap, CCP 12 9296 5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes

— Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'inten-
tion à la messe qui sera célébrée pour le
vingt-troisième anniversaire de son
décès, le vendredi 26 mai 1989, à
10 h 30, en l'église de la Madeleine,
place de la Madeleine, Paris-8.

De la part de
M^{me} Simone Cino del Duca.

Priez pour lui.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M^{me} Pierre BONNASSE,

survenu subitement le 16 mai 1989, à
Paris-17.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 22 mai, à 16 heures, en l'église
Saint-Ferdinand des Terres, 27, rue
d'Armaillé, Paris-17.

L'inhumation aura lieu au cimetière
nouveau de Neuilly-sur-Seine (boule-
vard circulaire, sortie n° 7).

11, avenue de Verzy,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Michel Thoyer-Rozat,
M^{me} Philippe Hallé,
M^{me} Christine Poirat-Delpach,
M. et M^{me} Peter Nowak
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Bouilloux-Lafont
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Borgeaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Thoyer-Rozat
et leurs enfants,
M. Patrice Hallé,
M. et M^{me} Pascal Hallé,
M^{me} Claudine Hallé,
M. François Hallé,
M. Matthieu Poirat-Delpach,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert KULA,

survenu le 18 mai 1989, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
dans l'intimité le mercredi 24 mai, en
l'église Notre-Dame

Communication

La ruée des télévisions francophones vers le continent africain

La banque d'images de Canal France International

Voilà donc enfin lancé Canal France International - CFI - plus d'un an après son annonce quelque peu précipitée par le premier ministre d'alors, M. Jacques Chirac, ainsi que son ministre de la coopération, M. Aurillac, véritable initiateur du projet. Voilà donc enfin sur satellite - le canal d'Intelsat V était loué depuis avril 1988 - ces images promises aux pays francophones d'Afrique, plus exactement à leurs télévisions publiques, puisque ce sont elles les principales destinataires. Car CFI n'est pas une chaîne comme les autres. Ce n'est pas un programme de plus déversé sur l'Afrique et imposé dans sa globalité. C'est une banque d'images, aux modules aisément intégrables dans n'importe quelle grille, destinées à alimenter et enrichir les programmations des chaînes nationales.

Équipées d'un matériel de réception de ces quatre heures quotidiennes d'images - matériel offert par le ministère français de la coopé-

ration (30 millions de francs pour 1989) - les télévisions choisissent donc les programmes les plus susceptibles d'intéresser leur public, complètent de commentaires personnalisés les éléments bruts d'information également fournis, avant de les rediffuser par la voie hertzienne sur leur propre territoire.

Fort demande

La formule dissuade les velléités de détournement du satellite pour des particuliers, les responsables locaux de CFI n'excluant d'ailleurs pas un prochain cryptage de signal. « Notre idée est de travailler en partenariat avec les télévisions africaines, surtout pas de les concurrencer », souligne le PDG de CFI, M. Fouad Ben Halla, initiateur d'un comité consultatif de programmation incluant des représentants de pays concernés.

L'initiative plaît d'ailleurs aux Africains, soucieux de n'être pas

uniquement passifs, et rêvant même d'être associés à des coproductions et de voir un jour leurs propres produits diffusés vers d'autres pays d'Afrique, peut-être même en Europe. Mais la demande d'images est forte et les pays attendent avec impatience leur équipement de réception. Après la Côte d'Ivoire et le Sénégal depuis peu desservis, le Gabon et le Cameroun doivent sans tarder recevoir les images de CFI, un échéancier sur deux ans prévoyant l'extension du service à près de vingt-cinq pays africains.

La source des programmes ainsi proposés ? Des achats effectués à bas prix sur le marché par l'équipe de CFI (films de cinéma, documentaires...) et les apports de différentes chaînes (Antenne 2 en particulier avec « Apostrophes », le « Grand Échiquier » ou « Champs-Élysées », au titre de la diffusion culturelle prévue dans les cahiers des charges. Le budget limité de CFI (51 millions de francs du mini-

moins impérialiste la volonté d'armer l'Afrique d'images sans lui proposer le moindre échange ou la moindre contrepartie.

Cette réserve, le ministre de la francophonie la partage. « Lancer TV 5 Afrique aujourd'hui, laissait entendre dans l'entourage de M. Alain Decaux, chargé en mars dernier par M. Michel Rocard de coordonner l'action télévisuelle extérieure, risquerait de dérouter nos partenaires africains. Alors, préférons l'avenir et étudions bien la complémentarité des deux projets. »

L'annui, c'est que la décision de lancer ou non TV 5 Afrique ne dépend pas de la France seule, mais des conclusions du sommet de Dakar qui réunira du 23 au 25 mai les chefs d'Etat et de gouvernement d'environ cinquante pays francophones.

Lancée à la hâte en janvier 1984, TV 5 n'était au départ qu'une « vitrine » pour l'Europe des télévisions francophones (1), dont elle rediffuse, par satellite, une sélection des meilleures émissions. En septembre 1988, TV 5 Québec-Canada démarrait à Montréal grâce à l'extension sur le continent nord-américain de la chaîne européenne. TV 5 Afrique se situait dans ce prolongement-là. Il utilisait, quatre heures par jour, le même satellite que CFI (et, par conséquent, les mêmes antennes réceptrices) et fonctionnerait selon les mêmes prin-

cipes une banque de programmes dans laquelle les télévisions africaines pourraient librement puiser.

Au départ, TV 5 Afrique s'appuierait essentiellement sur la grille de TV 5 Europe, enrichie d'une trentaine de minutes quotidiennes de programmes africains. Cette proportion pourrait s'accroître avec le temps et l'aide de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui a créé un programme d'aide à la production radiophonique et audiovisuelle à destination des pays du Sud.

« Ainsi présenté, ce projet n'est pas directement concurrent de CFI », plaide M. Robert Wangermée, vice-président de TV 5 Europe et président du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique. Il est vrai que les partenaires de la France dans TV 5 - Canada et Québec en tête - n'ont aucune envie de renoncer à leur projet africain, et surtout pour un concurrent auquel ils ne sont pas associés. Le sommet de Dakar pourrait donc réserver des surprises et obliger la France à mettre de l'ordre chez elle.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

(1) TF 1, A 2, FR 3, la RTBF belge, la SSR suisse et, depuis 1986, le Consortium Québec-Canada.

● Liberté de la presse. - La place de l'Hôtel-de-Ville de Paris accueillera jusqu'au 22 mai l'exposition sur « Le bicentenaire de la liberté de la presse » (le Monde du 25 avril et du 3 mai). Réalisée par Christian Bailly, fondateur du Musée de la presse, à l'initiative du Syndicat de la presse parisienne (SPP), cette exposition montre, parmi de nombreux documents, une imprimérie de 1789 reconstituée à l'identique. Les quotidiens adhérents du SPP publient à cette occasion un journal à dix-sept voix. Entrée gratuite de 10 heures à 20 heures.

● Les salariés de la BBC demandent la démission de leurs dirigeants. - Le conflit opposant salariés et dirigeants de la BBC ne s'apaise pas. Le syndicat des journalistes et celui des personnels de l'audiovisuel de la BBC ont demandé, mardi 16 mai, la démission du président de la société britannique, M. Marmaduke Hussey, et celle de son directeur général, M. Michael Checkland. Douze mille des vingt-huit mille employés de la BBC avaient déjà cessé le travail la semaine dernière, pendant deux jours, pour réclamer une augmentation des salaires de 10 % alors que la direction refusait de revenir sur son offre de 7 %. L'intersyndicale de la BBC a annoncé

son intention d'organiser une série de grèves surprises de vingt-quatre heures afin d'appuyer ses revendications.

● Hachette lance Elle Québec. - Le groupe Hachette va lancer le 15 août prochain à Montréal et dans les principales villes du Canada une édition canadienne française de Elle. Elle Québec, quinzième version du célèbre magazine féminin à travers le monde, sera éditée par les publications Téliamania Hachette Inc., nouvelle maison d'édition créée dans le cadre d'une entente entre Hachette-presse et le groupe de communication canadien Téliamania, leader sur le marché des magazines au Québec. Elle Québec comportera 160 pages et sera tirée à 60 000 exemplaires la première année.

● Accord entre Maxwell et McGraw-Hill dans les livres éducatifs. - Macmillan, l'éditeur américain racheté par le groupe Maxwell, et le groupe McGraw-Hill, ont décidé de créer une filiale commune consacrée à l'édition de livres scolaires et éducatifs. Dénommée Macmillan/McGraw Hill School Publishing Company, la nouvelle entité, basée à Chicago, devrait réaliser un chiffre d'affaires d'environ 440 millions de dollars.

Les convoitises des chaînes privées

Les acteurs publics ne sont pas seuls à s'intéresser au continent : Canal Plus pour son propre compte, et TF 1 via sa participation de 8 % dans la chaîne privée marocaine 2 M International, démarchent les capitaux africains pour conclure des accords de partenariat.

Basée à Casablanca, 2 M est une chaîne cryptée à majorité marocaine, qui émet depuis peu sur le royaume chérifien (le Monde du 8 mai). Elle souhaite relayer par satellite son programme arabophone et francophone vers les principales métropoles d'Afrique de l'Ouest, mais aussi vers les réseaux câblés européens.

De son côté, Canal Plus Afrique, filiale à 100 % de la chaîne française, poursuit les contacts noués depuis début 1988 par Hervé Bourges et Fouad Ben Halla, partie rejoindre l'un RMC et l'autre Canal France International. Canal Plus souhaite être partenaire minoritaire dans l'exploitation de sociétés africaines utilisant son programme crypté français et l'enrichissant de productions locales ou achetées.

Pau avancée au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun, ces projets sont au point mort en Algérie depuis les événements de l'automne dernier. Tunisie et Gabon sont donc les priorités de Canal Plus Afrique, même si un démarrage n'est envisagé au plus tôt qu'en 1990.

Au Gabon, un tour de table réunissant Canal Plus, la société française (SCOA), et des intérêts majoritaires gabonais proches du président Bongo envisage le remplacement de Télé Afrique, la troisième chaîne gabonaise, par Canal Plus Gabon.

En Tunisie, un dossier appuyé sur une étude de faisabilité positive a été présenté aux autorités. A un prix de 15 dinars par mois (environ 120 francs), Canal Plus Tunisie pourrait espérer toucher cent mille abonnés en cinq ans, si elle dispose de fréquences hertziennes appropriées. La société exploitante prendrait l'engagement, dès l'équilibre économique atteint, de réinvestir une partie de ses bénéfices dans la production locale.

M. C. L.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

40 ANS DE LIBERTÉ
LE DROIT ET LE FAIT
REDECouvrez
LA CITOYENNETÉ

NATHAN
Le Monde

LA FRANCE
LIBRE

Le Monde
NUMERO HORS-SERIE
FESTIVAL DE CANNES 1989

CINÉMA
&
LIBERTÉS

25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MEDIASPOUVOIRS

N° 14
TÉLÉVISIONS EN MUTATION
Michel SOUCHON et Alain Le DIBERDER
► DES PUBLICS INSEPARABLES
Nathalie COSTE-CERDAN
► COUPURES PUBLICITAIRES :
FAUX DÉBATS ET VRAIS ENJEUX
Dominique WOLTON
► POURQUOI UNE TÉLÉVISION PUBLIQUE ?
Michel SOUCHON
► QU'ATTEND LE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION
ET DU SERVICE PUBLIC ?
Pierre MUSSO et Guy PINEAU
► LA TÉLÉVISION
ENTRE L'ÉTAT ET LE MARCHÉ
Jean-Claude SERGEANT
► LA TÉLÉVISION BRITANNIQUE
A L'HEURE DE LA DÉRÈGLEMENTATION
et un entretien avec ROBERT STEPHANE
administrateur général de la RTBF
MEDIASPOUVOIRS : 95 F tél. : 16 (1) 47.23.61.88

LE? LIVRES DES PUF QUEST?ONNENT LE MOND?

10 années de communication publicitaire
des Presses Universitaires de France.

Quelle est la représentation du monde des Presses Universitaires de France ? Quel est leur univers culturel et esthétique ? Quels courants de pensée les ont traversés ? Cet ouvrage, à travers dix années de communication publicitaire analysées par un sémioticien des langages visuels, esquisse le portrait des Presses Universitaires de France.

216 pages et 394 annonces - 39 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Économie

Le 43^e congrès de la CGT

Un risque de décalage sur fond de déclin

SOMMAIRE

■ Les prix ont augmenté de 0,6 % à 0,7 % en avril en France et de 0,7 % aux Etats-Unis (lire ci-dessous). ■ La CGT tient à Montreuil son quarante-troisième congrès fédéral du 21 au 26 mai. Elle maintiendra à sa tête M. Henri Krasucki (lire ci-contre). ■ La suppression du monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture a été accueillie avec réserve par les milieux syndicaux (lire page 31). ■ M. Michel Pecqueur a fait ses adieux à Elf-Aquitaine (lire page 32)

La CGT a dû de nouveau aménager, comme en 1985, le grand hall de son siège à Montreuil (Seine-Saint-Denis) pour accueillir du 21 au 26 mai son quarante-troisième congrès fédéral. Mille délégués — dont deux cent quarante de moins de trente ans — et de nombreuses délégations étrangères sont attendues à ce congrès placé, selon M. François Duteil, secrétaire de la CGT, sous le signe de la jeunesse et du « renforcement ». Mais le principal événement de ces assises sera-t-il qu'elles en seront en apparence dépourvues ? Rien de spectaculaire n'est à attendre en effet puisque, contrairement à la FEN, à la CFDT et à FO, il n'y aura pas de changement de secrétaire général. M. Henri Krasucki, soixante-quatre ans, va être reconduit pour un troisième mandat. Mais de là croire qu'il ne va rien se passer à Montreuil, ce serait aller vite en besogne.

Cette reconduction de M. Krasucki peut être justifiée par quelques points positifs dans le bilan qu'il peut présenter par rapport au précédent congrès de la fin 1985. Dans de nombreuses élections professionnelles — à EDF, à la RATP, aux Charbonnages de France, dans plusieurs usines Renault, aux PTT, etc. — la CGT a enregistré une indéniable remontée de son influence. Aux élections prud'homales de 1987, elle est restée, avec 36,45 % et un demi-point de moins en cinq ans, quasiment stable alors qu'un échec aurait fragilisé M. Krasucki. Mais la centrale n'a fait que récupérer une partie de ses pertes : avec 26,8 % aux élections aux comités d'entreprise de 1987, elle a plus de dix points de moins que dix ans plus tôt.

M. Krasucki peut également mettre à son actif un regain de combativité des salariés. « Les travailleurs se redressent », affirmait-il en janvier 1987 au lendemain des grandes grèves à la SNCF. Mais dans cette grève comme dans les mouvements de l'automne 1988 dans la fonction publique, la CGT est loin d'avoir eu partout la maîtrise des actions engagées. Si elle a joué un rôle actif dans la grève des infirmières, elle a dû compter surtout avec la présence à leur tête des « coordinations ».

Les vingt et une journées nationales d'action qu'elle a organisées depuis la fin novembre 1985 n'ont souvent eu que peu d'échos, à l'exception de la manifestation parisienne du 22 mars 1987 sur la Sécurité sociale où elle a réussi à faire défiler deux cent mille personnes. La CGT n'a pas pu coordonner véritablement le mécontentement des salariés ni organiser la « contre-offensive du monde du travail » que M. Krasucki annonce depuis août 1986.

Autorité à l'éclipse

A plusieurs reprises, M. Krasucki a paru asséoir son autorité sur sa centrale au point de présenter ses idées sur le « syndicalisme moderne » dans un livre au printemps 1987. Il a essayé de camper sur une ligne « médiane » entre les deux camps et ceux qui souhaitent une plus grande ouverture. Mais cette autorité est apparue à l'éclipse et il a souvent semblé être placé sous la surveillance de la direction du PCF. Et les éléments négatifs dans le bilan de M. Krasucki ne sont pas minces. Dans une France très sous-syndicalisée, la CGT est toujours la première mais elle comptait officiellement en 1987 1 030 843 adhérents dont 797 662 actifs. De 1977 à 1987 la chute est de 55,61 % : 1 291 212 adhérents ont été perdus ! L'hémorragie est catastrophique. C'est dans ce contexte difficile que M. Krasucki a dû se résigner au départ, en septembre 1987, d'un de ses ex-fidèles en la personne de M. André Sainjon, responsable de la métallurgie.

M. Krasucki va donc rester à la tête de la CGT mais il va devoir partager de plus en plus son pouvoir avec M. Louis Vianet, qui, en étant consacré à l'automne dernier, a dû devenir rapidement le numéro un bis. Comme en 1985, c'est M. Vianet qui défendra le projet de document d'orientation. C'est M. Vianet qui va être de fait chargé de la mise en application de ces orientations en supervisant l'activité des fédérations et des unions départementales. S'il « abandonne » l'action revendicative à M. Duteil, un autre postulant à la succession, il conserve la direction de la Vie ouvrière et la haute main sur les négociations nationales. Les prochains mois seront donc décisifs pour voir comment s'effectuera ce partage de pouvoir dans les faits et de quelle autorité réelle disposera M. Krasucki. Avant que la bataille de la succession reprenne.

La place des socialistes

Une autre interrogation du quarante-troisième congrès concerne le pluralisme des instances dirigeantes. A la commission exécutive, (CE), il y a 140 candidatures et le nombre de membres pourrait être porté de 124 à 130. Mais déjà les tensions sont vives. Ancien responsable au secteur immigration, M. Boualem Benkhelouf se plaint de ne pas avoir été représenté à la commission exécutive en raison des positions non orthodoxes qu'il défend sur ce sujet : « La CGT, assurait-il le 18 avril, tourne le dos aux préoccupations particulières des travailleurs immigrés ».

Politiquement plus importante encore est la place des socialistes à la commission exécutive : sur 140 candidatures, on compte 117 communistes et 23 non-communistes. Les socialistes eux-mêmes passent

de 10 à 5... Au bureau confédéral, qui va être ramené de 18 à 16 membres avec les départs de M^{me} Poupon (communiste) et de M. Angleraud (socialiste), M. André Deluchat, membre du comité directeur du PS, sera le seul socialiste.

Les socialistes vont-ils accepter de voir leur influence se réduire comme une peau de chagrin ? La stratégie dépend aussi du PS lui-même. M. Deluchat a vivement dénoncé, dans plusieurs déclarations, ces atteintes au pluralisme en laissant même planer la menace d'une sortie collective des responsables socialistes de la CGT. Une crise semble toutefois peu vraisemblable en pleine campagne pour les élections européennes. Il semble acquis que les cinq candidats socialistes à la commission exécutive conserveront leurs responsabilités. Quant à la présence de M. Deluchat dans le bureau confédéral, elle ne devrait être tranchée qu'en fonction du déroulement du congrès lui-même. Mais, s'il remplit, M. Deluchat pourra-t-il rester durablement, au risque de jouer, à son corps défendant, les faire-valoir ?

De fait, le document d'orientation sur lequel les congressistes vont débattre à Montreuil peut donner lieu à une double lecture. D'abord une lecture politique. Les gouvernements qui se sont succédés depuis 1985 — Fabius, Chirac, Rocard — sont présentés comme s'inscrivant dans une même continuité, celle d'un soutien aux « forces du capital » avec comme conséquence un déclin économique et social encore accéléré par la perspective du marché intérieur européen de 1993. Dans le même temps, les convergences avec le PCF ont été encore accentuées au point qu'il y est fait référence dans le document d'orientation. En décembre 1987, un troisième membre du bureau confédéral, M. Duteil, est entré au bureau politique d'un PCF qui domine déjà complètement l'appareil cégétiste

au niveau des directions de fédérations et d'unions départementales.

A l'élection présidentielle de 1988, la CGT a roulé presque ouvertement pour M. Lajoinie et, pour les élections européennes, les appels en faveur de la liste Herzog — sur laquelle figure M. Ségué — se multiplient, les derniers émanant de M. Warcholak, secrétaire de la CGT, et des fédérations de la santé et des travailleurs de l'Etat.

Dans les tribunes de discussions publiées par la presse confédérale, les contributions ont été moins nombreuses que précédemment mais les critiques parfois plus vives. Ainsi M. Gery, un cadre de la BNP à Paris, estime qu'« une vraie indépendance attendait beaucoup la CGT à passer mieux dans le monde du travail ». Et M. Larrivé, un syndicaliste des PTT de l'Allier, affirme que « la volonté délibérée de la direction confédérale de la CGT de nous inféoder au Parti communiste répond au souci de minimiser les effets du déclin de ce parti ».

Partenariat privilégié

Il est clair en effet que ce partenariat privilégié de la CGT avec le PCF est contradictoire avec la volonté exprimée par le document d'orientation, et cède à M. Krasucki, de promouvoir « un bouleversement de taille » de la pratique syndicale afin qu'elle soit plus démocratique et plus proche des salariés. C'est la lecture syndicale. Les « insuffisances » de la centrale y sont jugées « graves, tenaces et pour certaines insupportables ». « Trop souvent, lit-on par exemple, les revendications sont élaborées en cercle réduit ». Approuvant une telle démarche, M. Stouquet, de la fédération des transports, évoque « des militants qui expriment des accords très théoriques avec cette démarche mais qui dans la mise en œuvre font

tout le contraire : élaboration des revendications de sommet, délégation de pouvoir, censure de propositions d'actions, centralisation des moyens ». Et le syndicat des hospices civils de Strasbourg ajoute que, « si les bases en prennent trop à leur aise, sortent du cadre fixé, des mesures sont prises : dissolution des syndicats et suspension de dirigeants ». Il est vrai que plusieurs directions plutôt novatrices — ou rénovatrices — ont payé parfois ainsi leurs audaces, comme au centre hospitalier de Grenoble.

Confrontée à son propre déclin, la CGT sait pourtant qu'elle doit se livrer à une véritable « perestroïka » pour remonter la pente en étant plus à l'écoute des différentes catégories de salariés et des syndicats d'entreprise qui n'attendent rien des congrès confédéraux ou fédéraux. Dans les Alpes-Maritimes, un syndicat CGT du Crédit agricole constatait récemment que le personnel « ne croit plus aux miracles et aux y-a-qua (...) ». Il se méfie aujourd'hui aussi des discours des patrons que des réponses syndicales. Un tel décalage va-t-il être accru ou résorbé par le quarante-troisième congrès ?

MICHEL NOBLECOURT.

● Manifestations CGT. — Après le défilé organisé le 18 mai, à Paris, par la fédération de l'énergie CGT, à l'approche du Congrès confédéral de la CGT, de nombreuses manifestations sont prévues. L'union régionale CGT d'Ile-de-France organise un rassemblement, le 23 mai, pour conclure la campagne de pétition en faveur des « dix » de Renault-Billancourt. La fédération CGT des officiers de la marine marchande appelle à une grève le 22 mai, pour des négociations. La fédération CGT de la métallurgie prévoit une journée nationale d'action, le 1^{er} juin, dans la construction navale, et celle de l'action sociale appelle à une grève, le 8 juin, dans les établissements sociaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE TRANSATLANTIQUE GROUPE CFC

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 16 Mai 1989 sous la présidence de M. François de SIEYES et a approuvé les comptes de l'exercice 1988 se soldant par un bénéfice net de F. 25.572.593, (dont F. 1.722.126, de plus-values nettes à long terme) contre F. 22.042.650,.

Elle a fixé le dividende pour l'exercice 1988 à F. 11, — par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5,50). Le dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juin 1989.

L'Assemblée Générale Ordinaire a nommé Administrateur M. Angelo TORCHIO, Directeur Central Adjoint du Credito Italiano, en remplacement de M. Pier Carlo MARENGO et renouvelé les mandats de MM. Luigi ROMEO et Bernard VAN TROEYEN.

Une Assemblée Générale Extraordinaire tenue le même jour a décidé une modification des statuts permettant la distribution du dividende en actions.

A l'issue de ces Assemblées, le Conseil d'Administration de la Banque a nommé M. Bernard VAN TROEYEN Vice-Président Directeur Général.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE

DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE sous-Direction de la Prévention

5^e Bureau

Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, la société Compagnie de raffinage et de distribution Total France, dont le siège social est 84, rue de Villiers, 92538 Levallois-Perret, a été autorisée à exploiter à Paris-13^e, à l'angle de la rue Jean-Baptiste Berlier et du quai d'Ivry, une station-service en plein air et en libre-service.

Cette station-service comprend un dépôt de 3 cuves de 10 m³ de carburant, 60 m³ de super carburant dont 10 sans plomb et 20 m³ de gasoil ainsi que 7 appareils dont 6 double distribution de liquides inflammables qui relèvent de la nomenclature des installations classées sous les rubriques 253 B et 261 bis B et C (A).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 17 novembre au 17 décembre 1988 inclus au commissariat de Police Judiciaire et administrative du 13^e arrondissement — 144, bd de l'Hôpital.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation serait susceptible d'occasionner.

Des dispositions ont donc été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation de cette station-service peut être consulté au commissariat précité ou à la Préfecture de Police — 12/14, quai de Gesvres à Paris 4^e — direction de la Prévention et de la Protection civile, sous-direction de la Prévention, 5^e bureau.

P. le Préfet de Police, et par délégation, le directeur de la prévention et de la protection civile, MARCEL BURLLOT.

La hausse des prix de détail en France : entre 0,6 % et 0,7 % en avril

La hausse des prix de détail en France a été comprise entre 0,6 % et 0,7 % en avril, après 0,3 % en février et en mars. Cette forte hausse s'explique pour moitié (0,3 point) par la forte augmentation des prix de l'énergie ; le super notamment a augmenté de 30 centimes le mois dernier, passant en moyenne de 5,07 francs à 5,37 francs. La hausse trimestrielle des loyers explique également 0,1 point de hausse. Le

rythme de l'inflation reste donc — hors énergie — à peu près le même qu'au cours des mois précédents.

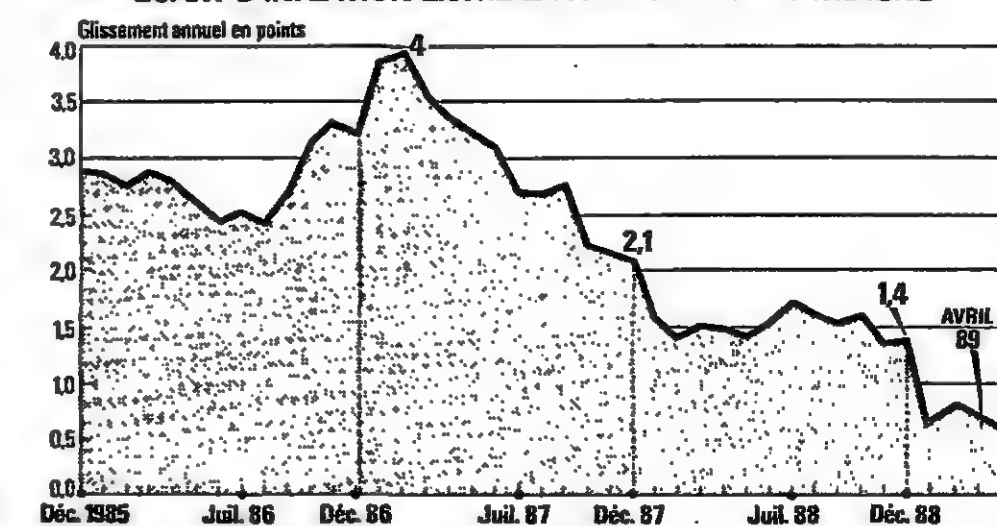
Sur un an (avril 1989 comparé à avril 1988), la hausse des prix de détail est de 3 % contre 2,7 % en mars et 2,6 % en janvier et février. Malgré cette accélération, la différence de taux d'inflation sur un an avec la RFA atteint son plus bas niveau : 0,6 point (la hausse

annuelle en RFA ayant été de 3 % en avril) après 0,7 point en mars et 1,5 point en avril 1988.

Dans presque tous les pays industrialisés (les Pays-Bas font exception), la hausse des prix a été très forte en avril : 0,6 % en RFA, 0,7 % en Italie et aux Etats-Unis.

Confrontée à la hausse des prix pétroliers, la France tire plutôt mieux son épingle du jeu que les autres pays.

ÉCART D'INFLATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE



REPÈRES

Chômage

Forte baisse en Grande-Bretagne en avril

Le chômage est tombé à son plus bas niveau en Grande-Bretagne depuis plus de huit ans avec 1 860 000 sans emploi annoncé, jeudi 18 mai le ministère de l'emploi. La chute mensuelle enregistrée, 80 200 sans-emplois en moins, est l'une des plus fortes que la Grande-Bretagne ait connue et ramène le taux de chômage à 6,5 % de la population active salariée. Le ministère souligne que ce phénomène a été général, les augmentations les plus spectaculaires ont été enregistrées dans le Sud-Est, les Midlands et le Nord-ouest.

Prix de détail

+ 0,7 % aux Etats-Unis

Les prix de détail ont progressé de 0,7 % en avril aux Etats-Unis, gon-

flés par la hausse record de 5,1 % des prix de l'énergie, a annoncé jeudi 18 mai le département du travail. La composante énergie de l'indice limite la portée de l'accélération des prix qui, sur les quatre premiers mois de l'année, ont connu une augmentation, en rythme annuel, de 6,6 % contre 4,4 % en 1988 comme en 1987. La plupart des analystes prévoient pour l'avenir proche un apaisement des prix de l'essence à la pompe. L'inflation qui devrait, selon eux, tourner autour de 5 % en moyenne cette année est malgré tout jugée suffisamment forte pour exiger une surveillance plus grande.

Production industrielle

Croissance de 5,4 % en mars au Japon...

La production industrielle japonaise a augmenté de 5,4 % en mars par rapport au mois précédent, alors qu'une estimation préalable portait

sur une hausse de 4,2 %. Le résultat de mars représente la plus forte progression mensuelle de la croissance industrielle au Japon depuis 1983.

... et ralentissement

en France

Selon l'enquête de conjoncture d'avril de la Banque de France, la croissance de la production industrielle, soutenue en avril, devrait se poursuivre « à un rythme plus lent au cours des prochains mois ». Le mois dernier, la croissance de la production a été particulièrement vive dans les secteurs des biens de consommation, d'équipement, les biens intermédiaires et l'automobile. Cependant, la Banque de France note que « les marges de capacités de production se sont encore réduites et apparaissent très étroites dans les biens d'équipement et l'automobile ».

هكذا من الأصل

Économie

AFFAIRES

Air France dans le capital d'Austrian Airlines

Air France a acquis 1,5 % du capital de la compagnie autrichienne Austrian Airlines, pour une quarantaine de millions de francs. Cette prise de participation symbolique marque le début d'une démarche plus dynamique d'Air France pour trouver des partenaires et des alliés qui leur permettraient d'affronter plus efficacement la concurrence mondiale.

Au premier abord, l'entrée d'Air France dans le tour de table d'Austrian semble peu significative. Son action n'y figure-t-elle pas depuis un an et ne porte-t-elle pas sa participation de 3 % à 8 % à la faveur de la même aug-

mentation de capital ? Ce n'est pas tout à fait une « première » pour la compagnie nationale, qui possède des actions de Middle East Airlines et de Royal Air Maroc.

Pourtant, cette acquisition fera date. Elle renforcera la coopération entre Air France et Austrian Airlines dans le domaine du développement du trafic de voisinage entre la France et l'Autriche, dans la recherche d'une complémentarité des réseaux et des systèmes de réservation et en matière de produits touristiques destinés à promouvoir l'Europe sur des marchés lointains.

Par cette démarche, Air France marque son désir de dépasser les

simples accords techniques et commerciaux qu'elle a multipliés en Europe. Comme ses concurrents et concurrentes, elle veut s'inscrire plus solidement à des forces complémentaires. La scandinave SAS a pris 10 % du capital de l'américain Texas Air, mais a retenu la prise de contrôle d'Argentine Airlines. L'australien Qantas, devient actionnaire d'Air New Zealand, British Airways lorgne sur 25 % des actions du belge Sabena.

La quête de la compagnie sœur n'est pas chose aisée. Il faut qu'elle ne soit ni trop grande ni trop dynamique pour ne pas faire de l'ombre à son alliée, ni trop malade pour ne pas contaminer

ALAIN FAUJAS.

La RFA privatisera son contrôle aérien

Le ministre ouest-allemand des transports, M. Friedrich Zimmermann, a annoncé, le 18 mai, que les services du contrôle de la circulation aérienne, actuellement sous statut administratif, seront privatisés.

« Les autorités responsables du contrôle du trafic aérien, dans sa forme actuelle ne bénéficient pas de la souplesse nécessaire pour faire face au trafic aérien en croissance constante », a-t-il déclaré.

En effet, la RFA connaît un encombrement aérien important en raison de l'augmentation des vols civils, de l'omniprésence des militaires et des multiples routes aériennes qui traversent le pays.

Il faudra entre trois et cinq ans pour réaliser cette privatisation qui permettra, notamment, de mieux répartir les signaux de ciel sans pour autant déstabiliser les grilles salariales de la fonction publique ouest-allemande. — (Reuter.)

AGRICULTURE

Au congrès du CNJA

M. Henri Nallet précise son plan de « banalisation » des prêts bonifiés

PERROS-GUIREC de notre envoyé spécial

Congrès-espérance pour le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) à Perros-Guirec (Côtes-du-Nord). Six cents congressistes attendaient, du pied ferme, le jeudi 18 mai, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet sur un dossier explosif : la fin du monopole de la CNCA (Caisse nationale de crédit agricole) en matière de prêts bonifiés et l'ouverture de ce domaine, jusqu'ici réservé, à la concurrence du secteur bancaire.

La veille, mercredi, M. Henri Nallet, président du CNJA, avait, dès le début de ce vingt-troisième congrès national, défini les « limites de l'acceptable » : l'ouverture au « libéralisme sauvage » du financement de l'agriculture et notamment de l'installation des jeunes, qui relève, selon le syndicalisme agricole, d'une « mission des services publics ».

Cet inacceptable se résume par un mot : l'« adjudication » des aides publiques, par lesquelles M. Pierre Bérégovoy se proposait de mettre en compétition l'ensemble des établissements bancaires.

Des arbitrages au fin fond, sous la houlette de M. Michel Rocard, ont finalement abouti, quelques heures à peine avant l'envoi de M. Henri Nallet pour le congrès, à un dispositif qui semble sinon satisfaisant, du moins rassurant un peu le syndicalisme agricole. « Nous avons évité le pire », ont commenté à chaud M. Henri Nallet et M. Raymond Lacombe, le président de la FNSEA, invité traditionnel du congrès.

En 1988, l'enveloppe des bonifications a atteint 13,56 milliards de francs destinés pour l'essentiel à l'installation des jeunes et à la modernisation des exploitations. Les taux des prêts ainsi distribués se situent dans une fourchette de 2,75 % à 8 %. Ils sont souvent générateurs de prêts complémentaires au taux habituel du marché. Pour un banquier, l'accès à l'enveloppe de bonifications peut jouer en quelque sorte le rôle de « produit d'appel » mais en se réservant l'examen des dossiers présentés, selon des critères de fiabilité qui ne sont pas nécessairement ceux de l'agriculteur. « On dit que les agriculteurs pourraient choisir leur banquier, mais ce seront en fait les banquiers qui pourront choisir leurs agriculteurs », a résumé M. Henri Nallet, avec des risques mortels pour les régions défavorisées et de production à risques.

Un dossier encombrant

Devant une salle qui observait, durant tout son exposé, un silence glacial, M. Henri Nallet rappelle d'abord qu'il ne s'agit pas d'un « dossier dans lequel il ne serait bien passé », et qu'il avait été l'un de ceux qui s'étaient opposés avec le plus d'insistance à la privatisation de la Caisse nationale de Crédit agricole votée par François Mitterrand et accueillie plutôt favorablement à l'époque par ce même syndicalisme agricole qui en redoute aujourd'hui les effets. Il a ensuite dévoilé les axes essentiels du dispositif par lequel il entend pallier « les évolutions dangereuses pour le financement de l'agriculture que pouvait induire un tel changement ».

Premier point : le taux des prêts bonifiés restera fixe, pas question, donc, de dumping entre les banques. Ensuite, après la suppression du monopole, les établissements désireux de participer à l'attribution de prêts bonifiés seront, « à l'issue d'un processus de sélection », liés par un contrat avec l'Etat. L'enveloppe nationale des bonifications données par l'Etat sera répartie par département « en concertation avec les organisations professionnelles agricoles ». Ce qui devrait, selon le ministre de l'Agriculture, « écarter le risque de voir certaines régions se retrouver défavorisées dans la distribution des prêts ». Lesquels prêts, consentis par l'ensemble des banques d'un département, viendront au fur et à mesure s'imputer sur l'enveloppe départementale jusqu'à épuisement de celle-ci. « Ce système laisse les emprunteurs absolument libres de leur choix. Ce sont les avantages annexes qui leur seront offerts par les banques, par exem-

ple en matière de prêts complémentaires, qui guideront leur décision. Rien ne les empêchera de rester massivement fidèles au Crédit agricole s'ils le désirent ! »

Le ministre s'est déclaré « très favorable » à l'allongement de la période — cinq ans actuellement — durant laquelle un jeune agriculteur peut avoir accès au taux bonifié.

L'ensemble du dispositif sera géré par un établissement public où les professionnels seront représentés. Un établissement qui pourrait soit naître de l'adaptation d'une structure existante, par exemple le Conseil national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), soit être créé de toutes pièces. Ce dispositif devrait être opérationnel au début de 1990 et, à partir de 1993, s'ouvrir également aux banques européennes.

GEORGES CHATAIN.

Toute médaille a son revers : si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des « couinements » qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture ! On a tenté d'y remédier

sans succès avec des lubrifiants siliconés.

Alors que faire ? Tendre une souricière ?

Soyons sérieux ! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples : très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usinant sans difficultés particulières.

Et en plus, les tests le prouvent, tout « couinement » est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris !



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.



FORUM VOYAGES
11980^F
18 JOURS
CIRCUIT INDE

SÉJOURS ET CIRCUITS
NEW YORK : séjour en Waldorf Astoria 8 jours (juin) : 4380^F
LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe 1/2 pension. Accomp. français. 12075^F
LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours. Hôtel de luxe 1/2 pension. Accomp. français. 13905^F
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour. 16 jours : 9450^F

MEXIQUE-GUATEMALA : Circuit groupe 16 jours. 12000^F
TURQUIE : Circuit l'Essentiel de la Turquie. 8 jours. 3300^F
BALI : Séjour hôtel 4 étoiles Beach Inn. 28 jours. 7885^F
Etc.

* Séjours circuits au départ de Paris, à dates fixes, puis à partir de.

* Séjours circuits individuels au départ de Paris, à dates fixes, 10 jours (Circuit Inde), puis à partir de.

A retourner à Forum Voyages, 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.51.28.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.34 / 1, rue Casanova (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minitel 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le bon temps plus vite.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Asie. ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,90 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

FORUM VOYAGES
L'agence internationale de voyages.

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!



DSM, Boite Postale 6500, 6401 IH-Herbert, Pays-Bas.

Économie

AFFAIRES

Accord triangulaire dans la distribution

Les fiançailles européennes de Casino

Le groupe succursaliste Casino a annoncé, le 18 mai, ses fiançailles avec deux partenaires européens : le groupe britannique Argill, basé à Londres, et le groupe néerlandais Royal Ahold, de Zaandam. Le mariage juridique et financier (par participations croisées, par exemple) n'est pas exclu, à moyen ou long terme, mais pour l'instant, il n'est question que d'un « accord pour rechercher des voies de coopération future » dans cinq domaines : la logistique (entrepôts, transports), les usines, les formules de magasins, les systèmes d'information et le marketing. En fait, il semblerait bien qu'il s'agisse d'une sorte d'union libre, puisque Casino n'a pas hésité à présenter à la presse le poids cumulé du nouveau futur groupe : 119,5 milliards de francs de chiffre d'affaires (dont près de 80 % réalisés en Europe et le reste aux États-Unis), 3,5 milliards de francs de bénéfice avant impôt, 4425 magasins, 31 entrepôts, 263 restaurants, 14 usines et un effectif de 183 000 personnes.

Le britannique Argill, qui a vendu ses activités de production et ses intérêts dans les vins et spiritueux, est le moins important des trois partenaires, avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de livres sterling (environ 37 milliards de francs) et plus de 63 000 salariés. Son bénéfice avant impôt est cependant le plus fort : 1,9 milliard de

francs, soit près de 55 % de l'ensemble. Il exploite en Grande-Bretagne 176 magasins Safeway (1 500 mètres carrés de surface en moyenne), 442 magasins Presto (deux fois moins grands) et 210 magasins Lo-Cost (270 mètres carrés en moyenne). Coté à la Bourse de Londres, Argill est un groupe récent dans la création et le développement duquel « les investisseurs financiers de la City sont très impliqués », a précisé M. Antoine Guichard, associé-gérant de Casino.

Royal Ahold — le plus important des trois — ressemble plus à Casino par la diversité de ses activités : il exploite aux Pays-Bas 650 magasins (supermarchés, drugstores « Etos », magasins de vins et liqueurs « Albert Heijn »), 3 chaînes de magasins (325 unités) sur la côte est des États-Unis (Bi-Lo, Giant Food Stores et First National Supermarket), 5 usines (boulangerie, viande, torréfaction de café, embouteillage de vins), 25 restaurants et une unité de vente en gros pour la restauration collective. Le tout pour un chiffre d'affaires de 15,3 milliards de florins (environ 47 milliards de francs), dont près de la moitié aux États-Unis, et un bénéfice avant impôt de 627 millions de francs. Il emploie 80 000 personnes. Coté à la Bourse d'Amsterdam, Ahold est une société d'origine familiale, dont le capital est pour l'essentiel dans le

public, la famille n'en ayant conservé que 8 %.

Casino, créé en 1938 à Saint-Etienne, est mieux connu du public français. Le groupe, a réalisé en 1988 un volume d'activités de 54,1 milliards de francs, ce qui correspond à un chiffre d'affaires consolidé de 35,5 milliards. Il exploite en France 2 517 magasins, dont 41 hypermarchés et 129 supermarchés, et 105 magasins aux États-Unis, sur la côte ouest. Il faut y ajouter 14 entrepôts et 238 restaurants. Il emploie 40 000 salariés. Le bénéfice avant impôt a atteint 940 millions de francs en 1988.

Chez Casino, société en commandite par actions, les nombreux descendants du fondateur (ils sont environ trois cents) contrôlent 30 % du capital, le reste étant dans le public. Casino est coté à la Bourse de Paris. A date du 22 mai, le groupe procède à une émission d'obligations convertibles à bons de souscription d'actions ordinaires, d'un montant global de 2 milliards de francs, dont 600 millions émis sur le marché international. Comme il n'est pas certain que tous les membres du groupe familial suivent cette opération, M. Antoine Guichard n'écrit pas que le contrôle familial sur l'affaire ne soit plus dans un an que de 23 ou 24 %.

J. D.

Audit

Fusion prochaine d'Ernst & Whinney et Arthur Young

Deux des huit grands cabinets mondiaux d'audit (les « big eight »), Ernst & Whinney et Arthur Young ont annoncé, jeudi, leur intention de fusionner. Ce rapprochement formera le plus important groupe international de ce secteur avec plus de 4,2 milliards de dollars (27,7 milliards de francs environ) d'honoraires, devant le leader mondial KPMG (3,9 milliards de dollars d'honoraires en 1988), lui-même issu du rapprochement en 1987 de Peat Marwick et KMG, alors numéro neuf du secteur.

La nouvelle entité se nommera Ernst & Young et regroupera quelque 68 000 collaborateurs (contre 62 500 actuellement pour KPMG et 45 900 pour l'actuel numéro deux, Arthur Andersen). L'ajout de ce regroupement est de pouvoir disposer, face à la mondialisation accrue des entreprises clientes des « big eight », de réseaux internationaux permettant de les servir dans chaque zone géographique. Ernst & Whinney, en particulier, était assez faiblement implanté en Europe, tandis qu'Arthur Young y a une forte présence.

La décision de fusion doit encore être approuvée par les associés (partners) des deux firmes et devra obtenir le feu vert des autorités antimonopoles de plusieurs pays.

L'Aérospatiale veut entamer le monopole américain sur le marché japonais des hélicoptères militaires

TOKYO
de notre correspondant

L'Aérospatiale a décidé de s'attaquer au marché nippon de l'armement. Les Français ne risquent guère d'être écartés dans leur entreprise par les Américains, qui dénoncent pourtant à grands cris le protectionnisme japonais, le marché des armes étant l'un de leurs chers gardés.

La visite à Tokyo, les 15 et 16 mai, du vice-président de l'Aérospatiale, M. Gérard Higon, intervient à un moment où, échaudés par leurs déboires avec les États-Unis à propos de l'aviation de combat FSX, les Japonais devraient être sensibles aux propositions françaises d'une association industrielle avec des partenaires locaux afin de produire sur place des hélicoptères destinés aux besoins militaires japonais. Le nouveau programme quinquennal de défense (1991-1995) prévoit, en effet, le remplacement d'hélicoptères de transport tactique.

L'Aérospatiale est loin d'être une entreprise inconnue au Japon : implantée depuis une trentaine d'années, elle détient plus de 40 % du marché civil et parapublic des hélicoptères. Deux cent cinquante de ses appareils volent au Japon, et elle a reçu cent vingt-sept commandes au cours des quinze derniers mois. En 1988, le Japon a acheté soixante-dix hélicoptères français, qui représentent en valeur près de la moitié du total de ses exportations industrielles en direction de l'archipel. Cette percée de l'Aérospatiale s'explique

par une explosion de la demande qui a pour origine la prospérité des entreprises, la saturation des transports traditionnels et la nature du relief. L'Aérospatiale a, d'autre part, vendu six Super-Puma aux autorités japonaises. Mais elle est absente du marché militaire.

M. Higon a exprimé le souhait que l'Aérospatiale puisse participer à une compétition ouverte pour le remplacement des hélicoptères de l'armée de terre, proposant la nouvelle génération du Dauphin-Panther.

Les Français visent un créneau précis du programme de défense japonais en cours d'élaboration. Le parc actuel d'hélicoptères de transport tactique, composé d'appareils UH-1H devrait être remplacé par des modèles américains Black Hawk et par une autre catégorie de cent cinquante appareils qui restent encore à choisir. Le Panther paraît des plus adaptés à la demande japonaise tant du point de vue du prix que des performances.

La réponse des Japonais à la proposition de l'Aérospatiale dépend, pour une part, de leur réaction au compromis boiteux intervenu avec les États-Unis sur la question de l'aviation de combat FSX : ou bien, ils préféreront éviter d'ouvrir un nouveau front de discorde avec les Américains, ou bien ils estimeront que la meilleure manière de s'orienter vers une relative indépendance en matière de fabrication d'armement consiste à susciter des concurrents. PHILIPPE PONS.

Open Market or Open Warfare?



Get the truth about Europe in the Financial Times.
The voice of authority in a changing Community.

Is 1992 something you should cheer or fear? It depends entirely upon how prepared you are for the battle of the open market.

For instance, do you really know what your foreign rivals are doing right now? Which of your domestic competitors are they talking to? What alliances are they making? And what plans have they for stealing your customers?

Read the Financial Times daily and we'll provide the strategic intelligence you need to defend your markets and expand abroad.

We'll also tell you how the battleground is being prepared in Brussels — analysing how each new directive affects Europe's business — and you.

And, with over 270 European correspondents, we'll explain how businesses like yours are restructuring

management and revising marketing operations to exploit the single marketplace.

It's this kind of authoritative reporting that makes the FT the leading international business newspaper amongst Europe's chief executives. Indeed, a full 72% of our readers are at board director level.*

Find out why these top decision-makers rely on the FT for insight, analyses and hard business news.

Subscribe now. And be sure to take advantage of this introductory offer. Get your first 12 issues free by simply completing and returning the coupon below to:

John Rolley, or by calling: 05 06 00 70.

One market. One newspaper.

*Source: PES 4, 1988. **Source: EBR, 1989.

It's time you tried the Financial Times. 12 issues absolutely Free with your introductory subscription. Delivered to you with our compliments.

To: John Rolley, Financial Times (France) Ltd., Centre d'Affaires le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01.
Tel: 42 97 06 23. Telex: 22 00 44. Fax No. 42 97 06 29.
Or call Toll Free: 05 06 00 70.

YES, I would like to subscribe to the Financial Times, Europe's leading business newspaper and enjoy 12 free issues. I will allow up to 21 days before delivery of my first copy. Please enter my subscription for:

(Please Tick) ☐ 6 months at FF895 ☐ 12 months at FF1630 ☐ 24 months at FF2775 ☐ Bill me

☐ Charge my American Express/Visa/Eurocard/Diners Club Card account.

Card Expiry Date: _____
*Currency rates are only valid for the country in which they are quoted. Subscription prices and promotions are valid until 31st May 1989.

Free hand-delivery services are available in the business centres of Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lyon, Marseille, Monaco, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg and Toulouse.

Name: _____
Title: _____
Company: _____
Telephone: _____
Address to which I would like my Financial Times delivered: _____

I understand that I can cancel my Financial Times subscription at any time and that you will refund the price of the undelivered issues.

Signature: _____ Date: _____

FINANCIAL TIMES
EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

Please reply by 30th June 1989.

Le remplacement du président d'Elf-Aquitaine
Les adieux de M. Pecqueur

« Ce n'est pas sans émotion que j'ouvre cette conférence de presse. C'est la dernière fois que je suis amené à présenter les résultats de la société. Hier, le conseil a adopté une résolution sur la constitution du prochain conseil. Je n'y figure pas. Ce qui montre que mon mandat se terminera le 27 juin. C'est la règle du jeu. »

Nulle trace de colère ou de rancœur. M. Michel Pecqueur, en présentant, jeudi 18 mai, les résultats de son groupe, très ému et sans chercher à le cacher, donne à tout son état-major et à la presse une leçon de dignité.

« J'ai l'impression que je n'ai pas failli à la mission qui m'a été confiée », assure le président, avant de rendre hommage à l'équipe qui a œuvré pour faire d'Elf « une société nationale à assise internationale ».

Les résultats de 1988 — 7,2 milliards de francs de bénéfices consolidés — étant déjà connus, M. Pecqueur ne s'y attarde pas, s'attachant au contraire à souligner les « faits porteurs d'avenir ». L'année en cours, précise-t-il, est dans la ligne et même au-delà des chiffres de 1988, ce qui laisse espérer qu'il ne s'agit pas d'un résultat exceptionnel, mais de l'annonce d'un « nouveau palier ».

Car, qu'il s'agisse de la chimie, devenue en quelques années un « ensemble cohérent, équilibré, performant et international », du pétrole, où les efforts soutenus d'exploration, plaçant Elf dans les cinq premiers rangs mondiaux, ont « payé » sous la forme de nombreuses découvertes, de la pharmacie, des finances — Elf a réalisé en 1988 pour 11 milliards d'acquisitions sans dégrader son ratio d'endettement et vient de réussir une

augmentation de capital —, le groupe se trouve dans une bonne position pour rester dans le peloton de tête des grands groupes européens et mondiaux.

Refusant de se prononcer sur les choix à venir — « il apprendra de mon successeur de déterminer comment exploiter ces potentialités », M. Pecqueur conclut, très applaudi, et, pour une fois, un peu grandiloquent : « J'espère qu'Elf continuera à prospérer, j'y suis très attaché, dans l'intérêt de ses actionnaires, de son personnel et, plus généralement, dans l'intérêt de la France. »

Dans la salle, les regards fuient. L'état-major, gêné, tente de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Un peu blasés — « ce n'est pas la première fois qu'on change brutalement de président », — la plupart des cadres semblent surtout inquiets du parachutage d'un nouveau patron dont l'encadrement socialiste ne correspond guère avec la tradition du groupe. Avec Pecqueur, on retrouvait le corps des Mines, la lignée de Pierre Guillaumat. On connaissait. Là, c'est l'inconnu... « assure en privé l'un des responsables du groupe, en s'efforçant aussitôt : « C'est off, bien sûr ».

Déjà mais loyal, Michel Pecqueur s'efforce malgré tout d'apaiser les passions. La mission sur l'énergie que vient de lui confier le ministre de l'Industrie tombe bien, dit-il pour lui permettre de prendre un peu de champ. Quant à Loïc Le Floch-Frigit, son successeur, il l'aidera, s'il le peut, et si lui-même le souhaite. Puis il repart, déjà lointain. Au service de l'Etat, envers et contre tout...
VERONIQUE MAURUS.

(Publié)
Traduction de texte ci-contre

Marché Libre
ou guerre ouverte ?

Pour connaître la vérité sur l'Europe, lisez le Financial Times.
Le journal qui fait autorité dans une Communauté qui change.

1992. Une date à applaudir ou une date à craindre ? Tout dépend de la manière dont vous serez préparés pour la bataille du marché libre.

Par exemple, êtes-vous sûr de savoir ce que vos concurrents étrangers sont en train de faire en ce moment ? Avec lesquels de vos concurrents nationaux sont-ils en pourparlers ? Quelles sont les alliances en train de se nouer ? Quels projets font-ils pour attirer vos clients ?

Lisez le Financial Times tous les jours et nous vous fournirons l'intelligence stratégique permettant de défendre vos marchés et de développer vos activités à l'étranger.

Nous vous dirons également comment se présente le futur champ de bataille de Bruxelles — en analysant les effets de chaque nouvelle directive sur les entreprises européennes — et sur la vôtre.

Et, avec l'aide de plus de 270 correspondants européens, nous vous expliquerons comment des entreprises comme la vôtre sont en train de restructurer leur direction et de revoir leurs activités de marketing, de manière à exploiter le marché unique.

C'est grâce à ses articles qui font autorité que le FT est le premier journal international d'affaires des PD-G européens. En fait, 72 % de nos lecteurs sont des administrateurs de sociétés ou équivalents.

Découvrez pourquoi les principaux décideurs se tournent vers le FT pour obtenir les idées, les analyses et les données économiques factuelles dont ils ont besoin. Abonnez-vous dès aujourd'hui. Et profitez de cette offre spéciale. Pour obtenir les douze premiers numéros gratuitement, il vous suffit de compléter et de retourner le coupon ci-dessous à :

John Rolley, ou de téléphoner au : 05-06-00-70.

Un marché unique. Un journal unique.

* Source : PES 4, 1988. ** Source : EBR, 1989.

Il est temps que vous essayiez le Financial Times. 12 numéros gratuits avec votre premier abonnement. Livrés chez vous avec nos compliments.

هكذا من الأصل

Europe 1993

Rencontre avec un grand producteur privé d'Allemagne fédérale

Un pionnier de la télévision sans frontières

La télévision sans frontières n'existe pas que dans les textes. Certains professionnels la font au quotidien. Reiner Moritz, l'un des plus grands producteurs privés d'Allemagne de l'Ouest, est de ceux-là.

Qu'on le salue comme un grand producteur allemand, et il corrige aussitôt : « européen ». Et ce ne sont pas propos de circonstance chez cet homme à la quarantaine élégante, aux cheveux impeccablement tirés en arrière. Reiner Moritz a choisi Munich pour installer sa maison de production, RM Arts, Londres pour sa société de distribution de programmes de télévision, RM Associates, et c'est avec les Français de Caméra continentale - une filiale de la Caisse des dépôts - qu'il vient de s'associer pour promouvoir dans le monde les programmes français

très haut de gamme (le Monde du 29 avril). Polyglotte et esthète, il ne sait faire que ce qu'il aime : coproduire et distribuer des programmes culturels même si, échaudé, il se méfie de l'effacement. « En télévision, dit-il, la valeur de l'émission n'a souvent aucune importance ; c'est l'événement qui l'accompagne qui compte. Quelle chaîne se serait intéressée à Salman Rushdie l'année dernière ? »

Pourtant, ce producteur heureux que Peter Brook a choisi pour son Mahabharata et qui vient d'achever avec Maguy Marin une nouvelle version de Cendrillon, est un Européen en collier, fiévreux de ce que le Vieux Monde fait aujourd'hui de sa télévision. Un Vieux Monde tiraillé entre « une conception élitiste de la culture et l'industrialisation du spectacle ». L'Europe, constate-t-il, est en train d'abandonner « sa conception traditionnelle de la télé-

vision de service public - informer, éduquer, distraire - au profit d'une conception américaine basée sur une fausse notion de l'éducation et de la démocratie. On assimile aujourd'hui culture et hermétisme et l'on confond la démocratie avec la satisfaction de la majorité. L'Europe est en train d'apprendre qu'il est impossible de marier la culture avec le plus grand nombre ».

Reiner Moritz a le cigare mythique du producteur et donne ses rendez-vous dans les bars des grands hôtels. Mais de sa profession il n'a ni le langage ni le souci. « C'est vrai, reconnaît-il, le grand public est spontanément attiré par « La route de la fortune ». Mais on oublie toujours que les 3 % de téléspectateurs qui suivent un opéra à l'écran sont infiniment plus nombreux que tous ceux qui assisteront jamais à ce même spectacle. Le public n'est pas

un, mais il est riche de multiples minorités aux intérêts variés. Pourquoi ces citoyens ne pourraient-ils aspirer, de temps en temps, à pouvoir regarder aux heures de grande écoute une émission qui leur ferait plaisir ? »

Le modèle anglais

Pour ce producteur qui vient d'investir 12 millions de francs dans « les nuits révolutionnaires » - une coproduction FR 3-SEPT déjà pré-vendue à Channel Four en Grande-Bretagne et à des chaînes scandinave, néerlandaise, belge, espagnole et portugaise, - la télévision européenne doit renouer avec ses ambitions passées. Mais, faute de pouvoir remettre en cause l'irrésistible croissance de la télévision commerciale, mieux vaut accepter, pense-t-il, une « coupure nette » entre deux univers audiovisuels et prôner l'abandon de toute publicité sur les antennes publiques. Sponsoring et parrainage compris, dont il dénonce « l'influence insidieuse, mais très réelle, sur le choix des scénarios, des acteurs, des lieux de tournage. Les intérêts commerciaux du monde des affaires sont toujours plus forts que la volonté des auteurs. Quel sponsor accepterait de mettre 2 millions de francs dans le tournage du Soulier de satin mis en scène par Antoine Vitez ? »

Atypique, iconoclaste parfois, provocateur souvent, Reiner Moritz se fait le chantre du modèle anglais. « Avec son souci de satisfaire les publics marginaux, Channel Four est le plus grand luxe qu'un pays puisse s'offrir. La France, au contraire, ne trouve pas grâce à ses yeux. Mme Catherine Tassat a parfaitement raison de dire qu'il y a une chaîne généraliste en trop. Vous n'avez, lance-t-il, ni suffisamment de talents ni suffisamment de ressources pour les faire vivre. Cinq, c'est une forme de record ! »

Reste cette télévision sans frontières dont il est l'un des pionniers, mais dont il se dit amer. Et profondément déçu. « Les Français s'opposent à toute coupure publicitaire dans les films ; ils n'ont pas été entendus. L'Europe sans colonne vertébrale s'est rangée aux lois du marché et n'est plus qu'une vaste salle de spectacle pour les spectacles d'Hollywood. »

PIERRE-ANGEL GAY.

La présidence espagnole de la Communauté

Mobilisation générale à Madrid

MADRID

de notre correspondant

« Nous savions que nous ne devions pas aspirer à une présidence historique, mais à une présidence efficace. Et je crois que, pour une première fois, nous n'y parvenons pas trop mal ! » Cet avis de M. Ignacio Arias, sous-secrétaire d'Etat au ministère espagnol des affaires étrangères, est largement partagé par les partenaires européens de l'Espagne, émus par le sérieux et le dynamisme avec lesquels l'administration madrilène a pris à bras le corps les affaires communautaires.

On tirera fin juin, lors de son achèvement, le bilan de cette première présidence espagnole de la Communauté. Mais on peut d'ores et déjà mesurer l'efficacité et les moyens que l'Espagne a mobilisés pour l'exercice. Ce dernier a non seulement révolutionné la vie déjà passionnément agitée de M. Francisco Fernandez Ordóñez, le ministre des affaires étrangères, mais il a mis, sans dessus dessous, tout son ministère. Dans ce pays qui sort à peine de plusieurs décennies d'isolement diplomatique, les diplomates espagnols, depuis le 1^{er} janvier, vivent que par et pour l'Europe. Parler au nom des Douze implique en effet de s'intéresser à tout, de donner son avis sur tout, y compris sur les thèmes qui, hier encore, n'intéressaient guère au sud des Pyrénées. M. Ignacio Arias peut se vanter d'être, c'est à lui qu'appartient la lourde tâche de « faire tourner la machine » du ministère. Il fait également office de ministre par intérim chaque fois que M. Fernandez Ordóñez - en tant que représentant des Douze - se trouve par moments et par

vaux. Il rappelle alors chaque jour, religieusement, entre 7 heures 20 et 7 heures 30 (heure locale bien sûr), afin de requérir les instructions sur les thèmes « chauds » et d'informer l'illustre voyageur des derniers développements de la politique espagnole.

Une « cellule européenne » a par ailleurs été mise sur pied, afin de coordonner toutes les activités en rapport avec la présidence. Quotidiennement, à 10 heures 30, elle se réunit pour dresser le menu du jour : la Communauté doit-elle se prononcer, et en quels termes, sur les affrontements du jour en Namibie, sur les derniers développements de l'intifada, sur l'affaire Rushdie ou la situation à Panama ? Comment alors les appels téléphoniques dans les autres capitales européennes.

« Pour chaque thème concret, nous avons tendance à commencer par les pays dont la position nous semble la plus proche de la nôtre, c'est-à-dire en pratique souvent par nos collègues français ou italiens. Rarement par les Britanniques ! »

A marche forcée

Mais la présidence de la Communauté n'est pas seulement faite de volutes de la haute politique. Il y a aussi les tâches obscures de l'administration. Depuis janvier déjà, des dizaines de fonctionnaires travaillent dans les moindres détails le Conseil européen de juin à Madrid. Les multiples réunions ministérielles informelles qui ont lieu, durant tout le semestre, aux quatre coins du pays mobilisent également les énergies. « Avant, les problèmes d'intendance ne se posaient vraiment que pour les

visites de chefs d'Etat, et concernaient essentiellement le service du protocole. Maintenant, ils se posent tous les quinze jours et mobilisent des dizaines de personnes », observe M. Arias.

Les sept cent sept diplomates recrutés du ministère ne suffisent pas à la tâche. Il a fallu rappeler sous les drapeaux, le temps de la présidence, une vingtaine de diplomates déjà retraités, et hâter discrètement la sortie de l'Ecole diplomatique de quelques jeunes diplômés. En outre, certaines ambassades « périphériques » ont dû être dégragées, au grand dam de leurs titulaires, pour renforcer d'urgence les effectifs de la maison mère à Madrid, ainsi que ceux des ambassades dans les pays de la CEE.

« La présidence a mis en évidence nos insuffisances et nous a obligés à les combler plus vite », observe M. Arias, qui est un optimiste invétéré. Non seulement en matière d'effectifs, mais aussi, par exemple, de télécommunications : un étage entier du ministère est désormais consacré à ce secteur qui constituait l'un de ses traditionnels talons d'Achille, et des dizaines de fonctionnaires se sont initiés à la marche forcée aux mystères du chiffre, de la cryptographie et du téléphone codé.

Au-delà des tourments quotidiens, le bilan de la présidence, chacun en est persuadé, sera finalement positif pour l'Espagne elle-même. « Nos diplomates savent mieux désormais ce qu'est l'Europe concrète, réelle », observe M. Arias. « Et puis, les tensions de la présidence sont positives pour un pays qui a trop longtemps vécu refermé sur lui-même. »

THIERRY MALINIAK.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GTE CORPORATION

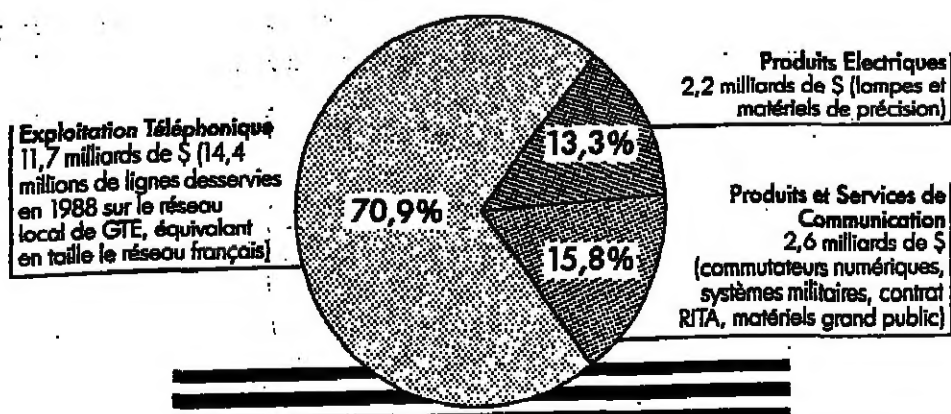
PROGRESSION DU BÉNÉFICE AU PREMIER TRIMESTRE 1989

	1 ^{er} trimestre 1988	1 ^{er} trimestre 1989	VARIATION
► Chiffre d'affaires consolidé (en milliards de dollars)	3,9	4,1	+ 5 %
► Bénéfice net consolidé (en millions de dollars)	286	329	+ 15 %
► Bénéfice par action (en cents)	84	97	+ 15 %

GTE Corporation, multinationale cotée à la Bourse de Paris, représentait en 1988 :

- 1,2 milliard de dollars de bénéfice net consolidé
- 16,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires consolidé
- 3,58 dollars de bénéfice par action
- 161 000 personnes dans le monde dont 1 600 en France

Ventilation du chiffre d'affaires 1988



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

البنك العربي والافار

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
S.A. au capital de 300 000 000 FF

Réuni le 10 mai 1989, sous la présidence de M. Mohamed Nour-Eddine Keras, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque intercontinentale arabe, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le bilan totalise 7 271 514 740 francs contre 8 022 136 805 francs au 31 décembre 1987.

La bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 470 805 francs contre 19 588 864 francs pour l'exercice 1987.

La dotation nette aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 54 011 139 francs contre 51 225 620 au 31 décembre 1987.

La structure financière a été renforcée par les actionnaires, les prêts subordonnés sont passés à 283 038 221 francs contre 23 489 761 francs au 31 décembre 1987.



FINANCIÈRE COLBERT

Réuni le 10 Mai 1989, sous la Présidence de Monsieur Jacques LIENARD, le Conseil d'Administration de la FINANCIÈRE COLBERT, Société filiale du Groupe MAAF, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1988 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 Mai 1989.

La FINANCIÈRE COLBERT a, au cours de l'exercice écoulé, poursuivi de manière significative une politique dynamique de développement, accroissant sensiblement ses capacités d'intervention sur les différents marchés et renforçant ses moyens administratifs et commerciaux.

Ce dynamisme s'est traduit par une vive croissance du total du bilan qui est passé de 893 Millions fin 1987 à 1 908 Millions au 31 Décembre 1988.

Les produits d'exploitation bancaire, quant à eux, ont enregistré une progression de 76 % par rapport au précédent exercice et s'élèvent à 362,74 Millions de Francs. Le résultat net bancaire atteint 74,64 Millions avec une croissance de 104 %.

Le bénéfice net de la Société s'inscrit à 33,2 Millions de Francs contre 14,4 Millions précédemment, soit une progression de plus de 129 %.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 Mai 1989, la distribution d'un dividende global de 90 Francs par action (60 Francs net + un avoir fiscal de 30 Francs) ainsi que l'affectation en comptes de réserves du résultat non distribué de 29 Millions de Francs.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



* À titre indicatif : 545 FF au 14.02.89



Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix jusqu'à 30% moins cher que le tarif standard, garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



l'aérospatiale veut enlever l'aviation sur le marché des hélicoptères militaires

adieux de M. Pecqueur

Marché libre en guerre ouverte

Marchés financiers

« Les Generali sont éternels »

Numéro un italien de l'assurance, numéro quatre européen du secteur avec 50 milliards de francs de primes annuelles, numéro deux mondial pour la capitalisation boursière (103 milliards de francs), les Assicurazioni Generali, déjà puissants au temps de l'Autriche-Hongrie depuis leur siège de Trieste, sont un monument. Les mauvaises langues prétendent qu'ils possèdent la moitié de l'Italie mais en tout cas, ils ont dans le Péloponnèse un immense patrimoine foncier avec des immeubles prestigieux à Rome, piazza Venezia, à Florence, place de la Seigneurie et à Venise avec des palais.

Le président et administrateur, Enrico Randone, est lui aussi un monument. A soixante-dix-huit printemps, il va demander et obtenir un renouvellement de son mandat, et il a déclaré en s'exprimant devant l'Association nationale des journalistes de l'assurance jusqu'à quatre-vingts ans, âge raisonnable pour passer la main, mais avec un soupçon de regret, semble-t-il. C'est un homme calme, à l'image des Generali qui ont le temps devant eux : « Ils sont éternels ».

Effectivement, les Generali ont passé près de soixante ans avec 10 % de l'Union suisse d'assurance avant d'en prendre 90 %. Allusion discrète à la Compagnie du Midi dont les Generali détiennent maintenant 16 %, après de longues batailles. Manifestement, c'est la détente entre le PDG actuel du Midi, M. Claude Bébier et les Generali, après les passes d'armes de

l'hiver dernier lorsque M. Pagézy ferraillait avec M. Randone et s'ingéniait à diluer sa participation montée à 20 % en gonflant le capital du Midi par absorption de filiales. Aujourd'hui, c'est l'entente cordiale. Le même Claude Bébier — « C'est un assureur et je suis d'accord avec lui » — a invité M. Randone à assister comme observateur au prochain conseil d'administration du Midi, « ce qui est exceptionnel ».

En outre, les Generali ont demandé à la Banque de France, et sont pratiquement certains de l'obtenir, une prorogation d'un an (jusqu'à juillet 1990) du délai durant lequel ils sont autorisés à porter à 20 % leur participation dans le Midi, avant d'atteindre la minorité de blocage (33 %). Aujourd'hui, « ce processus est moins urgent », puisque M. Bébier ne veut plus diluer la participation des Generali et parle maintenant de collaboration sur le plan international. De plus, acquiescer à 1 % supplémentaire du Midi coûte 450 millions de francs.

En attendant, les Generali, qui, avant 1914, essaient dans la Métropole, poussent à nouveau des pseudopodes en Europe centrale. Ils viennent de prendre une participation de 40 % dans deux entreprises d'assurances hongroises et regardent vers l'Est : Prague, Belgrade, etc. Qu'elle était belle l'Autriche-Hongrie !

F. R.

Démission du président de la SEC

Aux Etats-Unis, le président de la SEC (Securities and Exchange Commission), M. David Ruder, a annoncé jeudi 18 mai qu'il avait présenté sa démission à M. George Bush.

M. Ruder, âgé de soixante ans, avait été nommé par M. Ronald Reagan à la tête de la Commission américaine des opérations de Bourse en juin 1987 pour une durée de cinq ans. Depuis quelque temps, des rumeurs dans les milieux boursiers laissent entendre que le président des Etats-Unis voulait le remplacer et que la recherche d'un successeur avait déjà commencé. Le bruit s'était amplifié en début de semaine après la démission surprise d'un des directeurs de la SEC, M. Gary

Lynch, l'homme qui avait mené l'enquête sur l'affaire Boesky.

Dans une lettre adressée à M. Bush, M. Ruder a indiqué qu'il comptait reprendre à la rentrée de septembre des cours de droit à l'université de Northwestern, où il enseignait avant sa nomination. Toutefois, il continuera à assumer ses fonctions tant que son successeur ne sera pas désigné.

Parmi les futures personnalités pouvant le remplacer sont généralement cités les noms de M. Thomas Russo, ancien directeur d'un des départements de la Commission des marchés à terme et d'Edward Fleischmann, actuel membre de la SEC.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ERRATUM

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LA RUCHE MÉRIDIONALE-LRM

Les actions déposées à l'Office subsidiaire d'échange dépassant le maximum de 171 500 finies par la CFAO, il sera effectué une réduction sur tous les ordres supérieurs à trente-six titres, qui ne seront servis qu'à hauteur de 89 635 finies des quantités proposées, le solde étant payé en espèces au prix de 3 000 F par titre.

ROSIERES

Le conseil d'administration réuni le 14 avril 1989 sous la présidence de M. Fumagalli vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1988, qui seront soumis à la prochaine assemblée générale du 21 juin 1989.

Dans le cadre de la restructuration engagée par le groupe CANDY, qui a pris le contrôle de la Société ROSIERES en novembre 1987, cet exercice a été marqué par la liquidation de la division Grandes Cuisines, devenue, au 1^{er} juillet 1988, la Société ROSINOX, et par la cession de la participation majoritaire détenue dans la Société TIFTON.

De ce fait, la clôture au milieu d'exercice de la division Grandes Cuisines rend impertinente toute comparaison, la Société ROSINOX n'ayant, en tant que telle, qu'un exercice de six mois, les six premiers mois de son activité restant inclus dans les comptes de la Société ROSIERES.

Le chiffre d'affaires de l'activité sucrée s'élève à 633 279 KF, en progression de 10,4 % par rapport à l'exercice antérieur avec un résultat net comptable de 7103 KF, après dotation aux amortissements et provisions de 35 000 KF, contre 29 000 KF en 1987.

Le chiffre d'affaires de la filiale FRIGINOX progresse de 20,4 % avec 57 000 KF. Le résultat net comptable de 3146 KF marque une progression de 17 %.

Pour la nouvelle filiale ROSINOX, l'exercice 1988, de six mois seulement, fait apparaître un chiffre d'affaires de 52 610 KF, et un résultat net comptable en équilibre pour un résultat d'exploitation de 1960 KF et après dotations aux amortissements et aux provisions de 2108 KF.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, dans sa nouvelle configuration après la cession de la Société TIFTON, s'élève à 758 653 KF et le résultat net comptable pour la part du groupe à 6 580 KF.

Au total, l'année 1988 aura été marquée par un effort de restructuration, tant au niveau de l'organisation des activités de la société qu'au niveau de la consolidation des fonds propres. C'est ainsi que le ratio charges financières nettes/chiffre d'affaires est descendu de 2,54 % en 1987 à 2,12 % en 1988.

Dans cet esprit de renforcement de la structure financière et afin de doter la société des moyens nécessaires à son développement futur, il a été proposé de limiter la distribution au seul dividende statutaire de 5 F par action (7,50 F avec l'impôt fiscal).

L'annonce de l'année 1989, avec le lancement d'une nouvelle gamme complète de produits pose libre, et la bonne tenue sur le marché des nouveaux produits à forte innovation (tel que le four turbo-mix) et les perspectives encourageantes engendrées par le lancement de nouveaux produits à l'automne de cette année permettent d'envisager un niveau d'activité élevé, grâce également à une politique d'investissements soutenus.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES

Tél. : 45.55.91.82 — Poste 4160 ou 4107.

NEW-YORK, 18 mai ↑

Nouvelle et modeste avance

Sur sa lancée précédente, le marché américain a poursuivi, jeudi, son avance. Mais il a ralenti la cadence, et, à la clôture, l'indice des Industriels s'établissait à 2 470,12 (+ 7,69 points), son niveau le plus élevé depuis le grand krach d'octobre 1987. Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable à ce résultat.

D'une façon générale, les investisseurs ont été déçus par l'indice des prix pour avril (+ 0,7 %), légèrement supérieur aux prévisions. Néanmoins, après une rapide analyse, il est apparu que cette poussée inattendue était essentiellement due à l'augmentation des coûts de l'énergie. Qui ne devrait pas se reproduire les mois suivants. Un « broker » assureur, lui, que sur le fond, cet indicateur était révélateur du ralentissement espéré de la croissance et même de l'éloignement du danger inflationniste.

Amway ayant retiré son OPA, les actions Amway ont baissé de 15 %. Une assez forte activité a continué de régner, et 177,43 millions de titres ont changé de mains, contre 191,21 millions la veille.

VALEURS	Cours de 17 mai	Cours de 18 mai
Alcoa	66 7/8	67
AT&T	34 3/4	35
Bear	80 7/8	80 1/2
Chase Manhattan Bank	34 3/4	34 5/8
Deere	110 1/8	110 3/4
Eastman Kodak	43 1/4	44 1/2
Exxon	42 7/8	43 1/4
General Electric	48 1/4	49
General Motors	53	53 1/4
IBM	111 1/2	111 7/8
ITT	67 3/4	67
Intel	52 1/2	52 1/2
Johnson & Johnson	83 1/2	83 5/8
Pfizer	29 1/4	28 3/4
Schlumberger	39 1/4	39 1/2
Union Carbide	128 1/4	128
US Steel	27 3/4	27 1/4
Verizon	26	26 1/4
Westinghouse	81 1/4	81 1/2
Xerox Corp.	68 3/4	68 1/4

LONDRES, 18 mai ↑

Au plus haut depuis le krach

Les cours ont vivement progressé, jeudi, pour atteindre leur plus haut niveau depuis la crise boursière d'octobre 1987. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en hausse de 21,5 points, à 2 177,3. Il se retrouve ainsi à moins de 200 points de son niveau atteint le 16 octobre, à la veille du krach : 2 301,9.

Quelque 539,9 millions de titres ont été échangés, contre 548,6 millions mercredi. Le rachat de la participation de près de 30 % du groupe australien Goodman dans la firme agro-alimentaire Ranks Hovis McDougall (RHIM) par un consortium contrôlé par trois hommes d'affaires a stimulé le marché dans la matinée, et la décision de la Bundesbank en mi-journée de ne pas relever ses taux directeurs a donné un nouveau coup de pouce au Stock Exchange. Les valeurs exportatrices étaient particulièrement soutenues par le fermement du dollar, que ce soit British Aerospace et Jaguar. La compagnie d'assurance Royal Insurance se dépréciait à la suite de l'annonce de mauvais résultats trimestriels.

FAITS ET RÉSULTATS

● Amway retire son OPA sur Avon. — Le groupe américain Amway Corp. a annoncé, jeudi, le retrait de son offre d'achat d'Avon Products Inc., après le rejet la veille de cette OPA d'un montant de 2,8 milliards de dollars (17 milliards de francs) par le conseil d'administration d'Avon (le Monde du 18 mai).

● Henkel : 21 % de bénéfice en plus. — Le bénéfice net de Henkel, numéro quatre de la chimie allemande, a augmenté de 21 % en 1988, pour s'élever à 352 millions de deutschemarks pour un chiffre d'affaires net de 11 % et qui, pour la première fois, a dépassé la barre des 10 milliards de deutschemarks (10,25 milliards de deutschemarks). Sans les variations des taux de change, la progression aurait été de 13 %. Plus des deux tiers du chiffre d'affaires ont été réalisés à l'étranger. Le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'année a augmenté de 9 % par rapport à la même période de 1988, et le groupe s'attend, pour l'année en cours, à une croissance de deux chiffres de ses résultats. Le président du groupe, M. Helmut Siller, a, d'autre part, annoncé une augmentation de capital de 57,5 millions de deutschemarks à 690 millions de deutschemarks (1 pour 10). M. Siller a indiqué que son groupe allait se séparer de sa participation de 50 % détenue dans la capital d'Aqualon, une société américaine détenue à 50-50 avec le groupe Hercules (Delaware). Henkel a accepté l'offre de reprise

PARIS, 19 mai ↑

Frémissement

Parce qu'il était jeudi en fin d'après-midi, le frémissement s'est amplifié, et, au total, le marché a gagné de 0,23 %, redevenant positif, et en début d'après-midi il se maintenait à + 0,32 %. Les chutes statistiques (prix de détail américains et français pour avril) ont été conformes aux attentes des analystes. Mais si l'inflation s'est renforcée par rapport au mois précédent (entre 0,6 % et 0,7 % en France). De plus le refus du dollar a souligné les investisseurs. Mais ce renforcement de l'indicateur international n'a pas été suffisant pour effacer les pertes de la semaine précédente. Ce décalage de quatre séances se solde sur une note légèrement négative (- 0,4 %) à l'usage de la semaine précédente. La liquidation de mai s'annonce mardi est pour l'instant pendante (- 1,96). Toutefois un léger mouvement de reprise observé vendredi semblait de bon augure pour certains intervenants. Et, signe des temps, les Rols Royce sont repassés au-dessus du Palais Brongniart. Ces voitures étaient cotées d'une agence vendant les charmes d'un hab-dominion financier.

Rue Vivienne, les bureaux étaient animés pour discuter valeurs pétrolières comme Raffinage et BP France. Les opérateurs saluaient également Casino après l'annonce de son alliance avec le numéro un mondial des distributeurs, Royal Ahold, et le numéro quatre britannique Argyl. Du côté des banques, l'annonce de la vente de la Compagnie de Midi. Le titre du groupe d'assurance a subitement chuté de 1 420 F à 1 380 F avant de remonter vivement. Ce décalage initial a entraîné une vive contestation sur le marché à la criée, et les cotations ont été suspendues. La charge responsable de ce mouvement serait Messier-Houelle.

Enfin, avec le terme boursier de mai, dépendant des contrats d'options simples, ou du double ainsi que les options de la semaine précédente. Une page se tourne dans l'histoire de la Bourse.

Un mouvement de grève des employés de la presse a entraîné la fermeture de la presse écrite. Les journaux ont été publiés à la nuit. Les journaux ont été publiés à la nuit. Les journaux ont été publiés à la nuit.

TOKYO, 19 mai ↑

Au-dessus des 34 000 points

Après son repli récent, le marché nippon s'est redressé vendredi. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi ensuite assez régulièrement. En fin de journée, l'indice Nikkei avait progressé de 43,25 points. A la clôture de la journée, il s'établissait à 34 006,98, soit à 144,65 points (+ 0,43 %) au-dessus de son niveau précédent. Les investisseurs japonais ont été particulièrement actifs pour faire des achats. La crainte d'un relèvement du taux d'escompte reste assez vive. D'autre part, l'incertitude politique n'est pas de nature non plus à braver des initiatives. Reste, pour les investisseurs, les options sur le yen, et, désormais, après des positions.

Les valeurs électriques de haute technologie ont été très cotées, comme Toshiba et Hitachi. Progression de la construction navale, des aéronaviques et des immobilières. Repli des titres liés à papier et cimentiers. L'activité est restée assez faible, avec moins de 800 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours de 18 mai	Cours de 19 mai
Alcoa	66 7/8	67
AT&T	34 3/4	35
Bear	80 7/8	80 1/2
Chase Manhattan Bank	34 3/4	34 5/8
Deere	110 1/8	110 3/4
Eastman Kodak	43 1/4	44 1/2
Exxon	42 7/8	43 1/4
General Electric	48 1/4	49
General Motors	53	53 1/4
IBM	111 1/2	111 7/8
ITT	67 3/4	67
Intel	52 1/2	52 1/2
Johnson & Johnson	83 1/2	83 5/8
Pfizer	29 1/4	28 3/4
Schlumberger	39 1/4	39 1/2
Union Carbide	128 1/4	128
US Steel	27 3/4	27 1/4
Verizon	26	26 1/4
Westinghouse	81 1/4	81 1/2
Xerox Corp.	68 3/4	68 1/4

PARIS :

Second marché (collection)

VALEURS	Cours de 18 mai	Cours de 19 mai
Amsted & Amsted	483	483
Amsted	288	288
B.A.C.	323	323
B.D. & Amsted	800	800
B.I.C.M.	875	875
B.I.P.	771	771
B.I.P.	535	535
B.I.P. Technologie	200	200
B.I.P. Technologie	245	245
B.I.P. Technologie	187	187
B.I.P. Technologie	836	836
B.I.P. Technologie	846	846
B.I.P. Technologie	140	140
B.I.P. Technologie	160 1/2	160 1/2
B.I.P. Technologie	1540	1540
B.I.P. Technologie	388	388
B.I.P. Technologie	821	821
B.I.P. Technologie	286	286
B.I.P. Technologie	1940	1940
B.I.P. Technologie	200	200
B.I.P. Technologie	840	840
B.I.P. Technologie	284	284
B.I.P. Technologie	245	245
B.I.P. Technologie	875	875
B.I.P. Technologie	428 50	428 50
B.I.P. Technologie	100 10	100 10
B.I.P. Technologie	1480	1480
B.I.P. Technologie	1218	1218
B.I.P. Technologie	637	637
B.I.P. Technologie	200	200
B.I.P. Technologie	3150	3150
B.I.P. Technologie	17 10	17 10
B.I.P. Technologie	221	221
B.I.P. Technologie	488	488
B.I.P. Technologie	230	230
B.I.P. Technologie	635	635
B.I.P. Technologie	284	284
B.I.P. Technologie	185	185
B.I.P. Technologie	192	192
B.I.P. Technologie	30 20	30 20
B.I.P. Technologie	305	305
B.I.P. Technologie	805	805
B.I.P. Technologie	270 30	270 30

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 18 mai 1989

Nombre de contrats : 11 735.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Accor	44	44	44
CE	19,50	19,50	19,50
EF-Applique	52	52	52
Exatimed SA-PLC	13,50	13,50	13,50
Lafarge-Coppie	28	28	28
Michelin	4,95	4,95	4,95
Midi	1,50	1,50	1,50
Paribas	18,50	18,50	18,50
Preagat	115	115	115
Saint-Gobain	13	13	13
Société générale	19	19	19
Thomson-CSF	3,38	3,38	3,38

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 mai 1989

Nombre de contrats : 77 783.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	106,28	106,30
Précédent	106,14	106,12

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,66 F =	PARIS (INSEE base 100: 30-12-88)
	Valeurs françaises... 109,1
	Valeurs étrangères... 109,9
	(S&P, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC : 461,1
	(S&P, base 100: 31-12-81)
	Indice CAC 40 : 1 635,99
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 : 475,21
	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
	Industrielles... 2 462,43
	LONDRES (Indices Financial Times)
	Industrielles... 1 792,1
	Mines d'or... 179,4
	Fonds d'Etat... 86,60
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones... 33 856,33
	Indice général... 2 584,72

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300
SE-IL	6,6300	6,6300	6,6300

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16
SE-IL	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16	9 1/16	9 13/16

Les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont ceux indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

BOURSE DU 18 MAI

**Cours relevés
à 17 h 30**

Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2827	C.I.E. S.A. *	2672	3076	3917	+ 1.18	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- nies	VALEURS	Cum prod.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1022	B.N.P. T.P. *	1070	1071	1071	+ 0.06	1330	Chenier S.A. *	565	565	565	+ 0.82	1330	Lafarge-Capelle	1470	1460	1464	- 0.41	2350	Salomon	2525	2510	2530	+ 0.20
1222	C.E.F. T.P. *	1236	1236	1236	- 0.07	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.36	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1746	C.I.L. Lyon T.P. *	1130	1121	1121	- 0.80	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.12	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1701	Hannu T.P. *	1701	1698	1698	- 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1318	Thomson T.P. *	1318	1318	1318	- 0.07	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
636	Accor	636	636	636	+ 0.40	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
390	Al Ligier	390	390	390	+ 0.28	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
2270	Ala. Supena	2190	2195	2195	+ 0.23	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
670	A.L.S.P.I.C.	388	387	388	+ 0.64	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
2650	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
1000	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	1330	Desmar S.A. *	565	565	565	+ 0.07	1330	Lafarge	1340	1339	1325	- 1.12	760	Salvatore	839	820	825	- 2.28
575	Alchemis	584	582	586	+ 0.18	133																	

Comptant (selection)										SICAV (selection)										18/5					
VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS				
	% du mont.	% de coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Emission Fraie incl.	Rachet net		Emission Fraie incl.	Rachet net		Emission Fraie incl.	Rachet net		
Obligations										Etrangers															
Rep. 5,80 % 77			121 90	8 578		C.I.C. France, ch. C.I. Medioc C																			

[illegible]

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 18/76	COURS DES BILLETS Achat - Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 18/76	
Ecu-Liège 50 g	6 688	6 798	6 400	Or fin barre	76380	76760	
ECU	7 047	7 042	.....	Or fin (en lingots)	76760	76760	
Allemagne 100 DM	338 820	338 576	338 500	France Intégrale (20 fr)	399	399	
Belgique 100 BF	18 177	18 177	15 600	France Intégrale (50 fr)	459	461	
France 100 F	300 340	300 210	291	France Intégrale (20 fr)	459	461	
Grèce 100 dr	86 970	86 800	83 500	France Intégrale (20 fr)	459	461	
Normandie (100 L)	83 500	83 700	86 500	Suisse	578	578	
Danemark (100 L)	10 771	10 787	10 150	France de 20 dollars	2280	2786	
Grande-Bretagne (1 £)	3 364	3 368	3 700	France de 10 dollars	1400	1587 50	
Gélie (100 drachmes)	4 966	4 961	4 400	France de 5 dollars	700	700	
Italie (100 lire)	378 240	378 350	367 500	France de 10 francs	2330	2350	
Spain (100 Ptas)	100 140	100 520	98	Or London	471	477	
Autriche (100 sch)	48 130	48 100	48 700	Or Zurich	.....	.....
Europe (100 pes)	5 412	5 421	5 200	Or Hongkong	.....	.....
Portugal (100 pes)	1 082	1 082	1 082	Argent London	.....	.....
Canada (50 cts U)	6 528	6 608	5 400				
Japon (100 Yenes)	4 794	4 806	4 490				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ● : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 8 La conférence de presse du président de la République. 9 La crise en Chine. 10 Éthiopie : le président Mengistu annonce que la rébellion a été matée en Erythrée. 11 Panama : la « rentrée » du général Noriega.	13 Les sénateurs adoptent le livre I du projet de code pénal. — Les déclarations de M. Georges Marchais sur TF 1. — La situation en Nouvelle-Calédonie.	14 Les Églises européennes de l'Est jouent les troubles-fête au rassemblement œcuménique de Bâle. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 15 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe.	21 CANNES 89. 22 L'exposition sur « La tour Eiffel et l'exposition universelle de 1889 », le Bicentenaire aux Tuileries. 23 Les Amis des amis, de Henry James, au Théâtre Marie-Stuart.	30 Le 43 ^e congrès de la CGT. 31 M. Nallet précise son plan de « banalisation » des prêts bonifiés. 32 Les finanças européennes de Casino. 33 Europe 1993. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 Campus 28 Carnet 28 Loto 28 Météorologie 29 Jeux 30 Philatélie 30 Radio-Télévision 28	Après Pékin, Shanghai : les manifestations en Chine, heure par heure ETR Abonnés-vous au Monde ABO La Bourse en direct BOURSE 3615 tapez LEMONDE Le Mini-Journal JOUR 3615 tapez LM

L'Assemblée nationale renforce la législation contre le dopage des sportifs

Les députés ont adopté à l'unanimité, jeudi 18 mai, le projet de loi présenté par M. Roger Bambuck, secrétaire d'État chargé de la jeunesse et des sports, destiné à lutter contre le dopage des sportifs (répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives). Ce texte reprend la philosophie de celui préparé par son prédécesseur, M. Christian Bergelin (RPR). Ce projet remplacera la loi du 1^{er} janvier 1965, qui s'est révélée difficilement applicable. Le principe de 1965 est retenu, mais la notion de dopage est élargie : substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou de procédés ayant cette propriété. Le caractère intentionnel du dopage qui apparaissait dans la loi de 1965 est abandonné. Le simple constat de l'usage de dopant suffit pour sanctionner les fautes. Les athlètes dopés seront punis de sanctions disciplinaires. La répression des pourvoyeurs de substances dopantes est renforcée. Par ailleurs, les membres de la commission des affaires sociales ont, avec l'accord de M. Bambuck, créé un important volet prévention.

Un beau plateau pour un bon débat : un champion olympique (M. Guy Drut, RPR), un recordman du monde (M. Roger Bambuck), un champion du monde de patinage (M. Alain Calmat, PS), un vainqueur de l'Everest (M. Pierre Mazeaud, RPR). Réunis par l'amour du sport, le vrai, sans pitié ni piquette, les députés présents ont tous rappelé que le phénomène de « la dope » avait pris ces dernières années une telle ampleur que l'ensemble des disciplines sportives s'en trouvaient affectées. M. Thierry Mandon (PS, Essonne) a dénoncé la tendance actuelle à la « banalisation » du dopage, les aveux de cette pratique, amplement médiatisés, devenant un morceau de choix vendu à travers le monde (exemple : le témoignage au Canada du médecin et de l'entraîneur de Ben Johnson). « Cette banalisation est la signe d'une relative institutionnalisation du dopage dans certains pays et dans certaines disciplines », a expliqué M. Mandon. Le rapporteur de la commission, M. Alain Néri (PS, Pyrénées-Orientales), a affirmé que la lutte contre le dopage était devenue « un impératif national ». « Le dopage dénature le sport, il porte atteinte à son éthique et le dévalorise dans l'esprit du public, car c'est une tricherie. »

Campagne d'information

S'agissant des sportifs soignés avec des substances considérées comme dopantes, le rapporteur a précisé qu'ils seront momentanément écartés des compétitions sportives tant que durera le traitement. « Rendre le sport irréprochable », c'est le but que s'est fixé M. Bambuck. « Ce projet confère au ministre chargé des sports des pouvoirs nouveaux pour prendre à l'encontre des contrevenants, quelles que soient leur activité ou leurs fonctions sportives, des mesures disciplinaires, spécialement en cas de carence de la fédération concernée », a déclaré le secrétaire d'État. De nombreux amendements ont été adoptés de façon à préciser les contours du projet. Un article additionnel traitant de la prévention a

été inséré. Il comprend notamment la mise en place d'une campagne d'information auprès des jeunes. Toujours dans le cadre d'une meilleure protection des mineurs, M. Néri a défendu et fait adopter un amendement qui renforce les peines d'emprisonnement (de deux à quatre ans) lorsque des mineurs auront été incités à utiliser des substances dopantes. Les pourvoyeurs pourront être punis, d'une façon générale, d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 5 000 F à 100 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Un amendement de précision permet, par ailleurs, au pouvoir réglementaire d'interdire l'utilisation de produits qui, au-delà d'une certaine dose, peuvent être considérés comme dopants (éphédrine, caféine, produits anesthésiques, etc.). S'agissant de la commission de lutte contre le dopage (composée de représentants de l'État, du mouvement sportif et de personnalités qualifiées), il a été précisé que des spécialistes médicaux ou scientifiques de la lutte contre le dopage en feront partie.

Cette commission est chargée, notamment, d'émettre des avis concernant l'harmonisation des réglementations des fédérations sportives pour la lutte contre le dopage et de proposer des mesures pour lutter plus efficacement contre lui. Les députés, toutes couleurs politiques confondues, ont rejeté un amendement du gouvernement tendant à supprimer l'article 5 du projet, qui institue un mécanisme de visites domiciliaires à des fins administratives (sous réserve d'une autorisation judiciaire). A la réflexion, M. Bambuck estimait qu'il n'y avait pas lieu de retenir un cadre juridique dérogatoire, le code de procédure pénale permettant déjà aux officiers de police judiciaire de procéder à des visites et à des saisies. Les députés ne l'ont pas suivi, estimant notamment que la disparition de cet article empêcherait, par exemple, les perquisitions au domicile des sportifs.

PIERRE SERVANT.

Moquette-Vison, enfin abordable chez Artirec

En moquette, il n'y a pas mieux que le velours du pays lotois vierge tissé selon la tradition, grillé Woolmark. C'est le plus beau revêtement textile existant actuellement, la « moquette-vison », habilement réservée aux acheteurs « aisés ». Distribuée à marge réduite, on peut la trouver chez Artirec, presque au prix d'un synthétique. Qualité super souplesse qui vieillira bien, facile à nettoyer, anti-feu et antistatique par nature. 3 largeurs, dont une exceptionnelle : 5,50 m. 30 couleurs merveilleuses et choies, visibles en rouleaux (et non sur échantillons, sans surprise). En stock limité. Affaire à saisir rapidement. Prix calculés à l'avantage du client. Cela vaut vraiment le déplacement chez Artirec, 4, bd de la Bastille, 75012 Paris, tél. 43.40.72.72, M^o Qu. Rapée. Artirec est agréé Franc. Park. gr.

Le numéro du « Monde » daté 19 mai 1989 a été tiré à 346 707 exemplaires

MODE : LES METRES DU PLAISIR...

Leurs noms : Shantung, Fil à Fil, Toffetas, Satin, Prince de Galles, Ottoman, Brocat, Organdi, etc. Leur repaire : chez Rodin, pour votre plaisir, au milieu des imprimés, des toiles, des lins, des cotons, des soies, etc. Leurs talents : Des mètres exigeants et irréprochables, des tissus jeunes et nouveaux, depuis 30 F le mètre !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

Les banques centrales tentent d'enrayer la hausse du dollar

La Bundesbank n'a pas participé aux interventions concertées sur les marchés des changes

Les banques centrales des pays industrialisés ont intervenu activement sur les marchés des changes le jeudi 18 mai pour procéder à des ventes de dollars et tenter ainsi d'enrayer le mouvement de hausse de la devise américaine. Ces interventions ont réussi à provoquer une décade, au moins passagère, de la devise : celle-ci cotait 6,6625 francs environ et 1,96 mark le vendredi 19 mai au fixing, alors qu'elle avait été fixée officiellement à 6,7080 francs et 1,9793 mark la veille avant les débuts des actions des banques centrales.

Cette baisse s'explique par le nombre important de banques centrales présentes sur les marchés (celles des États-Unis, du Japon et la plupart des instituts européens) et par les montants de dollars considérables qui ont été vendus, entre 3 et 5 milliards selon les estimations des cambistes. En outre, les banques ont choisi d'intervenir conjointement seulement après plusieurs jours de forte hausse. Juste avant l'arrivée des banques centrales sur le marché, la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs inchangés et l'annonce d'une hausse de 0,7 % des prix de détail américaine ont eu l'effet d'atténuer les opérations de poursuite de leurs achats de billets verts.

Cependant, cette série d'interventions dans la plus belle tradition de

la coopération monétaire du groupe des Sept n'a pas enrayer véritablement le sentiment haussier à l'égard du dollar et a été marquée par une faillite importante. La Bundesbank n'est pas intervenue, malgré le net affaiblissement du mark. Faut-il trouver dans le comportement de l'institut d'émission allemand des fondements économiques ou faut-il y voir une preuve plus politique de la volonté de la RFA de reléguer en second plan la coopération monétaire internationale ? Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a tenté le 18 mai de dédramatiser la situation, en expliquant à la télévision allemande que les problèmes posés à la RFA par la hausse du dollar étaient « surmontables » et que le mark conserve une position « fondamentalement favorable ».

Il apparaît cependant clair qu'à l'heure actuelle certains pays, comme le Japon et la RFA, se trouvent confrontés à des difficultés économiques nouvelles, qui leur font privilégier leurs politiques intérieures. Plusieurs déclarations de dirigeants japonais confirment cette priorité, et le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, aurait été jusqu'à remettre en cause le principe de la fixation par le groupe des Sept de fourchettes de parités de changes.

F.L.

Nouveaux engagements sur la libération des mouvements de capitaux au sein de l'OCDE

A l'issue de rudes discussions, les vingt-quatre pays industrialisés membres de l'OCDE se sont accordés pour mettre à jour et clarifier la portée des engagements pris en 1961 pour libérer les mouvements de capitaux, à l'occasion du 18 mai, à Paris, l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ces modifications touchent deux « codes de libération », qui couvriront désormais les mouvements de capitaux à court terme comme les opérations sur les marchés monétaires et les marchés à terme, les swaps, options et autres nouveaux instruments financiers. Ces codes révisés entreront en vigueur lors du premier semestre 1990, les pays membres disposant d'environ un an pour émettre des réserves avant que les textes ne deviennent irréversibles.

« Omnium candidat à la reprise du groupe publicitaire BMP. — Le groupe publicitaire britannique BMP, qui réside actuellement à une OPA du français BDDP, vient de trouver un « chevalier blanc » avec le groupe publicitaire américain Omnium. Celui-ci a fait une offre de reprise sur la base de 355 pence par action, et envisagerait de fusionner BMP en propre filiale DOB-Nordham. Cette offre a été acceptée par les dirigeants de BMP. BDDP doit maintenant décider s'il augmente son OPA, actuellement fixée à 350 pence par action.

(Publicité)
CHAQUE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires en vente et en location
C'est une exclusivité du Monde :
« La Sélection des Institutionnels »

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30 demeco

Sur le vif

Ciné chic, ciné choc

Tiens, je suis allée au cinéma, hier après-midi, aux Champs-Élysées. Ça n'était pas arrivé depuis six mois. New York Stories. La dernière, celle de Woody Allen, venait à peine de commencer. Ça tombait bien, je suis en vacances devant lui. A l'entracte, j'ai hésité : Qu'est-ce que tu fais ? Tu pars ou tu restes pour le Coppola et le Scorsese ? Je suis restée, et... je suis partie. Dire qu'on se plaint de la pub à la télé ! C'est un plaisir à côté de ces énormes, de ces interminables écrans Marlboro, Coca-Cola, J & B qu'on est obligé d'avaler, tête renversée, dans le silence et l'obscurité. Aucune échappatoire. Si, les toilettes. Mais, bon, on en a vite fait le tour.

Le cinéma permanent, par exemple ! Le plus souvent, on n'a pas le droit d'entrer après le début de la séance. Faut pointer dans le hall comme au théâtre. Quant au prix des places, vous savez de combien il a augmenté en dix ans ? De 239,9 % ! Moi, j'en ai eu pour 30 balles. Ouais, ce coup-là, ô miracle ! Ils l'ont accepté, ma carte verte. D'habitude, la caisse, hautaine, me prie de la remettre dans ma culotte. C'est pas le jour, c'est pas l'heure, sauf le jour et à l'heure où il y a pas un chat. Si, moi. Alors, pour la grande fête de la convivialité

dans des salles chaleureuses et bondées, on repassera !

De toute façon, le ciné, un Français sur deux — c'est un sondage du Fig Mag — n'y va jamais. Trop loin, trop cher, pas de salles de quartier, le banlieusard c'est le désert, et puis il y a le parking, et puis il y a la baby-sitter, et puis, et puis... La barbe ! On attend, bien peinards, qu'ils passent au pied de notre lit ou de notre canapé, tous ces chefs-d'œuvre présentés au Festival de Cannes et dont on nous rebat les oreilles à longueur d'ondes, de colonnes et d'antennes pendant cette longue quinzaine de la pellicule. Là, en ce moment, c'est d'autant plus accablant que nos envoyés spéciaux, au lieu de nous montrer les stars, nous montrent des Canis, nous devant les marches du palais, regarder des stars qu'on ne voit pas ! Ça fait plus peuple.

Allez vous étonner, après ça, si le peuple se rue sur les magazines de télé — ils tirent à des millions d'exemplaires — pour y découvrir, à la petite semaine, qui joue quoi, où et quand, photos de vedettes et critiques à l'appui. La voilà, la presse populaire, une presse au service de l'art populaire contemporain : le ciné à domicile.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● **SUÈDE** : arrestation de quinze membres présumés du FPLP-CG. La police de sécurité suédoise a interpellé, jeudi 18 mai, quinze personnes d'origine arabe soupçonnées d'appartenir à l'organisation palestinienne FPLP-CG, groupe dissident de l'OLP et auteur présumé de deux attentats commis en juillet 1985 au Danemark. a-t-on appris, vendredi de source policière à Stockholm.

● **Le scandale Recruit-Cosmos**. — L'ancien premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, témoignera devant le Parlement le 25 mai à propos du politico-financier Recruit-Cosmos, ont annoncé, vendredi 19 mai, des responsables parlementaires. M. Nakasone doit être interrogé sur son rôle dans ce scandale, qui a conduit le premier ministre, M. Noboru Takeshita, à démissionner. — (Reuters.)

● **PHILIPPINES** : M. Marcos opéré d'urgence. — L'ancien président Marcos a été opéré d'urgence jeudi 18 mai, à la suite d'une défaillance rénale. Les médecins du centre médical Saint-François de Honolulu, où il est hospitalisé depuis le 15 janvier, ont déclaré que l'ancien dictateur était dans un « état très critique ». Selon un porte-parole de l'hôpital, M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, « n'a que de faibles chances sur cent de survivre ». (AFP, Reuters.)

● **Une détention de Fleury-Mérogis** gravement brûlée dans un incendie. — Une jeune femme, détenue au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis a été gravement brûlée, jeudi 18 mai, lors d'un incendie.

M. Dominique Baudis invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, député apparenté UDC de la Haute-Garonne, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 21 mai, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Baudis qui figure parmi les initiateurs du courant des « rénovateurs » de l'opposition et qui a appelé à titre personnel à voter pour la liste de M^{me} Veil aux élections européennes répondra aux questions d'André Pécresse et d'Anne Chesneau, du Monde, de Dominique Pénigaud et de Bernard Lohu, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Délicate...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ LAMAZÈRE Paris 8^e

VOLVIC

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINUTE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

كلنا من الأصل